

TRAITÉ D'ÉCONOMIE MARXISTE

PAR

ERNEST MANDEL

Tome I



INTRODUCTION	7
<p>Paradoxe du marxisme d'aujourd'hui. – Responsabilité des marxistes. – Théorie économique et faits empiriques. – Théorie économique et histoire économique. – La méthode. – Valeur et force d'attraction du marxisme. – Le marxisme vivant : une promesse.</p>	
CHAPITRE I : TRAVAIL, PRODUIT NÉCESSAIRE, SURPRODUIT	19
<p>Travail, société, communications, langage, conscience, humanité. – Le produit nécessaire. – Débuts de la division sociale du travail. – Première apparition d'un surproduit social. – La révolution néolithique. – L'organisation coopérative du travail. – L'occupation primitive du sol. – La culture du sol irrigué, berceau de la civilisation. – La révolution métallurgique. – Production et accumulation. – Polanyi : « Existe-t-il un <i>surplus économique</i>? »</p>	
CHAPITRE II : ÉCHANGE, MARCHANDISE, VALEUR.....	52
<p>L'échange simple. – Troc silencieux et dons cérémoniels. – L'échange développé. – Naissance du commerce. – Production pour les besoins et production de marchandises. – Société coopérativement organisée et société reposant sur l'économie du temps de travail. – Valeur d'échange des marchandises. – Petite production marchande. – Loi de la valeur dans la petite production marchande.</p>	

- CHAPITRE III : ARGENT, CAPITAL, PLUS-VALUE** 82
- Nécessité d'un équivalent général. – Évolution de l'équivalent général. – La monnaie. – Évolution de la richesse sociale et rôles différents de la monnaie. – Circulation de marchandises et circulation de l'argent. – La plus-value issue de la circulation des marchandises. – La plus-value issue de la production de marchandises. – Capital, plus-value et surproduit social.
- CHAPITRE IV : LE DÉVELOPPEMENT DU CAPITAL** 113
- Formes de surproduit agricole. – Accumulation de valeurs d'usage et accumulation de plus-value. – Le capital usurier. – Le capital marchand. – La révolution commerciale. – L'industrie à domicile. – Le capital manufacturier. – Création du prolétariat moderne. – La révolution industrielle. – Particularités du développement capitaliste en Europe occidentale. – Capital et mode de production capitaliste.
- CHAPITRE V : LES CONTRADICTIONS DU CAPITALISME** 161
- Le capital assoiffé de plus-value. – La prolongation de la journée de travail. – L'accroissement de la productivité et de l'intensité du travail. – Main-d'œuvre humaine et machinisme. – Formes et évolution des salaires. – Note supplémentaire sur la théorie dite « de la paupérisation ». – La double fonction de la force de travail. – La péréquation du taux de profit dans la société précapitaliste. – La péréquation du taux de profit dans la société capitaliste. – Prix de production et valeur des marchandises. – Centralisation et concentration du capital. – La chute tendancielle du taux moyen de profit. – La contradiction suprême du régime capitaliste. – Travail libre et travail aliéné. – La lutte de classe.

INTRODUCTION

Un étrange paradoxe domine l'attitude du monde académique envers la théorie économique marxiste. Il y a un demi-siècle, celle-ci rencontra un intérêt théorique croissant et fut l'objet de débats passionnés dans les milieux universitaires; mais on lui nia toute efficacité pratique: une économie socialiste « ne pourrait pas fonctionner », disaient les économistes (1). Aujourd'hui, personne ne conteste que la théorie marxiste puisse inspirer (non sans succès) la politique économique d'États, grands ou petits; mais dans les milieux académiques, elle ne rencontre plus qu'indifférence ou dédain (). Si elle fait, quelquefois, l'objet d'études plus poussées, ce n'est pas en fonction de sa valeur propre, mais en tant que sous-branche de cette « science » nouvelle appelée « soviétologie », à moins que ce ne soit dans le cadre d'une discipline encore plus étrange, la « marxologie »...*

Quiconque considère comme valable la méthode d'investigation marxiste, et la masse des résultats auxquels elle a

(*) J.M. Keynes caractérise le *Capital* de Marx comme « un manuel économique désuet... non seulement erroné du point de vue économique, mais encore sans intérêt ni application pour le monde moderne » (2). A. A. Berle jr. considère que « l'économie politique de Marx est dépassée et réfutée » (3). François Perroux affirme qu'« aucune des « tendances chroniques » (du capitalisme, révélées par Marx) n'est démontrable logiquement ni ne peut être prouvée en recourant à l'observation scientifique » (4). Raymond Aron écrit : « Le marxisme ne tient plus guère de place dans la culture de l'Occident, même en France et en Italie, où une importante fraction de l'intelligentsia se rallie ouvertement au stalinisme. On chercherait vainement un économiste digne de ce nom que l'on pût qualifier de marxiste au sens strict du terme (5). » Etc.

abouti — et l'auteur se place sans réserves à ce point de vue — pourrait évidemment rétorquer qu'il n'y a là rien d'étonnant. La science académique n'est-elle pas « au service de la classe dominante »? Le monde capitaliste n'est-il pas « engagé dans une lutte à mort » avec le « bloc socialiste »? La théorie marxiste n'est-elle pas une arme essentielle de ce « bloc »? Les serviteurs du capitalisme ne sont-ils pas obligés de discréditer systématiquement tout ce qui sert leurs adversaires de classe? Le discrédit jeté sur le marxisme en Occident ne serait dès lors qu'une manifestation de la lutte des classes elle-même, confirmant par ricochet la validité des thèses marxistes. L'argumentation risque fort d'aboutir à ce dialogue de sourds qui se dégage de l'échange d'invectives « techniques » entre marxistes et psychanalystes...

Nous ne contesterons point qu'il y ait un grain de vérité dans ces affirmations, mais rien qu'un grain! Si l'on examine sans illusions ni fausse pudeur tout le monde où se forgent et se défendent les idées, on ne pourra pas contester qu'on y rencontre bon nombre de cyniques et d'arrivistes, de gens qui vendent leur plume et leur cerveau au plus offrant, ou qui modifient imperceptiblement la trajectoire de leur pensée, si elle risque de retarder leur avancement. Il faut d'ailleurs ajouter que depuis plusieurs décennies, l'Union soviétique, disposant d'un pouvoir matériel croissant, exerce elle aussi une influence du même genre sur tout ce monde-là.

Aucun marxiste digne de ce nom, fidèle à la grande tradition scientifique de Karl Marx lui-même, ne pourra cependant réduire le problème de l'évolution des idées à de simples questions de corruption directe (par intérêt personnel) ou indirecte (par la pression du milieu ambiant). Marx et Engels ont précisé plus d'une fois que l'histoire des idées suit sa dialectique propre, que les idées évoluent en partant de données léguées par une génération à une autre, et par la collision d'écoles en compétition (cf. la lettre d'Engels à Fr. Mehring du 14 juillet 1893). La détermination sociale de ce processus opère pour l'essentiel sur une matière ainsi

donnée, avec ses contradictions propres et ses possibilités « d'éclatement » dans diverses directions.

Commentant les « Theorien über den Mehrwert », qui auraient dû constituer le tome IV du Capital, Rudolf Hilferding a souligné à juste titre que nous sommes en présence d'une étude de l'évolution dialectique des idées de par leur logique propre, leurs contradictions internes (« Selbstentwicklung der nationalökonomischen Wissenschaft »). Marx ne faisait intervenir le facteur social qu'en tant qu'explication du dernier ressort de cette évolution, et non pas en tant qu'explication immédiate (6).

Or, la tradition marxiste résume l'évolution de l'économie politique bourgeoise, c'est-à-dire « officielle » ou « académique », en trois phases, qui coïncident chacune avec une phase d'évolution du capitalisme. Durant la phase d'ascension de la bourgeoisie vers la position de classe dominante, l'économie politique part à la conquête de la réalité économique : c'est l'élaboration de la théorie de la valeur-travail, de William Petty à Ricardo. Puis survient la phase pendant laquelle la classe bourgeoise engage une lutte de classe de plus en plus aiguë avec le prolétariat, sans pourtant avoir éliminé définitivement les anciennes classes dominantes : c'est la période pendant laquelle l'éventail des contradictions inhérentes à la théorie de la valeur-travail bourgeoise est largement ouvert, donnant naissance à l'école marxiste d'une part et aux diverses écoles bourgeoises post-ricardiennes de l'autre. Finalement, au cours de la troisième phase, la bourgeoisie ayant, définitivement consolidé ses positions dominantes, n'a plus qu'une lutte défensive à soutenir contre le prolétariat. C'est la période de déclin de l'économie politique bourgeoise. De scientifique, elle devient purement apologétique. La théorie de la valeur-travail est remplacée d'abord par « l'économie vulgaire » (éclectique), puis par l'école marginaliste ou par des écoles mixtes, faisant la synthèse de l'éclectisme et du marginalisme.

En analysant l'évolution de la pensée économique officielle au cours des trente dernières années, on s'aperçoit

cependant que ce schéma n'est plus complet. Depuis la grande crise 1929-1933, on peut facilement déceler une quatrième phase dans l'évolution de l'économie politique bourgeoise : la phase de la théorie purement pragmatique. L'apologétique pure n'est un moyen efficace qu'aussi longtemps que le système est menacé dans la seule sphère de la théorie. Elle devient dérisoire du moment que le système risque de s'effondrer en pratique.

A partir de ce moment, l'économie politique jette par-dessus bord la plupart de ses préoccupations purement académiques, pour devenir une technique de consolidation pratique du capitalisme. C'est effectivement la fonction qu'elle remplit depuis la « révolution keynesienne », et l'élaboration des diverses techniques d'économétrie ().*

*Nous touchons ici à l'une des racines de l'indifférence que les milieux d'économistes « officiels » manifestent actuellement à l'égard du marxisme. C'est que dans leur esprit, le marxisme se confond avec toutes les écoles de « l'ancienne économie politique », centrée sur les problèmes micro-économiques, qui se contentaient de « raisonner dans l'abstrait », sans offrir des recettes pour accroître le volume de l'emploi ou pour colmater un déficit de la balance des paiements. Mieux : les seuls économistes contemporains qui accordent à Marx une place honorable dans l'histoire des idées économiques sont précisément ceux qui le considèrent comme ancêtre des théories macro-économiques actuellement en vogue (**). Certains marxistes recherchent eux aussi le moyen de prouver que la valeur de Marx réside avant tout dans le fait qu'il ait « pressenti » Keynes, la théorie de cycles économiques et le calcul du revenu national.*

Mais si l'intérêt pour les problèmes économiques « purs », détaché des préoccupations pratiques immédiates, a incontestablement diminué à notre époque marquée par d'immenses bouleversements sociaux (11), ceux qui se revendiquent

(*) Voir au chapitre XVIII, les paragraphes : « La révolution keynesienne » et « L'économétrie, ou le triomphe du pragmatisme ».

(**) Notamment Schumpeter (7), Henri Guitton (8), Condliffe (9), Alvin Hansen (10), etc.

du marxisme sont eux-mêmes en partie responsables du déclin d'intérêt pour la théorie économique marxiste. C'est que depuis près de cinquante ans, ils se contentent de répéter l'enseignement de Marx dans des résumés du Capital qui perdent de plus en plus le contact avec la réalité contemporaine. Nous touchons là à la deuxième racine du paradoxe initialement énoncé : l'incapacité des marxistes à refaire, pour la deuxième moitié du XX^e siècle, l'œuvre accomplie par Marx au siècle passé.

Cette incapacité relève avant tout de causes politiques. Elle résulte de la position subordonnée dans laquelle la théorie a été tenue en U. R. S. S. et dans les partis communistes, pendant l'ère stalinienne. La théorie y fut l'auxiliaire de la politique au jour le jour, au même titre que la philosophie médiévale fut la servante de la théologie. Elle subissait de ce fait une déformation pragmatique et apologétique qui marqua particulièrement la théorie économique. Comme l'ère stalinienne fut en outre marquée par une interdiction de recherche théorique autonome, un dogmatisme stérile surplomba cette déformation apologétique, formant ainsi un ensemble qui repousse les jeunes générations à l'Est comme à l'Ouest. Une pensée arrêtée et déformée pendant 25 années () ne se relève que lentement, surtout si les conditions sociales qui, en dernière analyse, déterminent cet arrêt ne sont pas radicalement supprimées.*

Il y a pourtant une cause secondaire à cet arrêt de développement de la pensée économique marxiste, non seulement en U. R. S. S. et dans les partis qui s'y rattachent, mais encore en Occident, dans toutes les écoles marxistes qui sont restées indépendantes de l'Union soviétique. Elle découle d'un malentendu concernant la méthode marxiste elle-même.

(*) « Chez nous, on ne découvre aucun travail créateur fondamental en marxisme-léninisme. La plupart de nos théoriciens s'occupent à tourner et retourner de vieilles citations, formules et thèses. Qu'est-ce qu'une science sans travail créateur? C'est plutôt de la scolastique, un devoir d'élèves et non pas une science; car la science est avant tout création, création de quelque chose de neuf et non pas répétition de ce qui est vieux (12). »

Dans un passage célèbre de sa préface à la Contribution à une Critique de l'Économie politique, Marx précise la méthode que devrait suivre un exposé scientifique d'économie politique : partir de l'abstrait pour reconstituer le concret (13). D'innombrables vulgarisateurs se sont inspirés de ce passage, ainsi que de la structure des trois tomes du Capital, pour reprendre chaque fois de nouveau, sous forme abrégée et souvent insatisfaisante, les démonstrations économiques que Marx a élaborées au siècle passé.

Or, il ne faut pas confondre méthode d'exposition et genèse de la connaissance. Autant Marx insiste sur le fait que le concret ne peut être compris sans avoir été préalablement décomposé dans les rapports abstraits qui le constituent, autant il souligne que ces rapports eux-mêmes ne peuvent être le produit d'une simple intuition géniale ou d'une capacité d'abstraction supérieure; ils doivent résulter de l'étude des données empiriques, matière première de toute science. Pour s'apercevoir que tel était bien l'avis de Marx, il suffit de rapprocher du passage sur la méthode dans la préface à la Contribution à une critique de l'économie politique, le texte suivant de la préface à la 2^e édition du Capital:

« Toutefois, la méthode d'exposition doit se distinguer formellement de la méthode d'investigation. L'investigation doit s'appropriier la matière en détail, analyser ses différentes formes d'évolution et rechercher leur rapport intime. Ce n'est qu'après avoir accompli ce travail, qu'on peut exposer de manière adéquate le mouvement réel. Si cela a réussi, et si la vie de la matière est effectivement reflétée de façon idéale, l'impression peut être créée qu'on se trouverait devant une construction a priori » (nous soulignons) (14).

Il apparaît dès lors qu'un exposé qui, au milieu du XX^e siècle, se contente de résumer plus ou moins fidèlement les chapitres du Capital écrits au siècle passé, est résolument inadéquat, en premier lieu du point de vue de la méthode marxiste elle-même. Encore moins valables sont toutefois les nombreuses affirmations péremptoires des critiques du

marxisme, selon lesquelles celui-ci serait dépassé « parce qu'il s'appuie sur les données de la science du siècle passé ».

La position scientifiquement correcte est évidemment celle qui s'efforce de partir des données empiriques de la science d'aujourd'hui, pour examiner si oui ou non l'essentiel des thèses économiques de Marx reste valable (). C'est cette méthode que nous avons cherché à suivre dans le présent ouvrage.*

Un avertissement s'impose donc. Le lecteur qui chercherait de nombreuses citations de Marx, d'Engels ou de leurs principaux disciples, refermerait, déçu, ce livre. Contrairement à tous les auteurs de manuels économiques marxistes, nous nous sommes rigoureusement abstenu — à quelques rares exceptions près — de citer des textes sacrés ou d'en faire l'exégèse. Nous citons par contre d'abondance les principaux économistes, historiens économiques, ethnologues, anthropologues, sociologues, psychologues de notre époque, pour autant qu'ils formulent des jugements sur des phénomènes qui ont trait à l'activité économique passée, présente ou future des sociétés humaines. Ce que nous cherchons à démontrer, c'est qu'en partant des données empiriques des sciences contemporaines, on peut reconstituer l'ensemble du système économique de Karl Marx. Mieux : nous cherchons à démontrer que seule la doctrine économique marxiste permet cette synthèse de l'ensemble des sciences humaines — et avant tout la synthèse de l'histoire économique et de la théorie économique, de même qu'elle permet

(*) Divers auteurs, notamment François Perroux, ont maintes fois affirmé que les lois de développement du capitalisme, découvertes par Marx, n'ont jamais pu être démontrées par l'observation ou à l'aide de données statistiques (voir citation reprise plus haut). Nous nous efforçons de démontrer ici le contraire — en partant, bien entendu, des lois de développement de Marx lui-même, et non pas de celles qu'on a faussement attribuées à Marx (comme celle de la « paupérisation absolue », de la chute permanente des salaires réels, ou autres conceptions du même genre). Nous sommes curieux de savoir si les économistes officiels pourront réfuter les matériaux que nous avons rassemblés à ce propos, ou s'ils continueront à affirmer péremptoirement que « Marx est dépassé », manifestant ainsi la même absence de rigueur scientifique que les pseudo-marxistes, qui se contentent de répéter chiffres et exemples du siècle passé.

seule une intégration harmonieuse de l'analyse micro-économique et macro-économique.

La grande supériorité de la méthode marxiste, comparée aux autres écoles économiques, réside en effet dans cette synthèse dynamique d'histoire et de théorie économiques, qu'elle seule permet d'effectuer. La théorie économique marxiste ne doit pas être considérée comme un résultat définitif d'investigations passées, mais plutôt comme la somme d'une méthode, des résultats acquis grâce à cette méthode, et de résultats constamment remis en question. Des auteurs non-marxistes comme Joseph Schumpeter et Joan Robinson ont exprimé la nostalgie de cette synthèse (15). Seul le marxisme a été capable de la réaliser. La méthode marxiste n'est d'ailleurs concevable qu'en tant qu'intégration du rationalisme dialectique et de l'appréhension empirique (et pratique) des faits ().*

*La méthode doit donc être génético-évolutive, critique, matérialiste et dialectique. Génético-évolutive : car le secret de toute « catégorie » ne peut être révélé sans en examiner à la fois l'origine et l'évolution, qui n'est que le développement de ses contradictions internes, c'est-à-dire la révélation de sa nature propre (**). Critique : car aucune*

(*) Cfr. K. Marx dans sa lettre à Engels du 1^{er} février 1858 : « Il [Lasalle] apprendra à ses dépens que c'est tout autre chose de mettre au point une science par la critique, pour pouvoir l'exposer ensuite de manière dialectique, et d'appliquer un système abstrait et fini de logique, partant des seuls pressentiments d'un tel système (16). »

(**) Cfr. Hilferding : « Ce qui distingue Marx de tous ses prédécesseurs, c'est la théorie sociale qui est à la base de son système, la conception matérialiste de l'histoire. Non seulement parce qu'elle implique la compréhension du fait que les catégories économiques sont également des catégories historiques; cette compréhension à elle seule n'est pas encore l'essentiel; mais plutôt pour la raison que c'est seulement en dévoilant le caractère de loi de la vie sociale qu'on peut dévoiler et démontrer le mécanisme de l'évolution, [qu'on peut démontrer] comment les catégories économiques naissent, se transforment, disparaissent, et comment tout cela se passe (17). » Bien entendu, il y a, ici encore, conflit entre la genèse de la connaissance et la méthode d'exposition. Avant de saisir pleinement la signification d'une catégorie dans sa phase d'apparition, il faut l'avoir analysée sous sa forme mûre. C'est pourquoi Marx abandonne délibérément la méthode de démonstration génético-évolutive dans les premiers chapitres du *Capital*. Mais une fois en possession de la clé du mystère, le chercheur contemporain qui désire

« catégorie » ne doit être acceptée comme « allant de soi », pas plus les catégories « société », « travail » et « produit nécessaire » (subsistance), que les catégories « marchandise », « échange », « argent » et « capital », que Marx avait lui-même dévoilées. Pour ce faire, nous nous sommes en général appuyé sur les remarques fragmentaires si profondes dont Marx a parsemé ses écrits. Quelquefois, nous avons dû innover.

En tout cas, l'examen critique génético-évolutif de ces « catégories fondamentales » nous ramène à l'anthropologie, à la sociologie et à la psychologie sociale. Pour ne pas décourager le lecteur, et pour ne pas interrompre la démarche logique de la démonstration, nous avons rejeté le gros de cette analyse dans l'avant-dernier chapitre de l'ouvrage, plutôt que dans le premier (*). Il y a d'ailleurs une tentation dialectique évidente d'approfondir la notion de travail à la lumière de la société socialiste plutôt qu'à celle de la société primitive. N'est-ce pas dans sa négation, ou plutôt dans son dépassement, dans la négation de sa négation, que la nature du phénomène apparaît dans tout son éclat et dans toute sa richesse ?

Enfin, la méthode est matérialiste et dialectique, puisque le secret dernier d'aucune catégorie économique n'est découvert dans la tête des hommes; il réside chaque fois dans des rapports sociaux que ces hommes ont été obligés de nouer les uns avec les autres dans la production de leur vie matérielle. Et cette vie autant que ces rapports sont examinés à la fois comme un tout indissoluble, et comme un tout contradictoire qui évolue sous le poids de ses propres contradictions.

Une objection sera sans doute avancée contre la méthode suivie par l'auteur, et les résultats auxquels elle aboutit. On dira que s'il s'est effectivement appuyé sur des données empiriques,

en réexaminer la validité devant de nouvelles données empiriques, a tout intérêt à reprendre l'évolution en partant de ses débuts.

(*) Voir chapitre XVII, les paragraphes : « Travail aliéné, travail libre, dépérissement du travail » — « Révolution sociale, révolution économique et révolution psychologique » — « Limites de l'homme? »

riques de la science contemporaine, il l'a fait sélectivement. Il a choisi les données qui entrent dans « son » système préconçu, et non pas toutes les données. Il aurait interprété des faits et non pas les faits.

Cette objection n'est valable que dans la mesure où l'auteur s'efforce en effet d'échapper à l'obsession infantile « d'écrire l'histoire avec tous les détails », obsession dont Anatole France se moque avec tant d'esprit dans Le Livre de mon Ami. La tâche n'est pas seulement matériellement impossible — il faudrait plusieurs vies humaines pour lire tous les ouvrages et toutes les sources, dans toutes les langues du monde, qui ont trait à l'activité économique des hommes —, elle est aussi largement inutile.

Au niveau des différentes disciplines, des synthèses valables ont été élaborées. Le marxiste qui désire étudier les conclusions qui se dégagent des formes primitives d'occupation du sol en France au Moyen Age, ne doit pas consulter les nombreuses sources en la matière; il peut s'appuyer valablement sur des ouvrages comme celui de Marc Bloch : Les Caractères originaux de l'histoire rurale française.

Il est d'ailleurs évident qu'une appropriation sélective des faits est propre à toute science, les sciences naturelles autant que les sciences de l'homme (). Ce qui est anti-scientifique,*

(*) « La science n'est pas une masse de faits, mais une façon d'ordonner les faits de la nature afin de leur donner une unité et de les rendre intelligibles », affirme le docteur Bronowski, président de la « British Association » (18). « A moins que je ne me trompe sérieusement, l'opinion qui prévaut parmi les statisticiens, c'est que la théorie qui doit être mise à l'épreuve détermine le choix de la procédure statistique. Excepté par accident, il est logiquement impossible d'introduire l'examen de théories en quelque sorte chemin faisant, comme une sorte de sous-produit, dans une étude plus générale des faits », déclare l'économiste Metzler (19). Et les économistes Edey et Peacock précisent : « Les faits qui nous intéressent dans la plupart des domaines de la connaissance sont nombreux et manifestent une grande complexité dans leurs rapports réciproques. Connaître en détail tous les faits relatifs à une étude particulière, et être capable d'en retracer tous les rapports individuels, voilà ce qui serait normalement impossible pour toute personne, quelque diligente qu'elle soit... Dans ces conditions, la réaction naturelle de l'esprit humain semble être de classer les faits et les rapports significatifs, avec des degrés différents de précision qui dépendent du chercheur et de la nature du problème, en un nombre suffisamment réduit de catégories pour être comprises et considérées dans leur en-

ce n'est pas ce choix inévitable de « faits significatifs » ; c'est la suppression (ou la falsification) délibérée d'expériences et d'observations, dans le but de « nier » des phénomènes qui ne trouvent pas leur place dans le schéma. Nous nous sommes efforcés d'éviter tout subjectivisme de ce genre.

Il reste vrai que l'effort que nous avons entrepris afin de « désoccidentaliser » la matière — à l'exception de celle qui a trait au capitalisme du XIX^e siècle —, c'est-à-dire de retrouver les traits communs des catégories économiques précapitalistes dans toutes les civilisations qui sont arrivées au stade du commerce international développé, peut paraître téméraire. Nous n'avons ni les connaissances linguistiques ni les connaissances historiques nécessaires pour achever avec succès pareille entreprise. Elle n'en est pas moins indispensable, à la fois parce que le public auquel s'adresse aujourd'hui le marxisme n'est plus essentiellement occidental, et parce que les vulgarisateurs du marxisme ont provoqué, en ce domaine, une confusion immense avec leur théorie des « stades successifs » que la société aurait parcourus, ou devrait nécessairement parcourir, dans le monde entier, théorie pourtant explicitement rejetée par Marx lui-même (voir notamment ses lettres à « Otechestvennija Zapiski » de novembre 1877, et à Véra Sasoulitch du 8 mars 1881) [21] ().*

Elle ne reste donc qu'une tentative, à la fois ébauche se prêtant à de multiples corrections, et invitation aux jeunes générations marxistes, à Tokyo et à Lima, à Londres et à Bombay et — pourquoi pas? — à Moscou, New York, Pékin et Paris, de saisir la balle au vol et d'achever par un travail d'équipe ce qu'un travail individuel ne peut manifes-

semble, après quoi elles peuvent être utilisées comme bases de jugements sur la nature du monde et de ses habitants, et peut-être dans le but d'élaborer des prévisions (20) », etc.

(*) Il faut pourtant signaler que, depuis quelques années, des historiens en République populaire de Chine ont sérieusement remis en question ce dogme non marxiste des « stades successifs » universels et sont revenus notamment aux conceptions de Marx concernant la « société asiatique » (22). J'ai traité du « mode de production asiatique » dans la *Formation de la pensée économique de Karl Marx* (Maspéro 1967).

tement plus accomplir. Si l'ouvrage réussit à provoquer de tels prolongements — fussent-ils critiques —, l'auteur aura pleinement atteint son but. Car il ne cherche pas à reformuler ou à découvrir des vérités éternelles. Il veut démontrer l'étonnante actualité du marxisme vivant. C'est par la synthèse collective des données empiriques de la science universelle que cet objectif sera atteint, beaucoup plus que par l'exégèse ou par l'apologie.

1^{er} mai 1960.

Ernest MANDEL.

CHAPITRE PREMIER

TRAVAIL, PRODUIT NÉCESSAIRE, SURPRODUIT

L'homme seul, de toutes les espèces, ne peut survivre en s'adaptant au milieu naturel, mais doit s'efforcer de plier ce milieu à ses propres exigences (1). Le travail, activité à la fois consciente et sociale née de la possibilité de communication et d'entraide spontanée entre les membres de cette espèce, constitue le moyen par lequel l'homme agit sur son milieu naturel.

Les autres espèces animales s'adaptent au milieu naturel déterminé, grâce au développement d'organes spécialisés. Les organes spécialisés de l'homme, la main au pouce libre et le système nerveux développé, ne lui permettent pas de se procurer directement sa nourriture dans un milieu naturel déterminé. Mais ils permettent l'utilisation d'instruments de travail et, grâce au développement du langage, l'esquisse d'une organisation sociale qui assure la survie du genre humain dans un nombre indéterminé de milieux naturels (*). Le travail, l'organisation sociale, le langage, la conscience sont ainsi les caractéristiques propres de l'homme, inséparablement liées les unes aux autres et qui se déterminent mutuellement.

Les instruments de travail sans lesquels l'homme ne

(*) « Une créature qui s'est parfaitement adaptée à son milieu, un animal dont toute l'efficacité et la force vitale sont concentrées et dépensées dans un effort pour réussir ici et sur-le-champ, n'a plus rien en réserve pour faire face à un changement radical. Il peut battre tous ses concurrents dans ce milieu spécial, mais pour la même raison, si ce milieu changeait, il disparaîtrait. C'est précisément leur succès d'adaptation qui paraît expliquer la disparition d'un nombre énorme d'« espèces (2). »

peut produire, c'est-à-dire avant tout se procurer la nourriture nécessaire à la survie de l'espèce, apparaissent d'abord comme une prolongation artificielle de ses organes naturels. « L'homme a besoin d'instruments de travail pour suppléer à l'insuffisance de son équipement physiologique (3). » A l'aube de l'humanité, ces instruments de travail sont fort rudimentaires : des bâtons, des pierres taillées, des morceaux d'os et de cornes pointus. En fait, la préhistoire et l'ethnologie classent les peuples primitifs d'après les matières premières avec lesquelles ils fabriquent leurs principaux instruments de travail. Cette classification commence en général avec l'âge de la pierre taillée, bien que chez les habitants préhistoriques de l'Amérique du Nord, un âge de l'os semble avoir précédé l'âge de la pierre proprement dit.

Progressivement, des techniques productives se dégagent de la répétition continuelle de gestes de travail identiques. La découverte technique la plus importante dans la préhistoire humaine fut sans doute celle de la production et de la conservation du feu. Bien qu'il ne subsiste plus de tribu primitive qui ait ignoré le feu avant son contact avec la civilisation étrangère (*), d'innombrables mythes et légendes témoignent d'un âge sans feu, suivi d'une époque pendant laquelle l'homme ne savait pas encore le conserver.

Sir James George Frazer a rassemblé des mythes sur l'origine du feu chez près de deux cents peuples primitifs. Tous ces mythes indiquent l'importance capitale que joue à l'aube de l'existence humaine la découverte d'une technique de production et de conservation du feu (5).

Le produit nécessaire.

C'est par le travail que les hommes satisfont leurs besoins fondamentaux. Manger, boire, se reposer, se pro-

(*) Au XVI^e siècle, l'explorateur Magellan rencontra aux îles Mariannes dans l'océan Pacifique des peuplades qui ignoraient le feu. Au XVIII^e siècle, Steller et Krashinikof visitèrent le peuple des Kamtchadales, habitant la péninsule de Kamtchatka, qui ignoraient également le feu (4).

téger contre les intempéries et les excès du froid ou de la chaleur, assurer la survie de l'espèce par la procréation, exercer les muscles du corps : voilà les besoins les plus élémentaires d'après l'ethnologue Malinovski. Tous ces besoins sont satisfaits *socialement*, c'est-à-dire non par une activité purement physiologique, par un duel entre l'individu et les forces de la nature, mais par une activité qui résulte de rapports mutuels établis entre les membres d'un groupe humain (6).

Plus un peuple est primitif, et plus large est la partie de son travail, et, en fait, de toute son existence, occupée par la recherche et la production de la nourriture (7).

Les méthodes les plus primitives de production de nourriture sont la cueillette de fruits sauvages, la capture de petits animaux inoffensifs, ainsi que les formes élémentaires de chasse et de pêche. Un peuple qui vit à ce stade primitif, par exemple les aborigènes d'Australie ou, mieux encore, les habitants primitifs de Tasmanie, complètement disparus depuis 3/4 de siècle, ne connaît ni habitations permanentes, ni animaux domestiques (sauf quelquefois le chien), ni tissage de vêtements, ni fabrication de récipients pour la nourriture. Il doit parcourir un territoire fort large pour rassembler suffisamment de vivres. Seuls, les vieillards physiquement incapables de se mouvoir sans cesse peuvent être en partie libérés de la collecte immédiate de nourriture, pour s'occuper de la fabrication d'instruments de travail. La plupart des peuplades les plus arriérées qui survivent encore aujourd'hui, tels les habitants des îles Andaman dans l'océan Indien, les Fua-giens et Botocudos de l'Amérique latine, les Pygmées en Afrique centrale et en Indonésie, les Kubu sauvages en Malaisie, mènent une vie comparable à celle des Australiens aborigènes (8).

Si l'on admet que l'humanité existe depuis un million d'années, elle vécut pendant au moins 980 000 ans dans un état d'indigence extrême. La famine était une menace permanente pour la survie de l'espèce. La production moyenne de nourriture était insuffisante pour couvrir les

besoins moyens de consommation. La conservation de réserves de nourriture était inconnue. De rares périodes d'abondance et de bonne fortune conduisaient à un gaspillage considérable de la nourriture.

« Les Boschimans, les Australiens, les Veddas du Ceylan et Fuégiens ne constituent pour ainsi dire jamais de réserves pour l'avenir. Les habitants de l'Australie centrale désirent toute leur nourriture en une fois, afin de bien pouvoir s'en gorger. Ensuite, ils se résignent à avoir grand-faim... Lorsqu'ils se déplacent, ils abandonnent leurs instruments de pierre. S'ils en ont besoin à nouveau, ils en fabriquent d'autres. Un seul instrument suffit à un Papou jusqu'à ce qu'il soit usé; il n'a pas l'idée d'en fabriquer un à l'avance pour remplacer l'ancien... L'insécurité a empêché la constitution de réserves dans les temps primitifs. Les périodes d'abondance et de semi-famine se succèdent régulièrement (9). »

Cette « imprévoyance » n'est pas due à des déficiences intellectuelles de l'homme primitif. Elle résulte plutôt de millénaires d'insécurité et de famine endémique, qui incitaient à se rassasier au maximum chaque fois que l'occasion en était donnée, et qui ne permettaient pas l'élaboration d'une technique de la conservation des vivres. L'ensemble de la production fournit le *produit nécessaire*, c'est-à-dire la nourriture, les vêtements, l'habitat de la communauté et un stock plus ou moins stable d'instruments de travail qui servent à produire ces biens. Il n'existe aucun surplus permanent.

Début de la division sociale du travail.

Aussi longtemps que la nourriture n'est pas assurée en quantité suffisante, les hommes ne peuvent s'adonner de façon conséquente à une autre activité économique que celle de la production de vivres. Un des premiers explorateurs de l'Amérique centrale, Cabeza de Vaca, y rencontra des tribus d'Indiens qui savaient fabriquer des tapis de paille pour leurs demeures, mais ne se consacraient

jamais à cette activité : « *Ils veulent utiliser tout leur temps pour rassembler de la nourriture, car s'ils l'utilisent autrement, ils sont tenaillés par la faim* (10). »

Comme tous les hommes se consacrent à produire de la nourriture, il ne peut s'établir une véritable division sociale du travail, une spécialisation en différents *métiers*. Pour certains peuples, il est absolument incompréhensible que tout le monde ne soit pas capable de fabriquer les objets d'usage courant. Les Indiens du Brésil central interrogèrent continuellement l'explorateur allemand Karl von der Steinen pour savoir s'il avait fabriqué lui-même ses pantalons, sa moustiquaire et beaucoup d'autres objets. Ils étaient très étonnés de sa réponse négative (11).

Même à ce stade de l'évolution sociale, il y a des individus doués d'aptitude spéciale pour tel ou tel travail. Mais la situation économique, c'est-à-dire l'absence d'une réserve permanente de vivres, ne leur permet pas encore d'exercer exclusivement ces aptitudes particulières. Décrivant les activités des habitants de l'île de Tikopia (archipel Salomon dans l'océan Pacifique), Raymond Firth écrit : « Chaque homme de Tikopia est un agriculteur et un pêcheur et dans une certaine mesure un travailleur du bois ; chaque femme sarcle les plantations, pêche parmi les récifs, fabrique des vêtements avec de l'écorce et tresse des nattes. Ce qu'il y a comme spécialisation, c'est le développement d'une capacité spéciale dans un métier, et non pas l'exercice de ce métier à l'exclusion des autres (12). »

Ce qui est vrai pour une société relativement avancée, qui connaît déjà l'agriculture, l'est à plus forte raison pour une société encore plus primitive.

Mais l'organisation sociale décrite par Raymond Firth révèle en même temps l'existence d'une division du travail rudimentaire qu'on peut discerner à tous les stades du développement économique de l'humanité : *la division du travail entre les sexes*. Chez les peuples les plus primitifs, les hommes s'adonnent à la chasse, les femmes ramassent des fruits et de petits animaux inoffensifs. Chez les peuplades quelque peu plus évoluées, certaines tech-

niques déjà acquises sont exercées en exclusivité, soit par les hommes, soit par les femmes. Les femmes s'occupent des activités qui se déroulent près de l'habitat : l'entretien du feu, la filature, le tissage, la fabrication de poteries, etc. Les hommes s'éloignent davantage, chassent le gibier plus lourd et utilisent les matériaux de base pour fabriquer les instruments de travail : travail du bois, de la pierre, de l'ivoire, de la corne et des os.

L'absence d'une division du travail qui aboutirait à la formation de métiers spécialisés empêche l'élaboration des techniques qui exigent un temps d'apprentissage plus long et des connaissances particulières, mais elle permet un développement plus harmonieux du corps et de l'activité humaine. Les peuples qui ignorent encore la division du travail, mais qui ont déjà su vaincre la famine et les pires épidémies grâce à des conditions favorables du milieu naturel (Polynésiens, certains Indiens d'Amérique du Nord avant la conquête blanche, etc.) ont développé un type humain qui a fait l'admiration de l'homme civilisé moderne.

Première apparition d'un surproduit social.

La lente accumulation d'inventions, de découvertes et de connaissances permet d'accroître la production de nourriture, tout en réduisant l'effort physique des producteurs. C'est le premier indice d'un *accroissement de la productivité du travail*. L'invention de l'arc et des flèches, ainsi que celle du harpon, permettent d'améliorer la technique de la chasse et de la pêche et de régulariser ainsi l'approvisionnement de l'humanité en vivres. Dorénavant, ces activités prennent le dessus sur la cueillette des fruits sauvages, qui ne constitue plus qu'une activité économique d'appoint. La peau et les poils des bêtes régulièrement capturées, ainsi que leurs cornes, os, ivoires, deviennent des matières premières que l'homme a le loisir de travailler. La découverte de terrains de chasse ou de plages de pêche particulièrement riches permet le passage de l'état

migrateur à celui de chasseurs ou pêcheurs semi-sédentaires (alternance saisonnière de l'habitat) ou même complètement sédentaires. Il en est ainsi chez des peuplades comme les Minkopiès (habitant la côte des îles Andaman), les Klamath (Indiens habitant la côte de la Californie), certaines tribus de la Malaisie, etc. (13). Le passage à la vie sédentaire temporaire ou permanente, rendu possible par le développement de la productivité du travail, permet à son tour d'accroître celle-ci. On peut maintenant accumuler des instruments de travail au-delà de la quantité limitée qu'une peuplade migratrice pouvait emporter avec elle.

Ainsi apparaît lentement, à côté du produit nécessaire à la survie de la communauté, un premier surplus permanent, une première forme de *surproduit social*. Sa fonction essentielle, c'est de permettre la constitution de réserves de vivres, afin d'éviter le retour périodique de la famine, ou de réduire celle-ci. Durant des millénaires, les peuples primitifs ont cherché à résoudre le problème de la conservation des vivres. De nombreuses tribus n'en ont trouvé la solution que grâce au contact avec des civilisations supérieures. Ainsi, les peuplades qui sont restées chasseurs migrants, et qui ne produisent en général pas de surproduit régulier, ignorent toutes le sel, matière la plus efficace pour la conservation de la viande (14) (*).

La deuxième fonction primitive du surproduit social est de permettre une division du travail plus perfectionnée. Du moment que la tribu dispose de réserves de vivres plus ou moins permanentes, certains de ses membres peuvent consacrer une partie plus importante de leur temps à la production d'objets qui ne sont pas destinés à l'alimentation : des instruments de travail, des objets d'ornement,

(*) Jusqu'à la découverte des fonctions conservatrices du sel — découverte décisive pour la constitution de réserves permanentes de protéines —, les méthodes les plus diverses ont été employées pour conserver la viande. Elle fut séchée, fumée, conservée dans des récipients de bambou vidés d'air, etc. Toutes ces méthodes se montrent inadéquates pour une conservation prolongée.

des récipients pour conserver les vivres. Ce qui était auparavant une disposition, un talent personnel pour telle ou telle technique, devient maintenant une spécialisation, l'embryon d'un métier.

La troisième fonction primitive du surproduit social, c'est de permettre un accroissement plus rapide de la population. Les conditions de semi-famine restreignent pratiquement aux hommes et femmes valides la population d'une tribu déterminée. Celle-ci ne peut garder en vie qu'un minimum d'enfants en bas âge. La plupart des peuples primitifs connaissent et appliquent sur une large échelle la limitation artificielle des naissances, absolument indispensable du fait de l'approvisionnement insuffisant en vivres (15). Ce n'est qu'un nombre limité de malades ou d'impotents qui peuvent être soignés et maintenus en vie. L'infanticide est couramment pratiqué. Les prisonniers de guerre capturés sont généralement tués sinon mangés. Tous ces efforts pour restreindre l'accroissement de la population ne démontrent nullement la cruauté innée de l'homme primitif. Ils témoignent plutôt d'un effort pour échapper à une menace majeure : la disparition du peuple tout entier, par manque de vivres.

Mais du moment qu'une réserve de nourriture plus ou moins permanente apparaît, un nouvel équilibre entre les disponibilités en vivres et l'étendue de la population peut être atteint. Les naissances augmenteront et, avec elles, le nombre d'enfants survivant à la mortalité infantile. Des infirmes et des vieillards vivront plus longtemps, augmentant l'âge moyen de la tribu. La densité de la population sur un territoire déterminé augmentera avec la productivité du travail, ce qui constitue un excellent indice de progrès économique et social (16). Avec l'augmentation de la population et la spécialisation de son travail, s'accroissent les forces productives à la disposition de l'humanité. L'apparition d'un surproduit social représente une condition indispensable à cet accroissement.

La révolution néolithique.

La constitution d'un surproduit permanent en vivres est la base matérielle pour l'accomplissement de la révolution économique la plus importante que l'homme ait connue depuis son apparition sur la terre : le début de l'agriculture, de la domestication et de l'élevage des animaux. D'après l'époque de la préhistoire au cours de laquelle cette révolution s'est produite — l'époque de la pierre polie ou époque néolithique —, elle est appelée révolution néolithique.

L'agriculture et l'élevage présupposent l'existence d'un certain surplus de vivres, et ce pour deux raisons. D'abord, parce que leur technique exige l'utilisation de semences et d'animaux à des fins non directement alimentaires, dans le but de produire davantage de plantes et de viande à une étape ultérieure. Des peuples qui vivent depuis des millénaires au seuil de la famine n'admettent pas facilement que soit ainsi détourné vers un but plus lointain ce qui est immédiatement comestible, s'ils ne disposent pas d'autres réserves de vivres (*). Ensuite, parce que ni l'agriculture ni l'élevage ne procurent instantanément la nourriture nécessaire au maintien de la tribu, et qu'il faut une réserve de vivres pour couvrir la période qui sépare les semilles de la récolte. Pour ces raisons, ni l'agriculture primitive ni l'élevage n'ont pu être adoptés du premier coup comme principal système de production d'un peuple. Ils font leur apparition par étapes, sont d'abord considérés comme activités secondaires au regard de la chasse et de la cueillette des fruits, et restent très longtemps complétés par ces activités, même quand ils représentent déjà la base de la subsistance populaire.

On suppose en général que l'élevage d'animaux domes-

(*) « L'agriculture réclame... une autodiscipline ascétique, qui ne résulte pas automatiquement de la conscience instrumentale », souligne Gehlen. L'auteur se demande si, pour cette raison, les premières cultures ne furent pas protégées en étant exclusivement consacrées à des fins culturelles (17).

tiques (début : \pm 10 000 ans avant J.-C.) est postérieure aux premières tentatives d'agriculture systématique (début : \pm 15 000 ans avant J.-C.), bien que les deux activités puissent apparaître simultanément, ou que chez certains peuples l'ordre puisse même être renversé (18). La forme la plus primitive d'agriculture qui est pratiquée encore aujourd'hui par de nombreux peuples d'Afrique et d'Océanie consiste à gratter la surface du sol à l'aide d'un bâton pointu, ou à le bêcher à l'aide d'une houe. Comme avec une telle méthode de culture le sol s'épuise rapidement, il est nécessaire d'abandonner après quelques années les champs ainsi labourés, et d'en occuper d'autres. De nombreux peuples, par exemple les tribus montagnardes des Indes, acquièrent ces champs nouveaux en mettant le feu à la jungle; les cendres fournissent un engrais naturel (écobuage) (19).

La révolution néolithique soumet pour la première fois depuis l'aube de l'humanité la production des moyens de subsistance au contrôle direct de l'homme : voilà son importance capitale. La cueillette des fruits, la chasse et la pêche sont des méthodes *passives* d'approvisionnement. Elles réduisent ou, dans le meilleur des cas, maintiennent à un niveau donné, la somme des ressources que la nature met à la disposition de l'homme sur un territoire déterminé. L'agriculture et l'élevage, par contre, sont des méthodes *actives* d'approvisionnement, puisqu'elles accroissent les ressources naturelles disponibles à l'humanité et en créent de nouvelles. Avec une même dépense de travail, la quantité de vivres à la disposition des hommes peut être décuplée. Ces méthodes représentent donc un accroissement énorme de la productivité sociale du travail humain.

La révolution néolithique donne de même une impulsion puissante au développement des instruments de travail. En créant un *surproduit permanent*, elle crée la possibilité de l'artisanat professionnel :

« La condition préalable pour la formation de capacités artisanales (techniques), c'est un certain loisir qui

peut être soustrait au temps (de travail) consacré à produire des moyens de subsistance (20). »

Le début de l'agriculture et de l'élevage d'animaux domestiques conduit d'ailleurs à la première grande division sociale du travail : des peuples pastoraux apparaissent à côté de peuples de cultivateurs.

Sans doute faut-il attribuer aux femmes le progrès décisif dû à la pratique de l'agriculture. L'exemple des peuples qui survivent à l'état d'agriculteurs primitifs, ainsi que d'innombrables mythes et légendes (*) attestent le fait que la femme, qui dans la société primitive s'adonne à la cueillette des fruits et reste le plus souvent aux alentours de l'habitat, a commencé la première à semer les graines des fruits ramassés afin de faciliter l'approvisionnement de la tribu. Les femmes de la tribu indienne des Winnebago étaient d'ailleurs obligées de *cache*r le riz et le maïs destinés aux semailles, sinon les hommes les auraient mangés. En étroite liaison avec le développement de l'agriculture par les femmes, apparaissent chez de nombreux peuples agriculteurs primitifs les religions fondées sur le culte des déesses de la Fertilité (**). L'institution du matriarcat, dont on peut démontrer l'existence chez divers peuples au même niveau de développement social, se rattache également au rôle joué par les femmes

(*) « La peuplade indonésienne des Bataks appelle les femmes « *pasi-gadong* », moyens d'obtenir (*pasi*) de la nourriture (*gadong*) (21) ».

(**) Cf. la remarque suivante de Robert Graves : « S'il faut en juger d'après les outils et les mythes qui survivent, toute l'Europe néolithique disposait d'un système remarquablement homogène d'idées religieuses fondé sur l'adoration d'une déesse-mère à noms multiples qui était également connue en Syrie et en Libye. L'ancienne Europe n'avait pas de Dieu. La grande déesse était considérée comme immortelle, immuable et toute-puissante; et le concept de paternité n'avait pas de place dans la pensée religieuse. La déesse avait des amants, mais seulement pour le plaisir, et non pas pour donner un père à ses enfants. Les hommes craignaient et adoraient la « matriarche » et lui obéissaient; le foyer qu'elle entretenait dans une cave ou dans une hutte était leur premier centre social, et la maternité leur mystère essentiel (22) ».

L'auteur indien Debiprassad Chattopadhyaya a longuement analysé les rapports entre le rôle des femmes comme premières cultivatrices du sol, le matriarcat et le culte magico-religieux de déesses de fertilité, d'après l'histoire et la littérature antique de son pays (23).

dans la création de l'agriculture. Sumner et Keller et Fritz Heichelheim (24) énumèrent un grand nombre de cas prouvés de matriarcat chez des peuples agriculteurs primitifs.

L'organisation coopérative du travail.

Hobhouse, Wheeler et Ginsberg ont étudié le mode de production de tous les peuples primitifs qui survivaient encore au début du xx^e siècle. Ils ont trouvé que toutes les tribus qui ne connaissent qu'une forme rudimentaire d'agriculture et d'élevage — et *a fortiori* tous les peuples restés à un stade inférieur de développement économique — ignorent l'usage des métaux et ne possèdent qu'une technique fort sommaire de la céramique et du tissage.

Les données de l'archéologie confirment celles de l'ethnographie. A l'époque néolithique, nous ne trouvons en Europe que les formes les plus grossières de poteries. Aux Indes, en Chine septentrionale, en Afrique du Nord et de l'Ouest, nous trouvons des traces de sociétés analogues entre le 6^e et le 5^e millénaire avant notre ère (25). L'inexistence de poterie ou de tissage perfectionnés démontre l'absence d'un artisanat complètement autonome. Le surplus que l'agriculture et l'élevage fournissent à la société ne permet pas encore de libérer complètement l'artisan de la tâche de produire sa propre nourriture.

Ainsi aujourd'hui encore, dans le village chinois de Taitou :

« Aucun artisan ne vit complètement de son propre métier... Tous les maçons, charpentiers, tisserands, travailleurs dans la petite fonderie, ainsi que l'instituteur du village, le gardien de la récolte et les différents administrateurs municipaux travaillent avec leur famille sur leurs terres durant les saisons des semailles et de la récolte ou chaque fois qu'ils ne sont pas occupés par leur métier (26). »

De même qu'à des étapes plus primitives de développement économique, la société reste fondée sur l'organisation coopérative du travail. La communauté a besoin

du travail de chacun de ses membres. Elle ne produit pas encore un surproduit suffisant pour qu'il puisse devenir propriété privée, sans mettre en danger la survie de toute la société. Les usages et le code d'honneur de la tribu s'opposent à toute accumulation *individuelle* dépassant une norme moyenne. Les différences en qualification productive individuelle ne sont pas reflétées dans la distribution. La qualification en tant que telle ne donne pas droit au produit du travail individuel; il en est de même d'un travail plus assidu (27). « La distribution chez les Maori, écrit Bernard Mushkin, était dominée fondamentalement par un seul but : satisfaire les besoins de la communauté. Personne ne pouvait mourir de faim, aussi longtemps qu'il y avait encore une réserve dans les entrepôts de la communauté (28). »

Des institutions spéciales sont développées — par exemple l'échange cérémoniel des cadeaux et l'organisation des fêtes après la récolte — pour assurer un partage équitable de vivres et d'autres produits nécessaires entre tous les membres de la communauté. Décrivant les fêtes organisées chez le peuple papou des Arapesh, Margaret Mead estime que cette institution « représente en réalité un obstacle efficace à l'accumulation des biens par un individu, accumulation disproportionnée avec celle d'autres individus (29) ».

Georges Balandier écrit de même concernant les tribus Bakongo en Afrique équatoriale :

« Une institution telle que celle nommée *malati* devient révélatrice de cette situation ambiguë. Au départ, elle avait le caractère d'une fête annuelle (en saison sèche) qui exaltait l'unité de lignage en honorant les ancêtres et permettait de renforcer les alliances... A cette occasion, nombre de biens accumulés au cours de l'année étaient consommés de manière collective dans une véritable atmosphère de réjouissance et de faste. L'épargne [?] opérait, tenue par les chefs des lignages, *en tant que remise à neuf des rapports de parenté et d'alliance. Le malati, par sa périodicité et le volume des richesses qu'il*

requiert, intervient comme l'un des moteurs et régulateur de l'économie bakongo.

«... Il témoigne d'un moment de l'évolution économique (difficile à dater) où le surplus des biens produits impose aux hommes de nouveaux problèmes : les biens s'interposent et déforment le système des relations personnelles (30). »

James Swann, décrivant les habitudes des Indiens de Cape Flattery (État de Washington, U. S. A.), déclare que celui qui a produit une abondance de nourriture, quelle qu'elle soit, invite habituellement une série de voisins ou de membres de sa famille pour la consommer avec lui. Si un Indien a rassemblé des réserves de vivres suffisantes, il est obligé de donner une fête qui durera jusqu'à l'épuisement de cette réserve (31). Pareille société met l'accent sur la qualité de *solidarité sociale* et considère immorale une attitude de compétition économique et d'ambition d'enrichissement individuel.

Solomon Asch, qui a fait sur place une étude des mœurs des Indiens Hopi, a remarqué :

« Tous les individus doivent y être traités de la même façon, personne ne doit être supérieur ou inférieur. La personne qui fait l'objet de louanges ou qui se vante elle-même, est automatiquement sujette au ressentiment et à la critique (des autres)... La plupart des Indiens Hopi refusent d'être des contremaîtres... L'attitude des enfants au cours des jeux est également significative. J'ai appris de la même source que les enfants de bas âge, de même que les adolescents, ne sont jamais intéressés à compter les points au cours d'un jeu. Ils joueront au basket-ball pendant une heure, sans savoir quelle équipe est gagnante et laquelle est perdante. Ils continuent à jouer simplement parce que le jeu leur plaît (32). »

L'organisation coopérative du travail implique d'une part l'exécution en commun de certaines activités économiques — construire des huttes, chasser de grands animaux, frayer des sentiers, abattre des arbres, défricher de nouveaux champs —, et d'autre part l'entraide mutuelle

entre familles différentes dans le travail quotidien. L'anthropologue américain John H. Province a décrit un tel système de travail chez la tribu des Siang Dyak, habitant l'île de Bornéo. Tous les membres de la tribu, y compris le sorcier-médecin, travaillent alternativement sur leur propre champ de riz et sur celui d'une autre famille. Ils vont tous à la chasse, ramassent du bois pour le feu et exécutent des travaux domestiques (33).

Margaret Mead décrit un système analogue en vigueur chez les Arapesh, peuple montagnard de la Nouvelle-Guinée (34). L'organisation coopérative du travail sous sa forme pure signifie qu'aucun adulte ne s'abstient de participer au travail. Elle implique donc l'absence d'une « classe dominante ». Le travail est planifié par la communauté d'après des usages et des rites anciens qui se fondent sur une connaissance profonde du milieu naturel (climat, composition du sol, mœurs du gibier, etc.). Le chef, s'il y en a, n'est que l'incarnation de ces rites et usages, dont il assure la fidèle exécution.

La coopération du travail subsiste en général au cours du processus séculaire — sinon millénaire — de désagrégation de la communauté du village (35). Il faut souligner que l'habitude d'exécuter des tâches en commun qu'on retrouve très tard dans des sociétés divisées en classes, est sans doute à l'origine de la *corvée*, c'est-à-dire du sur-travail non payé, exécuté en faveur de l'État, du Temple ou du Noble. Dans le cas de la Chine, l'évolution est transparente.

Melville J. Herskovits (36) signale un cas transitoire très intéressant à Dahomey. Le *dokpwê*, travail, communautaire, est généralement exécuté au profit de tout ménage indigène. Mais contrairement à la tradition — et aux formules officielles — la demande d'un ménage relativement fortuné est accueillie avant celle d'un ménage pauvre. En outre, le chef du *dokpwê* est devenu un membre de la classe dominante. Les Dahoméens sont d'ailleurs conscients de cette évolution, et ont eux-mêmes raconté à Herskovits ce qui suit :

« Le *dokpwé* est une institution ancienne. Elle a existé avant qu'il n'y avait des rois. Dans le vieux temps, il n'y avait pas de chefs et le *dokpwéga* (dirigeant du travail communautaire) était à la tête du village. Tous les membres masculins du village constituaient le *dokpwé* comme aujourd'hui. La culture du sol était faite en commun. Plus tard, avec l'apparition des chefs et des rois, des disputes ont éclaté... (37). »

Selon Nadel, dans le royaume nigérien de Nupe, le travail communautaire, appelé *egbe*, est pratiqué d'abord (et surtout!) sur les terres des chefs ; Joseph Bourrilly signale une évolution analogue de la *touiza*, le travail coopératif chez les Berbères (38).

L'occupation primitive du sol.

Au moment où des tribus commencent à pratiquer l'agriculture, elles sont généralement organisées sur la base de liens de parenté. La forme d'organisation sociale la plus ancienne semble être celle de la *horde*, telle qu'elle subsiste encore parmi les aborigènes de l'Australie.

« Une horde est un groupe de personnes qui possèdent, occupent et exploitent en commun une quelconque partie bien déterminée du pays. Les droits de la horde sur son territoire peuvent être brièvement indiqués en disant que toute personne qui n'est pas membre de la horde n'a pas le droit d'acquérir un produit animal, végétal ou minéral de ce territoire, excepté sur invitation ou avec permission d'un membre de la horde (39). »

Plus tard, la grande famille, le clan, la tribu en tant que confédération de clans, la confédération de tribus parentes les unes des autres, sont les formes d'organisation normales des peuples primitifs, au moment où ils commencent à s'adonner à l'agriculture. Il n'est donc pas étonnant que l'occupation primitive du sol et l'établissement d'une forme ou autre de contrôle (de propriété) sur celui-ci soient avant tout influencés par ce mode prédominant d'organisation sociale.

Aussi longtemps qu'on n'est pas encore passé à l'agriculture intensive, à l'aide d'engrais et d'irrigation, l'occupation du sol se fait en général sous forme d'occupation d'un village par une grande famille, un groupe d'hommes et de femmes réunis par des liens de parenté. En Rhodésie du Nord, Audrey I. Richards constate que le peuple des Bemba « vit en de petites communautés de 30 à 50 huttes... Chaque village représente une grande famille, dirigée par un chef (40) ». Chez les Berbères sédentaires du Maroc, « l'État-type est non pas la tribu, mais ce que nous appelons de manière assez inexacte, la fraction de tribu [la grande famille]... Tous les membres de la fraction déclarent qu'ils descendent d'un même ancêtre dont ils portent le nom (41). » Dans les pays slaves du VI^e au IX^e siècle, les tribus « vivaient chacune avec ses propres clans, et sur ses propres champs, chaque clan étant son propre maître (42). »

Décrivant la vie rurale dans la France médiévale, Marc Bloch conclut :

« En somme, le village et ses champs sont l'œuvre d'un vaste groupe, peut-être... d'une tribu ou d'un clan ; les *manses* (anglais *hides*, allemand *Hufe*) sont les parts attribuées... à des sous-groupes plus petits. Qu'était cette collectivité secondaire, dont le *manse* formait la coquille? Très probablement la famille, distincte du clan..., une famille de type encore patriarcal, assez ample pour comprendre plusieurs couples collatéraux. En Angleterre, le mot *hide* a pour synonyme latin *terra unius familiae* (la terre d'une famille) (43). »

Parlant de la vie agricole en Lorraine, Ch. Edmond Perrin confirme :

« Que le *manse* ait été, à l'origine, le lot cultivé par une seule famille, c'est ce que suffiraient à prouver les pratiques de l'époque mérovingienne ; au VII^e siècle, en effet... c'est par chef de famille et non par *manse* que sont calculées, sur les terres d'Église et du fisc royal, les charges des tenanciers (44). »

C'est donc la grande famille, le clan, qui occupe le village et la famille proprement dite qui construit la ferme.

Or, l'agriculture primitive est placée avant tout devant le problème du défrichement périodique de terres nouvelles, défrichement exécuté en commun par tout le village, comme en témoignent les exemples des peuples restés aujourd'hui encore à ce stade de développement, et comme le célèbrent d'antiques chansons chinoises. Il est logique, dans le cadre de l'organisation coopérative du travail, que la terre labourable, défrichée en commun, reste propriété communale et soit redistribuée périodiquement. Seul, le jardin autour de l'habitat, défriché par la famille seule, ou l'arbre fruitier planté par elle, évolue vers le stade de propriété privée (45). Jardin signifie d'ailleurs clos; c'est-à-dire champ fermé à autrui, en opposition aux champs, propriété communale, qui ne sont pas cloisonnés (*).

L'assignation et la redistribution périodique des champs labourables par voie de tirage au sort sont confirmées par de nombreux témoignages historiques et linguistiques. Les terres labourables en Lorraine sont d'abord désignées sous le nom de *sors*; les terres distribuées dans la Palestine biblique par tirage au sort furent appelées *nahala* (sort), ce qui devint plus tard synonyme de propriété, etc. Il en fut de même en Grèce antique (47).

Lorsque avec le développement de méthodes agricoles plus avancées, le terroir finit par se stabiliser et que les défrichements collectifs cessèrent de jouer un rôle important dans la vie du village, la propriété privée des champs commença à apparaître. Mais même alors, aussi longtemps que la communauté villageoise n'est pas dissoute, l'antique propriété communale se maintient sous diverses formes. Une troisième partie du village — au-delà de la maison et du jardin d'une part, et des champs labourables de l'autre — composée essentiellement de pâturages et de bois, reste propriété collective. Le droit de vaine pâture,

(*) Lorsque la dynastie des T'ang prit le pouvoir en Chine (an 618 de notre ère) grâce à une révolte paysanne, elle rétablit le système de redistribution périodique des terres labourables, mais laissa les jardins (\pm 1/5 du total des terres de chaque ferme) en propriété héréditaire aux familles paysannes (46).

c'est-à-dire d'usage de tous les champs avant les semailles par le bétail de tous les membres de la communauté, de glanage après la récolte, de construction ou d'utilisation en commun des moulins ou des sources d'eau, la constitution du village en une unité collectivement responsable pour le paiement des impôts, le maintien des habitudes d'entraide, le droit d'établissement de nouvelles fermes sur des portions défrichées du bois, tous ces phénomènes prouvent que pendant des siècles une puissante solidarité collective subsiste dans la vie villageoise, solidarité dont les racines plongent dans la propriété communale d'antan.

Il est impossible d'énumérer toutes les sources qui confirment l'existence de cette propriété commune des terres chez tous les peuples civilisés, à un moment donné de leur évolution agricole; indiquons brièvement quelques-unes des sources principales. La communauté du village japonais, *mura*, est décrite par Yoshitomi. Yosoburo Takekoshi, dans son monumental ouvrage *Économic Aspects of the History of Civilisation of Japan*, décrit la propriété communale des terres dans les temps anciens, avec partage du sol par tirage au sort. En Indonésie, « la communauté du village représente la communauté originelle », écrit le dr J.H. Boeke. Wittfogel a analysé le système du *tsing-tien*, du partage des champs en neuf carrés dans le village chinois, pour y découvrir la communauté du village issue de l'appropriation collective du sol (48). L'ouvrage du professeur Dyckmans sur l'ancien empire des Pharaons d'Égypte déclare explicitement que la terre y était originellement propriété du clan avec redistribution périodique des lots. Le professeur Jacques Pirenne l'affirme également dans son *Histoire des Institutions et du Droit privé de l'ancienne Égypte* (49). M. Jacques Weulersse, décrivant le système agricole du peuple arabe des Alaouites, y a découvert aujourd'hui encore des traces de la propriété collective, jadis prédominante dans tout le monde islamique :

« On appelle villages *mouchaa* les villages où l'ensemble des terres appartient collectivement à l'ensemble de la

communauté villageoise. Chaque membre de celle-ci ne possède aucune terre en propre, mais seulement un droit sur la totalité du territoire. Ce droit lui assure une part déterminée du sol, lors de la redistribution périodique des terres... qui a lieu en général tous les trois ans (50). »

Pour toute l'Afrique centrale et orientale le semi-officiel *African Survey* déclare. « Il est exact d'affirmer que dans toute la partie de l'Afrique dont nous traitons, la conception selon laquelle la terre est la propriété collective de la tribu ou du groupe prédomine (51). »

Parlant de l'économie polynésienne de Tikopia, Raymond Firth constate que « la propriété traditionnelle des vergers et parcelles de jardinage est celle des grandes familles (clans) (52) ». Des recherches historiques confirment l'existence de la propriété collective du sol dans la Grèce homérique, dans la *Mark* germanique, dans l'antique village aztèque, dans l'antique village hindou du temps de la littérature bouddhique; dans le village inca où les champs labourés sont appelés *Sapstpacha*, c'est-à-dire « la terre (*pacha*) qui appartient à tous »; dans le village de l'empire byzantin notamment en Égypte, en Syrie, en Thrace, en Asie Mineure et dans les Balkans avant la colonisation slave; dans l'ancienne Russie avec sa communauté villageoise, l'*obehtchina*; chez les Slaves du Sud, les Polonais et les Hongrois, etc. Dans une étude effectuée pour le compte de la F. A. O., Sir Gerald Clausen confirme d'ailleurs que partout, à l'origine, l'agriculture s'est pratiquée dans le cadre d'un régime foncier basé sur la propriété communautaire, avec redistribution périodique des terres (53).

La culture du sol irrigué, berceau de la civilisation.

L'agriculture était initialement maladroite et irrégulière : l'homme ignorait le moyen de conserver la fertilité du sol. La découverte de l'irrigation et des effets de la jachère bouleversa complètement la technique agricole :

Les conséquences de cette révolution agricole furent

incalculables. L'élevage des animaux domestiques et les premiers débuts de l'agriculture avaient permis à l'homme de prendre en main le contrôle de ses moyens de subsistance. L'application systématique de la jachère et surtout de l'irrigation, application liée à l'emploi d'animaux de trait, permit à l'humanité de s'assurer de façon permanente un important surplus de vivres, dépendant seulement de son propre travail. Chaque grain semé en Mésopotamie rapportait cent grains à la récolte (54)!

L'existence de ce surplus permanent de vivres a permis aux techniques artisanales de devenir autonomes, de se spécialiser et de se perfectionner. La société pouvait nourrir des milliers d'hommes qui ne participaient plus directement à la production de vivres. La ville pouvait se séparer de la campagne. La civilisation était née.

Déjà les anciens Grecs du temps d'Homère considèrent la civilisation comme le produit de l'agriculture (55). Les Chinois de l'époque classique attribuent à la fois « l'invention » de l'agriculture, du commerce et de la civilisation à l'empereur mythique Chen-Nung (56). Il est intéressant de noter que dans la tradition aztèque, l'origine de la prospérité du peuple réside dans une communication du Dieu reçue par le grand prêtre dans un songe, communication « qui ordonna aux Mexicains d'endiguer une grande rivière qui contournait le pied de la colline, afin que l'eau se répandît dans la plaine » (57). Au-delà de ces exemples limités, l'historien Heichelheim ne craint pas de déclarer à juste titre que *l'agriculture a été la base de toutes les civilisations jusqu'au capitalisme moderne* (58). Et l'encyclopédie américaine des Sciences sociales écrit :

« Ni l'histoire, ni l'archéologie n'ont jusque maintenant révélé l'existence d'une grande civilisation qui ne dépende pas largement de ces trois céréales : le blé, le maïs et le riz (59). »

Le passage vers la culture du sol par irrigation, et l'apparition de la vie urbaine qui en découle, s'est produit à plusieurs endroits du globe où les conditions naturelles l'ont permis. Il est encore difficile de déterminer dans quelle

mesure cette évolution s'est réalisée chez divers peuples indépendamment les uns des autres; mais pour certains, cela semble admis. Nous retrouvons le développement de l'agriculture par irrigation du sol, d'un large surplus permanent de vivres, de la spécialisation de l'artisanat et du développement des villes successivement dans la vallée du Nil, de l'Euphrate et du Tigre au 5^e millénaire avant notre ère; dans la vallée du Hoang-Ho en Chine, en Iran et sur l'île de Chypre au 4^e millénaire; dans la vallée de l'Indus, en Asie centrale et sur l'île de Crète au 3^e millénaire; dans la Grèce continentale, en Anatolie, dans la vallée du Danube et en Sicile au 2^e millénaire; en Italie et en Arabie méridionale (royaume de Minéa (*) et civilisation sabéenne) au 1^{er} millénaire avant notre ère; dans l'Afrique occidentale (civilisations de Ghana, du Mali et de Sanghoi dans les vallées du Niger et du Sénégal) ainsi qu'en Amérique (au Mexique, au Guatemala, et au Pérou) au premier millénaire de notre ère.

La révolution métallurgique.

La révolution agricole coïncide en général avec la fin de l'époque de la pierre polie. Les hommes, libérés de l'esclavage dégradant de la faim, peuvent développer leurs qualités innées de curiosité et d'expérimentation technique. Ils avaient appris depuis longtemps qu'on pouvait cuire certains genres d'argile dans le feu pour fabriquer des pots. En soumettant au feu des pierres déterminées, ils découvrirent les métaux, puis leur emploi merveilleusement adapté à la fabrication d'instruments de travail. La découverte successive du cuivre (6^e millénaire avant notre ère dans la vallée de l'Euphrate et du Tigre, ainsi que dans la vallée du Nil), de l'étain, puis du mélange approprié de cuivre et d'étain appelé bronze (3^e millénaire avant notre ère en Égypte, en Mésopotamie, en Iran et aux Indes), enfin

(*) Étymologiquement, Minéa signifie « eau de source, eau de printemps » (60). A la même époque, l'Allemagne et la Gaule s'ouvrirent à la civilisation grâce à l'utilisation de la jachère.

du fer (\pm 1 300 ans avant J. C. chez les Hittites, après un emploi sporadique chez les riverains de la Mer Noire) représente les étapes les plus importantes de cette révolution technique.

Les effets de la révolution métallurgique sont importants d'abord sur le terrain de l'agriculture elle-même, qui reste l'activité économique fondamentale de la société. Avec l'emploi d'instruments de travail métalliques dans l'agriculture, avant tout de la charrue à soc métallique, l'utilisation de l'énergie animale dans la traction devient nécessaire et la productivité du travail agricole fait un nouveau bond en avant. L'utilisation de la charrue à soc en fer permet le développement de l'agriculture extensive et l'apparition des villes sur les terres lourdes de l'Europe au VIII^e-VII^e siècle avant notre ère (61). L'introduction d'instruments de travail métalliques au Japon au VIII^e siècle de notre ère permet une extension considérable de la superficie cultivée, et de là un accroissement important de la population (62).

Ainsi fut créée la condition matérielle pour l'essor des techniques artisanales et pour la séparation de la ville et de la campagne. L'accroissement de la population, rendu possible par l'accroissement général du bien-être (*), four-

(*) Comme pour toute espèce vivante, cet accroissement de la population est bien l'indice le plus objectif du progrès. Le géographe Ratzel (63) donne le tableau suivant de la densité de la population correspondant aux différents modes de vie au début de ce siècle, tableau que nous reproduisons de façon légèrement simplifiée :

	<i>Habitants par mille anglais carré</i>
Tribus de chasseurs, et de pêcheurs dans les régions périphériques du monde habité (Esquimaux)	0,005 à 0,015
Tribus de pêcheurs et de chasseurs habitant la steppe (Boschimans, Australiens, Patagoniens)	0,005 à 0,025
Tribus de chasseurs à agriculture rudimentaire (Dyaks, Papous, tribus des collines indiennes, tribus nègres les plus pauvres)	0,5 à 2
Tribus de pêcheurs sédentaires sur la côte ou au bord de rivières (Indiens de l'Amérique du N.-O.; petites îles polynésiennes, etc.)	jusqu'à 5
Pasteurs nomades	2 à 5

nit la main-d'œuvre. L'accroissement du surplus de vivres fournit les moyens de subsistance à cette main-d'œuvre urbaine. Les métaux eux-mêmes constituent la matière première prépondérante du travail de ces artisans. D'abord essentiellement technique de luxe et d'ornement, l'artisanat métallurgique se spécialise ensuite dans la fabrication d'instruments de travail et d'armes de toutes sortes. L'artisanat acquiert son autonomie définitive avec le travail du forgeron (*).

Production et accumulation.

L'agriculture capable de conserver et d'augmenter la fertilité du sol crée un surplus permanent de vivres, un important *surproduit social*. Ce surproduit n'est pas seule-

Agriculteurs avec un début d'artisanat et de commerce (Afrique centrale, archipel malaisien)	5 à 15
Nomades avec agriculture (Kordofan, Perse, Sennaar)	10 à 15
Peuples pratiquant l'agriculture extensive (pays islamiques de l'Asie occidentale et du Soudan; pays d'Europe orientale)	10 à 25
Tribus de pêcheurs pratiquant l'agriculture (îles du Pacifique)	jusqu'à 25
Régions où l'on pratique l'agriculture intensive (peuples d'Europe centrale).....	— 100
Régions où l'on pratique l'agriculture intensive d'Europe méridionale	— 200
Régions où l'on pratique l'agriculture irriguée aux Indes.....	plus de 500
Régions à grande industrie en Europe occidentale ..	plus de 750

(*) En Europe médiévale, le forgeron apparaît comme le premier artisan qui travaille professionnellement pour le marché. Le mot latin *faber* = forgeron et le mot allemand *Schmied* = forgeron signifient d'ailleurs à l'origine simplement artisan (64). Cependant, en Europe occidentale et centrale, l'âge du bronze ne voit pas l'apparition d'une civilisation urbaine; seule la charrue à soc de fer y crée un surproduit abondant. En Amérique centrale, par contre, les conditions climatologiques et la densité réduite de la population permettent déjà un essor de civilisation avant que des instruments de travail métalliques ne soient utilisés. Ces exceptions démontrent cependant que la production et la concentration d'un large surproduit social sont bien la condition pour qu'apparaisse la civilisation. La différenciation du milieu naturel entraîne inévitablement des différences dans les méthodes pour produire ce surproduit et des différences quant à l'époque où les peuples y parviennent.

ment à la base de la division sociale du travail, de la séparation de l'artisanat et de l'agriculture, de la ville et de la campagne. Il est également à la base de la division de la société en classes.

Aussi longtemps que la société est trop pauvre pour permettre la constitution d'un surplus permanent, l'inégalité sociale ne peut guère se développer largement. Aujourd'hui encore, dans les pays du Levant, alors que sur les terres fertiles s'est établie la propriété de seigneurs qui enlèvent au paysan la moitié de sa récolte, sinon davantage, sur les terres des montagnes « les récoltes sont si pauvres que le sol ne saurait guère supporter la double charge d'un métayer et d'un propriétaire » (65). « Dans des conditions primitives, l'esclave n'existe pas. *Il n'a pas de bases économiques à une époque où deux mains ne peuvent produire davantage qu'une bouche ne consomme.* Il apparaît quand on apprend à emmagasiner ou à intégrer dans de larges travaux de construction les produits accumulés du travail (66). »

Ayant examiné les institutions sociales de 425 tribus primitives, Hobhouse, Wheeler et Ginsberg ont trouvé que l'esclavage était complètement absent chez les peuples ignorant l'agriculture et l'élevage. Ils découvrirent un début d'esclavage chez 1/3 des peuples passés au stade pastoral ou agricole initial, et une généralisation de l'esclavage à l'étape de l'agriculture pleinement développée. Trente ans plus tard, C. Darryl Forde arrive aux mêmes conclusions (67).

Dès qu'un large surproduit permanent est constitué, apparaît la possibilité pour une partie de la société d'abandonner le travail productif, de gagner des loisirs aux dépens de l'autre partie de la société (*). L'utilisation des

(*) Ceci n'est évidemment qu'une *possibilité*; il est également possible que le temps libre ainsi gagné réduise le temps de travail de tous les producteurs, et soit utilisé à des activités extra-économiques par tous. C'est ce qui semble avoir été le cas chez les Sianes de la Nouvelle-Guinée, chez qui la substitution de hâches d'acier aux anciennes hâches de pierre réduisit la partie du temps disponible consacré à la production de moyens de subsistance de 80 % à 50 % d'après Salisbury (68).

prisonniers de guerre ou captifs de toutes sortes comme esclaves (en Polynésie, esclave signifie Tangata-Taua = homme provenant de la guerre (69) représente l'une des deux formes les plus habituelles d'une première division de la société en classes. L'autre forme de cette même division primitive, c'est le paiement d'un tribut imposé à une partie de la Société.

Lorsque l'agriculture avancée est pratiquée dans une multitude de petits villages, chacun d'eux produit un surplus qui, pris séparément, ne suffit guère à la constitution d'un artisanat professionnel, et encore moins à la fondation de villes (*). La concentration de ce surplus devient la condition préalable pour son utilisation effective :

« Le surplus produit par une famille individuelle, au-delà des besoins de la consommation domestique, a été vraisemblablement fort petit dans une économie rurale tellement arriérée qu'une large proportion des veaux de chaque saison devaient être mangés. Pour qu'une telle communauté puisse acquérir une quantité substantielle de produits étrangers — par exemple du sel ou des métaux —, il aurait fallu concentrer ces surplus (des familles). Les témoignages historiques des civilisations du bronze dans l'antique Orient, et les témoignages ethnographiques de la Polynésie et de l'Amérique du Nord démontrent que l'institution du chef représente un mode de concentration et que le culte d'un dieu en représente un autre. Le chef réel ou le dieu imaginaire peuvent accumuler un surplus fort substantiel en dons coutumiers volontaires ou en offrandes, prélevés par chaque famille de partisans ou d'adorateurs sur ses propres petits surplus (71). »

Ce qui est d'abord bénévole et intermittent devient ensuite obligatoire et régulier. Par l'application de la force, c'est-à-dire l'organisation de l'État, s'établit un ordre so-

(*) Selon l'assyriologue américain A. L. Oppenheim, les premières villes mésopotamiennes n'étaient que de grands villages et conservaient une structure identique à celle de la communauté villageoise (70).

cial fondé sur l'abandon par les paysans des surplus de vivres aux nouveaux maîtres (*).

Parlant des peuples les plus primitifs, Malinovsky explique

« Ces peuples ne possèdent ni autorité centralisée ni politique. Par conséquent, ils n'ont ni force militaire, ni milice, ni police. Et ils ne se combattent pas entre tribus. Des blessures personnelles sont vengées par des attaques sournoises contre des individus ou par des combats de main à main... La guerre n'existe pas parmi eux. » C. Darryl Forde décrit de même le communisme primitif du clan, sans chefs héréditaires, chez les Tungu, en Sibérie du N.-E. (73) [**]. Heichelheim constate par contre l'apparition d'une organisation étatique dans les premières villes :

« La population des nouveaux centres [urbains] consiste en majorité en une couche supérieure vivant des rentes [c'est-à-dire s'appropriant le surproduit du travail agricole], composée de seigneurs, de nobles et de prêtres. Il faut y ajouter *les fonctionnaires, employés et serviteurs indirectement nourris par cette couche supérieure* [c'est-à-dire l'appareil d'État]... (75). »

Au-delà de la concentration et de l'accumulation du surproduit social, ces nouvelles classes possédantes ont rempli d'autres fonctions socialement nécessaires et progressistes. Elles ont permis le développement de l'art, produit de l'artisanat de luxe travaillant pour les nouveaux seigneurs. Elles ont permis la différenciation du surproduit

(*) Dans le royaume nigérien de Nupe, la rente payée aux chefs est encore appelée cadeau, « kynta », dans les villages, alors qu'on l'appelle déjà « dîme » (dzanka) aux alentours de la capitale Bida (72). Il est significatif que le mot arabe « makhzen », qui signifie « gouvernement », provient du verbe « khazana », « accumuler », « emmagasiner », et qu'il a donné les mots français et espagnol « magasin » et « almacén »!

(**) Chez les Indiens Nambikwara, le chef (nilikandé : celui qui unit) jouit d'une autorité basée sur le consentement, et ne dispose d'aucun pouvoir de coercition. Lorsque Lévy-Strauss demanda à un Indien quels sont les privilèges du chef, il reçut la même réponse (« Marcher le premier à la guerre! ») que Montaigne avait reçue en 1560 — il y a quatre siècles! — à la question analogue posée à un Indien d'Amérique (74).

social grâce à son accumulation, et la différenciation du surproduit s'identifie avec la différenciation de la production tout court. Elles ont permis, et en partie assuré personnellement grâce à leurs loisirs, l'accumulation des techniques, des connaissances et règlements qui ont garanti le maintien et le développement des forces productives agricoles : connaissances astronomiques et météorologiques déterminant le régime des eaux, le moment approximatif et la défense éventuelle des récoltes; connaissances géométriques permettant la division des champs; exécution des travaux de défrichement, rendus nécessaires par l'accroissement de la population, sur une échelle dépassant celle des forces d'un village ou d'un groupe de villages; construction des canaux, des digues, et autres travaux hydrographiques indispensables à l'irrigation, etc. (*).

La technique de l'accumulation sert de justification à l'appropriation de larges privilèges matériels. Même si elle est historiquement indispensable, il n'est nullement démontré qu'elle n'aurait pas pu être appliquée à la longue, par la collectivité elle-même. Quant aux privilèges, ils furent en tout cas ressentis comme des exactions par les peuples qui en furent les victimes, et ils inspirèrent des protestations comme celles du paysan de l'ancien Empire égyptien qui parle dans la *Satire des Métiers* (77).

La catégorie marxiste de « nécessité historique » est d'ailleurs beaucoup plus complexe que les vulgarisateurs ne le supposent communément. Elle inclut de manière dialectique aussi bien l'accumulation du surproduit social qu'effectuent les anciennes classes possédantes, que la lutte des paysans et des esclaves contre ces classes, lutte sans laquelle le combat d'émancipation du prolétariat moderne aurait été infiniment plus difficile.

(*) Il y a 2 400 ans, Kautilya, Premier ministre du roi Maurya Chandragupta en Inde, expliqua dans son ouvrage *Arthaçashtra* l'origine de toute la civilisation comme provenant du travail des paysans : « Car le fait que les villages subviennent à leurs propres besoins et que les hommes trouvent leur seule joie (!) sur les champs permet d'accroître le trésor royal, les marchandises (le commerce!), le blé et les choses mobiles (la fortune mobilière) (76). »

Existe-t-il un « surplus économique » ?

La notion de surproduit social, qui plonge ses racines dans celle du surplus permanent de moyens de subsistance, est essentielle pour l'analyse économique marxiste. Or, cette notion était jusqu'à récemment acceptée non seulement par la plupart des économistes mais, fait plus significatif, par tous les anthropologues, archéologues, ethnologues et spécialistes de l'économie primitive. Les références multiples à l'œuvre de ces spécialistes qui sont éparpillées dans les premiers chapitres de cet ouvrage attestent que les données empiriques de la science contemporaine confirment la validité des hypothèses de base de l'analyse économique marxiste.

La seule attaque scientifique sérieuse dirigée contre les notions de surplus économique et de surproduit social dans l'économie précapitaliste a été lancée par le professeur Harry W. Pearson, dans un chapitre de l'ouvrage collectif publié sous la direction de Karl Polanyi, Conrad M. Arensberg et Pearson lui-même : *Trade and Market in the Early Empires*. Elle mérite d'être réfutée en détail.

Les critiques du professeur Pearson peuvent être résumées en cinq points :

1. La notion de « surplus économique » est confuse, puisqu'elle couvre en fait deux entités différentes : le surplus absolu, au sens physiologique du terme, en deçà duquel la société ne peut pas subsister; le surplus relatif, dont la constitution a été décidée par la société.

2. Or, le « surplus économique » au sens absolu, biologique du terme, n'existe pas. Il est impossible de déterminer le niveau de subsistance minimum en dessous duquel un individu périrait; il est impossible de le déterminer pour la société tout entière (78). De toute manière, ce niveau est si bas qu'il n'y a aucune preuve qu'une société humaine ait jamais vécu dans son ensemble à ce niveau.

3. Quant au surplus relatif, il n'est pas le résultat d'une

évolution économique, notamment de l'accroissement de la productivité moyenne du travail. Il y a toujours et partout des surplus potentiels. Les décisions de créer ou d'augmenter les ressources non destinées à la consommation des producteurs sont des décisions sociales qui peuvent être prises pour des raisons absolument non économiques (religieuses, politiques, de prestige).

4. Il n'y a pas l'ombre d'une preuve (*not a shred of evidence*) pour démontrer que l'apparition de la « propriété privée, du troc, du commerce, de la division du travail, des marchés, de la monnaie, des classes commerçantes et de l'exploitation » soit due à l'apparition d'un surplus économique à des moments critiques du développement de la société humaine. Pareilles affirmations ne peuvent être justifiées que par le postulat que « le cours logique du développement économique conduit vers le système du marché de l'Europe du XIX^e siècle (79) ».

5. D'ailleurs, toute cette conception est fondée sur le matérialisme le plus grossier qui « base le développement économique et social sur la capacité étroite de l'estomac humain (80) ». A tous les niveaux d'existence matérielle, les ressources économiques sont employées à des fins non économiques.

L'argumentation du professeur Pearson part de la distinction entre « surplus absolu » et « surplus relatif », distinction qu'il a, bien entendu, introduite lui-même dans le débat. A notre connaissance, ni les physiocrates, ni les économistes anglais de l'école classique, ni surtout Marx et Engels n'ont jamais considéré le « niveau de subsistance » comme une notion biologique absolue. Mais de là, on ne peut nullement conclure que cette notion n'ait pas de signification historique précise, dans chaque cas concret, c'est-à-dire qu'on puisse arbitrairement réduire le niveau considéré comme minimum par un peuple à une époque déterminée. De ce fait, il est faux d'affirmer que toute société possède une source potentielle de surplus,

indépendamment d'un accroissement de la productivité moyenne du travail.

Certes, aucune société ne peut subsister si, après avoir fourni la nourriture la plus modeste, sa production ne suffit pas pour maintenir le stock d'instruments de travail. Dans ce sens « absolu » du terme, aucune société réduite au pur niveau de subsistance « biologique » ne pourrait survivre. Mais aussi longtemps que l'homme *ne contrôle pas* ses moyens de subsistance — en d'autres termes : aussi longtemps que nous sommes en présence de hordes ou de tribus primitives qui vivent de la cueillette de fruits, de la chasse et de la pêche —, ce « surplus » est à la fois aléatoire et extrêmement limité. La raison en est fort simple : tout accroissement exceptionnel de la production courante ne produirait pas un « surplus permanent » mais au contraire une famine, en détruisant l'équilibre écologique de la région habitée.

Lorsque le professeur Pearson écrit qu'aucune société humaine n'a jamais vécu à un tel niveau de pauvreté, il commet en réalité une erreur analogue à celle qu'il reproche à juste titre aux économistes néo-classiques. De même que ceux-ci conçoivent toute l'activité économique en fonction d'une économie de marché, le professeur Pearson considère tout le passé économique de l'humanité à la lumière de l'économie de peuples primitifs au seuil de la civilisation ou déjà civilisés, c'est-à-dire de peuples qui ont déjà effectué leur « révolution néolithique », qui pratiquent déjà l'agriculture et l'élevage. Mais lorsqu'on considère que la période postérieure à cette révolution n'occupe qu'une fraction minime de la durée de l'existence humaine sur la terre, lorsqu'on se représente que des centaines sinon des milliers de tribus primitives ont disparu avant d'atteindre le stade de la révolution néolithique, notamment parce qu'elles n'ont pas su résoudre le problème de la subsistance dans un milieu naturel modifié, on comprend combien cette affirmation est insoutenable.

Les preuves, autant logiques qu'empiriques, démontrent au contraire que la plupart des sociétés humaines anté-

rieures à la révolution néolithique (*) ont dû mener une lutte permanente pour la subsistance; qu'elles étaient obsédées par cette lutte qui ne semblait jamais victorieusement terminée, et que toutes les institutions sociales citées par le professeur Pearson à l'appui de la thèse opposée (notamment la place importante de la magie et de la religion dans ces sociétés) avaient des *fonctions* nettement économiques, c'est-à-dire devaient précisément contribuer à résoudre le problème angoissant des subsistances.

« L'apparition universelle des pratiques magiques et religieuses associées aux processus de production révèle... que l'anxiété relative à la nourriture est un élément constamment rencontré (81). »

De là l'importance clé de la révolution néolithique. Pour la première fois dans la préhistoire humaine, le contrôle des moyens de subsistance humaine passe de la nature à l'homme. Pour la première fois, dès lors, ces moyens peuvent être multipliés, sinon de manière illimitée, du moins dans une proportion absolument inconnue auparavant. Pour cette raison, une fraction importante de la société peut être libérée de la nécessité de contribuer directement à la production de vivres. Il n'existe aucune donnée archéologique ou anthropologique pour remettre aujourd'hui en question cette preuve manifeste des liens entre l'apparition d'un *surplus permanent et important de vivres* d'une part, et d'autre part la séparation de l'artisanat et de l'agriculture, la séparation de la ville et de la campagne, la division de la société en classes.

Certes, l'accroissement de la productivité moyenne du travail ne crée que les *conditions matérielles nécessaires* de l'évolution et de la transformation sociales. Il n'y a aucun automatisme économique, indépendant de forces sociales (**). Les hommes font leur propre histoire; une société

(*) A part les tribus vivant dans un milieu naturel exceptionnellement favorable, qu'on désigne communément sous l'étiquette de « chasseurs évolués ».

(**) Voir chapitre II, § : Société coopérativement organisée et société reposant sur l'économie du temps du travail.

existante se défend contre les forces de transformation. La société primitive défend sa structure égalitaire. Il faut donc une révolution sociale pour désagréger la société primitive égalitaire et engendrer une société divisée en classes. Mais cette révolution sociale n'est *possible* que si un niveau de productivité a été atteint qui permette à une fraction de la société de se libérer du travail matériel. Aussi longtemps que cette condition matérielle — ce surplus potentiel — n'existe pas, la révolution sociale en question est impossible.

Le professeur Pearson rétorquera que, somme toute, le moteur décisif a été un moteur social, le remplacement d'un « modèle » d'organisation (*) sociale par un autre. Nous admettons volontiers la primauté du social. Mais une confédération de tribus de chasseurs primitifs aurait-elle pu construire l'Empire romain, voire même la Babylone d'Hammourabi? Les paysans mésopotamiens auraient-ils pu créer l'industrie moderne? Répondre à ces questions, c'est comprendre le rôle stratégique de l'accroissement du surplus économique et du surproduit social dans l'histoire humaine, grâce à l'accroissement de la productivité du travail.

(*) George Dalton (82) s'est efforcé d'amplifier les vues du professeur Pearson à ce propos. Il a évidemment raison quand il s'oppose à l'emploi anachronique, pour une société primitive, de mobiles comme la recherche *illimitée* de moyens matériels. Il a également raison quand il s'oppose à l'emploi, dans ce cadre social différent, de catégories issues d'une économie marchande ou monétaire. Mais il a tort quand il en conclut abusivement que la pénurie de biens matériels est une notion purement « idéologique », ou qu'il n'y a aucune explication économique rationnelle pour le comportement socio-économique des peuples primitifs. Affirmer que « les transactions sur les biens matériels dans les sociétés primitives sont l'expression d'obligations sociales empiriques sans signification en dehors du contextesocialqu'elles expriment(83) », c'est oublier que les peuples primitifs doivent, après tout, survivre, comme les peuples modernes; que la survie exige une certaine production de biens matériels; que l'organisation sociale n'est pas indépendante de la nécessité de produire ces biens matériels; que le « mobile économique », c'est-à-dire l'effort d'assurer une certaine production *limitée*, est donc bel et bien présent dans cette société primitive; et que si l'analyse de cette structure socio-économique est souvent difficile, personne ne devrait la proclamer impossible au départ, sinon il rendrait impossible l'étude scientifique de l'évolution des sociétés en général.

CHAPITRE II

ÉCHANGE, MARCHANDISES, VALEUR

L'échange simple.

C'est la rencontre entre hordes cueillant des fruits différents, ou chassant différents animaux, qui crée les conditions d'un échange occasionnel. « Le troc et le commerce se développent dans des régions à produits différenciés, où maquis et plage, forêt et plaine, montagne et vallée offrent l'un à l'autre des produits nouveaux, encourageant des échanges réciproques (1). »

Parlant du peuple rhodésien des Bemba, qui pratiquent très peu le commerce, Andrey I. Richards constate que « les conditions du milieu dans lequel vivent les Bemba expliquent dans une certaine mesure leur commerce peu développé, puisque les conditions sont en général si uniformes dans cette région, qu'il y a peu de raisons pour qu'un district échange des biens avec un autre district (2) ».

L'origine de l'échange se trouve donc *en dehors* de l'unité sociale primitive, qu'elle soit horde, clan ou tribu. En son sein règnent primitivement l'entraide et la coopération du travail, qui excluent l'échange. Le service de chacun à la communauté y est établi par l'usage ou le rite; il varie avec l'âge, le sexe et le régime de parenté. Mais il est indépendant de la recherche d'une contre-prestation. Or, *c'est précisément la contre-prestation mesurée qui constitue la caractéristique essentielle de l'échange.*

Cette mesure n'est pas nécessairement une mesure *exacte*. Elle ne peut même pas l'être au stade de l'échange simple, fortuit, occasionnel. Des hordes et tribus qui con-

naissent mal la nature, les origines, les conditions de production, l'usage exact d'un produit qu'elles reçoivent « en échange » d'un autre produit, se laissent forcément gouverner par l'arbitraire, le caprice ou le hasard pour déterminer les conditions de cet échange. L'échange, opération la plus exactement « mesurée » de la vie économique moderne, est né dans des conditions matérielles qui excluaient toute possibilité de mesure exacte.

L'échange simple est un échange fortuit et occasionnel; il ne peut faire partie du mécanisme normal de la vie primitive. Il peut résulter aussi bien de l'apparition fortuite d'un surproduit que d'une crise brusque dans l'économie primitive (famine) (*).

Dans les deux cas, le groupe primitif qui connaît l'existence des groupes voisins cherchera à établir des relations d'échange, soit par des moyens de rapine, soit par des moyens pacifiques. La rencontre de deux surplus occasionnels, différents en qualités naturelles, en utilité, *en valeur d'usage*, crée les conditions les plus normales d'une opération d'échange simple.

Troc silencieux et dons cérémoniels.

Lorsqu'un groupe primitif dispose régulièrement d'un surplus de produits quelconques, après avoir couvert ses propres besoins de consommation, l'échange simple peut devenir échange développé. Ce n'est plus une opération fortuite d'échange qui se produit maintenant à des moments exceptionnels, mais une suite d'opérations d'échanges plus ou moins régularisée.

L'établissement de règles strictes d'échange n'est que l'aboutissement d'une longue transition à partir d'une situation dans laquelle l'échange sporadique se pratique

(*) Parlant de la tribu des Bachiga en Afrique Orientale, May Mundelbaum-Edel constate que « le commerce (l'échange) n'y a lieu que quand il est nécessaire de suppléer l'insuffisance de l'approvisionnement en vivres, par suite d'une mauvaise récolte » (3).

sans mesure exacte. Aux deux modes d'approvisionnement en produits étrangers — l'échange simple et la guerre-rapine — correspondent deux formes transitoires d'échange chez les groupes primitifs : le don cérémoniel et le troc silencieux.

Les contacts entre groupes primitifs sans liens de parenté ne sont presque jamais des contacts entre groupes égaux en force. Ils impliquent des relations à la limite de l'hostilité, et cette limite est vite franchie.

L'expérience enseigne aux groupes plus faibles qu'il est préférable de fuir devant l'approche d'étrangers redoutables. Elle enseigne à ceux-ci qu'en décimant des groupes plus faibles dont les produits sont désirés, on risque de perdre toute chance de se les procurer (*). Ainsi s'établissent, à la limite de l'hostilité ouverte, les relations d'échange conventionnellement réglées qu'on désigne sous le terme de troc silencieux. Le groupe le plus faible dépose les produits destinés à l'échange à un endroit désert et disparaît jusqu'à ce que le partenaire ait laissé ses propres produits au même endroit.

Des exemples de ce troc silencieux abondent dans l'histoire économique. Le cas des rapports entre Maures et Noirs à l'ouest de Gibraltar, cité par Hérodote, et celui des rapports des commerçants persans, tartares et grecs de la Russie méridionale avec les habitants des steppes glacées de la Russie septentrionale, cité par le voyageur arabe Ibn Batoutah, font partie de la littérature classique sur le sujet. Aujourd'hui on retrouve le troc silencieux en de nombreux endroits du globe : chez les tribus Chuckchee en Sibérie dans leurs rapports avec les habitants d'Alaska; chez les *négritos* habitant les vallées du nord de l'île de Luçon, aux Philippines, dans leurs rapports

(*) « Les Mundugumor (peuple de chasseurs de têtes en Nouvelle-Guinée) errent très loin à la recherche non seulement d'ennemis à surprendre, mais aussi de contacts commerciaux... Ils achètent au peuple maigre, à moitié affamé, qui habite les marais orientaux, des pots pour cuire, des paniers de provision, des moustiquaires... Ils disent qu'ils font attention à ne pas les tuer tous, car autrement il n'y aurait plus de fabricants de pots en vie... (4). »

avec les habitants chrétiens de la même région; chez la tribu Awatwa, en Rhodésie du Nord, dans les rapports entre les habitants de l'intérieur du pays et ceux des marais; en Nouvelle-Guinée, aux Nouvelles-Hébrides, aux Indes, en Indonésie, etc. (5).

Le troc silencieux et d'autant plus les relations d'échange qui proviennent de rapports d'hostilité ouverte ont leurs origines dans le contact entre différents groupes primitifs sans liens communs de parenté. A l'intérieur du groupe, nous l'avons vu, des relations d'échange font primitivement défaut. La nourriture et d'autres objets de première nécessité ne sont pas échangés mais partagés (6). Ce qui existe, ce sont les simples dons, des cadeaux (d'objets précieux, de talismans, d'ornements) qui sont conventionnellement retournés comme c'est encore le cas aujourd'hui pour les cadeaux au sein d'une famille moderne, sans que l'on n'effectue un calcul précis d'équivalence.

Mais lorsque les groupes se rattachant à de mêmes ancêtres s'élargissent et se répandent sur un territoire trop large pour être administré sous une direction commune, ils se scindent en tronçons. L'échange de cadeaux, qui consistent en produits divers particuliers aux territoires sur lesquels vivent ces sous-groupes, s'institutionnalise, se répète périodiquement de manière cérémonielle et se régularise. Le cérémoniel exprime des rapports d'interdépendance matérielle réelle entre ces sous-groupes, l'un ne pouvant subsister sans l'aide de l'autre, ou simplement l'existence de liens de parenté (7).

La même institution d'échange cérémoniel de cadeaux se maintient auprès de groupes primitifs qui sont déjà passés au stade de l'agriculture individuelle, mais qui restent rassemblés dans des communautés villageoises. La différence entre récoltes individuelles au sein d'une même communauté, ou entre récoltes de plusieurs villages rattachés par des liens de parenté, sera périodiquement corrigée par l'échange de cadeaux; de nombreuses relations d'échange cérémoniel de cadeaux, dont la fonc-

tion économique paraît aujourd'hui estompée ou invisible, avaient une telle origine fonctionnelle.

Dans *les Structures élémentaires de la parenté*, Claude Lévy-Strauss a démontré de manière convaincante combien ces échanges de cadeaux, de même que les échanges de femmes, sont intégrés dans la vie économique à ce stade d'évolution sociale, et combien ces deux circuits parallèles — que les primitifs considèrent d'ailleurs comme identiques, les femmes étant elles-mêmes considérées comme cadeaux! — sont indispensables *au maintien de la cohésion sociale du groupe*. La division du travail étant encore essentiellement la division du travail entre sexes, tout choix désordonné d'épouses aboutirait à l'affaiblissement de certains groupes, sinon à leur disparition.

C'est pourquoi les règles de réciprocité impliquent qu'un homme « ne peut recevoir une épouse que du groupe duquel une femme est exigible, parce qu'à la génération supérieure, une sœur ou une fille a été perdue; tandis qu'un frère doit au monde extérieur une sœur (ou un père, une fille), parce qu'à la génération supérieure, une femme a été gagnée (8) ».

« L'exogamie, conclut Cl. Lévy-Strauss, fournit le seul moyen de maintenir le groupe comme groupe, d'éviter le fractionnement et le cloisonnement indéfinis qu'apporterait avec elle la pratique des mariages consanguins (9) (*) ».

Chez les Ozuitem Ibo (Nigérie méridionale), l'échange

(*) Lévy-Strauss polémique avec Frazer qui explique l'échange de femmes par le fait que les primitifs ne pouvaient pas payer un autre « prix » (*sic*) pour celles-ci. Il a raison de reprocher à Frazer de supposer dans le passé des « calculs » qui n'existent que dans des sociétés beaucoup plus « évoluées ». Mais il a tort de conclure : « Il n'y a dans l'échange des femmes rien de semblable à la solution raisonnée d'un problème économique... C'est un acte de conscience (?) primitif et indivisible... » En réalité, Lévy-Strauss a indiqué lui-même quel rôle économique vital la femme joue dans l'économie primitive. Le désir de régler la « circulation des femmes » de manière à assurer à tous les hommes valides la plus grande égalité de chances de mariage correspond donc bel et bien à une nécessité *économique* pour l'équilibre social (10).

de cadeaux de nourriture est expliqué par les membres de la tribu eux-mêmes de la façon suivante :

« Le peuple affirme que dans le passé, avant que la cassave ne fut introduite au début de ce siècle, il y avait souvent une grave pénurie de nourriture pendant les trois mois (juin-août) avant la récolte annuelle d'igname. L'antique système de transfert de nourriture est encore toujours pratiqué pendant cette période : tous ceux qui disposent de vivres en font cadeau... Les hommes sont ainsi obligés de faire des cadeaux de vivres à leurs femmes et parents utérins (11) ».

La pratique de l'échange cérémoniel peut dépasser les limites d'une tribu et s'étendre à plusieurs tribus ou peuples habitant une région déterminée. De même que l'échange cérémoniel à l'intérieur d'un groupe étroit ne fait qu'exprimer des liens étroits de solidarité et de coopération dans le travail, son extension à plusieurs tribus et peuples exprime un effort pour y stabiliser des relations pacifiques de coopération (12).

« Au début, les missions (qui venaient s'acquitter des tributs) étaient de simples gestes des princes des pays du Nanyang (Sud-Est asiatique), qui envoyaient à la capitale chinoise des délégués porteurs de messages de congratulation ou de cérémonie pour la cour de Chine. Ils furent toujours reçus comme d'humbles émissaires présentant la soumission de leurs maîtres au Fils du Ciel. Naturellement, ils apportèrent des cadeaux en produits de leurs pays et l'empereur, par bonté de cœur, leur rendit des cadeaux en échange. Il se fait que ces cadeaux chinois avaient souvent plus de valeur que ceux apportés de Java, de Bornéo et de la Malaisie; mais même s'ils étaient de valeur égale, il s'agissait clairement d'un embryon de commerce international qui venait de s'établir (13). »

Lorsque l'activité économique individuelle — avant tout l'agriculture — prend une place de plus en plus importante dans le cadre de la communauté villageoise, lorsque les relations d'échange cérémoniel de cadeaux et de troc silencieux se multiplient et se régularisent,

des éléments de plus en plus nombreux de *mesure*, de *calcul* des cadeaux échangés s'introduisent dans la communauté, afin de maintenir son équilibre économique. Dans la *desa*, la communauté villageoise indonésienne, deux formes d'activité économique coexistent ainsi : le *samba sinambat*, activité non rémunérée, orientée vers la satisfaction des besoins vitaux, et le *toeloeng mense-loeng*, activité orientée vers la réalisation de besoins individuels pour laquelle on est en droit d'attendre une contre-prestation plus ou moins équivalente (14). Schechter (15), ayant examiné la plupart des exemples d'échange cérémoniel de cadeaux, a trouvé que dans la plupart des cas, le principe d'équivalence, donc de mesure exacte de la contre-prestation, joue déjà un rôle prépondérant. Certes, on reste loin d'une économie de marché, basée sur la production de marchandises. Mais des équivalences sont généralement admises et même institutionnalisées, comme il apparaît du Code d'Hammourabi, (16).

L'échange développé.

Le troc silencieux et le don cérémoniel sont des formes transitoires entre l'échange simple et l'échange généralisé, qu'on peut désigner sous le terme commun *d'échange développé*.

L'échange développé résulte de la rencontre non plus de deux surplus fortuits, mais d'un surplus habituel avec d'autres produits. Aussi bien le troc silencieux que le don cérémoniel peuvent prendre la forme de l'échange développé; ils peuvent également dépasser cette forme et s'intégrer dans l'échange généralisé proprement dit.

Dans la société primitive dans laquelle l'artisanat n'a pas encore acquis son autonomie, *une spécialisation régionale*, une division régionale du travail peuvent apparaître en raison de particularités spécifiques d'un territoire donné. La tribu habitant un tel territoire peut s'adonner en grande partie à la production de cette spécialité et apparaître en face des tribus voisines comme un

spécialiste collectif. Elle produira un surplus considérable du bien en question et l'échangera contre les produits particuliers des autres tribus. La préhistoire et l'ethnographie indiquent que les *instruments de travail* et les *ornements* sont les premiers produits susceptibles de partir en grande quantité d'un centre de production donné, à travers des opérations d'échange développé.

Ainsi, avant la conquête coloniale, la tribu des Gouro, en Côte-d'Ivoire, échangeait avec les peuples de la savane surtout la noix de cola, qu'elle produisit, contre des *sompe*, des tiges de fer, utilisées à la fois comme matière première pour façonner des outils agricoles et des armes, et comme moyen d'échange. Cola et *sompe* étaient des éléments d'un commerce sud-nord véritablement complémentaire entre deux zones géographiques différentes (17). Il faut d'ailleurs remarquer que simultanément avec ce véritable commerce, les Gouro maintenaient des rapports d'échange cérémoniel de cadeaux avec des tribus comme les Boulé, qu'ils considéraient comme des parents (18).

Déjà à l'époque de la pierre taillée, de véritables ateliers d'instruments en pierre s'étaient organisés, notamment à Saint-Acheul et dans l'île de Bömlo, dans le Sud-Ouest de la Norvège. A l'époque de la pierre polie, de véritables mines de silex existaient en Égypte, en Sicile, au Portugal, en France (Grand-Pressigny), à Grimes' Grave et Cissbury en Angleterre, à Obourg et Spienne en Belgique, en Suède et en Pologne (Galicie orientale et district de Kielce). Sur l'île de Marua on a trouvé des reliques d'ateliers d'instruments de pierre qui approvisionnèrent une grande partie de la Nouvelle-Guinée (19). Heichelheim indique un grand nombre de sources qui semblent confirmer la circulation d'objets d'ornement dans un rayon très vaste dès l'âge le plus primitif (20).

Avec le progrès de la productivité du travail et la constitution de petits surplus réguliers chez de nombreuses tribus et peuplades voisines, ce système de spécialisation régionale peut s'élargir en un réseau régulier d'échange et aboutir à une véritable division régionale du travail.

Dans le bassin de l'Amazone, par exemple, différentes tribus possèdent leurs spécialités propres : les Menimels sont surtout connus pour leurs poteries; les Karahone produisent des poisons particulièrement virulents; les Boro sont spécialisés dans la fabrication de tapis, de ligatures et de chalumeaux; les Nitoto excellent dans la fabrication des hamacs (21). Les échanges se régularisent progressivement entre ces tribus sur la base de ces spécialités.

Mais pour chacune de ces tribus, la fabrication des produits spéciaux ne représente qu'un appoint, qu'une activité secondaire de la vie économique. Celle-ci reste essentiellement fondée sur la cueillette, la chasse et la pêche (avec quelquefois un début d'agriculture), c'est-à-dire sur la recherche de la subsistance. Aucune spécialisation artisanale n'existe encore à l'intérieur de la tribu, où l'échange développé fait complètement défaut si ce n'est sous la forme embryonnaire du don cérémoniel. Ceux qui fabriquent aujourd'hui des poteries doivent demain partir à la chasse ou travailler la terre, si la tribu veut éviter de succomber à la famine.

Le commerce.

Avec la révolution néolithique, le développement de l'agriculture et la constitution de surplus permanents créent la possibilité d'un échange permanent avec les peuples qui ne disposent pas encore de tels surplus; l'échange entre dans une phase nouvelle. Les échanges ne se limitent plus à quelques rares produits d'une spécialisation régionale. Ils embrassent dès lors l'ensemble des produits de toute une région; des *marchés locaux* font leur apparition. Chaque tribu ou chaque village continue à subvenir encore dans une large mesure à ses propres besoins. Mais aucune tribu ou aucun village n'est plus complètement indépendant d'un apport de produits étrangers.

« De nombreuses communautés (en Nigérie méridionale) disposent d'un surplus de vivres et d'autres biens d'usage quotidien, comme de la poterie, des nattes ou des outils en bois, qui, par l'intermédiaire des nombreux marchés locaux, arrivent chez des acheteurs d'autres communautés... Ainsi, les villages des forêts Agoi, sur les versants des collines Oban... échangent les viandes fumées de venaison dans les marchés des villages près de la rivière de la Croix, où ils achètent des ignames souvent récoltés non pas par les habitants locaux mais par les Ibo qui vivent une dizaine de kilomètres plus loin sur la rivière. De même, des villages de potiers qui sont relativement peu nombreux et éloignés les uns des autres, produisent presque tous des surplus et leurs biens sont distribués sur un territoire de 200 km² ou plus. Ainsi, bien que la communauté familiale, et davantage encore la communauté villageoise, soit largement autarcique en matière de vivres et de la plupart des biens d'usage courant, elle ne couvre pas souvent ou même jamais tous ses besoins (22). »

Le système d'échange généralisé coïncide avec les débuts de l'artisanat professionnel à l'intérieur du village ou de la tribu. Mais cette spécialisation est une spécialisation au sein d'une *communauté villageoise*. Les artisans qui abandonnent de plus en plus le travail agricole reçoivent leur subsistance en récompense de leurs services. L'échange à l'intérieur du village ou de la tribu reste donc *rudimentaire*. Il en est ainsi par exemple chez les habitants des îles Marquesa dans le Pacifique, ou chez les tribus des Kafflitcho et Gougo en Afrique orientale. Certains artisans y sont déjà devenus complètement autonomes; d'autres ne le sont pas encore. Les artisans de la première catégorie reçoivent annuellement de la communauté villageoise une certaine quantité de nourriture, de vêtements et d'ornements en récompense de leur travail global. Les artisans de la deuxième catégorie sont aidés par d'autres membres de la tribu dans le travail effectué sur les champs qui doivent fournir leurs moyens de subsis-

tance (23). Dans les deux cas, il ne s'agit pas à proprement parler d'échange.

L'échange généralisé entre villages, tribus, peuplades différents, s'effectue de façon plus ou moins collective, par les producteurs eux-mêmes, par une partie de la communauté (par exemple les femmes (*)) ou par les représentants de la communauté. Il n'est pas encore en lui-même une activité économique spécialisée :

« Dans l'Europe du moyen âge, comme dans les régions agricoles de nos jours, le producteur moyen pouvait se défaire des petits surplus de son entreprise familiale (des œufs, du fromage, des poules, des légumes, du lait, du bétail et même du blé) sans l'aide d'un commerçant professionnel. De même, partout où une industrie était organisée en petites unités artisanales et où les marchandises étaient fabriquées en petites quantités ou sur commande, les producteurs et consommateurs pouvaient traiter les uns avec les autres sans l'intervention d'un commerçant. Non seulement le forgeron ou le potier du village, mais même le boucher, le boulanger ou le fabricant de cierges des villes, vendaient eux-mêmes leurs produits (26). »

Cette situation se modifie avec la révolution métallurgique. Les premiers métaux que l'homme sut utiliser, le cuivre et l'étain, ne se trouvent pas dans tous les pays, ni surtout dans ceux qui, grâce à l'agriculture par irrigation, virent le premier essor de la civilisation. Les mines sont localisées dans certaines régions bien définies, surtout des régions montagneuses, où les métaux en question ont bien pu être utilisés pendant une longue période à des fins

(*) Dans la mesure où ce sont les femmes qui, les premières, ont pratiqué l'agriculture, on comprend qu'elles aient été les premières à pratiquer l'échange de surplus de vivres d'une manière régulière. D'après la tradition chinoise, les femmes ont été les premières à pratiquer du commerce. Récemment encore, tout le commerce était entre les mains des femmes chez les peuples suivants : les Togo, les Somali, les Galla et les Masai en Afrique, les Tartares et les Tibétains en Asie (24). Forde, Scott et Nadel constatent le même phénomène en Nigérie. Dans le Nicaragua précolombien, seules les femmes pouvaient apparaître au marché (25). De même, seules les femmes vendaient au marché local du royaume de Dahomey.

décoratives, sans donner naissance à une révolution métallurgique au sens économique du mot.

Pour acquérir ces minerais, les peuples agricoles qui disposaient de surplus de vivres, de techniques et de loisirs suffisants devaient aller les chercher là où ils se trouvaient, d'abord sans doute par voie de rapine, ensuite par voie d'échange normalisé (27). L'échange sur grandes distances, l'échange international entre régions séparées par des centaines de kilomètres, ne pouvait plus être une activité d'appoint, à côté de l'artisanat ou de l'agriculture. Une nouvelle division du travail s'était produite, la pratique de l'échange s'était séparée des autres activités économiques; le commerce était né.

Chez les peuples primitifs, la révolution métallurgique fait coïncider l'apparition de l'artisanat professionnel avec la généralisation des échanges. Les premiers artisans complètement détachés des travaux agricoles sont des *forgerons itinérants* (on les retrouve aujourd'hui encore chez les Bantous en Afrique équatoriale et chez les Foulbé en Afrique occidentale). Chez ces peuples, la révolution métallurgique, en rendant le commerce autonome, le sépare définitivement de l'artisanat, de même qu'elle sépare celui-ci de l'agriculture.

Il est intéressant de noter que les deux formes d'échange, l'échange généralisé non encore spécialisé et le commerce spécialisé proprement dit, coïncident en général dans des régions agricoles. Ainsi, chez les Indiens de la tribu des *Chorti*, au Guatemala, les paysans et les artisans se rendent eux-mêmes au marché local une fois par semaine, et au marché cantonal une fois par mois ou tous les deux mois, pour vendre leurs petits surplus. Mais le commerçant qui importe les produits ne provenant pas de la région elle-même est un commerçant professionnel. La même distinction est notée chez les Nupe, en Nigérie (28).

Dès l'âge du cuivre, le commerce se développe notamment dans la première civilisation prédynastique égyptienne; dans la première civilisation dite prédiluvienne en Mésopotamie; dans la civilisation la plus ancienne décou-

verte sur le site de Troie, en Asie Mineure; dans la civilisation créto-mycénienne en Grèce; dans la civilisation des Aztèques au Mexique, avant la conquête espagnole; dans l'ancienne civilisation chinoise, indienne et japonaise, etc.

Dans un livre de la littérature classique chinoise, *l'Appendice au Canon des changements de Con Fu-tse*, il est rapporté que les marchés (c'est-à-dire le commerce) furent inventés à la même époque que la charrue, c'est-à-dire au même moment où se produisent les changements importants dans l'agriculture qui résultent de la révolution métallurgique (29).

Avec l'âge de bronze, le développement des relations commerciales devient la condition préalable pour l'utilisation productive des connaissances techniques. En étudiant soigneusement les gisements de cuivre et d'étain disponibles à l'époque, Gordon Childe a démontré qu'au fur et à mesure que les peuples méditerranéens passaient à la fabrication d'objets de bronze, ils devaient nécessairement engager des relations commerciales internationales avec de nombreux pays. Des Indes à la Scandinavie, il n'y a en effet que quatre régions où ces deux métaux pouvaient être trouvés simultanément, à savoir au Caucase, en Bohême, en Espagne et aux Cornouailles (30). Or, l'âge de bronze n'est né dans aucune de ces quatre régions.

Les peuples qui ont présidé à son essor ont dû, pour obtenir ces métaux précieux, organiser de vastes expéditions commerciales — à moins que ce ne fussent des expéditions périodiques de brigandage comme celles qui soumièrent à l'Égypte dès la 2^e dynastie les mines de la péninsule de Sinaï (31) (*). Le chariot à roues et le navire

(*) La Chine, où le cuivre et l'étain abondent, a pu entrer très tôt dans l'âge de bronze. Le commerce intérieur y a pris par conséquent un développement *antérieur et supérieur* au commerce extérieur. Le rôle décisif de la révolution métallurgique dans le développement du commerce se confirme donc également dans ce cas exceptionnel. En Amérique, le cuivre et l'étain apparaissent sur les hauts plateaux du Pérou et sont à la base de la civilisation des Incas.

à voiles sont inventés dès l'âge de bronze et accompagnent les progrès de la civilisation dans tout le monde antique. Des caravanes régulières relient l'Égypte à la Mésopotamie à travers la péninsule de Sinaï, la Palestine et la Syrie, relient la Mésopotamie aux Indes à travers l'Iran, le nord de l'Afghanistan et la vallée de l'Indus. Dès l'âge de bronze, dans l'Europe encore barbare, de vastes relations commerciales se nouent entre la mer Baltique et la Méditerranée, la vallée du Danube, la plaine pannonique et les îles britanniques.

Lorsque ce commerce international se stabilise et devient pacifique, il n'en reste pas moins affaire d'État, et est au début réalisé par l'intermédiaire de commerçants fonctionnaires. Un port-entrepôt neutre assure la rencontre des deux nations (32).

Production pour les besoins et production de marchandises.

La production des sociétés primitives est essentiellement une production pour les besoins. Les producteurs produisent pour satisfaire les besoins de leur communauté large (tribu ou clan) ou étroite (famille). Il en est ainsi des peuples qui ramassent encore leur nourriture aussi bien que de ceux qui la produisent déjà au sens propre du mot. Les premiers empires érigés sur la base de l'agriculture par irrigation ne présentent pas des traits économiques fondamentalement différents de ceux-ci. Les rois ou prêtres qui centralisent les surplus, les utilisent pour satisfaire leurs propres besoins ou les besoins de toute la communauté. Il est significatif que le roi de Babylone s'appela dans ses inscriptions officielles « Paysan de Babylone », « Pasteur d'hommes », « Irrigateur des champs ». En Égypte, pharaon et administration gouvernementale furent désignés par le terme *Pr'o* = la grande maison. En Chine, un des empereurs légendaires qui auraient fondé la nation est appelé Héou-tsi, prince millet (33). L'ensemble de l'économie apparaît en effet comme celle d'un grand

domaine produisant des *valeurs d'usage* pour satisfaire ses besoins (34).

Avec l'artisanat autonome une production d'un genre nouveau fait son apparition. Les producteurs, paysans-artistes qui vivent au sein de la communauté villageoise, n'apportent sur le marché que le *surplus* de leur production, c'est-à-dire ce qui subsiste une fois couverts les besoins de leurs familles et de la communauté. L'artisan-sécialiste détaché d'une communauté, le forgeron ou potier itinérant, ne produit plus des valeurs d'usage pour couvrir ses propres besoins. *L'ensemble de sa production est destiné à l'échange*. C'est en échange des produits de son travail qu'il acquerra les moyens de subsistance, vêtements, etc., pour couvrir ses propres besoins et ceux de sa famille. L'artisan autonome détaché de la communauté villageoise ne produit plus que des *valeurs d'échange*, des *marchandises* destinées au marché.

Celui qui produit essentiellement des valeurs d'usage, destinées à satisfaire ses propres besoins ou ceux de sa communauté, subsiste grâce aux produits de son propre travail. Production et produits, travail et produits de travail, s'identifient pour lui dans la pratique comme dans sa conscience. Dans la production des marchandises, cette unité est rompue.

Le producteur de marchandises ne vit plus directement des produits de son propre travail; au contraire, il ne peut subsister qu'à la condition de se *défaire* de ces produits. *Il vit*, comme le dit Glotz des artisans grecs de l'époque homérique, *exclusivement de son travail*. C'est d'autant plus vrai que ces premiers artisans se rendent au domicile de leurs clients et reçoivent d'eux la matière première pour leur production (35). Il en est de même dans la plupart des sociétés lors d'un premier développement de production de marchandises : notamment en Égypte, en Chine, au Japon, aux Indes et au début du Moyen Age européen (36).

La production de marchandises n'apparaît pas d'un seul coup ni pour l'ensemble de la société. Quand l'arti-

sanat devient professionnel et que quelques artisans deviennent des producteurs de marchandises détachés de la communauté villageoise, les paysans et le reste des artisans peuvent, pendant des siècles, continuer à vivre comme des producteurs de valeurs d'usage. Ils n'échangeront que de petits surplus de leur production pour acquérir les quelques marchandises dont ils ont besoin. Ces marchandises se réduisent essentiellement au *sel et au fer* (métaux). Il en fut ainsi en Chine, dans l'Europe du Moyen Age, dans la Russie du Moyen Age (*), au Japon du Moyen Age, dans la communauté du village hindou, en Afrique, dans l'Amérique précolombienne, etc. (37).

L'échange généralisé et spécialisé, le commerce, se limite d'abord aux métaux et aux ornements (produits de luxe) plus ou moins réservés à l'État (roi, prince, temple). Mais la production de marchandises atteindra un niveau supérieur au moment où elle fournit également des produits artisanaux et agricoles au commerce. L'invention de la roue pour chariots permet d'utiliser le principe de rotation dans la technique de la poterie. Le tour du potier est le premier instrument de travail qui permet la « fabrication en série » de marchandises exclusivement destinées au commerce.

L'ethnographie indique le plus souvent que si les femmes sont les premières à faire de la céramique aussi longtemps qu'il s'agit d'une technique domestique ou villageoise, les hommes sont les premiers à utiliser les tours de potier et deviennent des spécialistes travaillant pour le marché (38). Quant aux produits agricoles transformés en marchandises, ils font leur apparition lorsque se constituent des communautés humaines complètement détachées de la production de moyens de subsistance, communautés d'artisans, de commerçants et d'administrateurs, c'est-à-dire des *communautés urbaines*. Selon

(*) Le nom antique du marchand dans le commerce intérieur, *prasol*, y indique le commerce du sel, bien que plus tard ce nom ait pu devenir le terme général pour désigner tout commerçant au détail. — 4 chroniqueur Al-Bakri signale que dans l'ancien royaume africain de Ghana, les principaux objets du commerce étaient le sel et l'or.

Polanyi, ce serait en Lydie, puis à Athènes, que les premiers marchés locaux de vivres se seraient constitués. Nous avons cependant l'impression qu'en Chine, de tels marchés ont existé également au ^ve siècle avant J.-C. sinon encore plus tôt (39).

Société coopérativement organisée et société reposant sur l'économie du temps de travail.

Dans la société primitive qui ne produit que peu ou pas de surplus, l'organisation coopérative du travail est fondée sur la coutume et sur les rites, qui servent à régulariser les activités économiques essentielles. Dans des régions défavorisées, où l'approvisionnement en nourriture est difficile, la coopération du travail peut impliquer une activité économique incessante, poussée jusqu'aux limites de la force physique humaine. Dans des régions plus favorisées par la nature, comme les îles du Pacifique, la production du produit nécessaire peut absorber une partie relativement petite du temps disponible, le reste du temps étant alors consacré aux loisirs.

Normalement, aucune société communautaire ne supprimera volontairement une partie importante de ses loisirs pour travailler, produire davantage, si elle n'y est pas obligée par des nécessités économiques et sociales (*). La nécessité économique, c'est le besoin d'obtenir un plus grand surplus de produits afin d'acquérir, par voie d'échange, des biens nécessaires à la bonne marche de la société et que la communauté elle-même ne produit pas (certains genres de nourriture, sel, matières premières pour fabriquer des instruments de travail, ornements à fonction rituelle, etc.). La nécessité sociale est celle qui oblige d'abandonner régulièrement un surplus à un pouvoir centralisateur, soit dans l'intérêt de la communauté (pour exécuter des travaux d'irrigation, etc.) soit par suite d'une conquête qui impose par la force un tel tribut.

(*) « Malgré la fréquence des famines, aucun Mkamba (tribu nègre) ne pense jamais à semer davantage qu'il ne faut pour survivre à la prochaine saison de pluies (40). »

Les deux nécessités peuvent d'ailleurs se combiner. Parlant des tribus Majo et Baure, qui vivent en Bolivie orientale, Alfred Métraux écrit : « Ils avaient un tel besoin du métal qui facilitait la lutte quotidienne pour la vie, que dans l'absence d'autres marchandises acceptables pour les Blancs, ils s'adonnaient rapidement au commerce d'esclaves (41). »

En d'autres termes : l'accroissement du surproduit au-delà d'une limite étroite (réserve de vivres) n'est pas le résultat d'un développement autonome de l'économie. Il est le résultat de l'intervention de *pressions externes*, économiques (échange) ou sociales (appropriation du surplus par un pouvoir central ou une classe dominante (*)).

Aussi longtemps que la société primitive, coopérativement organisée, ne connaît pas encore d'autre division de travail que celle qui sépare les sexes, le rythme de travail sera établi par la coutume et les rites. Dès qu'une division du travail plus conséquente s'établit, l'apport communautaire de chaque producteur doit être mesurable par un critère commun. Sinon, la coopération du travail tendrait à se désagréger par l'établissement de groupes favorisés et défavorisés. Cette mesure commune d'organisation ne peut être que *l'économie du temps de travail*.

Le village peut être considéré comme une grande famille. La totalité de la production annuelle doit correspondre plus ou moins aux besoins en moyens de subsistance, en vêtements, logements et instruments de travail. Pour qu'il n'y ait pas de déséquilibre entre ces productions différentes, pour que les paysans ne consacrent pas une partie exagérée de leur temps à la production de pots ou de produits en cuir, et laissent en friche une partie des champs, il faut que la communauté établisse un bilan du temps de travail disponible, et répartisse celui-ci d'abord

(*) Ceci n'est pas en contradiction avec la thèse que nous défendons plus haut, selon laquelle le développement d'une classe dominante pré-suppose l'existence d'un surproduit social. Alors qu'un premier développement du surproduit précède effectivement toute constitution d'une classe dominante, celle-ci assure par la suite une expansion majeure de ce surproduit, et un nouveau développement des forces productives.

entre les secteurs essentiels, indispensables à la bonne marche de la communauté, tout en laissant chacun libre d'utiliser le reste de son temps comme bon lui semble.

L'ethnographie et l'histoire économique démontrent qu'en effet la communauté villageoise qui connaît un début de division du travail, organise la vie sociale sur la base d'une économie du temps de travail. Les peuples primitifs considèrent que seul le travail est quelque chose de rare, (« scarce »), dit Ruth Bunzel (42). D'après Bøeke, l'économie de la *desa* (communauté villageoise) indonésienne est fondée sur le calcul d'heures de travail dépen-sées (43).

Dans l'économie du village japonais, « le principe de l'échange, ce sont les journées de travail d'hommes. Si la famille « a » est composée de deux hommes qui travaillent pendant deux jours sur les champs de la famille « b », cette famille « b » devra fournir un équivalent (en travail) sur les champs de « a », ce qui pourrait constituer en 3 hommes travaillant durant une journée et un homme fournissant une journée supplémentaire, ou en toute autre combinaison qui égale (le travail) de deux hommes travaillant pendant deux jours... Lorsque 4 ou 5 familles collaborent dans un groupe *kattari* (travail coopérateur pour transplanter du riz), le calcul s'effectue sur la même base. Ceci exige un livre de compte pour comparer les jours et les hommes au travail (le nombre de journées de travail fournies) (44) ».

Chez la tribu nègre des Heh, les paysans qui commandent une lance au forgeron (qui est lui-même paysan-forgeron) travaillent sur la terre du forgeron *pendant le temps que celui-ci travaille à la lance* (45). Dans l'antique Inde de l'époque des rois Maurya, travail et produits du travail dictent les règles d'organisation de la vie économique (46).

Lorsque s'établissent les premières formes de subordination sociale, d'appropriation du surproduit par une partie privilégiée de la société, la comptabilité de l'exploit-

tation est également fondée sur une économie du temps de travail.

Chez les Incas, « le tribut devait consister exclusivement en travail, c'est-à-dire temps et qualification en tant que travailleur, artisan ou soldat. Tous les hommes étaient considérés comme égaux à ce sujet : celui qui avait des enfants pour l'aider à fournir le tribut imposé était considéré comme riche, tandis que celui qui n'avait pas d'enfants était considéré comme pauvre. Chaque artisan qui travaillait au service de l'Inca ou de son *curaca* (supérieur) devait recevoir toutes les matières premières et ne pouvait être employé ainsi que pendant 2 ou 3 mois par an (47) ».

Il en fut de même en Europe au haut Moyen Age, lorsqu'une grande partie des paysans vécut sous le régime du servage. Les villages étaient régis par une stricte économie du temps de travail, trois jours de travail en moyenne par semaine sur les terres du seigneur, trois jours sur les terres propres du serf (*). De même, les femmes des serfs avaient à travailler un nombre de jours fixe dans les ateliers du domaine pour y filer, tisser, coudre, etc. Chaque artisan avait un champ à lui, en échange duquel il devait fournir des services spécifiques au domaine et aux autres tenanciers.

L'organisation sociale fondée sur l'économie du temps de travail a laissé de nombreuses traces jusque dans le langage. En Europe centrale, au Moyen Age, la mesure de surface la plus commune est le *Tagwerk* (journal), surface qu'un homme peut labourer en une journée. En anglais médiéval le mot « acre » a le même sens. Dans les montagnes kabyles, on évalue les propriétés en *zouija*, journées de labour effectuées par la charrue à deux bœufs. En France, la « carrucata » désigne la quantité de terre

(*) Nous lisons par exemple dans la vieille législation bavaroise que les « serfs de l'Église » doivent exécuter trois jours par semaine des travaux sur le domaine (du seigneur) et « qu'ils en fassent trois pour eux-mêmes » : *Opera vero 3 dies in ebdomada in dominico operet, 3 vero sibi faciat* (48).

qu'un homme peut normalement labourer avec une charue en une journée. La « pose », unité de superficie suisse, est analogue au journal (49).

A quel point l'économie du temps de travail réglait l'ensemble de l'activité économique, voilà ce qui ressort nettement de la description que donne Dollinger de la disparition des serfs journaliers :

« Bien entendu, ces exemptions de service (des journaliers) ne laissaient pas le serf inactif : elles impliquent qu'il recevait de son maître une tenure qu'il exploitait pour son propre compte ses jours de liberté... Sans doute cette tenure était-elle généralement *en proportion du temps dont il disposait*. Celui qui n'avait qu'un jour de liberté par semaine obtenait probablement un lopin peu étendu; celui qui en avait deux ou trois pouvait recevoir éventuellement une *manse* entière (50). »

Analysant l'ensemble des redevances paysannes au Moyen Age, Marc Bloch arrive à la même conclusion :

« Au seigneur, les paysans, ou du moins certains d'entre eux, devaient remettre, chaque année, un nombre fixe de produits fabriqués : objets de bois, étoffes, vêtements même sur certaines *manses* où se perpétuaient, de père en fils, les recettes d'un métier qualifié, outils en métal. Parfois la matière première était, comme le travail, à la charge du tenancier : c'était probablement pour le bois, le cas ordinaire. Mais lorsqu'il s'agissait d'étoffes, les matériaux étaient souvent fournis par le seigneur : le paysan ou sa femme *ne donnait que son temps*, sa peine et son adresse (nous soulignons) (51). »

Dans de nombreux cas d'ailleurs, la désignation des redevances des paysans se fait de façon interchangeable, en temps de travail ou en quantité de produits. Ainsi les obligations des femmes-serves envers la seigneurie de Saint-Gall sont quelquefois — comme dans l'antique *Lex Alemannorum* — indiquées par nombres de journées de corvée, quelquefois par la quantité de produits à fournir pendant ces journées (52). Les Aztèques imposèrent aux autres peuples du Mexique un tribut calculé indif-

féremment soit en journées de travail, soit en quantités de produits artisanaux, soit en surface de terre à cultiver (53). Au Japon, il existe au VIII^e siècle de notre ère deux genres de corvées non agricoles, le *cho* et le *yo*. Le statut de Taiho fixa le montant de ces deux corvées à la fois en longueur du temps de travail (10 jours), en quantité de toile (26 *Shaku*, ce qui égale plus ou moins 10 m) et en quantité de blé (1 *To* égale plus ou moins deux boisseaux) (54). De cette façon, chez les producteurs d'une telle société, la longueur du temps de travail nécessaire pour produire une marchandise déterminée est fort transparente. De même en Europe occidentale, lorsque, à partir du XII^e siècle, le faire-valoir direct est de plus en plus remplacé, sur le continent, par le bail à terme, c'est la *moitié de la récolte* qu'il faut laisser au seigneur à la place des classiques trois jours de corvée par semaine. En Chine, les chroniques de la dynastie T'ang calculent exactement combien de travail il faut dépenser pour la culture du millet (283 jours par an) et du blé (177 jours), alors que l'impôt foncier est payable en nature (55). Dans la commune médiévale, note Espinas, *il existe un rapport rigoureux entre la journée de travail et la quantité (numérique) de la besogne* (56).

Nous retrouvons cette même comptabilité économique basée sur la durée du travail en Amérique espagnole, au moment où la corvée des Indiens est transformée en rente en nature, dans le système du *repartimiento-encomienda* (57), ainsi qu'en Indonésie au moment de l'introduction du *culturstelsel*. La population ne devait plus payer « la rente foncière », mais planter 1/5 de son sol en produit à revendre au gouvernement : indigo, sucre, café, tabac, etc. « Si l'on ne possédait pas de terres, il fallait travailler 66 jours par an sur les plantations gouvernementales (58). » Quant au Vietnam, on y signale pendant la morte saison, la pratique des prêts payables en journées de travail : 1,5 piastre contre 10 jours de travail à fournir au moment des grands travaux, etc.

Valeur d'échange des marchandises.

Or, l'échange généralisé, le commerce, n'apparaît qu'à un stade de développement social caractérisé par cette économie du temps de travail. Les peuples qui ont échappé à la nécessité de tenir compte de cette économie se contentent précisément d'un faible surproduit et d'échanges purement rudimentaires ou rituels (*). Il s'ensuit que ces échanges sont guidés par le même étalon objectif qui est à la base de toute l'organisation sociale, c'est-à-dire que la *valeur d'échange des marchandises est mesurée par le temps de travail nécessaire pour les produire.*

Nous saisissons le passage d'une organisation sociale régie consciemment par l'économie du temps de travail, vers des échanges guidés mi-consciemment, mi-objectivement par le même principe, dans l'exemple des rapports commerciaux établis dans les montagnes Nilgiri, près de l'extrémité sud-ouest de la péninsule indienne entre quatre tribus : les Toda, Karumba, Badaga et Kota.

Les Toda sont des bergers; les Karumba vivent encore dans la jungle; les Badaga sont des agriculteurs; et les Kota sont avant tout des artisans qui connaissent déjà la métallurgie et fabriquent des couteaux. Ils fournissent aux trois autres tribus ces couteaux ainsi que des pots et des instruments de musique nécessaires aux cérémonies religieuses. En échange, ils reçoivent des Toda des buffles et d'autre bétail; des Karumba du miel, des fruits sauvages et une protection (magique); des Badaga du blé. Mais

(*) C'est ce qui explique que de nombreux peuples primitifs, dont le développement s'est arrêté avant l'éclosion d'une petite production marchande, n'échangent leurs produits ni d'après des critères objectifs ni sur une base d'économie du temps de travail. Ce fait a conduit de nombreux ethnologues à des conclusions erronées en matière d'analyse économique. Margaret Mead rapporte cependant que les habitants de Manua (Samoa), qui pratiquent l'échange cérémoniel de nattes finement tressées, avaient au début fixé une valeur d'échange à ces nattes qui correspondait au temps de travail dépensé pour leur production. Plus tard, cette valeur a été fortement accrue. Chez ce peuple de Samoa, comme chez de nombreux habitants des îles du Pacifique, il s'agit d'émigrants venus de pays peu hospitaliers vers des pays d'abondance, où l'échange ne joue plus un rôle économiquement important (59).

les Kota ne sont pas des artisans purs; ils possèdent eux-mêmes des champs qu'ils labourent. Les rites fixent la quantité traditionnelle de blé — résultat d'une longue expérience — qui doit s'échanger contre les ustensiles métalliques fournis par les forgerons Kota. Si des familles Badaga désirent obtenir davantage d'ustensiles métalliques, « elles sont obligées de travailler sur les champs des forgerons Kota durant tout le temps nécessaire pour forger ces ustensiles supplémentaires (60) ».

De même, chez les Dahomey, « le forgeron achète individuellement de la ferraille et la conserve jusqu'à ce qu'il puisse profiter du travail de ses compagnons, *pour lesquels il travaille entre-temps*. Lorsque ce moment arrive, tous les membres de la forge (de la corporation des forgerons) convertissent la ferraille qu'il avait achetée en houes, haches, couteaux et autres marchandises vendables. Le propriétaire de la ferraille a la liberté de vendre ces outils et de conserver le produit de ces ventes. Il emploiera cet argent pour ses frais de subsistance et pour acheter de la ferraille, travaillant entre-temps pour ses associés, jusqu'à ce qu'arrive de nouveau son tour pour utiliser la force de travail combinée de la forge (61) ».

L'échange simple, occasionnel, rituel, et sans importance économique, peut fort bien se passer de strictes relations d'équivalence. Il n'en est pas de même de l'échange généralisé. L'absence d'un critère objectif d'équivalence empêcherait toute régularisation des relations d'échange. Elle aboutirait à la désorganisation et à la dissolution de toute société comportant un nombre élevé de producteurs de marchandises. Les producteurs abandonneraient les branches où en échange des produits de leur travail, ils recevraient moins que dans d'autres branches. De strictes relations d'équivalence entre les produits et marchandises qu'on échange y sont donc indispensables.

Mais une relation d'équivalence entre deux produits, deux marchandises, exige un étalon commun, une qualité commensurable commune. La *valeur d'usage* d'une mar-

chandise dépend de l'ensemble de ses qualités physiques, qui en déterminent l'utilité. L'existence de cette valeur d'usage est une condition indispensable à l'apparition d'une valeur d'échange; personne en effet n'accepterait en échange de son propre produit une marchandise n'ayant d'utilité, de valeur d'usage, pour personne. Mais la valeur d'usage de deux marchandises exprimée dans leurs qualités physiques est incommensurable; on ne peut mesurer avec un étalon commun le *poids* du blé, la *longueur* de la toile, le *volume* des pots, la *couleur* des fleurs. Pour permettre un échange réciproque entre ces produits, il faut chercher une qualité qu'ils ont tous en commun, qui peut en même temps être mesurée et être quantitativement exprimée, et qui doit être une *qualité sociale*, acceptable pour tous les membres de la société.

Or, l'ensemble des qualités physiques des marchandises qui commandent leur valeur d'usage, est déterminé par le *travail spécifique* qui les a produites : le travail du tisserand détermine les dimensions, la finesse, le poids de la toile; le travail du potier, la résistance, la forme, les couleurs du pot. Mais si les marchandises sont le produit d'un travail spécifique déterminé, ces marchandises sont en outre le produit du *travail humain social*, c'est-à-dire d'une partie du temps global disponible à une société déterminée, et sur l'économie duquel la société est basée, comme nous venons de l'indiquer. C'est ce fait qui rend les marchandises commensurables; c'est ce travail humain général — appelé abstrait parce qu'on fait abstraction de son caractère spécifique, de même que pour additionner 3 pommes, 4 poires et 5 bananes, on doit faire abstraction de leurs qualités spécifiques pour ne plus retenir que 12 *fruits* — ce qui est la base de la valeur d'échange (*).

(*) Dès l'aube de la petite production marchande, vers 3 000 ans avant J.-C., tout travail est considéré comme équivalent, indépendamment de la spécialité particulière. Sur des tablettes en langue sémitique trouvées à Suze, les salaires dans la maison d'un prince sont fixés uniformément à 60 *qua* d'orge pour le cuisinier, le barbier, le graveur de pierres, le charpentier, le forgeron, le savetier, le tailleur, le cultivateur, le pâtre et l'ânier (62). Cependant, à une telle phase initiale de la pro-

C'est la mesure de ce travail — la durée du *temps* de travail nécessaire pour produire la marchandise — qui donne la mesure de la valeur d'échange.

Petite production marchande.

Lorsque l'artisanat autonome, le commerce et la division de la société en classes ne sont que faiblement développés, la production de marchandises occupe une place relativement restreinte dans la société. C'est seulement quand le commerce et la vie urbaine ont atteint un certain degré de développement, quand ils ont créé *un marché suffisamment large*, que la production de marchandises se développe et se généralise à son tour dans les villes (63). Nous entrons alors dans une époque historique, caractérisée par le fait qu'en même temps la production de marchandises se généralise à la ville et la production pour le besoin se décompose lentement à la campagne. Cette production de marchandises effectuée par des artisans, propriétaires de leurs propres moyens de production (instruments de travail), est appelée production de marchandises simple ou petite production marchande. Elle est devenue prépondérante à des époques de civilisation urbaine, notamment dans l'Antiquité à partir du VI^e siècle avant J.-C. en Grèce, vers le VIII^e siècle après J.-C. dans l'Empire de l'Islam, et à partir du XI^e siècle de notre ère dans l'Europe occidentale où elle atteindra son développement le plus caractéristique dans les Pays-Bas du sud et en Italie aux XIII^e-XV^e siècles.

Dans la petite production marchande, le travail ne procure plus directement la satisfaction des besoins du pro-

duction de valeurs d'échange, les hommes n'ont pu prendre conscience de la notion de « travail abstrait »; l'équivalence de divers travaux qualifiés est conçue comme telle. La notion de « travail abstrait » n'a pu naître qu'avec la *mobilité de la main-d'œuvre* à l'époque capitaliste. Elle implique non seulement qu'une heure de travail d'un ouvrier textile produit autant de valeur qu'une heure de travail d'un briquetier, mais encore que ces fonctions sont devenues *interchangeables* dans la grande industrie. Voir aussi chapitre V, § « Main-d'œuvre humaine et machinisme ».

ducteur; travail et produit du travail ne s'identifient plus pour lui. Mais ce producteur reste maître du produit de son travail; il ne s'en sépare que pour acquérir lui-même les vivres qui assureront sa subsistance. La division du travail sépare déjà le producteur de son produit : elle n'opprime pas encore celui-là par celui-ci. La société voit se développer lentement en son sein la production des marchandises; elle voit se rétrécir lentement la production de valeurs d'usage pures et simples.

Plus la production de marchandises s'étend, et plus la comptabilité exacte en heures de travail devient impérieuse. Dans la société primitive où n'existe qu'une rudimentaire division de travail, seule l'observation stricte de la comptabilité de travail pour les travaux essentiels est d'importance vitale pour la survie de la communauté. Mais, pour le reste, nous l'avons vu, il importe relativement peu que deux ou trois heures de travail soient consacrées à produire un objet déterminé. C'est ce qui explique la liberté fort large dont disposent les membres de tels peuples, dans le cadre de règles strictes qui régissent les activités productrices de nourriture. Herskovits a dressé un tableau saisissant de ce mélange de comptabilité stricte et de liberté large dans le cycle de production et de consommation chez les *Talensi*, peuple qui vit de cueillette et d'agriculture au Ghana (Afrique occidentale) (64).

Mais dès que la production de marchandises s'étend au sein d'une communauté primitive, la comptabilité du temps de travail se fait de façon plus rigoureuse. Sur le marché où se rencontrent les produits du travail de différents villages, sinon de différentes régions, les valeurs d'échange s'établissent dorénavant d'après des *moyennes sociales*. Ce n'est pas le nombre d'heures de travail effectivement dépensées pour la fabrication d'un objet qui en détermine la valeur, mais le nombre d'heures de travail nécessaires pour le fabriquer dans les conditions moyennes de productivité de cette société à cette époque. Les marchandises deviendraient en effet incommensurables si leur valeur était déterminée par le temps de travail *occa-*

sionnel que chaque producteur individuel a consacré à leur production. « Il faut qu'il [l'artisan médiéval] produise, d'après des conditions déterminées, des étoffes « non pas personnelles, mais officielles, urbaines »; son travail, pourrait-on dire est expressément objectif et non pas subjectif (65). »

Dès que la valeur des marchandises s'établit par la quantité de travail *socialement nécessaire* pour les produire — c'est-à-dire dès que cette moyenne s'établit par l'expérience d'actes d'échanges répétés, par l'apparition simultanée de produits de plusieurs producteurs différents en concurrence les uns avec les autres —, les producteurs maladroits, lents, travaillant avec des méthodes archaïques, sont pénalisés. Ils ne reçoivent en échange du temps de travail individuellement fourni à la société qu'un équivalent produit en un laps de temps inférieur. Une discipline plus grande et une comptabilité plus stricte du travail accompagnent ainsi le développement de la production des marchandises (*).

Avec le développement de la petite production marchande, le travail humain commence de même à se différencier selon sa qualité. Le travail *composé, qualifié*, se détache du travail simple. Comme l'artisanat, en se spécialisant de plus en plus, nécessite une période d'apprentissage plus ou moins prolongée dont les frais ne sont plus supportés, comme dans les sociétés primitives, par la communauté tout entière, mais par la famille de l'apprenti ou par celui-ci individuellement, personne ne se

(*) Ceci apparaît clairement dans la petite production marchande des Indiens guatémaltèques de Panajachel, décrite par le professeur Sol Tax. Hommes, femmes et même enfants en bas âge sont constamment sur le qui-vive pour gagner quelques centimes par le commerce. Il n'est pas étonnant que les échanges et les équivalences soient strictement calculés dans cette société où, selon le professeur Tax, une femme, qui ne savait ni lire ni écrire, pouvait préciser jusqu'au centime près le prix de revient exact d'un tapis auquel elle travailla toute une journée. Or, si dans de telles conditions, la terre est parfois louée en échange de travail non payé, parfois en échange d'une fraction de la récolte et parfois contre un loyer en argent, on doit supposer que dans chaque cas des équivalences strictes aient été calculées, qui ne pouvaient être basées que sur la valeur - travail (66).

consacrerait à l'apprentissage prolongé d'un métier, si en échange d'une heure de travail qualifié, il devait toucher le même équivalent qu'en échange d'une heure de travail non qualifié. Le travail humain qualifié est considéré comme du travail composé, dans lequel n'entre pas seulement la dépense de travail de l'artisan au moment où il produit en sa qualité de maître, mais encore une parcelle de sa dépense de travail non rémunérée à l'époque de son apprentissage (amortissement social des frais généraux de l'apprentissage).

La *loi de la valeur* qui règle l'échange des marchandises d'après la quantité de travail humain abstrait, simple, socialement nécessaire, qu'elles contiennent, commence finalement à remplir une fonction supplémentaire. La société primitive et la communauté villageoise, avec leur division du travail rudimentaire, étaient organisées sur la base d'une coopération du travail *consciente*, dans laquelle la coutume, les rites, les conseils des anciens ou des administrateurs élus déterminaient le rythme de la production; là-dessus venaient se greffer au besoin la corvée ou les tributs à abandonner aux classes possédantes.

Mais lorsque la petite production marchande se développe, nous sommes en présence de producteurs libérés de toute subordination à une organisation sociale collective. Chaque producteur, dans les limites de sa force physique et de sa capacité productrice (instruments de travail, etc.), peut produire autant qu'il veut. Ces producteurs ne produisent plus des valeurs d'usage pour la consommation d'une communauté fermée; ils produisent maintenant des marchandises pour un marché plus ou moins large, plus ou moins anonyme. La loi de la valeur, qui coordonne les échanges sur une base objective et n'assure que des équivalents à chaque marchandise échangée, *réorganise* ainsi, à travers les échanges réussis et manqués, la répartition entre les différentes branches de production de l'ensemble des heures de travail disponibles à la société. Le travail humain, dans les sociétés primitives,

était un travail *directement social*. Dans la petite société marchande, le travail individuel n'acquiert son caractère de travail social qu'*indirectement*, à travers le mécanisme de l'échange, par le jeu de la loi de la valeur (*).

Si un artisan produit davantage de toiles que le marché de sa société ne peut en absorber, une partie de sa production restera non vendue, non échangée, ce qui lui prouvera qu'il a consacré une partie excessive du temps de travail socialement disponible à la production de ces toiles ou, en d'autres termes, qu'il a gaspillé du temps de travail social. Ce gaspillage, dans une société consciemment coordonnée, aurait été établi *a priori* par la coutume ou les commentaires des autres membres de la communauté. Sur le marché, la loi de la valeur le révèle seulement *a posteriori*, pour le malheur du producteur qui ne recevra pas d'équivalent pour une partie de son effort, de ses produits.

Ces règles restent cependant toutes fort transparentes au début de l'époque de production de marchandises, à l'époque de la petite production marchande. La preuve en est qu'aussi bien dans les corporations de l'Antiquité que dans celles de la Chine, de Byzance, du Moyen Age européen et arabe, etc., des règles fixes, connues de tous, établissaient à la fois le temps de travail à consacrer à la fabrication de chaque objet, la durée de l'apprentissage, ses frais, et l'équivalent normal à demander pour chaque marchandise (67) (**). Cette transparence n'exprime rien d'autre que le fait suivant : avec la petite production marchande, nous n'atteignons qu'une étape transitoire entre une société régie consciemment par la coopération du travail et une société dans laquelle la dissolution complète des liens communautaires ne laisse plus de place qu'à des lois « objectives », c'est-à-dire aveugles, « naturelles », indépendantes de la volonté des hommes, pour régir et gouverner les activités économiques.

(*) Voir au chapitre XVIII la réfutation des critiques courantes de la théorie de la valeur-travail.

(**) Nadel indique qu'au royaume de Nupe, la valeur des marchandises est *grosso modo* proportionnelle au temps de travail consacré à leur production (68).

CHAPITRE III

ARGENT, CAPITAL, PLUS-VALUE

Nécessité d'un équivalent général.

L'échange simple ou développé s'effectue sous la forme du troc, de la rencontre directe entre les produits qui s'échangent. Pour des peuples primitifs, habitués à échanger les mêmes produits d'après des normes traditionnelles voire rituelles, le troc ne créa aucun « problème » économique (1).

Il en va autrement de l'échange généralisé et du commerce. Ce n'est plus un seul produit, surplus de la tribu, qui est échangé contre d'autres produits; c'est une multitude de produits les plus divers qui sont maintenant échangés contre une multitude d'autres produits. Les rapports d'équivalence ne concernent plus deux produits, ou deux catégories de produits, mais une variété infinie de biens différents. Ce n'est plus seulement le temps de travail du potier qui est comparé à celui de l'agriculteur; ce sont dix, vingt, trente métiers différents, qui doivent comparer périodiquement leurs efforts productifs respectifs. Pour que ces échanges puissent s'effectuer sans interruption, il faut que les propriétaires des marchandises puissent se défaire de leurs biens, avant de rencontrer accidentellement des acheteurs qui possèdent les produits qu'ils désirent eux-mêmes obtenir en échange de ces biens. Pour que les échanges puissent s'effectuer sur la base d'équivalences, il faut une marchandise dans laquelle toutes les autres puissent exprimer leur valeur d'échange

respective. C'est la *marchandise-équivalent général* qui remplit ces fonctions.

L'apparition d'un équivalent-général, de l'argent sous toutes ses formes, accompagne la généralisation de l'échange et les débuts du commerce. La nécessité d'un tel équivalent est apparente. Sir Samuel Baker raconte comment il entendit les usagers crier sur le marché de Nyoro, en Ouganda :

« Du lait à vendre pour du sel! Du sel à échanger contre des têtes de lances! Du café bon marché pour des perles rouges! (2). »

Si les propriétaires du sel désirent non pas du lait mais des perles rouges; si les propriétaires des perles rouges ne veulent ni du sel ni du café mais du lait, tous ces échanges ne pourraient pas s'effectuer, car nous ne trouvons pas face à face deux propriétaires de marchandises prêts à échanger leurs biens l'un contre l'autre. Ce qui caractérise l'équivalent général, c'est qu'il est une marchandise contre laquelle *toute autre* marchandise peut être acquise. Supposons maintenant que le sel soit devenu équivalent général. Du coup, les trois opérations peuvent s'effectuer sans difficultés. Le commerçant échangera effectivement ses perles rouges contre du sel, non pas parce qu'il désire réaliser la valeur d'usage du sel, mais parce qu'en échange du sel, équivalent général, il peut obtenir le lait qu'il convoite.

L'équivalent général est donc lui-même une marchandise; sa valeur d'échange propre est déterminée, comme celle de toute autre marchandise, par la quantité de travail socialement nécessaire pour la produire. C'est par rapport à cette valeur d'échange réelle que toutes les autres marchandises exprimeront dorénavant leur propre valeur d'échange. En tant que marchandise, l'équivalent général conserve également une valeur d'usage qui reste déterminée par ses qualités naturelles : au bout de sa circulation, le sel finit par être utilisé pour la salaison de la viande. Mais à côté de sa valeur propre, naturelle, physique, la marchandise-équivalent général acquiert une valeur d'usage

supplémentaire : celle de faciliter l'échange mutuel d'autres marchandises, d'être un moyen de circulation et un étalon de la valeur.

Ainsi, dans l'Égypte du temps des Ramassides, c'est le bétail qui sert d'équivalent général et

1 natte	} égalent la valeur d'un taureau (3).
5 mesures de miel	
et	
11 mesures d'huile	

Au début du 2^e millénaire avant J.-C. sous le règne du roi Bilalama, le métal argent était devenu l'équivalent général à Eschouna, en Mésopotamie. Sur les tablettes de taxation, découvertes en 1947 à Tell Harmal, nous trouvons inscrites les équivalences suivantes (mesures converties en celles du système métrique).

12 l d'huile de sésame	} égalent la valeur d'un sicle (± 8 g) d'argent (4).
300 l de blé	
600 l de sel	
5 kg de laine	
1 kg de cuivre	

Dans le code hittite, de 500 ans plus jeune que le code du roi Bilalama, nous trouvons une longue liste d'équivalences, de laquelle nous extrayons les exemples suivants :

1 mouton	} égalent la valeur d'un sicle d'argent
1 « zimittani » de beurre	
1 peau d'un grand bœuf	
4 mines de cuivre	
20 peaux d'agneau	
2 « pa » de vin	
1/2 « zimittani » de bonne huile	

3 chèvres valent 2 sicles d'argent.

1 vêtement fendu vaut 3 sicles d'argent.

1 grande toile vaut 3 sicles d'argent.

1 cheval d'attelage vaut 20 sicles d'argent (5).

Il s'agit ici d'une véritable *liste de prix*. Le prix n'est donc rien d'autre que la valeur d'échange d'une marchandise exprimée dans une quantité déterminée de la marchandise-équivalent. L'équivalent général est devenu monnaie; le prix est l'expression monétaire de la valeur d'échange.

Évolution de l'équivalent général.

Ce sont souvent les marchandises les plus communément échangées dans une région qui, à l'aube de la petite production marchande, deviennent les premiers équivalents généraux. On groupe ces marchandises en deux catégories : les produits qui présentent la plus grande importance pour le peuple en question (vivres, instruments de travail, sel); les ornements, qui sont parmi les premiers objets de tout échange humain.

Les peuples qui s'adonnent à l'agriculture et à l'élevage choisissent communément comme équivalent général le bétail, le blé ou le riz. Ainsi, Grecs et Romains prennent le bœuf comme premier équivalent général jusqu'aux VI^e et V^e siècles avant J.-C. Les Hindous voient le nom de leur monnaie nationale, la *rupee*, dériver du mot « rupa » qui signifie troupeau. Les Iraniens de l'*Avesta*, les Germains de la *Lex Saxonum* ont également choisi le bœuf comme équivalent général, ce qui indique la prédominance de l'élevage à l'époque où cet équivalent se constitue. Dans l'Afrique du Nord, de l'Est et du Sud, le bétail, à savoir les chameaux, les moutons, les chèvres ou les vaches, représente également l'équivalent général chez des peuples essentiellement éleveurs. Le cheval joue le même rôle chez les Kirghises, le buffle en Annam et le mouton au Thibet.

Lorsque la culture du sol l'emporte sur l'élevage au moment de l'apparition de l'équivalent général, ce sont divers produits du sol qui rempliront cette fonction. Dans l'ancien Japon, le riz fut pendant des siècles le seul équivalent général. En Chine, ce fut d'abord le blé et le millet, ensuite également le riz. En Mésopotamie, ce fut le blé.

En Égypte, le blé préparé en nourriture, c'est-à-dire des pains cuits sous une forme déterminée, refoule très tôt le bœuf.

Aux Indes également, le blé supprime le bœuf dès le ^ve siècle avant J.-C. en tant qu'équivalent général, et dans les villages il conserve ce rôle jusqu'au ^{xix}e siècle. Au Soudan, les dattes furent utilisées longtemps comme équivalent général. En Amérique Centrale ce fut le maïs. Au Newfoundland et en Islande jusqu'au ^{xv}e siècle, ce furent les poissons séchés; aux îles Nicobar, les noix de coco; chez les tribus primitives des Philippines le riz, et sur les îles Hawaii avant la pénétration occidentale, le poisson salé.

Les instruments de travail les plus importants sont aussi utilisés comme équivalents généraux : haches en bronze ou en cuivre, trépieds de bronze en Crète; vases de bronze au Laos; pelles en fer, houes en fer en Afrique centrale et orientale; hameçons dans les îles Salomon et Marshall du Pacifique, etc. En Chine, deux des monnaies les plus anciennes, « pu » et « tsian », signifient originellement « outil agricole » et dérivent d'instruments de travail en bronze (6). Au Japon, aux ^{vii}e et ^{viii}e siècles de notre ère, les pelles ou houes en fer constituent l'essentiel de la richesse mobilière (7).

Les matières premières dans lesquelles ces instruments de travail sont fabriqués peuvent souvent, à leur tour, jouer le rôle d'équivalent général. On connaît la pierre comme équivalent général dans l'île de Yap (océan Pacifique). Dans la Grèce homérique, alors que les vases de bronze commencent à être utilisés comme équivalent général chez les Achéens continentaux, les habitants de l'île de Lemnos considèrent déjà le bronze en tant que métal comme équivalent général. Les lingots et petits bâtonnets de fer jouent le même rôle chez des peuplades plus avancées d'Afrique.

Avec le développement des échanges, les produits d'utilité primordiale (principales ressources d'alimentation ou principal instrument de travail) peuvent être

remplacés comme équivalent général par la *marchandise* locale, c'est-à-dire le principal produit acheté ou vendu aux marchands étrangers. Ainsi nous rencontrons comme équivalents généraux, les paquets de thé pressé chez les Tartares et les Mongols du XIX^e siècle; les noix de cacao au Mexique du temps des Aztèques; le sel en Abyssinie, en Afrique occidentale, équatoriale et orientale, en Birmanie, au Thibet médiéval et chez certaines tribus indiennes de l'Amérique du Nord; les pelleteries au Canada jusqu'au XVIII^e siècle; les peaux d'écureuils blancs en Russie; les tissus de chanvre au Japon médiéval; les aunes de drap dans certaines communes d'Europe occidentale, au Moyen Age, etc. En Chine, le pied de toile (tch'ou) vaut un boisseau (che) de céréales et est employé comme équivalent général, ensemble avec le blé, le millet et la monnaie de cuivre sous les T'ang (8).

Les ornements dont la première utilisation a bien pu être d'ordre magique (*) ont été souvent employés comme équivalent général à l'aube de la petite production marchande. Ainsi, à côté d'objets utilitaires en bronze, on voit apparaître dans la civilisation créto-mycénienne de petits trépieds en bronze en tant qu'équivalents généraux. On voit de même apparaître les anneaux de bronze en Égypte. Le jade jouait un rôle analogue chez les Indiens précolombiens d'Amérique centrale. Les turquoises remplissent la même fonction chez les Indiens Pueblos. Les perles en verre ou en émail ont été utilisées dans le même but en Égypte et atteignent par là l'Europe méditerranéenne. En Afrique, elles se sont répandues comme une véritable monnaie.

L'ornement qui a connu la plus large circulation en tant qu'équivalent général, ce sont les coquillages *cauris*. De la Chine et des Indes, ces coquillages se répandirent dans les

(*) L'échange d'ornements, d'objets de valeur dans une société primitive, en tant que phénomène magique, a d'ailleurs une origine économique. Dans son *Essai sur le don*, Marcel Mauss explique que ces objets « sont considérés comme des répliques d'instruments inépuisables, *créateurs de nourriture*, que les esprits donnaient aux ancêtres (9). »

iles du Pacifique, en Afrique, en Europe et jusque dans le Nouveau Monde.

« Les cauris dépassent toutes les autres monnaies de coquillages en solidité et en uniformité. Ils sont relativement uniformes aussi bien quant à leurs dimensions que quant au poids, et peuvent ainsi être comparés à des graines comme... des haricots, du riz, le blé ou l'orge, qui constituent les premières unités de poids utilisées pour peser l'or et l'argent (10). »

Les métaux précieux en tant qu'équivalent général représentent ainsi la rencontre de l'équivalent général-objet de première nécessité et de l'équivalent général-ornement. Le cuivre, le bronze, l'argent et l'or ont toujours servi d'abord comme matières premières pour la fabrication d'ornements. Ce n'est qu'avec les progrès de la métallurgie que ces métaux sont utilisés également pour la fabrication d'objets de première nécessité. Dès qu'il en est ainsi, ces métaux jouent un rôle vital dans l'économie. En même temps, ils conservent une signification religieuse, rituelle, voire magique, héritée de l'époque où leur usage était réservé à la fabrication d'ornements. Ces facteurs ont facilité l'adoption des métaux précieux en tant qu'équivalent général de toutes les marchandises.

La monnaie.

Le développement du commerce international coïncide en général avec la révolution métallurgique. Les métaux sont les principaux objets de ce commerce. La nécessité d'un équivalent général se fait plus fortement sentir à ce moment. Il n'est pas étonnant que ce soient précisément ces mêmes métaux qui aient été choisis le plus souvent pour remplir cette fonction. Au début, ce sont encore des objets fabriqués en métal qui sont utilisés comme équivalent général. Mais si les échanges se multiplient, cela provoque des complications et des frais supplémentaires.

En Afrique orientale, les houes en fer servent d'équivalent général. Les tribus qui vivent dans des régions

riches en minerai de fer fabriquent ces hoes, les échan- gent contre les produits d'autres régions et dans celles-ci, les forgerons locaux refondent souvent ces hoes pour fabriquer des armes ou des ornements (11). On en arrive ainsi à prendre comme équivalent général le *métal pur non fabriqué*, mesuré par son poids. De là, le rôle de peseurs d'or, synonyme de changeurs, banquiers, usuriers, au début de toute économie monétaire.

Mais il est fastidieux de peser le métal, coulé ou non sous forme de lingots, lors de chaque échange. A partir d'un certain niveau de développement commercial, l'État prend l'habitude de doter les lingots de métal précieux d'une estampille qui en certifie le poids. De tels lingots pesés d'office apparaissent dès le 3^e millénaire avant notre ère en Mésopotamie et en Égypte, ainsi qu'au 2^e millénaire en Europe, en Crète et dans le Pélo- ponnèse, aux sièges de la civilisation créto-mycénienne. Beaucoup plus tard, vers 700 ans avant J.-C., apparaît l'idée d'adapter la forme du lingot aux exigences d'un transport sur grandes distances. Le roi de Lydie, qui voulait attirer le commerce des cités grecques vers les grands entrepôts de sa capitale, Sardes, se mit à frapper de petites pièces de monnaie en or, pesant quelques grammes seulement. Une de ces pièces permettait dorénavant d'échanger contre de l'argent des marchandises d'une valeur relativement importante. L'extension du commerce est ainsi favorisée; le paysan et le petit artisan pouvaient dorénavant vendre leurs surplus pour de l'argent au lieu d'effectuer du troc (12). Ce système de frappe de la monnaie s'étendait à l'empire perse, aux cités grecques, et par le rayonnement de ces différentes civilisations, dans l'ensemble du monde touché par leur commerce. Aux Indes et en Chine, il semble bien s'être développé indé- pendamment de l'Asie mineure. En Chine, des pièces métalliques circulent vers l'an 1 000 avant J.-C. et re- çoivent un poids réglementaire dès 65 ans avant J.-C. (13).

Si les métaux précieux se sont universellement imposés comme équivalents généraux, c'est qu'ils possédaient une

série de qualités intrinsèques que marchands et administrateurs ont empiriquement découvertes et qui les rendent particulièrement aptes à jouer ce rôle :

1. Ils sont facilement *transportables* : leur poids spécifique élevé permet de concentrer dans un volume restreint une quantité de métal qui représente une valeur d'échange relativement grande. Cette valeur reste stable : relativement peu de transformations techniques se sont produites dans leur mode de production pendant plusieurs millénaires;
2. Ils sont *durables*, grâce à leur résistance à l'usure, à l'oxydation, etc.;
3. Ils sont facilement *divisibles*, et les fragments peuvent être facilement refondus en unités plus grandes;
4. Ils sont facilement *reconnaissables* grâce à des qualités physiques spécifiques, et toute contrefaçon peut être détectée de façon relativement simple (au poids).

Cependant, si ces qualités intrinsèques des métaux précieux les prédisposent en quelque sorte au rôle d'équivalent général dès que le commerce a atteint une certaine extension, leur utilisation effective comme telle reste subordonnée à leur production en quantité suffisante sur un territoire déterminé. Habituellement, l'or est produit avant l'argent et, au début, même à moins de frais. Il en fut ainsi dans l'Égypte des Pharaons, dans l'Inde antique, dans l'Amérique précolombienne, etc. (14).

Lorsque les métaux précieux restent rares, d'autres métaux sont habituellement utilisés comme équivalent général. Dans la Grèce antique, avant la découverte des mines d'or de Laurium et de Strymon, qui ont fait successivement la richesse d'Athènes et celle des rois de Macédoine, le numéraire en or était fort rare; l'argent, le cuivre et quelquefois même le fer étaient le plus couramment monnayés. En Laconie, riche en fer, la monnaie de fer prédominait jusqu'au III^e siècle avant J.-C. En Chine, où l'argent et l'or sont fort rares, le cuivre reste jusqu'au XV^e siècle de notre ère la base métallique principale de la

monnaie, souvent même remplacée par le fer. La même rareté d'or et d'argent au Japon y a déterminé l'utilisation du cuivre comme étalon général de la valeur, du VII^e au XVII^e siècle de notre ère. A ce moment, la découverte de grandes mines d'or et d'argent permet de frapper abondamment des pièces en métal précieux (15). Il est intéressant de noter que même les pays qui renferment de grandes richesses en métaux précieux n'en entament généralement l'exploitation que lorsque le développement du commerce exige vraiment une abondance de numéraire en ces métaux. Ceci s'explique facilement par le fait que c'est à ce moment-là seulement qu'on se met à rechercher de façon active de telles mines (*).

Aussi longtemps que l'équivalent général est constitué par des marchandises qui conservent une valeur d'usage propre — objets de première utilité, ornements, matières premières métalliques — leur nouvelle valeur d'usage, qui consiste à fournir un équivalent général à toutes les autres marchandises, n'est qu'une valeur d'usage subsidiaire, qui peut disparaître dès que l'acquéreur de cette marchandise particulière désire en réaliser la valeur d'usage naturelle. Il en va autrement des métaux précieux coulés en lingots, estampillés, puis des pièces métalliques frappées par une autorité publique. A partir de leur apparition, la valeur d'usage commune et exclusive de cette marchandise nouvellement créée réside dans sa fonction d'équivalent général des autres marchandises. Pour que les lingots estampillés ou les pièces frappées puissent de nouveau servir à la fabrication de bijoux, comme matière première métallique, il faut qu'on les refonde d'abord, qu'on les détruise en tant que lingots ou pièces. Nous avons donc obtenu, au bout de l'évolution de l'équivalent général, une marchandise qui n'a plus d'autre valeur d'usage propre que celle de servir d'équivalent général. Une telle marchandise est appelée *monnaie, argent*.

(*) Voir à ce sujet chapitre IV pour l'Europe occidentale.

Évolution de la richesse sociale et rôles différents de l'argent.

Une société qui produit essentiellement des valeurs d'usage possède comme indice de richesse sociale l'accumulation de ces mêmes valeurs d'usage. Chez les peuples primitifs, ou dans la communauté primitive du village, l'accumulation de nourriture reste l'expression la plus appréciée de richesse et le critère de prestige social. Chez les peuples pasteurs, la richesse sociale se calcule en bêtes à cornes ou en chevaux; chez les peuples agriculteurs, en quantité de blé, de riz, de maïs, etc. Au début du XVII^e siècle au Japon, la richesse de tout le pays et de chaque seigneur est encore calculée en poids de riz (*koku* de riz). L'accumulation de valeurs d'usage permet une concentration de richesse qu'il ne faudrait pas sous-estimer. Une seule famille, celle des *shogun* Tokugawa, dispose à cette époque de 8 millions de *koku* de riz, sur un total de 28 millions de *koku*, production annuelle de tout le Japon, c'est-à-dire d'un pourcentage élevé de tout le revenu national (16).

Avec l'extension du commerce, la généralisation des échanges, l'emploi de plus en plus courant de l'argent, celui-ci devient progressivement le principal ou même le seul indice de la richesse des individus, des familles et des nations. Sa fonction n'est plus seulement celle de servir d'équivalent général dans les opérations d'échange. L'argent remplira simultanément les fonctions suivantes :

1. Il est *équivalent général*, c'est-à-dire qu'il permet d'acquérir toutes les marchandises disponibles sur le marché;
2. Il est *moyen d'échange*, c'est-à-dire qu'il permet la circulation de marchandises même entre des propriétaires de marchandises qui ne désirent point réaliser la valeur d'usage de leurs marchandises respectives;
3. Il est *mesure de la valeur et étalon des prix*. La valeur de chaque marchandise est exprimée dans une quantité, un poids déterminé du métal précieux, c'est-à-dire exprimée

en argent. Le prix n'est rien d'autre que cette expression monétaire de la valeur. Comme tel, *l'argent idéal* peut exprimer le prix de n'importe quelle marchandise. Pour ce faire, il n'est guère besoin de *posséder* une somme; il suffit de la *nommer*;

4. Il est *moyen de paiement* universel : les dettes et amendes envers l'État, le clergé et les individus, la contre-valeur de toutes les marchandises, services ou prestations, se laissent régler au moyen d'argent, contrairement à la société primitive où il existe des produits particuliers pour remplir ces différentes fonctions (*). Ici l'argent « idéal » n'est plus utile; il faut des pièces sonnantes et trébuchantes;
5. Il est *stock de valeur* et *moyen de constituer un trésor*. Toute société doit posséder des réserves pour subvenir à ses besoins en cas de catastrophes naturelles (épidémies, inondations, mauvaises révoltes, tremblement de terre, incendies, etc.) ou sociales (guerres, guerres civiles, etc.). C'est la fonction primordiale du *surproduit social* que de constituer ce fonds de réserve. Dans une société qui produit essentiellement des valeurs d'usage, ces réserves sont constituées en produits stockés.

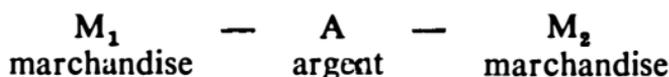
Dans une société qui commence à produire sur grande échelle des marchandises, ce sont les métaux précieux ou le numéraire en métal qui sont stockés comme trésor. En cas de besoin, ce trésor, véritable stock de valeur et de contre-valeur, permet d'amener toutes les marchandises qui font défaut, même s'il faut s'adresser à des pays lointains. Les métaux précieux sont en effet universellement reconnus comme équivalents généraux. L'expérience enseigne aux peuples qu'une réserve métallique est beau-

(*) A l'aube de la petite production marchande, ces différents rôles de l'argent peuvent être remplis par *différents* produits. Ainsi, à Babylone à l'époque d'Hammourabi, l'orge était le moyen de paiement universel, le métal-argent mesure de la valeur, étalon des prix et sans doute aussi trésor, alors que comme équivalent général on employait l'orge, la laine, l'huile, l'argent, le blé, etc. (17).

coup plus stable et moins périssable qu'une réserve de blé ou de bétail (18).

Circulation de marchandises et circulation de l'argent.

Dans la société produisant des marchandises simples, l'argent ne sert d'équivalent général qu'en un nombre relativement restreint d'opérations commerciales. Sa fonction est surtout celle de servir de trésor. Il est conservé jalousement par ceux qui le possèdent et qui l'utilisent tout au plus pour augmenter ou améliorer leur consommation personnelle. « Jusqu'à la fin des guerres médiques, dit Glotz. La société grecque en est restée au régime de la thésaurisation. L'argent s'amasse et ne travaille pas (19). » Il en est de même de l'Europe occidentale du haut Moyen Age (20). En fait, dans le mode de production essentiellement fondé sur l'organisation coopérative du travail au sein de la famille patriarcale et de la communauté villageoise, ainsi que sur le travail individuel de l'artisan urbain, l'argent, même quand il circule, n'est employé que pour l'acquisition de valeurs d'usage. Il reste un élément subordonné, un *instrument de la circulation des marchandises*. Celle-ci s'effectue d'après le schéma :



Sur le marché municipal des Indiens Chorti, au Guatemala, apparaît un ébéniste, propriétaire de chaises en bois. Il ne veut (ou ne peut) pas réaliser la valeur d'usage de sa marchandise; il désire au contraire s'en défaire, c'est-à-dire en réaliser la valeur d'échange. Pour que cette opération puisse s'effectuer, il faut qu'il rencontre le propriétaire d'une somme d'argent A qui réaliserait la valeur d'échange des chaises. Il faut encore que ce propriétaire soit prêt à se défaire de cette somme d'argent parce qu'il désire réaliser la valeur d'usage des chaises en bois. Ainsi, la vente des chaises M_1 -A s'effectue à la satisfaction des deux partenaires.

Mais le propriétaire des chaises en bois a voulu vendre cette marchandise pour en acquérir une autre, par exemple des nattes tressées du district d'Amatille, dont il a besoin pour son ménage. Avec l'argent qu'il a obtenu par la vente de ses chaises, il cherche un producteur-propriétaire de nattes tressées, afin de les lui acheter. Si un tel producteur-propriétaire arrive sur le marché municipal, l'opération d'achat A-M₂ devra normalement pouvoir s'effectuer. A la fin de ces deux opérations successives de vente et d'achat, l'ébéniste possède, à la place d'une marchandise dont il ne désirait pas réaliser la valeur d'usage, une nouvelle marchandise qui lui est utile. Deux marchandises, les chaises en bois et les nattes tressées, ont disparu du marché parce que leur valeur d'usage a été successivement réalisée par deux acheteurs. Par contre, la somme d'argent A a passé dans les mains de trois personnes : de l'acheteur des chaises à l'ébéniste; et de l'ébéniste au producteur des nattes tressées. A l'aube de l'époque de la petite production marchande, le dernier propriétaire de cette somme d'argent — le producteur des nattes tressées — à son tour ne pourra employer cet argent qu'à deux fins : soit le thésauriser comme réserve, trésor, économie pour des jours d'infortune; soit l'utiliser pour acquérir une autre marchandise.

Mais lorsqu'une société au stade de la petite production marchande entre en contact avec une civilisation commerciale plus avancée, des propriétaires d'argent qui désirent faire « circuler », « travailler », « rapporter » cet avoir apparaissent à côté des propriétaires de marchandises qui désirent simplement se défaire de celles-ci pour subvenir à leurs besoins. Ainsi, les commerçants professionnels parmi les Chorti visitent un certain nombre de districts, souvent trois ou quatre d'entre eux, avec une somme d'argent suffisamment grande pour acheter tout le surplus des artisans qu'ils y rencontrent, surplus qu'il transportent vers les marchés des chefs-lieux de préfecture. Ils n'achètent donc pas des marchandises pour en réaliser la valeur d'usage, ainsi que le font les petits producteurs

de chaises et de nattes tressées. Non, ils achètent des marchandises pour les *revendre avec profit* aux habitants des villes dont ils visiteront le marché.

La circulation des marchandises, c'est-à-dire les opérations réalisées successivement par les propriétaires de marchandises dans une société basée sur la petite production marchande, consiste à *vendre pour acheter*, vendre ses propres produits pour acheter des produits dont on réalise la valeur d'usage.

La circulation de l'argent, c'est-à-dire les opérations réalisées successivement par les propriétaires d'un *capital en argent* dans une société qui connaît déjà le commerce professionnel à côté de la petite production marchande, consiste en revanche à *acheter pour vendre*, acheter des produits d'autrui pour les revendre avec profit, c'est-à-dire pour accroître d'une *plus-value* le capital-argent qu'on possède. *Le capital, c'est par définition toute valeur qui s'accroît d'une plus-value.*

Si nous nous posons de nouveau la question que nous nous sommes posée au sujet du producteur des nattes tressées — que fera-t-il de l'argent qu'il vient de recevoir de l'ébéniste? — il n'y a plus deux, mais trois réponses à donner, quand il s'agit de l'argent accru d'une plus-value, obtenue par le commerçant professionnel Chorti au bout de ses activités et de ses pérégrinations. Il peut comme auparavant l'utiliser simplement pour acquérir de quoi se nourrir, se vêtir, se loger, lui et sa famille, ou pour constituer un trésor. Dans ces deux hypothèses, nous ne sortons guère de la petite production marchande.

Mais il peut aussi agir autrement : il peut utiliser son argent, accru d'une plus-value, en tout ou en partie, pour répartir vers d'autres districts, acheter d'autres produits artisanaux, les revendre encore une fois plus cher sur d'autres marchés, et se retrouver en fin de compte de nouveau avec plus d'argent. Dans ce cas, nous sortons de la petite production marchande proprement dite et nous entrons dans la circulation d'argent, *dans l'accumulation de capital-argent*, qui s'effectue suivant la formule :

A — M — A'

argent marchandise argent + plus-value

La différence entre la circulation des marchandises M_1 -A- M_2 et la circulation de l'argent A-M-A' réside donc en ceci : dans la circulation des marchandises, *l'équivalence* des marchandises M_1 et M_2 , qui se trouvent aux deux pôles de la circulation, est la condition nécessaire pour que les deux opérations puissent s'effectuer. Aucun producteur de marchandises simple ne peut acquérir des marchandises d'une valeur supérieure à celle des marchandises qu'il a lui-même produites et vendues. Dans la circulation de l'argent au contraire, l'apparition d'une *plus-value* (A'-A) est la condition nécessaire pour que la circulation puisse s'effectuer : aucun propriétaire de capital-argent ne fera « circuler », « travailler », « rapporter » son argent pour en voir retourner dans sa poche exactement le même montant qui en était sorti!

La plus-value issue de la circulation des marchandises.

La plus-value vient donc d'apparaître au cours de la circulation de l'argent. Elle semble en être le but essentiel. Mais d'où provient-elle?

Dans une société fondée sur la petite production marchande, la plus-value obtenue par les propriétaires d'argent provient soit du *commerce*, soit de *l'usure*. Ce n'est que lorsque le commerce et l'usure se sont largement développés que les classes possédantes prennent conscience de la nécessité de « faire rapporter l'argent. Le ^ve siècle avant J.-C. marque l'essor de la petite production marchande non seulement dans la Grèce antique, mais encore en Chine. Au cours de ce siècle, Chi-Jan, professeur du grand marchand Fan-lin, lui enseigne les « lois de l'accumulation du capital » et lui explique qu'avant tout « il ne faut pas permettre à l'argent d'avoir des loisirs (21) ». Mille huit cents ans plus tard, quand la petite société marchande avait atteint un essor jamais égalé

auparavant dans l'empire de l'Islam, l'historien Ibn Khaldoun constate judicieusement que « le commerce, considéré comme moyen de gagner sa vie... consiste en tours d'adresse employés dans le but d'établir entre le prix d'achat et le prix de vente une différence dont on puisse faire son profit (22) ».

Il n'en était pas autrement dans la Grèce antique, dans la Chine à l'époque classique, ou dans l'Europe du Moyen Age. L'*Odyssée* parle des Phéniciens, ce peuple-marchand typique de l'Antiquité, comme de « navigateurs habiles, marchands trompeurs ». Le biographe de Saint-Godrick de Finchale, qui se voua au commerce à la fin du XI^e siècle, explique qu'« il acheta dans plusieurs pays des marchandises dont il savait qu'elles étaient rares et d'autant plus chères ailleurs, et les emmena dans d'autres régions où elles étaient presque inconnues aux habitants, et leur parurent pour ce plus désirables que de l'or (23). »

En fait, le grand commerce consistait à aller acheter des marchandises à vil prix à des peuples moins développés économiquement, ou peut-être non encore arrivés au stade de l'échange général, et qui vendaient pour cette raison très bon marché. Puis on alla vendre les mêmes produits à un prix fort élevé partout où ils étaient extrêmement rares et recherchés, où leur valeur réelle (le temps de travail nécessaire pour les produire) était ignorée, où la mode faisait apprécier particulièrement certaines marchandises, ou mieux encore, où par suite de catastrophes, de famines, etc. régnait une pénurie particulièrement prononcée de ces marchandises.

La plus-value des marchands à une telle époque provient donc du fait qu'ils achètent les marchandises en dessous de leur valeur réelle et qu'ils les vendent au-dessus de cette valeur. Rien d'étonnant que dans de telles conditions, Mercure, roi du commerce, soit considéré comme le roi des voleurs. Rien d'étonnant que chez le peuple africain des Herreros « qui ne possèdent pas de mots pour « acheter » ou « vendre » mais seulement pour « troc », un commerçant dans le sens européen du mot soit tou-

jours considéré comme un escroc parce qu'il essaie de gagner quelque chose par l'opération d'échange (24) ». Rien d'étonnant que les Indiens Navaho aient toujours l'impression qu'un homme particulièrement riche a obtenu ses trésors par des moyens malhonnêtes (25). Il n'existe guère de sagesse populaire qui ne répète la même vérité d'expérience dans toutes les langues de la terre. Comme l'acquisition à bon marché est la base de ce profit des marchands, la rapine pure ou la piraterie se trouvent au berceau de la plus-value :

« Plus caractéristique encore de l'enrichissement répété, et pour ainsi dire reconnu, aux frais des tiers, est la franchise avec laquelle Ulysse raconte qu'il a mené neuf campagnes de piraterie avant la guerre de Troie, ou la façon dont il interroge l'ombre d'Agamemnon lui demandant s'il est tombé dans le combat pour la ville ou lorsqu'il a « volé des bœufs ou des moutons d'État », comme s'il n'y avait que peu de différences entre ces deux activités (26). »

De tout temps, « la piraterie est la première étape du commerce. Cela est si vrai que dès la fin du IX^e siècle, lorsqu'ils cesseront leurs pillages, ils [les Normands] se transforment en marchands (27) ». On sait qu'Aristote considère encore la piraterie et le brigandage de haut chemin comme une façon légitime de gagner sa vie. Solon protège par la loi les associations pirates, comme les monarchies britannique et française le feront 2 000 ans plus tard à l'égard des corsaires (28). Les marchands aztèques, combinant la fonction de commerçants et celle de conquérants, imposent des tributs à livrer partout où ils en ont la possibilité, et fournissent un exemple typique des liens inextricables qui relie l'origine du commerce au brigandage. Voilà clairement révélées les sources de la plus-value marchande (29)!

Les marchands-brigands Varègues (le mot *varyag*, *varaygian* signifie en slave « marchand », « marchand de bétail ») d'origine scandinave qui ravagèrent la Russie du VIII^e au XI^e siècle de notre ère, sont un autre exemple typique du même phénomène :

« Les équipes de commerçants et de pillards norvégiens-suédois pénétrèrent de même sur le territoire slave. Comme marchands du VIII^e au X^e siècle, ils y firent leurs incursions à la recherche de commerce et de pillage. Le brigandage et la conquête furent simultanément les sources du commerce, et le commerce s'ajouta au brigandage (30). »

Le commerce et le pillage sont inextricablement liés l'un à l'autre dans le Sahara :

« Les tribus hostiles organisaient contre leurs adversaires et les protégés de ceux-ci des opérations de pillage conçues comme de véritables opérations commerciales, et c'est pourquoi elles ont leur place dans cet exposé. Elles étaient réglées par un droit coutumier, prévoyant dans le détail le rôle des capitalistes qui finançaient l'expédition, celui des exécutants et les bénéfices de chacun, au prorata de sa participation. Il s'agissait d'un contrat typique de forme très ancienne, qui se maintenait encore avec les mêmes caractéristiques, il y a 30 ans, dans la Haute-Mauritanie aussi bien qu'au Sahara (31). »

Ce système permet un enrichissement extrêmement rapide de quelques marchands ou de la classe marchande d'un peuple. Les profits sont très élevés; ils dépassent souvent 1 000 % pour une seule affaire. Au XIV^e siècle, les marchands achètent des chevaux tartares en Crimée pour 1 dinar et les revendent aux Indes pour 25 et quelquefois même pour 50 dinars, raconte le grand voyageur arabe Ibn Batoutah (32). La compagnie hollandaise des Indes orientales acheta au XVII^e siècle les épices pour 7,5 cents la livre aux îles Moluques et les revendit pour 300 cents aux Pays-Bas (33). De telles différences de prix ne sont possibles que si l'état arriéré d'un peuple implique qu'il ignore la valeur d'échange d'une marchandise sur le marché international. Les Phéniciens savaient ce qu'ils faisaient quand ils préféraient systématiquement faire du commerce avec des peuples barbares, qu'ils pouvaient opprimer politiquement (34).

« [Sous la dynastie des Song] les peuples du Nord

[de la Chine] dont la nourriture ordinaire se composait de viande, de fromage et de lait, aimaient le thé comme boisson. Pour se le procurer, ils venaient vendre leurs chevaux les 1^{er} et 2 des mois de février et mars. Au début, quand s'ouvrirent les échanges thé contre chevaux, ils offrirent un bon cheval pour une dizaine de livres de thé ordinaire. La régie chinoise du thé retira de ces transactions de considérables bénéfices. Bientôt s'établit la contrebande et les étrangers, renseignés sur les prix, exigèrent le décuple pour leurs chevaux (35). »

Cependant, la circulation de l'argent qui aboutit à une plus-value de cette origine est *stérile* d'un point de vue global; elle n'accroît pas la richesse d'ensemble de la société humaine (*). Elle consiste en effet dans un *transfert* pur et simple de richesse; ce que l'un gagne, l'autre le perd en valeur absolue. La richesse sociale reste inchangée.

Représentons par M la valeur d'une quantité d'ambre produite par les habitants des côtes de la Baltique; par A le prix payé par des marchands phéniciens à des producteurs d'ambre; et par A' le prix de vente obtenu par les mêmes Phéniciens en Égypte. Avant que ces échanges ne se réalisent, les trois partenaires d'échange possédaient au total les valeurs $M + A + A'$: M était propriété des Danois, A propriété des marchands phéniciens et A' appartenait à quelque riche seigneur égyptien. Lorsque les échanges se sont effectués, les Danois possèdent la somme d'argent A, le seigneur égyptien M, et les marchands phéniciens la somme d'argent A'; la somme de ces trois valeurs est toujours $M + A + A'$. La société ne s'est ni enrichie ni appauvrie. Il s'est seulement produit un transfert de valeur.

(*) Du moins d'un point de vue statique. Du point de vue historique, la concentration de la plus-value, obtenue par voie de rapine directe ou indirecte, a permis un essor du capital marchand et du commerce international qui a incontestablement favorisé la diffusion de la culture et le développement des forces productives. Il faut souligner aussi que la plus-value du capital marchand et usurier représente en partie l'appropriation par ces classes possédantes nouvelles d'une fraction du surproduit agricole, revenu des anciennes classes possédantes (du seigneur égyptien dans l'exemple qui suit).

Les Danois ont été appauvris de la différence en valeur $M-A$ et le seigneur égyptien de la différence $A'-M$, tandis que les marchands phéniciens se sont enrichis de la différence en valeur $A'-A$ qui représente exactement leur plus-value (ou la somme des pertes de valeur de leurs deux partenaires). Il en est toujours ainsi lorsqu'il s'agit d'une plus-value acquise au cours de la circulation de l'argent : elle est créée aux dépens d'un partenaire; elle n'aboutit pas à l'enrichissement global de la société.

On pourrait objecter qu'il n'y a appauvrissement réel pour les Danois qu'à condition que ceux-ci vivent déjà en économie marchande; or, la même barbarie qui leur fait accepter cet échange inégal implique qu'ils restent insensibles à cette « perte de valeur »; d'ailleurs, tout ce raisonnement suppose un système unifié de valeurs, alors qu'en réalité nous sommes en présence de civilisations différentes, aux systèmes de production et de valeurs différents, qui ne se touchent qu'à leur périphérie.

Cette objection n'est pas valable, du moment qu'on considère la valeur d'échange comme une donnée *objective* et non pas subjective. C'est précisément le commerce qui unifie les valeurs en établissant des marchés internationaux, auxquels peuvent fort bien participer des nations qui se trouvent à divers niveaux de développement. Il suffit d'ailleurs d'étudier l'histoire de certains peuples à certaines époques pour se rendre compte que la notion d'appauvrissement par *transfert de valeur* est une réalité évidente (cf. l'Afrique occidentale du xvi^e au xix^e siècle, etc.).

La plus-value issue de la production de marchandises.

Lorsque la petite production marchande en est encore à ses débuts, la richesse sociale reste presque stationnaire et le surplus accaparé par les propriétaires d'argent peut simplement provenir d'un appauvrissement absolu des vendeurs et acheteurs successifs. L'histoire de l'Antiquité est dans une large mesure l'histoire de la conquête suc-

cessive des trésors de plusieurs royaumes, puis de leur concentration, encore par voie de conquête, par les rois de Perse et par Alexandre le Grand. « La richesse nouvelle dont l'impérialisme enrichit la Babylonie et l'Égypte était en réalité le produit du pillage, et ne représentait pas d'addition à la totalité de la fortune réelle, disponible, de l'humanité (36). » L'augmentation de la richesse sociale réelle, à cette époque, est principalement fonction de l'augmentation de la productivité du travail agricole et de la divulgation de la technique artisanale, d'ailleurs liées à l'accroissement de la population. Comme les techniques agricole et artisanale sont relativement simples et ne demandent pas un outillage coûteux, l'expansion du commerce antique vers des régions barbares finit par y introduire les mêmes conditions de production que dans la métropole, et détruit ainsi d'elle-même l'inégalité de niveau de développement économique qui rendait ce commerce profitable. L'impasse du capital marchand antique et le déclin de l'Empire romain trouvent une de leurs raisons principales dans ce simple fait. De même l'usure, si elle est source fréquente d'enrichissement individuel, ne signifie guère un enrichissement global de la société, puisqu'elle représente, plus nettement encore que le commerce précapitaliste, un simple *transfert de valeurs* d'une personne à une autre.

Or, en examinant l'évolution de certaines sociétés fondées sur la petite production marchande, par exemple la Grèce du VI^e au III^e siècle avant J.-C., la Chine du VIII^e au III^e siècle avant J.-C., l'Empire de l'Islam du VIII^e au XII^e siècle de notre ère, ou encore l'Europe occidentale du XI^e au XV^e siècle, nous constatons qu'il y a effectivement enrichissement social global. Cet enrichissement dépasse de loin l'augmentation de la productivité agricole et artisanale; il n'est pas non plus le simple produit du pillage de pays économiquement arriérés, puisqu'il concerne l'ensemble des pays réunis par des relations commerciales. Il ne peut donc résulter que d'une masse de valeurs nouvelles qui apparaissent dans l'économie monétaire.

Comment la création de valeurs nouvelles peut-elle apparaître au cours de la circulation de l'argent A-M-A' ?

Nous savons déjà que la valeur n'est rien d'autre que du travail humain cristallisé. L'argent ne peut, de toute évidence, créer des valeurs nouvelles. Mais au lieu d'acheter des marchandises qui seront vendues au-dessus de leur valeur, le marchand peut employer son argent pour acheter *une marchandise qui, comme valeur d'usage, a la qualité de produire des valeurs nouvelles : la force de travail humaine* (*).

Aux v^e et iv^e siècles avant J.-C., le prix d'achat d'un esclave masculin adulte oscille à Athènes entre 180 et 200 drachmes. Supposons qu'un marchand achète un tel esclave. Le revenu moyen net par jour (défalcation faite des frais d'entretien) que rapporte un esclave s'élève, d'après Xénophon et Démosthène, à une obole par jour soit, compte tenu des jours fériés, à 300 oboles ou 50 drachmes par an (37). Après dix ans de travail, cet esclave aura donc rapporté à son maître 500 drachmes, soit 300 drachmes de plus-value (**). L'achat de l'esclave représente donc une source de plus-value d'une forme spéciale. Cette plus-value n'est plus le résultat d'une simple appropriation de valeurs existantes, d'un simple transfert

(*) Sur ce plan Aristote ainsi que les autorités de l'Église catholique, du Concile de Nicée jusqu'à saint Thomas d'Aquin, avaient des idées, fort justes, non pas comme avocats de la théorie de la valeur-travail, mais comme représentants d'une économie essentiellement naturelle qui se défendait contre l'emprise dissolvante de l'argent et de l'usure.

(**) Nous ignorons à combien s'élevaient les dépenses d'entretien par jour d'un esclave grec. Mais de Castro rapporte qu'aux Indes occidentales britanniques au xviii^e siècle, la nourriture d'un esclave noir qui avait coûté 50 £, ne s'élevait qu'à 25 sh. ... l'an! (38). Et Jean Léon l'Africain raconte comment deux siècles plus tôt, les planteurs portugais avaient réduit à zéro les frais d'entretien des esclaves à Sao Thômé :

« Les esclaves étaient obligés de travailler toute la semaine pour leurs maîtres, excepté le samedi : ce jour-là, ils s'occupaient pour eux-mêmes à semer du millet, des ignames ou patates douces, et beaucoup de légumes, tels que des laitues, des choux, des raves, de la porée, du persil. Ils pétrissaient des gâteaux de farine de millet; leur boisson était l'eau ou le vin de palme et parfois le lait de chèvre; leur unique vêtement consistait en un pagne de coton qu'ils tissaient eux-mêmes. *Ainsi leurs maîtres ne devaient en rien subvenir à la subsistance de leurs serviteurs* (39). »

de valeurs d'une poche dans une autre. Elle est le résultat de *la production de valeurs nouvelles*, dont l'appropriation et la vente sont la source de la plus-value.

En fait, les plus grandes fortunes d'Athènes provenaient de l'emploi ou de l'affermage d'esclaves dans les mines. Possédant ou louant jusqu'à 1 000 esclaves, Kallias d'Athènes a pu rassembler 200 talents, Nikias, 100 talents. A une obole par jour de revenu net produit par un esclave, 100 talents (36 000 oboles) représentent le revenu de 36 000 journées de travail d'esclaves, compte non tenu des frais d'amortissement du prix d'achat. L'orateur Démosthène effectue exactement le même calcul quand il établit le revenu de son père qui possédait deux manufactures, l'une fabriquant des meubles avec 20 esclaves qui rapportent chacun une obole par jour net, et l'autre fabriquant des épées et des couteaux avec 30 esclaves qui rapportent chacun en moyenne 1,5 obole par jour (40).

La plus-value produite par l'esclave, compte non tenu des frais d'amortissement de son prix d'achat, représente la différence entre la valeur des marchandises qu'il produit (et que son maître s'approprie) et les frais de production de ces marchandises (coût des matières premières, frais généraux y compris amortissement des instruments de travail et frais d'entretien de l'esclave lui-même). Les chiffres cités plus haut indiquent que cette différence peut être considérable. Sinon, il n'y aurait pas eu des milliers d'entrepreneurs et de propriétaires fonciers dans le monde antique pour acheter des esclaves destinés à produire une quantité considérable de produits artisanaux et agricoles, dont la vente leur rapportait une plus-value importante.

Deux mille ans plus tard, il n'y a plus guère d'esclaves en Europe occidentale. M. Fugger, comme MM. Nikias et Kallias, concessionnaire, puis propriétaire de mines, n'achète plus d'esclaves. Il ne doit plus avancer un petit capital d'une seule fois, amortissable seulement en une dizaine d'années, pour acquérir une force de travail poten-

tielle (*). Il recrute des travailleurs *salariés* dans les villages de Bohême et du Tyrol. Il les paie à la semaine ou au jour le jour. Ce salaire, tout en excédant quelque peu la valeur de la nourriture donnée aux esclaves de MM. Nikias et Kallias, ne s'écarte guère du minimum nécessaire à la subsistance de l'ouvrier et de sa famille.

La valeur nouvelle, créée par les ouvriers dont M. Fugger achète la force de travail au jour ou à la semaine, doit forcément excéder la valeur que leur patron dépense pour leurs salaires, sinon il n'aurait aucun intérêt à les employer. Il faut même admettre que cette différence ait été considérable, car tout comme MM. Nikias et Kallias, M. Fugger est devenu l'homme le plus riche de son temps, auquel barons, ducs, princesses, rois, et même l'empereur en personne, devaient de véritables fortunes.

Alors que M. Fugger loua des bras de travailleurs libres pour ses mines de Bohême, l'esclavage était réintroduit par des nobles portugais, espagnols, français et anglais, en Amérique du Nord, en Amérique Centrale et en Amérique du Sud. Il s'y maintint pendant trois siècles, ce qui atteste sa profitabilité. Vers le milieu du XIX^e siècle, les coûts d'entretien annuel d'un esclave noir du Tennessee dépassaient rarement 35 \$; ils étaient souvent bien inférieurs à cette somme. Vers la même époque, un esclave rapporta encore fréquemment 250 \$ l'an dans le sud des États-Unis (42).

L'enrichissement individuel des marchands et manufacturiers par l'exploitation de la force de travail servile, demi-libre ou libre, s'est effectué par le transfert dans la poche de ces entrepreneurs de *valeurs nouvelles*, créées par cette force de travail. C'est un enrichissement accompagné d'une augmentation totale des richesses sociales.

La plus-value qui apparaît dans la circulation de l'argent

(*) Un propriétaire d'esclaves courait en effet un risque. Il n'achetait qu'une force de travail *potentielle*; le travail d'esclave impliqua de tout temps un gaspillage énorme de travail humain. L'écrivain romain Varron estimait que de son temps un esclave dépensait 13 jours sur 45 en pure perte (41).

n'y est donc pas créée. Elle est le produit, soit de l'appropriation par voie de commerce ou d'usure d'une valeur appartenant à autrui, soit de l'appropriation de valeurs nouvelles créées par la force de travail qu'on a achetée. Dans ce cas, la plus-value n'est rien d'autre que *la différence entre la valeur créée par le travailleur et les frais de son propre entretien*. L'ensemble du capital existant sur la terre n'est que le produit accumulé de cette double appropriation. Cela apparut fort tôt aux observateurs perspicaces. Quinze cents ans avant que Proudhon ait emprunté au leader chartiste O'Brien sa boutade célèbre « Qu'est-ce que la propriété? Le vol! », l'évêque à la bouche d'or, Jean saint Chrysostome, expliqua aux riches marchands d'Antioche : « Tu possèdes le produit du vol, si tu n'es pas toi-même le voleur »...

Capital, Plus-value et Surproduit social.

L'homme primitif apprend par une longue et douloureuse expérience comment échapper aux famines et s'assurer une nourriture régulière qui permet d'accroître la productivité de son travail et de soumettre la production de vivres à son propre contrôle. Ainsi produit-il un surplus au-delà de son produit nécessaire. « En général, on peut dire que le capital est accumulé à Tikopia par la production d'un surplus par rapport aux besoins immédiats plutôt que par l'abstinence en soi », constate l'anthropologue Raymond Firth (43).

Nous ne voulons pas examiner si le terme « capital » est utilisé ici à propos. Mais l'examen historique nous a permis de constater ceci : nulle part dans le monde, l'enrichissement social, la généralisation du commerce, l'accumulation primitive d'argent, la production d'une masse croissante de plus-value ne sont le produit d'une abstinence volontaire de la part de producteurs qui réalisent ainsi des économies et s'enrichissent. Partout, la généralisation de la production de marchandises, l'accumulation primitive du capital-argent et sa circulation accélérée

en vue d'obtenir la plus-value sont le produit d'une appropriation, d'un *accaparement par une partie de la société humaine du surproduit social, produit par l'autre partie de cette même société*. Cette appropriation peut, bien entendu, résulter d'une « abstinence » : l'abstinence des producteurs, réduits à la portion congrue par les accapareurs du surproduit. Malheureusement, ce sont les accapareurs et non pas les héros involontaires de cette abstinence qui sortent enrichis de l'épreuve.

L'accroissement de la productivité du travail est une condition indispensable à l'apparition du capital et de la plus-value. La plus-value issue du processus de production, nous l'avons vu, ne représente que la différence entre le produit du travail et les frais d'entretien du travail. Aussi longtemps que le produit du travail est plus ou moins égal aux frais de l'entretien du travail (c'est-à-dire aux moyens de subsistance du producteur et de sa famille), il n'existe pas de base objective pour l'exploitation durable et organisée de la force de travail. Ce n'est que quand l'accroissement de la productivité du travail a permis d'établir une telle différence, un tel surproduit, que la lutte pour son appropriation peut se déclencher.

Mais si le capital est le produit historique — nullement automatique, mais surgissant dans des conditions particulières à définir concrètement — de l'accroissement de la productivité du travail humain, il n'est nullement synonyme des *moyens* qui assurent un tel accroissement. Cette confusion est encore et toujours entretenue par des spécialistes pourtant fort instruits en matière historique. Ainsi pour l'historien Fritz Heichelheim la révolution néolithique, le passage à l'agriculture et à l'élevage, signifient l'apparition du « capital, c'est-à-dire la création d'une première possibilité assurée de transformer le travail humain une fois fourni de façon qu'il rapporte longtemps ou toujours une rente [?] (44) ».

En semant 1 000 grains de blé, le paysan en récoltait 100 000 sur les bords de l'Euphrate. Mais cette « rente » ne faisait pas plus de lui un capitaliste que le fait de

frapper le bananier d'un bâton pour accélérer la chute des fruits ne transforme un chimpanzé en industriel.

Chaque invention technique importante représente une économie importante de travail humain pour la société, et chaque instrument de travail qui permet d'effectuer la production à moins de frais, peut être considéré comme un « stock de travail accumulé » qui rapporte une « rente » plus ou moins permanente en économie de travail. Tout cela ne concerne cependant que les progrès de la productivité du travail dans la *production de valeurs d'usage* (*).

Le capital et la plus-value ne font leur apparition qu'avec le développement des *échanges et de l'argent*, et avec l'utilisation d'une productivité moyenne de travail accrue, non plus pour permettre à toute la société de réaliser une économie de temps de travail, mais pour assurer à une partie de la société les produits de cette productivité accrue, en soumettant à un effort de labeur plus dur l'autre partie de la société. Le capital, c'est l'aboutissement de l'histoire de l'appropriation du surproduit social par une partie de la société aux dépens d'une autre, et non pas l'aboutissement de l'histoire de l'économie du travail humain effectuée au profit de la société humaine dans son ensemble.

L'appropriation de la plus-value produite au cours du processus de production suppose une économie marchande, la vente de marchandises produites par des producteurs non propriétaires des produits de leur travail. La plus-value, dans ce sens, est la *forme monétaire du surproduit social*. Dans une société qui produit des valeurs

(*) On pourrait objecter qu'il s'agit là d'une simple question de définition. Dans ce cas, il faudrait cependant trouver un autre terme pour désigner le capital et la plus-value, issus de la production de marchandises et de la circulation de l'argent. La confusion consiste dans l'emploi simultané du même terme — capital — pour toute technique d'accroissement de la productivité du travail d'une part, et pour des rapports sociaux spécifiques basés sur l'exploitation, d'autre part. L'étymologie rejoint d'ailleurs l'économie, puisque H. See constate que le mot « capital » désigne à l'origine exclusivement *la somme destinée à être placée pour rapporter un intérêt* (45).

d'usage, le surproduit social que s'approprié une classe possédante est directement approprié, soit sous forme de travail (corvée), soit sous forme de produits (rente foncière, tributs). Dans une société qui produit des marchandises, le surproduit social que s'approprié la classe possédante est indirectement approprié sous forme d'argent, par la vente des marchandises, du produit de laquelle sont défalqués les frais d'entretien du travail et les autres frais de production.

Comme la petite production marchande, le capital s'est développé primitivement dans les pores d'une société qui produit surtout des valeurs d'usage. La plus-value est apparue et s'est développée dans une société au sein de laquelle le surproduit social conservait essentiellement la forme de valeurs d'usage. Toute l'histoire du capital, de ses origines jusqu'à son apothéose dans le mode de production capitaliste, c'est l'histoire de la lente décomposition d'une telle économie foncièrement non marchande, par l'action du commerce, de l'usure, de l'argent, du capital et de la plus-value. C'est une classe nouvelle qui, dans une société non marchande et par rapport aux anciennes classes possédantes, incarne le capital : la classe bourgeoise. Le capital n'est qu'un nouveau rapport social entre producteurs et propriétaires de capitaux, rapport qui se substitue aux anciennes relations sociales entre petits producteurs marchands d'une part, et entre paysans-producteurs et accapareurs du surproduit agricole de l'autre.

La loi du développement inégal.

L'étude de l'origine et du développement des catégories économiques est forcément une étude d'histoire économique, et une analyse de l'économie de peuples contemporains restés à des phases d'évolution historique dépassées depuis longtemps dans le monde capitaliste. Mais elle ne *s'identifie* nullement avec l'histoire économique. Elle isole en effet des formes « pures » qui, dans la vie, se

combinent ou se dégradent à des degrés divers. Réduire l'histoire économique à une série de « stades » ou à l'apparition successive de « catégories », c'est la mécaniser à l'extrême, au point de la rendre méconnaissable. Mais supprimer de l'étude historique toute allusion à des phases successives d'organisation économique et toute référence à l'apparition progressive des « catégories », c'est la rendre simplement incompréhensible.

On a souvent comparé le marxisme au darwinisme, l'évolution des sociétés à celle des espèces. Comme toute comparaison, celle-ci comporte des analogies et des dissemblances. Mais en biologie également, une conception *dialectique* de l'évolution se substitue petit à petit à la conception mécanique, unilatérale et linéaire (*). La conception marxiste du devenir économique et social exclut toute fatalité et tout automatisme. Aucune phase d'organisation sociale ne « doit » nécessairement succéder à une autre.

À côté de la progression linéaire, il y a la progression par bonds. L'évolution économique peut conduire à des impasses ou à des stagnations séculaires, notamment par excès d'adaptation à un milieu spécifique; cela semble être le cas des peuples agriculteurs dans le sud-est asiatique (47). Et le marxisme ne serait pas dialectique s'il n'admettait pas, à côté des sociétés en progrès (du point de vue de la productivité moyenne du travail), des sociétés en régression prononcée (48).

La loi du développement inégal, dont certains ont voulu limiter la validité à la seule histoire du capitalisme, voire à sa seule phase impérialiste, est donc bien une loi universelle de l'histoire humaine. Nulle part sur la terre, il n'y a une évolution rectiligne de progrès (49), partant des premières phases de cueillette de fruits pour aboutir à l'in-

(*) L'idée d'une progression rectiligne des singes anthropoïdes, jusqu'à l'apparition de l'homme, est maintenant abandonnée. On suppose aujourd'hui soit qu'anthropoïdes et hommes ont des ancêtres simiesques communs, soit que l'homme descend d'un anthropoïde moins spécialisé que ceux qui subsistent actuellement. Il y a donc progrès combiné avec stagnation, retardation ou protérognèse (46).

dustrie capitaliste (ou socialiste) la plus avancée. Les peuples qui ont atteint le degré le plus élevé de développement des forces productives au stade de la collecte, de la chasse et de la pêche — les Eskimos et surtout les Indiens de la côte du Nord-Ouest de l'Amérique — n'ont pas inventé l'agriculture. Celle-ci apparaît d'abord dans des vallées abondamment pourvues d'eau d'Abyssinie, d'Anatolie, de l'Afghanistan, de la Transcaucasie et de l'Inde du Nord-ouest (50). Mais ce n'est pas là non plus qu'elle donne naissance à la civilisation qui naît de l'irrigation (*).

La civilisation agricole atteint son stade le plus avancé en Égypte, en Mésopotamie, en Inde et en Chine. Ce n'est pourtant pas dans ces pays, mais bien en Grèce, à Rome, à Byzance et en Europe médiévale (Italie et Flandre) que les progrès de la productivité du travail agricole aboutissent à l'artisanat et au commerce les plus évolués dans le cadre de la petite production marchande. Pour que la petite production marchande produise la révolution industrielle et le mode de production capitaliste, il faut cependant se déplacer encore plus vers le nord, en Angleterre, pays qui est pourtant resté longtemps en retard du point de vue artisanal et commercial, et qui au XVII^e siècle encore fut loin d'être le plus riche du monde ou de l'Europe. Ce n'est d'ailleurs pas en Grande-Bretagne, ni dans un autre pays capitaliste avancé, que le capitalisme est d'abord renversé, mais bien en Russie, pays typiquement arriéré au début du XX^e siècle. Et faut-il risquer une prédiction et affirmer que ce ne sera pas non plus en Russie, pourtant le premier pays qui a introduit une économie planifiée fondée sur la socialisation des grands moyens de production, que l'on assistera d'abord à l'éclosion d'une société socialiste achevée, au dépérissement des classes, des marchandises, de l'argent et de l'État?

(*) Gordon Childe insiste, lui aussi, sur l'absence d'une succession identique d'étapes que parcourent les peuples à l'époque néolithique. « L'évolution et la différenciation marchent la main dans la main », conclut-il; mais il signale tout de même de nombreux cas de convergence (50). L'évolution en tant que *combinaison de différenciation et de convergence*, n'est-ce pas une idée éminemment dialectique?

CHAPITRE IV

LE DÉVELOPPEMENT DU CAPITAL

Formes du Surproduit agricole.

Le surproduit agricole est la base de tout surproduit et, de là, de toute civilisation. Si la société devait consacrer tout son temps de travail à produire des moyens de subsistance, aucune autre activité professionnelle, qu'elle soit artisanale, industrielle, scientifique ou artistique, ne serait possible.

Le surproduit agricole peut apparaître dans la société sous trois formes différentes. Le philosophe chinois Mencius, au IV^e siècle avant notre ère, distingua déjà ces trois formes essentielles du surproduit agricole : surproduit sous forme de travail (corvées), sous forme de produits (valeurs d'usage), ou sous forme d'argent (1) (*).

Le surproduit agricole, fourni sous forme de travail non payé ou de *corvée*, apparaît dès l'aube de toute société de classe. Au début du Moyen Age en Europe occidentale, la terre du village est partagée en trois parties : les terres que les paysans cultivaient pour leurs propres besoins; les terres que le seigneur exploitait directement à l'aide du travail non payé des paysans astreints à la corvée; les terres communales, bois, prairies, terrains vagues, etc., qui restaient plus ou moins librement à la disposition des

(*) Il est intéressant de constater que le même Mencius considère la *corvée* comme la forme la plus avantageuse du surproduit pour un État qui cherche à défendre la paysannerie contre les exactions des propriétaires fonciers, parce qu'elle donne aux paysans le maximum de garanties de stabilité.

paysans et du seigneur (2). Le paysan devait partager sa semaine de travail entre le travail sur ses propres champs et le travail sur les champs du seigneur. Le premier, *travail nécessaire* du point de vue social, fournit le produit nécessaire à la subsistance des producteurs. Le second, *surtravail* du point de vue social, fournit le surproduit, nécessaire à la subsistance des classes possédantes qui ne participent pas à la production.

Un système analogue a fonctionné dans d'innombrables pays à différentes époques de l'histoire. Dans le système féodal qui existait aux îles Hawaii avant l'arrivée des Blancs, le paysan devait travailler une journée sur cinq sur les terres exploitées par le propriétaire foncier (3). Au Mexique, avant la réforme agraire, existait « la coutume (!) suivant laquelle, pour de petits lopins de terre nécessaires à leur subsistance, les ouvriers agricoles payaient un fermage aux propriétaires des domaines *sous forme de deux ou trois jours de travail non rétribué* par semaine (4) ».

Parallèlement au surproduit fourni en travail non payé peut apparaître le surproduit payé en nature. Les serfs du haut Moyen Age en Europe occidentale devaient fournir aux seigneurs, outre la corvée, une rente en nature (en produits agricoles ou artisanaux). De même, aux îles Hawaii, la rente en nature devait être fournie en sus de la corvée (5).

Au Japon, la rente en nature (*so*) existe parallèlement à la corvée (*etachi*) (6). En Chine, la rente en nature apparaît à côté de la corvée et refoule celle-ci petit à petit, sauf en ce qui concerne les grands travaux d'utilité publique. En fait, le paiement de la rente en nature, c'est-à-dire du surproduit agricole sous forme de valeurs d'usage (blé, riz, vin, étoffes fabriquées à la maison du paysan, etc.) est devenu assez tôt dans l'histoire la forme prédominante du surproduit, et s'est maintenu durant des millénaires avec peu de modifications. Dans l'histoire d'Égypte, le surproduit agricole a conservé cette forme de fourniture de biens en nature du temps des Pharaons jusqu'à l'empire de

Rome et de Byzance. Chaque année, pendant sept siècles, en paiement de la rente, 20 millions de *modii* de blé furent transportés en Italie, puis 24 millions de *modii* à Byzance, soit environ 12,5 % de toute la production égyptienne (7).

Aussi longtemps que le surproduit agricole conserve cette forme de rente en nature, le commerce, l'argent, le capital subsistent seulement *dans les pores d'une économie naturelle*. La grande masse des producteurs, les paysans, n'apparaissent presque jamais sur le marché; ils ne consomment que ce qu'ils produisent eux-mêmes, déduction faite du surproduit.

L'accroissement progressif de la production agricole est accaparé par les seigneurs qui, eux, le vendent sur le marché. Mais pour la même raison, la grande masse de la population est incapable d'acheter des produits d'artisans fabriqués dans les villes. Ces produits restent donc surtout des produits de luxe. L'étroitesse du marché limite à l'extrême le développement de la production artisanale.

C'est ainsi qu'ont vécu en fait la Grèce antique, l'Empire romain, l'Empire de Byzance et de l'Islam, l'Europe au début du Moyen Age, de même que les Indes, la Chine et le Japon jusqu'à des siècles proches du nôtre. La splendeur souvent extraordinaire que la petite production marchande et le commerce international purent atteindre au sein de ces sociétés ne doit pas voiler leur caractère foncièrement agricole (8). Aussi longtemps que le surproduit agricole conserve sa forme naturelle, le commerce, l'argent et le capital ne pouvaient se développer que de façon superficielle au sein d'une telle société.

La transformation du surproduit agricole qui, de rente en nature, devient rente en argent, bouleverse de fond en comble la situation sociale. Pour pouvoir payer sa rente, le paysan est dorénavant obligé de vendre lui-même ses produits sur le marché. Il sort d'un état d'économie naturelle et fermée et entre dans une économie essentiellement monétaire. L'argent, qui permet l'acquisition d'une variété infinie de marchandises, permet le dévelop-

pement d'une infinité de besoins (9). La vie économique sort de sa torpeur séculaire et de son équilibre relatif, pour devenir dynamique, déséquilibrée, spasmodique. Production et consommation se développent parallèlement à l'essor incomparable du commerce. L'argent pénètre partout, dissout tous les liens traditionnels, transforme tous les rapports établis. Tout acquiert un prix. L'homme n'est plus évalué que d'après ses revenus. La vénalité universelle accompagne le triomphe de l'économie monétaire, comme l'avait déjà constaté saint Thomas d'Aquin (10). En même temps, l'argent commence à voiler les relations économiques réelles, jadis transparentes, de serfs et de maîtres, de travail nécessaire et de surtravail. Propriétaires fonciers et fermiers, patrons et salariés, se rencontrent sur le marché comme propriétaires libres de marchandises, et la fiction de cet « échange libre » masque la permanence de l'ancien rapport d'exploitation sous sa forme monétaire nouvelle (*).

La transformation du surproduit agricole de rente en nature en rente en argent n'est pas le résultat inévitable de l'expansion du commerce et de l'économie monétaire; elle résulte de *rapports de forces donnés entre les classes*.

« La montée de l'économie monétaire n'a pas toujours été la grande force émancipatrice, comme les historiens du XIX^e siècle l'avaient considérée. Dans l'absence d'un grand réservoir de travailleurs libres sans terre, et en dehors des garanties légales et politiques de l'État libéral, l'expansion des marchés et l'accroissement de la production peuvent conduire plutôt au renforcement des corvées qu'à leur déclin (11). »

« Le développement des échanges dans l'économie *paysanne*, qu'ils aient servi directement le marché local ou qu'ils soient écoulés vers des marchés plus éloignés

(*) Si le serf était attaché à la glèbe, la glèbe était aussi attachée au serf. « La terre le tient et il tient la terre », disait Fustel de Coulanges. En « libérant » le serf, l'économie marchande permit aussi au propriétaire de le séparer de ses moyens de subsistance. Cet aspect dialectique de la liberté économique échappe le plus souvent aux critiques libéraux de l'économie médiévale.

par l'intermédiaire de marchands, aboutit au développement de la rente en argent. Le développement des échanges dans l'économie *seigneuriale* aboutit à l'accroissement des corvées (12). »

L'exemple typique à ce propos, c'est l'évolution de l'économie villageoise en Europe orientale, y compris en Allemagne orientale, à partir des xv^e-xvi^e siècles; la corvée s'y étend constamment, y compris le rattachement des paysans-serfs à la glèbe (*). Elle y suit le développement de la production de marchandises agricoles pour le marché international dans les domaines seigneuriaux.

De même, la brusque irruption du capital européen en Amérique Centrale et en Amérique du Sud au lendemain des conquêtes espagnoles, loin d'y exercer le moindre effet émancipateur, y généralise l'asservissement et l'extermination de la population indigène. Les Espagnols, incapables de subvenir à leurs propres besoins s'ils désirent vivre en gentilshommes (!), transforment les Indiens en serfs pour que ceux-ci travaillent pour eux (voir la fameuse *cedula* d'Isabelle la Catholique du 20 décembre 1503, qui proclame franchement qu'il faut *obliger* les Indiens à travailler pour les Chrétiens). Le moine Gregorio justifie l'asservissement en affirmant que puisque les Indiens sont des vassaux du Roi catholique et lui doivent donc un tribut, et puisqu'ils ne possèdent rien que leur personne, « il est juste qu'ils le servent de leur personne ». Dans sa troisième lettre à l'Empereur Charles Quint, Hernando Cortès, conquérant du Mexique; explique qu'il a été obligé d'asservir les Indiens, « puisque sans ces services, les conquérants et colons ne seraient pas capables de survivre ». Et pour que l'égalité (*sic*) soit rétablie dans cette course folle vers des terres à saisir et des Indiens à asservir, Ferdinand le Catholique établit des règles très strictes : qu'on donne cent Indiens aux fonctionnaires et juges directement soumis au roi; quatre-

(*) Le duc Fredinand 1^{er} de Silésie proclame en 1528 : « Nul paysan, jardinier ni fils ou fille de ceux-ci, ne peuvent quitter leur seigneur héréditaire sans son bon vouloir (13). »

vingts Indiens au chevalier qui s'établit avec son épouse; soixante Indiens à l'écuyer avec épouse; et trente Indiens au cultivateur avec épouse (14).

Pour que la rente en argent se substitue à la rente en nature, il faut que l'extension de l'économie monétaire soit accompagnée de conditions économiques, sociales et politiques (rôle du pouvoir central s'appuyant sur la bourgeoisie urbaine) telles que les propriétaires fonciers se voient obligés de laisser entre les mains de la paysannerie une fraction majeure de leur production croissante.

Accumulation de valeurs d'usage et accumulation de plus-value.

Aussi longtemps que le surproduit agricole conserve la forme de rente en nature, l'accumulation de richesses par les classes possédantes se réalise essentiellement sous la forme d'accumulation de valeurs d'usage. L'agriculture ne fournit comme valeur d'usage que des vivres, des vêtements, du bois et des pierres pour la construction des demeures. Aussi, les classes possédantes n'ont-elles guère intérêt à développer la production agricole de façon illimitée. Leur propre *capacité de consommation* représente le plafond du développement des forces productives :

« N'ayant aucun moyen, faute de débouchés, de produire pour la vente, il [le grand propriétaire médiéval] n'a donc pas à s'ingénier pour obtenir de ses hommes et de sa terre un surplus qui ne lui serait qu'un encombrement. Forcé de consommer lui-même ses revenus, il se borne à les mesurer à ses besoins (15). »

Aux îles Hawaii, où le surproduit se présente presque exclusivement sous la forme de produits alimentaires, « les exigences [des propriétaires fonciers] furent en outre limités par le caractère périssable de la plupart des produits — poissons, bananes, patates douces, *poi* — et par le fait que les seigneurs n'avaient pas de raison de saisir plus qu'ils en pouvaient utiliser eux-mêmes... Bien que les *alii* (seigneurs féodaux) fussent justement fiers de leur énorme

stature et grosseur — les femmes surtout se vantaient de leur volume monumental —, il y avait des limites à leurs capacités de consommation (16) ».

Quand l'échange et le commerce commencent à se développer, les classes possédantes ont un intérêt nouveau à accroître la production. En échange de la partie du surproduit agricole qu'elles n'arrivent pas à consommer elles-mêmes, elles peuvent acquérir des produits de luxe, des bijoux, des ustensiles de ménage de grande valeur et beauté, qu'elle thésaurisent pour acquérir du prestige social et de la sécurité en cas de catastrophes. L'*Odyssée* énumère de tels trésors accumulés dans le magasin du héros, le *thalamos* : des jarres de vins vieux et des vases d'huile parfumée; des amas d'or, de bronze et de fer; des armes rares; de riches étoffes; des coupes finement ciselées, etc. (17).

Avec la généralisation de l'échange et du commerce, les classes possédantes obtiennent un nouveau stimulant pour le développement de la production. En échange de la partie du surproduit agricole qu'elles ne consomment pas elles-mêmes, elles peuvent maintenant acquérir des produits de consommation rares, venus de contrées lointaines. Leurs besoins se multiplient; leurs goûts se font plus raffinés. Des trésors de valeur inestimable s'amassent.

On ne thésaurise plus ni blé, ni vin, ni huile ou métaux précieux à l'état brut. Les pierres précieuses et œuvres d'art des artisans (ou artistes) les plus renommés sont seuls dignes d'entrer dans les palais des Grands. Hitti décrit ainsi les richesses accumulées par le calife d'Égypte Al-Mustansir (1035-1094) :

« Des pierres précieuses, des vases de cristal, des plaques incrustées d'or, des encriers d'ivoire et d'ébonite, des coupes d'ambre, des fioles de muscat, des miroirs d'aciers, des parasols avec des manches en or et en argent, des tables d'échecs avec des pierres en or et en argent, des poignards et des sabres couverts de bijoux, des toiles fines manufacturées à Dabiq et à Damas, couvertes de broderies ».

Plus impressionnants encore ces trésors de la cour de Byzance au IX^e siècle :

« Il [l'Empereur Théophile qui régnait de 829 à 842] aimait la pompe et la magnificence : pour rehausser l'éclat de ses réceptions palatines, il avait commandé à ses artisans des merveilles d'orfèvrerie et de mécanique : le Pentapyrgien, célèbre armoire d'or où l'on exposait les bijoux de la couronne; les orgues d'or qui jouaient aux jours des audiences solennelles; le platane d'or dressé auprès du trône impérial et sur lequel des oiseaux mécaniques voletaient et chantaient; les lions d'or couchés aux pieds du prince et qui à certains moments se dressaient, battaient de la queue et rugissaient; et les griffons d'or à l'aspect mystérieux, qui semblaient comme dans les palais des rois asiatiques veiller sur la sérénité de l'Empereur (18) ».

L'Empire de Chine ou celui des Moghuls aux Indes connut des fastes de la même espèce. Qu'on pense aux murs du *Taj Mahal* couverts de pierres précieuses!

Mais, en définitive, tous ces trésors représentent des valeurs d'usage accumulées, inconsommables, inutilisées pour le développement des forces productives. La concentration d'une partie considérable de la richesse sociale à la seule fin de luxe et de gaspillage paraît donc une cause importante de la stagnation et de la décadence de ces sociétés.

La transformation du surproduit agricole de rente en nature en rente en argent ne modifie pas nécessairement cette situation. Elle donne aux classes dominantes un accès plus facile au marché et la possession de richesses plus extravagantes encore. Mais l'argent reçu reste gaspillé en tant que *consommation improductive*. Dans ces conditions, le développement de l'économie monétaire et le stimulant puissant que celle-ci exerce sur les besoins des classes dominantes peuvent devenir les causes d'exactions insupportables pour les classes laborieuses, un facteur d'appauvrissement et de ruine pour de grandes parties de la société. Ce fut le cas au Japon, à partir du

développement de l'économie monétaire au XVIII^e siècle (19).

Mais l'argent que les anciennes classes possédantes gaspillent ainsi dans un luxe extravagant finit par sortir de leurs poches et par se concentrer dans celles des usuriers, commerçants et fabricants-manufacturiers. C'est cette concentration des richesses sous forme d'argent entre les mains d'une nouvelle classe possédante *bourgeoise* qui modifie entièrement l'évolution sociale. Entre les mains des anciennes classes possédantes, toute richesse accumulée, y compris l'argent, n'était que richesse en valeurs d'usage ou moyens d'acquérir des valeurs d'usage. Le but de l'accumulation était la consommation (et la thésaurisation en vue de la consommation future). Entre les mains des classes bourgeoises, *l'argent accumulé devient capital*.

L'argent est accumulé pour rapporter de la plus-value. La plus-value ainsi accumulée, après défalcation du minimum nécessaire à une subsistance « digne du rang », est à son tour capitalisée, transformée en capital, afin de rapporter une nouvelle plus-value. Une telle accumulation de valeurs qui rapportent de nouvelles valeurs est, à la longue, impossible par de simples transferts périodiques de richesses d'un pays à un autre, d'une classe à une autre. Ou bien l'accumulation du capital maintenu dans les bornes d'un tel transfert finit par s'arrêter, les sources devant nécessairement se tarir; ou bien elle trouve une issue nouvelle grâce à *l'introduction du capital dans la production elle-même*, aboutissement ultime de l'économie monétaire. Cette pénétration du capital dans la sphère de la production crée les conditions d'un essor illimité des forces productives. Ce ne sont plus les besoins restreints de consommation de la classe possédante qui peuvent dorénavant jouer le rôle de frein des forces productives. Le besoin de valoriser le capital, besoin illimité de par sa nature, permet au contraire la suppression de tout frein à leur développement.

Le capital usurier.

La première forme sous laquelle le capital apparaît dans une économie encore foncièrement naturelle, agricole, productrice de valeurs d'usage, est celle du capital usurier. Le capital usurier, le trésor accumulé par une institution ou par un individu, supplée à la pénurie de réserves sociales. Hésiode raconte comment les antiques paysans de la Grèce archaïque, en cas de besoin, empruntèrent du blé chez des voisins plus favorisés, pour le leur rendre plus tard avec un supplément (20). Le capital usurier apparaissant ainsi sous forme de valeurs d'usage a été commun, à travers les siècles, aux civilisations essentiellement agricoles (Babylone, Égypte, Chine, Indes, Japon). En sumérien, le terme *mas* (intérêt) signifie littéralement « jeune bête » (Tierjunges) et atteste clairement l'origine du capital usurier dans des prêts en nature.

Ce que le capital usurier sous forme de prêts en nature est par rapport aux paysans, le capital usurier sous forme d'avances d'argent l'est par rapport aux seigneurs et aux rois (*). Durant la période de transition de l'économie naturelle à l'économie monétaire, la fonction essentielle des usuriers en France était de faire aux rois des avances en argent sur les impôts encore essentiellement payés en nature (22). Les guerres, la famine, d'autres catastrophes naturelles et sociales, exigent des concentrations d'argent exceptionnelles. La transformation des trésors d'objets en métal précieux en capital usurier, ou l'utilisation du capital marchand de marchands étrangers comme capital usurier, fournissent la source principale de telles concentrations.

Quand l'échange commence à se généraliser et crée déjà un large secteur monétaire dans l'économie, mais quand en même temps la majeure partie des producteurs

(*) Cf. le développement de l'usure en Chine par les temples bouddhiques à partir du v^e siècle : usure en nature aux dépens des paysans, usure en argent aux dépens des seigneurs et riches fonctionnaires (21).

et des classes possédantes touchent encore leurs revenus sous forme de valeurs d'usage, le capital usurier connaît son âge d'or. Prêter de l'argent à des taux usuraires devient la source principale du profit. L'antique épopée hindoue, la *Mahabarata*, place l'usure en tête de toutes les sources de richesse :

« Par l'usure, l'agriculture, le commerce et l'élevage, puisses-tu acquérir la puissance de la richesse, ô Roi des Rois (23). »

Tous les *vetos* religieux et politiques n'empêchent pas le capital usurier de miner les relations sociales d'une telle époque. L'endettement des grands; la ruine des petits; l'expropriation des paysans endettés — sinon leur vente comme esclaves; la concentration des terres : voilà les calamités traditionnelles que le capital usurier provoque dans cette phase du développement social. La plupart des troubles sociaux y sont d'ailleurs des révoltes contre ces effets dissolvants du capital usurier. Dans la Grèce du v^e et du iv^e siècle avant J.-C., le cri de guerre général était : « Redistribution des terres et abolition des dettes (24). » Rome au temps de la république; la société chinoise à l'époque du déclin de chaque dynastie; Byzance et les Indes à plusieurs époques de leur histoire offrent un spectacle qui n'est guère différent.

En vain, la législation de Solon à Athènes, celle des *decumviri* à Rome ou du ministre chinois Wang An-shi sous la dynastie Soung; en vain la Loi Agraire à Byzance, s'efforcent-elles d'arrêter cette emprise du capital usurier. Elles ne réussissent qu'à retarder l'échéance, sans pouvoir modifier le sens général de l'évolution. César entreprend sa guerre de rapine contre la Gaule pour se débarasser d'un fardeau de dettes. Il a fallu que les citoyens romains pillent tout le monde méditerranéen et accumulent d'énormes richesses, pour qu'ils puissent se libérer quelque peu de la pression du capital usurier au cours des premiers siècles de l'Empire. Lorsque cet empire se décompose, le capital usurier subsiste longtemps après la disparition du grand commerce (25) et les

plaintes des auteurs sur les taux usuraires se succèdent de manière monotone de siècle en siècle (*).

Au cours du Moyen Age, la nécessité de défendre une économie foncièrement naturelle contre les effets dissolvants de l'économie monétaire et du capital usurier, amena l'Église catholique en Europe occidentale à condamner violemment le prêt d'argent contre intérêt. Le capital usurier apparut alors sous une forme particulière pour tourner cette interdiction : *l'achat de la rente foncière*. En échange d'une somme d'argent globale, un propriétaire foncier abandonna au prêteur les revenus annuels de sa terre, jusqu'à ce qu'il eût remboursé le capital avancé. La terre devint en fait propriété du prêteur; le propriétaire la recouvre en s'acquittant de sa dette (28) (**).

Ce ne fut là qu'une forme spéciale du prêt sur gage qui reste, en Europe médiévale comme aux Indes, en Chine ou au Japon, l'opération préférée du capital usurier dans une économie naturelle en lente dissolution. L'achat de la rente foncière qui a joué un rôle important dans l'économie européenne médiévale, indique clairement quelle est la source de la plus-value obtenue par le capital usurier : *le transfert des revenus des seigneurs (ou des paysans) aux usuriers*. L'accumulation du capital usurier aux frais des propriétaires terriens est essentiellement un transfert du surproduit agricole dans les mains des usuriers.

Quand l'économie monétaire se généralise, le capital usurier proprement dit perd sa place prépondérante et

(*) Une des causes de l'extension du servage et de l'économie féodale fut l'impossibilité dans laquelle se trouvèrent les paysans libres de payer les impôts et amendes fixés en argent, alors que celui-ci était devenu fort rare et fort cher (par rapport aux produits agricoles). Au VI^e siècle un bœuf valait de 1 à 3 *solidi*, mais un *wergeld* pouvait s'élever jusqu'à 800 (26). Le même facteur a joué un rôle important dans le développement du féodalisme dans l'Islam, au Japon et à Byzance (27). Cf. ce qui a été dit précédemment sur la possibilité d'extension d'une économie monétaire.

(**) La même forme d'usure se retrouve chez le peuple des Ifugaos aux Philippines. Ses origines remontent à *l'antichrèse* pratiquée dans la Grèce antique. On la trouve aussi en Chine à l'époque de l'essor des monastères bouddhiques (29).

recule vers les couches obscures de la société, où il survit pendant des siècles aux dépens des petites gens. Ce n'est pas que les Grands n'aient plus besoin d'argent : il leur en faut davantage qu'auparavant. Mais le commerce est devenu entre-temps le champ d'action et la source essentiels de profit du capital. Le crédit et le commerce se combinent : c'est l'époque des grands marchands-financiers italiens, flamands et allemands qui s'ouvre dès le XIII^e et le XIV^e siècle en Europe occidentale.

Le capital marchand.

L'apparition d'une classe autochtone de marchands au sein d'une économie foncièrement naturelle suppose une accumulation primitive de capital-argent. Celle-ci provient de deux sources principales : la piraterie et le brigandage d'une part; l'appropriation d'une partie du surproduit agricole ou même du produit nécessaire du paysan, d'autre part.

C'est par des razzias en terre étrangère, opérations de brigandage et de piraterie, que les premiers marchands navigateurs rassemblent leur petit capital initial. De tout temps, le commerce maritime s'est confondu dans ses origines avec la piraterie (30) (*). Le professeur Takekoshi constate que le premier afflux de capital-argent au Japon (XIV^e et XV^e siècles) a été obtenu par les pirates opérant sur les côtes chinoises et coréennes :

« Alors que le gouvernement japonais fit de son mieux pour gagner de l'argent par le commerce extérieur, les pirates japonais employèrent le moyen plus direct du pillage, et comme leur butin consista en or et en argent, en numéraire de cuivre et autres trésors, on ne peut guère

(*) N. S. B. Gras, professeur d'histoire économique à l'école de *Business Administration*, près de l'Université Harvard, se croit obligé de combattre violemment (31) cette vérité universellement admise qui lui paraît incompatible avec la dignité du capital. Tout aussi gratuite est l'affirmation de Schumpeter (32) que Marx et les marxistes sont incapables de résoudre le problème de l'accumulation primitive du capital, parce qu'ils ont une théorie de l'intérêt fondée sur l'exploitation. Voir également nos citations au chapitre précédent.

estimer la valeur des richesses qu'ils apportèrent à Kyushu, Shikoku et les régions maritimes des îles dans les provinces centrales du Japon. Par la suite, ces trésors pillés insufflèrent une vie nouvelle à tout le pays (33). »

L'accumulation du capital-argent des marchands italiens, qui dominèrent la vie économique européenne du XI^e au XV^e siècle, provient directement des Croisades (34), énorme opération de rapine s'il en fût.

« Nous savons par exemple comment les Gênois aidèrent les Croisés en 1101 à la conquête et au pillage du port palestinien de Césarée. Ils reçurent de riches prises pour leurs officiers, et récompensèrent les propriétaires des navires avec 15 % du butin. Ce qui resta de ce butin, ils le distribuèrent parmi 8 000 marins et soldats; chacun reçut 48 *solidi* et une livre de poivre. Chacun d'eux fut ainsi transformé en un petit capitaliste (35). »

Le chroniqueur médiéval Geoffroi de Villehardouin rapporte la réponse faite par les Doges de Venise à la demande d'aide des nobles occidentaux pour la 4^e croisade (1202) :

« Nous livrerons des huissiers (bateaux dans lesquels entrent des chevaux) pour transporter 4 500 chevaux et 9 000 écuyers, et des bateaux pour transporter 4 500 chevaliers et 20 000 sergents à pied. Et pour tous ces chevaux et ces gens, nous nous engageons à fournir de la nourriture pendant 9 mois. Tout cela sera le minimum que nous ferons, et vous nous payerez 4 marks par cheval et 2 marks par homme. La somme de votre paiement sera donc de 85 000 marks. Et nous ferons davantage : nous contribuerons 50 galères par amour de Dieu (!), s'il est convenu que tant que cet accord subsiste, nous aurons la moitié (et vous l'autre) de toutes les conquêtes que nous ferons par mer ou par terre. »

Plus tard, aux XIV^e et XV^e siècles, l'accumulation primitive du capital-argent des marchands portugais, espagnols, hollandais et anglais aura exactement la même source.

Dans une économie essentiellement fondée sur la petite production marchande, le commerce de détail et même le

commerce de gros de produits de première nécessité sont au début strictement limités et réglementés (36). Se séparant à peine de l'artisanat, il ne peut guère permettre une importante accumulation de capital-marchand (37). Ce n'est que le commerce extérieur, international, qui permet une telle accumulation. Ce commerce concerne essentiellement des *produits de luxe* destinés aux classes possédantes. C'est grâce à lui que les marchands s'approprient une partie du surproduit agricole dont vivent ces classes possédantes terriennes. L'essor du commerce au Moyen Age en Europe occidentale, commerce d'épices et de produits d'Orient, autant que le commerce de la draperie flamande et italienne, est l'essor d'un commerce de luxe typique (38).

Il en est de même de toute société dans laquelle se développe le capital marchand. L'inspecteur aux douanes de la province chinoise de Foukien, Chan Ju-Kua, a laissé un tableau du commerce chinois aux XII^e et XIII^e siècles de notre ère. Il énumère 43 articles d'importation, du camphre, de l'encens, de la myrrhe, de l'ambre, de l'écaille de tortue, de la cire d'abeille, jusqu'aux perroquets, tous articles de luxe et épices (39). Le commerce dans l'antiquité japonaise fut exclusivement un commerce de luxe, rapporte Georges Bommarchand (40). Andréadès précise que les exportations byzantines étaient presque exclusivement des exportations de produits de luxe (41). Le commerce de l'Empire de l'Islam à l'époque de son apogée se circonscrit de même en grande partie aux produits de luxe. Lopez énumère comme suit les marchandises sur lesquelles porte ce commerce :

« Des émeraudes d'Égypte, des turquoises de Nishapour, des rubis du Yémen, des perles du golfe Persique, du corail de l'Afrique du Nord-Ouest, du marbre de Syrie et d'Aserbeidjan, du drap d'Égypte, du Yémen et de Perse, du coton de Marv, de Perse orientale et d'Espagne, de la soie du Turkestan et de la région au sud de la mer Caspienne, des tapis de Perse, du cuir d'Andalousie, de la poterie du Khorassan, des verreries de la côte syrienne,

du fer de Farghana... de l'eau de violette d'Irak, de l'eau de rose d'Iran, de l'encens et de l'ambre gris arabes, des figes du Magreb et d'Espagne, des dattes d'Irak et d'Afrique, des melons de Turkestan, de l'huile d'olive de Tunis, du sucre de Perse, du Yémen et de Palestine, du safran du N.-O. de la Perse, de l'esturgeon du lac de Van, de la « terre comestible » du Kouhistan, des vins excellents de l'Irak et d'Espagne (42). »

Avant l'arrivée des Hollandais en Indonésie, les marchands chinois apportent au grand centre commercial de Bantam de la porcelaine, de la soie, du damas, du velours, des fils de soie, des fils d'or, des toiles d'or, des lunettes, des éventails de valeur, des médicaments, du mercure, etc. pour acheter des épices, du muscat, de l'ivoire, des écailles et de l'indigo, de part et d'autres tous produits de luxe (43) (*).

Afin de réaliser effectivement la plus-value aux dépens des acheteurs nobles, les marchands de produits de luxe doivent s'assurer de véritables monopoles de vente et d'achat. « N'ambitionnant aucune hégémonie territoriale, ils [les Phéniciens et les Carthaginois] ne souhaitaient pas pénétrer à l'intérieur [de l'Afrique], étant assurés par une longue expérience d'en dominer efficacement les habitants par le moyen de monopoles commerciaux habilement combinés (45). » Tout le commerce médiéval de luxe est un commerce de monopole. La prospérité de Byzance reposait pendant six siècles sur son rôle d'entrepôt exclusif des soieries et épices d'Orient. La perte de ce monopole au profit de Venise sonna le glas de la puissance byzantine.

(*) L'Amérique précolombienne était arrivée au seuil de l'apparition du capital marchand lors de l'invasion espagnole. Le commerce international embryonnaire qui s'était établi entre les Incas et les Aztèques concernait les métaux et les produits de luxe : « Les Incas vendent aux Aztèques des métaux et des alliages, du bronze, du *tumbaga* (alliage de cuivre et de zinc) et principalement des combinaisons d'argent, d'or et de cuivre. Ceux-ci leur donnent en échange des pierres précieuses, telles que des améthystes, des émeraudes et des obsidiennes, et plus encore le fruit du travail hautement spécialisé de leurs corporations les plus fameuses : des armes, des teintures, des étoffes de coton brodé, des bijoux... (44). »

Lorsque les villes italiennes dominèrent le commerce méditerranéen, elles avaient à leur tour obtenu des monopoles du commerce avec l'Égypte, nouvel entrepôt des épices d'Orient, et avec les peuples riverains de la Mer Noire. Le commerce des fourrures, de la cire, des harengs et du blé dans la Baltique et dans la mer du Nord, se transforma à la même époque en commerce à large emploi de capital, grâce aux monopoles de fait établis par les commerçants allemands en Scandinavie et dans les régions récemment colonisées de l'Est. Mais ces monopoles furent brisés par la concurrence acharnée entre bourgeoisies marchandes de plusieurs cités et surtout par la concurrence hollandaise. Pareille concurrence permit aux vendeurs d'accroître leurs prix et obligea en même temps les marchands à diminuer leurs propres prix de vente, réduisant ainsi brutalement leur marge de profit (46).

Le capital accumulé par les grands marchands qui opèrent dans une société fondée sur la petite production marchande ne peut donc pas être continuellement réinvesti dans le commerce international lui-même. Dès que le capital marchand s'est suffisamment étendu, il doit s'efforcer de limiter toute nouvelle expansion, sous peine de détruire lui-même les racines monopolistiques de ses profits. Les marchands d'une telle époque finissent par investir une partie considérable de leurs gains dans d'autres domaines : la propriété foncière, l'usure, le grand crédit international. Cicéron (47) conseille au marchand de gros d'investir ses profits dans des propriétés foncières. Le Talmud (commentaire juif de l'Ancien Testament) conseille au III^e siècle de notre ère d'investir 1/3 de la fortune en terres, 1/3 dans le commerce et l'artisanat, et de conserver 1/3 sous forme d'argent liquide (48).

Il n'en alla pas autrement dans l'ancienne Inde, en Chine, au Japon et à Byzance. Aux XI^e et XII^e siècles, les marchands juifs possédèrent près d'un tiers des terres du comté de Barcelone (49). Gras rapporte que le traité de prose norvégien *Le Miroir du roi*, rédigé vers 1260, conseille aux marchands itinérants d'investir les 2/3 de

leurs profits élevés en terres (50). Dans la ville de Gêne au XIII^e siècle, « même les plus grands marchands... appuyèrent leurs investissements commerciaux par des investissements fonciers très considérables; et derrière le groupe intéressé dans le commerce, il y avait un autre groupe, beaucoup plus large, qui n'était presque pas infecté de l'esprit aventurier du capitaliste, et qui avait assis son système financier directement sur la terre (51) ».

Quant aux grands marchands italiens et allemands des XIII^e, XIV^e, XV^e et XVI^e siècles, les Bonsignori, Scotti, Peruzzi, Bardi, Medici, Fugger, Welzer et Hochstätter, le capital qu'ils acquièrent par le commerce est utilisé pour de grosses opérations de crédit, et une partie importante des gains est utilisée pour l'achat de propriétés foncières.

La révolution commerciale.

L'expansion du commerce à partir du XI^e siècle avait accéléré le développement d'une économie monétaire en Europe occidentale. Mais le numéraire restait fort rare. Après la fin du déclin économique qui accompagne la guerre de Cent Ans, le manque de numéraire devient opprimant. Partout on rouvre les anciennes mines, abandonnées depuis l'époque romaine, ou on cherche à en découvrir de nouvelles (52). Les progrès des Turcs et les bouleversements qui se produisent le long des antiques voies commerciales en Asie centrale accentuent les efforts pour briser le monopole vénitien du commerce des épices. Finalement, un succès imprévu est obtenu. La découverte de l'Amérique, le pillage du Mexique et du Pérou, la circumnavigation de l'Afrique, l'établissement du contact maritime avec l'Inde, l'Indonésie, la Chine et le Japon, bouleversent complètement la vie économique en Europe occidentale. C'est la révolution commerciale, la création d'un marché mondial de marchandises, la plus importante transformation dans l'histoire de l'humanité depuis la révolution métallurgique.

Les métaux précieux, dont le prix de production avait

été stable depuis un millénaire, se trouvèrent brusquement avilis par d'importantes révolutions techniques (séparation de l'argent du cuivre à l'aide du plomb; emploi de machines de drainage; creusement de galeries d'écoulement perfectionnées; utilisation du bocard, etc.) (53). Il s'ensuivit une importante révolution des prix, une même quantité d'argent n'étant plus l'équivalent que d'une quantité inférieure de marchandises. Des pays où ces méthodes d'exploitation furent d'abord appliquées (54) — Bohême, Saxe et Tyrol au xv^e siècle —, cette révolution des prix s'étendit rapidement en Espagne au xvi^e siècle. Le pillage du trésor de Cuzco et l'ouverture des mines d'argent de Potosi diminuaient plus radicalement encore les frais de production des métaux précieux par l'utilisation de la main-d'œuvre servile. Ensuite, la hausse des prix se répandit dans toute l'Europe, où la masse nouvelle de métaux précieux ne manqua point de se disperser.

La ruine de la noblesse et des classes salariées fut ainsi accélérée. Pour la première fois dans l'histoire humaine, la propriété foncière perdait la prédominance économique, acquise dès l'aube de la civilisation. La baisse des salaires réels — notamment indiquée par la substitution des pommes de terre bon marché au pain en tant que nourriture populaire de base — devenait une des principales sources de l'accumulation primitive du capital industriel du xvi^e au xviii^e siècle.

« En Angleterre et en France, le grand écart entre [la hausse des] prix et [celle des] salaires, résultant de la révolution des prix, enleva une grande partie des revenus que les travailleurs avaient jusqu'alors reçus, et détourna cette richesse vers les bénéficiaires d'autres parts distributives. Comme nous l'avons montré, la rente, de même que les salaires, retarda sur le mouvement des prix; les propriétaires fonciers ne gagnèrent rien des pertes des travailleurs. » Celles-ci profitèrent donc aux seuls entrepreneurs capitalistes. Entre 1500 et 1602 en Angleterre, l'indice des salaires passait de 95 à 124, alors que l'indice des prix passa de 95 à 243! (55).

Par suite de la balance commerciale déficitaire de l'Espagne, de la stagnation et du déclin de son artisanat, la masse de ces trésors d'or et d'argent pillés ou acquis par l'asservissement d'Indiens et de nègres, finit par se retrouver entre les mains de la bourgeoisie d'Europe occidentale, de l'Allemagne, de la France, des Pays-Bas et de la Grande-Bretagne. Les fournitures de guerre pour les nombreux conflits dynastiques qui déchirèrent l'Europe au cours de ces trois siècles furent également des leviers importants de cette accumulation du capital commercial. Les frères Pâris, les plus gros capitalistes français du XVIII^e siècle, doivent leur fortune à ces fournitures. L'apparition de la dette publique (*), de l'emprunt sous forme de papiers d'État négociables en Bourse — d'abord celles de Lyon et d'Anvers, puis celle d'Amsterdam, prédominante pendant une longue période — représenta un autre levier de cette accumulation primitive des capitaux, fournis par ailleurs par le pillage de l'Amérique et des Indes (**).

De même que l'accumulation primitive du capital marchand, l'accumulation primitive du capital commercial s'est effectuée avant tout par voie de brigandage et de piraterie. Scott (57) constate que vers 1550 une forte pénurie de capitaux régna en Angleterre. En quelques années, les entreprises de piraterie contre la flotte espagnole, toutes organisées sous forme de sociétés par actions, modifièrent la situation. La première entreprise de piraterie de Drake, qui date des années 1577-1580, fut lancée avec un capital de £ 5 000 auquel participa la reine

(*) La dette publique britannique passa de 16 millions de £ en 1701 à 146 millions en 1760 et 580 millions en 1801. La dette publique des Pays-Bas passa de 153 millions de Fl en 1650 à 1 272 millions en 1810.

(**) « Les foires qui jouaient un si grand rôle lorsque le grand commerce avait encore un caractère uniquement périodique perdent peu à peu leur ancienne importance, au fur et à mesure que se développe le commerce sédentaire et urbain. L'on voit se créer dès le XVI^e siècle des bourses mondiales... qui vont prendre de plus en plus leur place. Dans les foires, les transactions financières n'étaient nées qu'à l'occasion et à la suite des transactions commerciales. Dans les bourses, les marchandises ne sont plus apportées elles-mêmes; on ne trafique que sur les valeurs qui les représentent (56). »

Elisabeth. Elle rapporta environ £ 600 000 de profit, dont la moitié pour la reine. Beard estime que les pirates ont introduit quelque 12 millions de £ en Angleterre durant le règne d'Elisabeth. On connaît l'épouvantable barbarie des *conquistadores* espagnoles aux Amériques. En l'espace de cinquante ans, ils exterminèrent 15 millions d'Indiens s'il faut en croire Bartholomeo de Las Casas, et 12 millions selon des critiques plus « conservateurs ». Des régions à population dense comme Haïti, Cuba, le Nicaragua, la côte du Venezuela furent entièrement dépeuplées (58). L'accumulation primitive du capital commercial portugais aux Indes fut caractérisée par des manifestations « civilisatrices » du même aloi :

« Le second voyage de Vasco de Gama (1502-1503), à la tête d'une vraie flotte de guerre de 21 vaisseaux, aboutit à la substitution au monopole égypto-vénitien d'un monopole nouveau (pour le commerce des épices). Celui-ci ne s'établit pas sans épisodes sanglants. C'est une sorte de croisade (!) de marchands de poivre, de girofle, de cannelle. Elle est marquée par d'épouvantables atrocités ; tout semblait permis contre des musulmans abhorrés que le Lusitanien avait la surprise de rencontrer au bout du monde, après les avoir chassés d'Algarves et combattus sur la terre berbère. Incendies et massacres, destructions de riches cités, vaisseaux brûlés avec leurs équipages, prisonniers égorgés dont les mains, le nez et les oreilles sont envoyés par dérision aux rois « barbares », telles sont les prouesses du Chevalier du Christ : il ne laissa la vie, après l'avoir mutilé de la même sorte, qu'à un brahmane chargé de porter aux souverains locaux ces horribles trophées (59). »

Hauser vient d'indiquer combien la nouvelle expansion commerciale reste fondée sur le monopole. Aussi ne faut-il pas s'étonner d'apprendre que les marchands hollandais, dont les profits dépendaient du monopole des épices obtenu grâce aux conquêtes dans l'archipel indonésien, passaient à la destruction massive des arbres de cannelle, dans les petites îles des Moluques, dès que les prix com-

mençaient à baisser en Europe. Les « voyages Hongi » pour détruire ces arbres et massacrer la population qui, depuis des siècles, tirait sa subsistance de leur culture, ont marqué d'une empreinte sinistre l'histoire de la colonisation néerlandaise. Celle-ci avait d'ailleurs commencé sous le même signe, l'amiral J.-P. Coen n'hésitant pas à exterminer tous les habitants mâles des îles Banda (60).

La source de la plus-value obtenue par le capital commercial précapitaliste est donc identique à celle de la plus-value accumulée par le capital usurier et le capital marchand. Nous en trouvons une illustration remarquable dans le tableau suivant des prix d'achat et de vente de la Compagnie française des Indes orientales en 1691 :

	<i>Prix d'achat</i>	<i>Prix de vente</i>
Cotonnade blanche et mousseline..	£ 327 000	£ 1 267 000
Soieries	32 000	97 000
Poivre (100 000 livres poids)	27 000	101 000
Soie brute	58 000	111 000
Salpêtre	3 000	45 000
Fil de coton	9 000	28 000
Total tenant compte de quelques postes plus petits	487 000	1 700 000

Soit un taux de profit de près de 250 % et ce dans le commerce « normal » (61)!

Un des pionniers du grand commerce néerlandais, Guillaume Wisselinx, écrit d'ailleurs clairement dans un pamphlet paru au début du xvii^e siècle :

« Le commerce sur la côte de Guinée fut en effet de deux manières profitable au pays : d'abord on y acquit des marchandises de grande valeur de gens qui ignoraient encore la valeur réelle (!); en deuxième lieu, on les échangea contre des marchandises européennes de valeur beaucoup plus réduite (62). »

Si la révolution commerciale provoqua un renchérissement général des marchandises, elle causa cependant aussi un avilissement relatif des prix des produits de luxe de l'Orient. Parallèlement à l'approvisionnement plus

ample, un élargissement du marché et des besoins s'est ainsi produit. Ce qui avait été d'abord l'apanage de quelques rarissimes familles nobles devenait maintenant la consommation habituelle de toutes les classes possédantes (sucre, thé, épices, tabac, etc.). Le commerce de produits coloniaux s'accrut considérablement et fut rapidement monopolisé par quelques grandes sociétés par actions : la *Oost-Indische Compagnie* aux Pays-Bas; la *East India Company* et la *Hudson Bay Company* en Grande-Bretagne; la *Compagnie des Indes Orientales* en France.

Comme aux siècles obscurs du haut Moyen Age et à l'aube du commerce antique, ces compagnies combinèrent le commerce d'épices avec le commerce d'esclaves. D'énormes profits furent réalisés de cette façon. De 1636 à 1645, la Compagnie des Indes occidentales hollandaises vendit 23 000 nègres pour un total de 6,7 millions de florins, soit environ 300 florins par tête, alors que les marchandises données en échange de chaque esclave ne valaient guère plus de 50 florins. De 1728 à 1760, les navires partant du Havre amenèrent aux Antilles 203 000 esclaves achetés au Sénégal, à la Côte-de-l'Or, à Loango, etc. La vente de ces esclaves rapporta 203 millions de livres (63). De 1783 à 1793, les négriers de Liverpool vendirent 300 000 esclaves pour 15 millions de livres, dont une fraction importante contribua à la fondation d'entreprises industrielles (64).

Toutes les classes aisées de la population désirèrent participer à cette pluie d'or provenant du sac des colonies. Rois, ducs, princes, juges et notaires cherchèrent à placer des dépôts auprès des gros commerçants pour obtenir des intérêts fixes, achetèrent des actions ou des participations dans les compagnies coloniales. Hochstätter, le banquier de Nuremberg, grand concurrent des Fugger, doit avoir reçu de tels dépôts pour plus de 100 millions de livres au xvi^e siècle (65). La *New Royal African Company*, qui s'occupa jusqu'en 1698 du trafic des Noirs, eut des partenaires aussi distingués que le duc de York et le comte de

Shaftesbury ainsi que son ami illustre, le philosophe John Locke (66).

La hausse des prix appauvrit la population vivant de revenus fixes. Les dettes publiques (*), la spéculation et le commerce en gros concentrèrent les capitaux entre les mains de la bourgeoisie. Fondamentalement, le commerce international resta un commerce de luxe (68). Cependant, les commandes d'État et les besoins croissants des classes aisées stimulèrent la production de marchandises non agricoles. A côté du commerce de produits coloniaux et de métaux précieux, le commerce de produits artisanaux et manufacturés prit une extension plus grande qu'au Moyen Age. L'industrie drapière anglaise, l'industrie de la soie lyonnaise, l'industrie métallurgique de Solingen, l'industrie textile de Leyde, de Bretagne et de Westphalie, travaillèrent déjà pour des marchés internationaux, y compris ceux des colonies d'outre-mer, et dépassèrent le stade de la manufacture de luxe. Cette extension du marché accéléra l'accumulation du capital des grands commerçants et créa une des conditions pour l'éclosion de l'industrie capitaliste.

L'industrie à domicile.

Malgré l'extension du grand commerce international à partir du XI^e siècle en Europe occidentale, le mode de production urbain était resté fondamentalement celui de la petite production marchande. Des maîtres-artisans, travaillant avec quelques compagnons, produisent une quantité de produits déterminés en un temps de travail déterminé, vendus directement au public à des prix fixés d'avance. Au recensement d'un quartier de la ville d'Ypres en Flandre en 1431, on trouve 704 personnes occupées

(*) « On voit apparaître en France dès le XVII^e siècle, les « *traitants* » ou *partisans* qui, moyennant des avances au Trésor, se font donner le droit de percevoir tel ou tel impôt... Les bénéfices qu'ils réalisent aux dépens du trésor sont énormes... A en croire Boulainvilliers, de 1689 à 1708 sur des traites d'un milliard (de livres), 266 millions restèrent entre eurs mains (67) ».

dans 161 métiers différents. Dans les entreprises de 155 professions différentes, il n'y a que 17 compagnons d'engagés! Au total, plus de la moitié des personnes recensées sont des entrepreneurs indépendants (69). Les différences de condition sociale entre maîtres-artisans et compagnons sont limitées; chaque compagnon, à la fin de son apprentissage, a la chance d'accéder à la dignité de maître.

Ce mode de production se heurte cependant à plusieurs contradictions. D'abord des contradictions inhérentes au système lui-même : l'accroissement progressif de la population urbaine et du nombre des artisans n'est pas compensé par un élargissement du marché. Il aboutit à une concurrence grandissante d'une ville contre une autre, à une accentuation des tendances protectionnistes de chaque ville et au développement de tendances protectionnistes des corporations artisanales elles-mêmes, qui cherchent à fermer leurs portes à de nouveaux maîtres-artisans. On impose aux apprentis des conditions de plus en plus dures pour accéder à la dignité de maître. En fait, cette promotion devient bientôt impossible. D'après Hauser, il en fut ainsi en France, dès 1580 (70). Kulischer cite de nombreuses déclarations ouvertement monopolistiques des corporations, dès le xiv^e et le xv^e siècle (71).

D'autre part, les artisans de Flandre et d'Italie, qui commencent dès le xii^e siècle à travailler pour des marchés plus vastes que le marché urbain, finissent par perdre le contrôle des produits de leur travail (72). Pour apporter ses propres produits à une foire lointaine, un tisserand ou un dinandier doit arrêter la production et ne peut la reprendre que lors de son retour. Il est inévitable que certains d'entre eux, notamment les plus riches qui peuvent se pourvoir d'un remplaçant à la maison, se spécialisent bientôt dans le commerce. D'abord, ils amènent au marché les produits de leurs voisins, ensemble avec leurs propres produits, simplement pour rendre service. Ils finissent par acheter directement ceux d'une grande

masse de maîtres-artisans, et par se charger exclusivement de la vente sur les places éloignées. Ce système n'implique pas nécessairement une subordination de l'artisan au marchand. Mais il la favorise, surtout dans la branche des textiles où de nombreuses corporations exécutent successivement une série de travaux sur le même produit, et se trouvent donc en face d'un acheteur monopsonique (73). Il en est de même de la fabrication de selles en cuir à Londres, où les « selliers » se subordonnent les métiers secondaires à partir du xiv^e et xv^e siècle (74).

Cette subordination est achevée dès le xiii^e siècle dans la draperie flamande et dans l'industrie de la laine et de la soie italienne. Le marchand drapier reste toujours en face de maîtres-artisans, propriétaires de leurs moyens de production. Les salariés proprement dits représentent une exception, sauf dans l'industrie de la laine à Florence, où l'on compte 20 000 journaliers dès le milieu du xiv^e siècle (75). Mais les maîtres-artisans sont obligés d'acheter leurs matières premières chez le drapier; ils sont également obligés de lui vendre leurs produits finis. « Ayant pu vendre évidemment aux prix les plus hauts, [le drapier] tiendra à racheter au prix le plus bas (76) (*). » Dans l'étude consacrée à un grand drapier de Douai à la fin du xiii^e siècle, sir Jehan Boinebroke, Espinas constate que les drapiers tendent déjà à obliger les artisans à se loger dans des maisons qui leur appartiennent, et qu'ils commencent même à acheter des moyens de production. L'endettement inévitable des artisans envers les marchands trace la voie naturelle à cette subordination (**).

Les artisans n'acceptèrent pas sans résistance une telle subordination partielle ou complète. Aux xiii^e et xiv^e siè-

(*) La loi, partout où elle est favorable aux marchands, leur accorde d'ailleurs expressément un monopole de vente. C'est exceptionnellement qu'à Venise, une loi de 1442 permet aux tisserands n'ayant ni apprentis ni compagnons — et seulement à ceux-ci — de vendre leurs produits sur le marché (77).

(**) Inévitable seulement dans la mesure où ces drapiers, excellentes incarnations de l'esprit capitaliste de lucre, rançonnent et volent les malheureux producteurs de toutes les façons imaginables. Espinas en dresse un tableau saisissant pour ce qui concerne Jehan Boinebroke (78).

cles, les communes flamandes et italiennes furent déchirées par de violentes luttes de classe qui, souvent, se terminèrent par la victoire des artisans. Mais celle-ci ne put qu'accentuer la décadence de la petite production marchande urbaine, arrivée dans une impasse. Elle la précipita même souvent par des mesures protectionnistes. Pour échapper aux strictes règlements des corporations urbaines et aux hauts salaires des artisans, les marchands commencèrent à commanditer des artisans à la campagne qui produisent à domicile, reçoivent des marchands-entrepreneurs matières premières et moyens de production, et travaillent non plus en fait, mais en droit, pour un simple salaire.

A partir du xv^e siècle, cette industrie à domicile se répand à la campagne en Belgique, en Italie, en France, en Grande-Bretagne. Les grands commerçants d'Anvers commanditent la « nouvelle draperie » de la Flandre française, la tapisserie d'Audenarde et de Bruxelles (79). Mais l'évolution reste lente. Au xvi^e siècle, chaque drapier anglais doit encore passer par 7 années d'apprentissage (80). Au xvii^e siècle, dans la soierie lyonnaise, les maîtres-marchands ne possèdent pas les métiers, bien qu'ils détiennent les capitaux, fournissent la soie et les dessins aux maîtres-ouvriers, et reprennent chez ceux-là le produit fini (81).

Dans les mines, par contre, où des dépenses majeures d'installation s'imposent, la bourgeoisie commerciale a réussi plus tôt à s'approprier les moyens de production (82). A Liège, principal centre charbonnier du continent, les associations indépendantes de mineurs ont presque complètement disparu vers 1520 au profit de petites entreprises capitalistes, en général propriété de marchands de la ville. La plupart des entreprises minières furent transformées en sociétés par actions, dont les parts furent achetées par les membres des classes aisées. Les plus importantes furent prises en concession par de riches familles de commerçants ou de banquiers comme les Fugger.

Les *Saigerhütten*, usines de séparation de l'argent du cuivre, en Saxe et Thuringe, au Tyrol et en Carinthie, sont de par les frais des installations et la concentration de la main-d'œuvre salariée les plus importantes entreprises industrielles du XVI^e siècle. Avec eux, nous sommes déjà passés du domaine de l'industrie à domicile à celui de la manufacture moderne (83). Au siècle suivant, les marchands néerlandais les plus riches acquièrent d'immenses fortunes en obtenant le monopole d'exploitation des mines de mercure de l'Empereur (les Deutz), et des mines de fer et de cuivre en Suède, combinées avec des manufactures d'armes et de munitions (les de Geer et les Trip) (84).

Il est intéressant de noter que cette séparation des producteurs de leurs moyens de production par des marchands intermédiaires s'est réalisée d'une façon fort analogue dans d'autres sociétés que celles d'Europe occidentale. Peter H. W. Sitzen décrit le système qui fonctionne à la campagne à Java :

« Dans le centre-est de Java, les ouvriers à domicile quasi indépendants avaient toujours accès au crédit... en cas de nécessité... Le *Bakul* ou intermédiaire... était le financier et le dirigeant réel de l'industrie à domicile... Par leurs dettes envers lui, qu'il encourage par tous les moyens possibles, il maintient les producteurs apparemment indépendants en tel état de dépendance, qu'il peut prendre la meilleure part de leurs revenus. Dans l'industrie du meuble par exemple... plus de la moitié des revenus bruts allaient en 1936 au Bakul (85). »

Raymond Firth a découvert un système identique en Malaisie, où « le système d'emprunter de l'argent ou de l'outillage s'est souvent cristallisé en des rapports particuliers entre pêcheurs et acheteurs de poisson, surtout ceux qui font la salaison pour l'exportation (86) ».

S.F. Nadel a trouvé un système analogue dans l'industrie à domicile fabriquant des perles de verre à Bida, en Nigérie. En Inde, les *mahajans* avancent la matière première et les produits de transformation pour l'industrie à domicile. L'industrie textile de Su-chou, en Chine, semble

avoir été organisée de la même manière aux XVI^e-XVII^e siècles, selon les chroniques de la dynastie Ming (87).

L'industrie à domicile est l'aboutissement logique de la subordination de la petite production marchande au capital-argent, dans une économie monétaire où la production pour des marchés lointains a brisé toute possibilité d'asseoir l'existence du petit producteur sur des bases stables.

Le capital manufacturier.

L'industrie à domicile sépare le petit producteur de marchandises d'abord du contrôle de son produit, ensuite du contrôle de ses moyens de production. Mais la production ne progresse que lentement, parallèlement à la lente extension du marché. La bourgeoisie commerciale, comme avant elle la bourgeoisie marchande, n'investit qu'une fraction de ses capitaux et profits dans l'industrie à domicile. La majeure partie est consacrée au commerce lui-même, à la spéculation sur les valeurs mobilières, à l'acquisition de la propriété foncière. Les Fugger, au début simples artisans-tisserands d'Augsbourg, font fortune dans le commerce international d'épices et d'étoffes, qu'ils poursuivent alors qu'ils ont déjà acquis les concessions des mines d'argent de l'Europe centrale et qu'ils ont construit les manufactures les plus importantes de leur temps. Ils finissent par se consacrer essentiellement aux opérations de crédit pour la maison de Habsbourg, qui les conduisent d'ailleurs à la banqueroute.

Par l'importance de la main-d'œuvre qu'elle emploie, l'industrie à domicile reste la forme principale de production non agricole du XVI^e au XVIII^e siècle en Europe occidentale. Mais à côté d'elle se développe un autre système de production qui constitue en quelque sorte un pont vers la grande fabrique moderne : le système de la *manufacture*.

La manufacture est la réunion, sous un seul toit, d'ouvriers qui travaillent avec des moyens de production qu'on met à leur disposition et avec des matières premières

qu'on leur avance. Mais au lieu d'être payés pour la valeur totale du produit fini, de laquelle on défalque la valeur de la matière première avancée et le prix de location des instruments de travail, comme c'est le cas dans l'industrie à domicile, la fiction de la vente du produit fini à l'entrepreneur est abandonnée. L'ouvrier ne touche plus que ce qu'il gagnait déjà de fait sous le système de l'industrie à domicile : un simple salaire.

On peut suivre pas à pas cette évolution dans l'histoire de l'industrie du drap de Leyde, magistralement analysée par Postumus. Cette industrie est d'abord organisée sur une base artisanale. Dès la fin du XVI^e siècle, elle s'étend à la campagne et les marchands prennent le dessus sur les drapiers; ceux-ci commencent à perdre d'abord la propriété de la matière première et du produit fini, puis celle des moyens de production. Vers 1640, de nouveaux intermédiaires, les « reeders », s'intercalent entre marchands et drapiers. On passe à la manufacture, et vers 1652 on parle même de « fabricants » (88)!

Le nouveau système comporte deux avantages pour les commanditaires. D'une part, ils peuvent supprimer les faux frais créés par la nécessité d'entretenir un grand nombre d'intermédiaires qui rassemblent les produits finis, distribuent la matière première, etc. D'autre part, ils peuvent supprimer les détournements importants de matières premières qui s'effectuaient inévitablement dans l'industrie à domicile pour compenser l'insuffisance des salaires. Dans les manufactures, la concentration de la main-d'œuvre, sa soumission à un contrôle direct et permanent par le capital, a déjà atteint un stade avancé.

Mais la manufacture représente aussi un progrès considérable du point de vue de la productivité du travail. Dans la petite production marchande, il n'existe qu'une division de travail *sociale* entre différents métiers; à l'intérieur de chaque métier, c'est-à-dire au cours du processus de production, la division du travail est pratiquement inexistante. Même lorsque chaque métier ne confectionne pas un produit fini, destiné directement à la consommation,

comme c'est le cas dans la draperie ou dans l'industrie de la laine, il achève un processus de production entier : le tissage, le foulage, la teinturerie, etc.

Grâce à la manufacture il devient possible de *subdiviser* chaque métier, chaque processus de production, en une infinité d'opérations de travail mécaniques et simplifiées à l'extrême. Ceci permet à la fois d'accroître le rendement, le nombre de produits finis fabriqués en un même laps de temps, et de diminuer le prix de revient, en substituant à une main-d'œuvre qualifiée une main-d'œuvre non qualifiée de femmes, d'enfants, d'infirmes, de vieillards, voire de malades mentaux. C'est ce fait qui apparaît comme un phénomène social entièrement nouveau, surtout en ce qui concerne la manufacture de textiles : sa main-d'œuvre se compose en grande partie de ces malheureux. C'est avant tout le faible prix d'une telle main-d'œuvre qui rend profitable pareille concentration de salariés sous un même toit. Tout au plus peut-on établir une analogie avec les mines et les grandes manufactures d'État dans l'Antiquité, en Chine, aux Indes et ailleurs, où prédominait la main-d'œuvre servile ou semi-servile.

La plus grande brutalité, accompagnée d'une hypocrisie déroutante furent d'usage pour obliger ces malheureux à livrer une force de travail à bon marché au jeune capital manufacturier (*). En 1721, on décida de fonder une manufacture de draps à Graz « parce que des centaines de personnes souffrent de la faim et passent leur temps à ne rien faire ». Afin de fournir la main-d'œuvre nécessaire, il fallait « capturer et enfermer » un nombre correspondant de mendiants qui remplissaient les rues de la ville. A Amsterdam, sur proposition des échevins, le conseil municipal considéra en 1695 « s'il n'était pas indiqué de recher-

(*) Déjà dans *l'arte di lana*, l'industrie de la laine florentine du xiv^e siècle, où le salarié était lié au patron par des *dettes*, toute une législation fut mise sur pied pour l'obliger à fournir du surtravail. Il lui était notamment interdit par une loi de 1371 de rembourser sa dette en *argent*; il devait le faire en *travail* (89).

cher un endroit propice pour [l'établissement d'] une filature, où on pourrait employer des jeunes filles en leur permettant de pourvoir à leurs besoins, ainsi que d'autres personnes qui s'habituent à la mendicité et à l'oisiveté ». Comme quelques commerçants, désireux de commanditer des filatures de laine, offrirent des conditions favorables et que ces messieurs du Conseil considérèrent qu'il s'agit là d'une « œuvre très bonne et chrétienne (!) », ils donnèrent pouvoir au maire de passer à la réalisation de l'affaire (90). Sombart (91) cite de nombreux exemples où l'État *obligea* la population à faire un véritable travail forcé dans des manufactures, notamment en Espagne, en France, en Hollande, en Allemagne, en Suisse, en Autriche et naturellement en Angleterre. Dans les pays où subsistait le servage, on obligea les serfs à travailler dans les manufactures, notamment en Russie dans la manufacture de cuivre de Toula.

Le développement de la manufacture ne supprime pas encore le travail manuel en tant que moyen de production prépondérant dans l'industrie : la majeure partie des dépenses du capital manufacturier consiste encore en dépenses pour les salaires. Néanmoins, la manufacture se développe le plus rapidement dans les secteurs où les installations d'appareils coûteux se multiplient. Au XVIII^e siècle, à Reims et à Louviers, des milliers d'ouvriers sont déjà groupés dans des manufactures dont la construction coûta des centaines de milliers de livres (92).

Leyde, qui est le premier centre textile de l'Europe au milieu du XVII^e siècle, voit se développer les manufactures grâce à l'utilisation sur grande échelle des moulins à fouler. Mais cette utilisation n'est profitable qu'à condition d'employer une main-d'œuvre juvénile ou féminine. Aussi les entrepreneurs organisent-ils de véritables expéditions jusque dans le pays de Liège pour recruter cette main-d'œuvre (93).

Création du prolétariat moderne.

Parallèlement à cet élargissement du champ d'action du capital, qui passe résolument dans la sphère de la production, on vit se constituer à partir du XVI^e siècle une classe sociale nouvelle, présente dans la petite société marchande du Moyen Age seulement sous les traits de quelques « valets » déracinés, errant de ville en ville. Cette classe était née de la réduction des suites des seigneurs féodaux, résultat de leur appauvrissement sous les coups de la révolution des prix. Elle était née de la décadence de l'artisanat urbain, depuis que les marchands-entrepreneurs commencèrent à placer leurs commandes à la campagne. Son développement fut accéléré par les profondes transformations dans le domaine qui réunissait encore la grande majorité des producteurs : l'agriculture.

Dans le village médiéval, les terres des paysans étaient morcelées en de nombreuses parcelles. Pour pouvoir travailler sur ces parcelles, les paysans devaient avoir libre accès aux terres qui séparaient leurs parcelles. Ce libre accès était lié au droit de glanage et d'éteule, à la vaine pâture, à la réserve de terres pour les nouveaux ménages, à l'assolement forcé, tous indispensables à la stabilité d'une économie villageoise fondée sur l'assolement triennal et marquée de l'empreinte de la communauté villageoise primitive (94). En même temps, les terres communales offraient des ressources gratuites de pâturage pour le bétail, de bois pour le chauffage et la construction, etc.

A partir du XV^e siècle, malgré de nombreux édits et lois gouvernementaux qui s'opposent à cette évolution, les propriétaires fonciers anglais commencent à partager les terres communales et à remembrer les parcelles des fermiers, afin de constituer des fermes d'un seul tenant. Ce mouvement est surtout favorisé par la hausse rapide du prix de la laine à partir du milieu du XV^e siècle, qui rend l'élevage des moutons plus avantageux aux seigneurs que la culture du sol (95). Mais la pratique des *enclosures*,

de la construction de clôtures autour des champs, reste fort fragmentaire jusqu'au XVIII^e siècle.

Elle est alors précipitée par une révolution du mode de production agricole lui-même : la suppression des jachères; le passage du système de l'assolement triennal à la culture périodique de la luzerne, des navets, des plantes fourragères restauratrices de la productivité du sol. C'est un système d'agriculture scientifique, originaire des Flandres et de la Lombardie qui, après de nombreux tâtonnements, commence à se généraliser vers cette époque en Angleterre (96). Le surproduit agricole s'accroît fortement. Les propriétaires fonciers, désireux d'accaparer ce surproduit, modifient le système de fermage et passent du bail emphytéotique (qui garantit aux familles paysannes le maintien du bail pendant un siècle) au système dit du « tenance at will » ou du « bail bref », qui comporte une modification du bail tous les neuf ans au maximum (97).

Il en résulta une forte augmentation de la rente foncière, qui accéléra l'expropriation des paysans pauvres et accompagna le mouvement des *enclosures*, favorisé aussi par le fait qu'avec la disparition du système de l'assolement triennal, la dissémination des parcelles devenait onéreuse pour les exploitants. Vers 1780, ce mouvement avait abouti en Angleterre à la quasi-liquidation de la classe des paysans indépendants, remplacée par de gros fermiers capitalistes travaillant avec une main-d'œuvre salariée. En France, un mouvement analogue de partage des terres communales s'était produit aux XVII^e et XVIII^e siècles mais dans une moindre mesure (98). C'est la révolution française qui lui donna une grande impulsion. En Allemagne occidentale et en Belgique nous assistons à une évolution parallèle à celle de la France.

Les transformations économiques qui, du XVI^e au XVII^e siècle, créèrent une masse de producteurs séparés de leur moyens de production dans les villes, étaient donc accompagnées de transformations dépossédant en pratique une partie des paysans de la terre en tant que moyen

de produire leur subsistance. Ainsi apparut le *prolétariat moderne*. Cette classe fut ainsi caractérisée dès le XVI^e siècle par les entrepreneurs de Leyde :

« Des gens pauvres et besogneux, dont nombreux sont ceux qui ont la charge et le fardeau de femmes et de plusieurs enfants, et qui ne possèdent rien d'autre que ce qu'ils peuvent gagner du travail de leurs mains (99) ».

Les ancêtres de ce prolétariat sont déjà caractérisés en 1247 comme *ceux... ki waignerent deniers a leur bras et a leur force* (100), ceux qui gagnèrent de l'argent par la force de leurs bras. Et encore à notre époque, lorsque le processus de formation du prolétariat se répète chez des peuples retardataires, on dit en Malaisie des pêcheurs qui ne possèdent pas eux-mêmes de filets (des moyens de production) : « Ils ne possèdent rien ; ils ne font qu'aider les autres (101). » En d'autres termes : la séparation des producteurs de leurs moyens de production crée une classe de prolétaires qui ne peuvent subsister autrement qu'en louant leurs bras, c'est-à-dire en vendant leur force de travail, aux propriétaires du capital, ce qui permet à ceux-ci de s'approprier la plus-value produite par ces producteurs (*).

La révolution industrielle.

Pour que le capital puisse pénétrer dans la sphère de la production, il faut que l'industrie se trouve placée brusquement devant un marché non plus stable mais élargi, au point où il semble prêt à absorber une production sans cesse accrue. L'introduction du machinisme dans l'industrie et dans le système des transports, et l'avilissement du prix des produits de la grande fabrique qui en résulte, ont créé un tel marché et marqué le triomphe définitif du *mode de production capitaliste*.

(*) « L'analyse courante de la condition de salarié y marque comme caractère essentiel que le travail y est séparé et dépourvu de la propriété des moyens de production et fonde sur ce trait la différence avec les conditions opposées (102). »

Pendant des millénaires, les deux seules sources d'énergie à la disposition du travail furent l'énergie humaine et l'énergie des animaux domestiques. L'Antiquité sut construire une première machine qui exploita une autre source d'énergie : le moulin à eau. Dans les mines romaines, la vis d'Archimède et la pompe à eau de Ctesibius furent utilisées dans des buts de drainage (103). Elles ne se répandirent cependant pas largement dans l'agriculture. Le Moyen Age hérita de ces machines, les généralisa à partir du x^e siècle, donnant ainsi un accroissement important à la productivité du travail, puis reçut le moulin à vent de l'Orient (*).

A partir du xv^e siècle, une longue série de petites inventions et améliorations techniques transforment progressivement ces machines, utilisant toujours l'eau comme principale source d'énergie. On construit des moulins pour fabriquer le papier; des moulins pour faire fonctionner les martinets à forge; des moulins pour manufacturer de la soie; des moulins à pompe dans les mines; des moulins à foulon; des moulins à scier le bois, etc. (104). Sombart énumère une vingtaine de types différents de moulins datant de cette époque (105).

Mais les perfectionnements techniques ne sont que sporadiquement appliqués, aussi longtemps que les conditions économiques et sociales ne favorisent pas un afflux massif de capital vers la production industrielle. Comme nous l'avons dit plus haut, c'est surtout dans les mines et dans la métallurgie que les progrès paraissent considérables à l'aube des temps modernes. C'est dans les mines que furent développés les premiers types de chemins de fer pour faciliter le transport du charbon (106). C'est dès le xv^e siècle qu'on construit le premier haut fourneau (107). Mais le développement de ces hauts fourneaux fut entravé

(*) En Chine, les moulins à eau furent employés sur une grande échelle dans l'agriculture à partir du vi^e siècle. Comme en Europe occidentale, ils furent le monopole de riches propriétaires et de temples, et renforçaient ainsi l'exploitation des paysans. En Europe, ils sont à l'origine des « banalités », charges supplémentaires imposées aux paysans qu'on retrouve également en Chine.

aussi longtemps qu'ils furent chauffés au bois. En 1777, l'emploi de la machine à vapeur dans l'industrie charbonnière bouleverse le processus de production. Elle permet une augmentation rapide de la production charbonnière et une baisse des prix qui ouvre la voie à l'utilisation des coques comme carburant des hauts fourneaux. Quelques années plus tard, vers 1785, la fabrication du fer par le procédé du puddlage bouleverse à son tour ce processus de production. La production de fer en Angleterre passe de 12 à 17 000 t par an aux environs de 1750 à 68 000 t en 1788, 244 000 t en 1806 et 455 000 t en 1823 (108).

L'utilisation de la force énergétique de l'eau dans le moulin à foulon et dans d'autres moulins, puis surtout l'invention du métier à tisser mécanique, bouleversent l'industrie textile. En même temps, l'essor du commerce maritime de Liverpool ouvre à Lancashire des débouchés d'outre-mer qui paraissent illimités. A l'aide de machines nouvelles, les fabricants de textile produisent leurs cotonnades à des prix beaucoup plus bas que l'artisan et le travailleur à domicile, et se lancent à la conquête de cet immense marché. Le capital brise d'abord les barrières douanières intérieures, reliques du passé féodal : en 1776, par la constitution des États-Unis; en 1795, en France; en 1800, dans le Royaume-Uni; en 1816, en Prusse; en 1824, en Suède-Norvège; en 1834, par la création du Zollverein en Allemagne; en 1835, en Suisse; dans les années 1850, en Russie et en Autriche-Hongrie. Puis, c'est le marché mondial qui est visé. Les exportations britanniques de cotonnades passent de 5 915 £ en 1679, et de 45 000 en 1751, à 200 354 livres en 1764, 19 millions de livres en 1830, 30 millions de livres en 1850, et 73 millions de livres en 1871 (109).

L'industrie du fer et du charbon trouve d'immenses débouchés nouveaux dans la construction et dans l'alimentation des machines à vapeur. A partir de 1825, la construction des chemins de fer généralise cette marche triomphale du machinisme et du mode de production

capitaliste. En reliant intimement la ville et la campagne, ils facilitent la pénétration des marchandises, produites à vil prix par la grande fabrique, jusque dans les coins les plus reculés de tous les pays. En même temps, la construction ferroviaire représente elle-même, pendant plus d'un demi-siècle, le principal marché pour les produits de l'industrie lourde (charbon, acier, produits métallurgiques, etc.), d'abord en Grande-Bretagne, ensuite sur le continent européen, puis en Amérique et dans le monde entier.

Particularités du développement capitaliste en Europe occidentale.

Dans la petite production marchande, le producteur, maître de ses moyens de production et de ses produits, ne peut vivre qu'en vendant ces produits afin d'acquérir des moyens de subsistance. Dans la production capitaliste, le producteur séparé de ses moyens de production, n'est plus maître des produits de son travail et ne peut vivre qu'en vendant — en transformant en marchandise — sa propre force de travail, en échange d'un salaire qui lui permet d'acquérir ces moyens de subsistance. Le passage de la petite production marchande à la production capitaliste proprement dite est donc marqué par deux phénomènes parallèles : *la transformation de la force de travail en marchandise* d'une part ; *la transformation des moyens de production en capital* d'autre part (*). Ces deux phénomènes concomitants ne se sont jamais produits sur une large échelle avant d'apparaître à partir du XVI^e, et surtout du XVIII^e siècle en Europe occidentale, principalement en Grande-Bretagne.

(*) C'est ce que ne semble pas comprendre le professeur Sol Tax qui intitule son ouvrage sur la communauté guatémaltèque de Panajachel *Penny Capitalism*, « Le capitalisme des sous ». Il examine les raisons de cette définition et les trouve notamment dans l'« habitude mentale » des habitants de Panajachel de rechercher « le maximum de revenus ». En réalité, nous sommes en présence d'une société typique de petite production marchande, où ni la terre, ni la force de travail ne sont pratiquement devenues des marchandises (110).

Le capital lui-même, sous ses formes primitives de capital usurier et de capital marchand, n'était pourtant nullement un apanage de la civilisation occidentale. De nombreuses civilisations, qui ont connu un stade avancé de petite production marchande, ont vu s'épanouir largement ce capital : la société antique; la société byzantine; l'Empire des Moguls en Inde; l'Empire de l'Islam; la Chine et le Japon, pour ne citer que les plus importantes d'entre elles. L'essor quantitatif du capital dans ces sociétés n'était nullement inférieur à celui que le capital connut en Europe occidentale médiévale.

Au milieu du xiv^e siècle, le roi d'Angleterre Édouard III reçut au total 1 365 000 florins des compagnies florentines Bardi et Peruzzi (111). Il s'agit des plus riches familles bourgeoises d'Occident avant les Fugger. Or, vers la même époque un groupe de marchands Karimi (yémenites), qui monopolisèrent le commerce d'épices avec l'Inde dans l'Égypte des Mammelucks, avancèrent 700 000 dirhams d'argent à des notables de Damas, puis 400 000 dinars d'or au roi du Yémen (monnaies qui contiennent plus de métal pur que les monnaies européennes de cette époque) (112). Aux ix^e-x^e siècles, à l'apogée de l'Empire de l'Islam, nous trouvons plusieurs marchands de Basrah qui possèdent un *revenu annuel* de plus d'un million de dirhams. Un bijoutier de Bagdad, Ibn-al-Jassas, reste un homme riche après qu'on lui eut confisqué 16 000 000 de dinars-or (113). En 144 avant J.-C. le prince impérial Hsio, de Liang, mourut en Chine en laissant un héritage de 400 000 catties d'or (1 cattie est environ 600 grammes) (114). Pourquoi cette accumulation du capital usurier et marchand n'a-t-elle pas donné naissance au capital industriel dans ces différentes civilisations?

Ce n'est pas non plus que les formes d'organisation intermédiaires entre l'artisanat proprement dit et la grande fabrique — le *Verlagsystem* (commerçants commanditant les artisans), l'industrie à domicile et la manufacture — aient fait défaut dans ces civilisations précapi-

talistes. A Byzance, de véritables manufactures de textile apparaissent dès l'époque de l'empereur Justinien, fondées, il est vrai, sur l'artisanat, et avec une main-d'œuvre qui, bien que concentrée en de grands établissements, reste propriétaire de ses moyens de production (115). Mais déjà, vers le x^e siècle, « les marchands de soie brute étaient apparus comme les capitalistes (plus correct... les entrepreneurs) les plus puissants... Ils s'étaient soumis les fileurs de soie appauvris dans leur ensemble. On avait interdit à ceux-ci de vendre la soie travaillée directement aux drapiers; ils étaient obligés de vendre aux marchands de soie brute, desquels ils avaient à acheter les matières premières en quantité limitée (pas plus que chacun pouvait filer en son atelier). Les marchands ne pouvaient pas prendre en main directement la filature, du moins en théorie; ils pouvaient cependant embaucher des travailleurs pour le faire (116) ».

Un développement non moins impressionnant de l'industrie à domicile et des manufactures s'était produit dans l'Empire de l'Islam. Plus de 1000 travailleurs auraient été concentrés dans les mines de mercure de l'Espagne islamique. Dans la célèbre ville de tissage de drap, Tinnis, l'industrie à domicile fonctionnait de façon perfectionnée dès l'an 815 de notre ère. Les marchands de drap y commanditèrent des hommes et des femmes pour des salaires d'un demi-dirhem par jour (117). La Chine connut de même de grandes manufactures minières et métallurgiques qui employèrent de la main-d'œuvre servile, quelques siècles avant notre ère. On y vit apparaître de riches entrepreneurs, notamment dans la métallurgie du fer et du cuivre, l'exploitation du mercure et du cinabre (118). Plus tard, les manufactures de porcelaine et l'industrie textile à domicile y connurent un grand essor surtout à partir de la dynastie des Ming (119). Il en fut de même en Inde pendant un millier d'années. Et néanmoins, la coexistence de ces formes d'entreprises modernes avec une grande accumulation de capital-argent ne permit pas le développement du capitalisme industriel.

La petite production marchande est déjà une production de marchandises. Mais elle est le plus souvent une production de marchandises au milieu d'une production de valeurs d'usage. Aussi longtemps que l'écrasante majorité de la population ne participe pas, ou très peu, à cette production de marchandises, celle-ci reste nécessairement limitée. Le grand commerce conserve foncièrement le caractère de commerce de luxe. Devant les limites étroites de ce marché, le capital trouve des issues plus profitables que l'investissement productif. C'est ce qui explique d'ailleurs le fait que manufactures et industries à domicile à Byzance, dans l'Islam, en Chine et aux Indes, concernent presque exclusivement des secteurs de luxe, s'ils ne travaillent pas pour les commandes d'État.

C'est la pénétration de l'économie monétaire dans l'économie paysanne par suite de la transformation du surproduit agricole de rente en nature (ou corvée) en rente en argent qui permet un élargissement considérable de la production de marchandises, en Europe occidentale, et crée ainsi la condition de l'éclosion du capitalisme industriel. Or, nulle part en dehors de l'Europe occidentale, le surproduit agricole n'a pu prendre durablement la forme de rente en argent. L'impôt en nature prédominait dans l'Empire romain et à Byzance (120). Dans l'Empire de l'Islam, l'impôt foncier fut payé en partie en nature et en argent sous les Abassides, mais peu de temps après, la rente en nature redevenait prépondérante et le restait à l'époque turque (121). Aux Indes, la rente foncière fut payée généralement en nature, sauf pendant une brève période de prospérité sous les Moguls au xvii^e siècle. En Chine, la rente-impôt en argent, un moment généralisée sous la dynastie des Ming vers la fin du xv^e siècle, reprit sa forme de rente en nature dès la chute de cette dynastie, pour ne devenir définitivement impôt-rente en argent que vers les xvii^e-xviii^e siècles en Chine méridionale (122).

Le machinisme, qui seul permet à la grande fabrique de briser la concurrence de l'industrie à domicile et de l'artisanat, est le produit de l'application des sciences natu-

relles à la production. Il exige une fusion de la science et de la production qui réclame à son tour la recherche constante d'économie du travail humain. Or, la prédominance du travail servile et la présence d'une masse énorme de pauvres non productifs dans l'Empire romain empêchèrent toute recherche dans cette voie (*). On connaît le commentaire significatif de l'empereur Vespasien rejetant l'emploi d'une grue mécanique : « Je dois nourrir mes pauvres (123). »

Quant à l'Islam, l'Inde, la Chine et le Japon, c'étaient des civilisations essentiellement agricoles, où l'irrigation permettait le développement d'une agriculture fortement intensive qui à son tour assurait un accroissement considérable de la population. La concurrence d'une main-d'œuvre humaine extrêmement bon marché devait briser pendant des millénaires toute tentative d'introduction de machines dans l'artisanat. En même temps, l'emploi productif de l'énergie hydraulique à des fins non agricoles, base du lent progrès du machinisme en Europe du XIII^e au XVIII^e siècle, est fortement restreint dans ces civilisations agricoles, parce qu'il entrerait en conflit avec les besoins de l'irrigation du sol (**).

L'accumulation du capital-argent, capital usurier, mar-

(*) Il faut ajouter le mépris général envers le travail manuel, mépris engendré par l'esclavage et formulé de façon frappante par Xénophon (« Économique ») : « Les arts que les hommes appellent vulgaires sont généralement dépréciés et méprisés par les États, et ce à juste titre. Ils ruinent complètement les corps, aussi bien des travailleurs que des dirigeants... Et lorsque les corps des hommes sont éternés, les âmes deviennent malades. *Et ces arts vulgaires impliquent une absence totale de loisirs et empêchent les hommes de mener une vie sociale et civique.* »

Cette dernière constatation est d'ailleurs fort pertinente.

(**) « Ces installations (moulins à eau et meuneries automatiques), qui sont une source de très riches revenus pour les grandes familles laïques et pour les importants monastères, se multiplièrent à l'époque des T'ang [c'est-à-dire quatre à cinq siècles plus tôt qu'en Occident!], à un moment où se développe également la grande propriété foncière. L'administration impériale doit lutter contre ce nouvel abus, car les roues à aubes entravent le courant et font perdre une partie de l'eau de l'irrigation. De plus, elles provoquent un dépôt de vase dans les canaux. Aussi une législation spéciale restreint-elle l'usage des moulins à certaines périodes de l'année. » [L'auteur cite des décrets et des textes du VII^e siècle relatifs à la limitation et à la destruction des moulins (124).

chand et commercial, s'est réalisée en Europe occidentale du x^e au xviii^e siècle entre les mains d'une classe bourgeoise qui s'émancipait progressivement de la tutelle des classes féodales et de l'État, qui finit même par se soumettre l'État et par en faire un instrument pour accélérer l'accumulation du capital à son profit. Sa constitution en tant que classe, avec une conscience nette de ses intérêts, a été réalisée dans les communes libres du moyen âge, où la bourgeoisie a fait son apprentissage de la lutte politique. La constitution des États centralisés modernes à partir du xv^e siècle ne résulte pas d'un écrasement mais d'une élévation nouvelle de la bourgeoisie urbaine, qui brise le carcan étroit de la politique communale pour faire face en tant que tiers état aux anciennes classes dominantes à l'échelle de la nation (l'Espagne, la Russie, et en partie l'Autriche des Habsbourg, sont à ce sujet des exceptions intéressantes, ce qui est significatif pour l'histoire ultérieure du capitalisme dans ces pays).

Dans les autres civilisations précapitalistes, par contre, le capital reste constamment soumis à l'arbitraire de l'État despotique et tout-puissant. A Rome, c'est la noblesse foncière qui, grâce au butin de ses guerres de rapine, finit par se soumettre entièrement le capital libre du monde antique (125). Dans l'Inde antique, des monopoles d'État firent du roi lui-même le principal banquier, manufacturier et commerçant de gros. Restovtzeff note d'ailleurs que le fisc impérial est déjà le principal usurier à Rome (126). La prédominance des manufactures d'État à Byzance, où le trésor impérial concentre dans ses coffres la majeure partie du capital disponible, est tout aussi connue que l'impitoyable superfiscalité qui écrase la production artisanale et industrielle sous l'Islam (127). En Chine, sous chaque dynastie successive, l'État s'efforce de monopoliser des secteurs industriels entiers (128).

La bourgeoisie naissante, dans toutes ces sociétés, connaît une étrange vie cyclique. Chaque nouvelle accumulation fabuleuse de profits est suivie de confiscations et de persécutions brutales. Bernard Lewis note que même

les villes islamiques du Moyen Age ne connaissent qu'une existence éphémère, avec une prospérité qui ne dépasse guère la durée d'un siècle et qui est suivie d'une longue et impitoyable décadence (129). La peur de la confiscation des capitaux hante les propriétaires de biens mobiliers dans toutes ces sociétés. Elle pousse les bourgeois à cacher leurs profits, à les investir plutôt dans dix petites entreprises qu'en une grande, à préférer la thésaurisation de l'or et des pierres précieuses aux entreprises publiques, et l'achat de biens immobiliers à l'accumulation de capitaux. Au lieu de se concentrer, une telle bourgeoisie se disperse comme elle disperse ses capitaux. Au lieu de progresser vers l'autonomie et l'indépendance, elle croupit dans la peur et la servilité (130). « Jamais, dit Étienne Balazs, la classe marchande chinoise n'est arrivée à une autonomie... Les privilèges des gros négociants ne sont jamais extorqués de haute lutte, mais chichement accordés par l'État. La manière d'exprimer ses revendications demeure pour le marchand et le reste de la *misera plebs* la *pétition*, la demande timide humblement adressée aux autorités (131) (*) ».

Ce n'est qu'au Japon, dont les marchands-pirates infestent dès le xiv^e siècle la mer de Chine et des Philippines, et accumulent un capital considérable alors qu'en même temps l'autorité de l'État se dissout, que la suprématie bourgeoise commerçante et bancaire sur la noblesse, puis le développement d'un capital manufacturier, ont permis de répéter à partir du xviii^e siècle, avec deux siècles de retard, l'évolution du capitalisme en Europe occidentale, indépendamment de celui-ci (**).

(*) L'idée qu'en Chine, à l'opposé de l'Europe médiévale, les villes étaient soumises au contrôle étroit des mandarins, alors que les villages jouissaient d'une large autonomie administrative, a été selon Balazs, « génieusement anticipée » par Max Weber. L'auteur semble ignorer que Marx a exprimé la même opinion trois quarts de siècle plus tôt, et qu'il a aussi nettement caractérisé la différence entre villes occidentales et villes orientales (132).

(**) Cependant, même au Japon, le marchand Yodoya Tatsugoro, qui avait réalisé une énorme fortune pendant l'ère de Kwambuu (1661-1672) eut tous ses biens confisqués, « parce qu'il menait une vie trop fastueuse (133) ».

La prédominance de l'État absolu dans les civilisations précapitalistes non européennes n'est elle-même pas un effet du hasard. Elle résulte des conditions de l'agriculture par centralisation du surproduit social. Paradoxalement, c'est le degré supérieur de fertilité du sol, et l'expansion majeure de leur population, qui a condamné ces civilisations à s'arrêter à mi-chemin dans leur développement. L'agriculture bien plus primitive de l'Europe médiévale ne pouvait pas supporter le poids d'une densité de population comparable à celle de la Chine ou de la vallée du Nil à des époques prospères. Mais précisément pour cette raison, elle échappait largement au contrôle d'un État centralisateur (*).

Dans les villes médiévales, la bourgeoisie était favorisée par rapport à un pouvoir central affaibli, qui devait s'appuyer sur elle pour rétablir des prérogatives perdues à l'aube de la féodalité. Au début, les progrès de cette bourgeoisie furent lents et discontinus. Maint financier occidental a fini comme ses confrères islamiques, chinois ou hindous, en ayant sa fortune confisquée par les rois qu'il aida. Mais dès le xvi^e siècle, cette discontinuité était devenue l'exception et non plus la règle. La supériorité de la fortune mobilière sur la fortune immobilière était définitivement établie et, avec elle, la soumission de l'État aux chaînes d'or de la dette publique. La voie était libre pour une accumulation du capital sans entraves politiques. Le capitalisme moderne pouvait naître.

Ces particularités du développement économique en Europe occidentale (et dans une certaine mesure au Japon)

(*) Il est intéressant de constater qu'en Afrique noire, l'abondance relative des terres, qui permet l'extension infinie de l'agriculture primitive, se révéla une barrière à l'éclosion d'une civilisation noire, sauf dans les vallées du Sénégal, du Niger et du Zambèse (134). Il semblerait donc que les rapports « terres/eau/population » ont permis la combinaison *agricole* optimale dans les vieilles civilisations asiatiques, et la combinaison *économique* optimale en Europe occidentale à partir du xvi^e siècle. Dans ce domaine également, il y a un parallélisme frappant entre les conditions particulières dans lesquelles s'est développée l'agriculture au Japon et en Europe occidentale (opposées à celles du continent asiatique) (135).

ne signifient pas que l'écllosion de la révolution industrielle ne fut *possible* que dans ces régions; elles expliquent seulement les raisons pour lesquelles le mode de production capitaliste est apparu *d'abord* en Europe. Par la suite, c'est l'intervention violente de l'Europe dans l'économie d'autres parties du monde qui y a détruit les éléments permettant un progrès économique plus rapide, y a empêché ou retardé leur croissance. Le parallèle entre le Japon d'une part et l'Inde et la Chine de l'autre démontre le rôle décisif que jouent au XIX^e siècle le maintien ou la perte d'une indépendance politique véritable pour accélérer ou retarder la révolution industrielle (*).

Capital et mode de production capitaliste.

Le capital peut apparaître dès qu'existe un minimum de circulation de marchandises et de circulation d'argent. Il naît et se développe dans le cadre d'un mode de production précapitaliste (communauté villageoise, petite production marchande). Quels que soient les effets dissolvants qu'il exerce sur une telle société, ils sont limités par le fait qu'il ne bouleverse pas le mode de production fondamental, surtout à la campagne. Endetté, talonné par les crédateurs ou le fisc, le paysan précapitaliste trouve toujours dans la solidarité des autres villageois un appui qui lui assure au moins une maigre pitance :

« Les Ifugaos (habitants des Philippines) sont partiellement des capitalistes. Leurs richesses, ce sont les rizières. Elles sont préparées avec une dépense énorme de travail, elles sont limitées en superficie et appartiennent à une classe d'hommes riches... Par un système d'usure, les riches deviennent plus riches et les pauvres plus pauvres. Cependant, les pauvres ne sont pas complètement indigents. Les jardins d'ignames ne sont par définition pas une « richesse », et ne peuvent pas devenir la propriété

(*) Voir au chapitre XIII de nombreux exemples de régression économique provoquée par l'impérialisme.

permanente (d'une famille). Chacun peut y planter autant d'ignames qu'il veut, et peut donc trouver une sorte de subsistance (136)... »

Le développement du mode de production capitaliste implique la généralisation de la production de marchandises, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité. Cette production ne concerne plus seulement les produits de luxe, les surplus de vivres ou de biens de consommation courante, les métaux, le sel et les autres produits indispensables au maintien et à l'élargissement du surproduit social. Tout ce qui est objet de la vie économique, tout ce qui est produit est dorénavant marchandise : tous les vivres, tous les biens de consommation, toutes les matières premières, tous les moyens de production, ainsi que la force de travail elle-même. Toute issue étant coupée, la masse des dépossédés, qui ne disposent plus de leurs instruments de travail, sont obligés de vendre leur force de travail pour acquérir des moyens de subsistance. Toute l'organisation de la société est construite de façon à assurer aux propriétaires du capital un approvisionnement régulier et constant en main-d'œuvre salariée, pour permettre l'utilisation productive ininterrompue de ce capital.

Au cours du processus de sa propre formation, le capital industriel a obtenu par les procédés décrits plus haut la formation parallèle du prolétariat moderne. Mais lorsque le mode de production capitaliste s'est étendu dans le monde, il a connu un besoin de main-d'œuvre salariée avant même que les sociétés primitives auxquelles il se heurta ne fussent suffisamment dissoutes pour que ce prolétariat se constitue normalement. L'intervention de l'État, de la Loi, de la Religion et de la Morale, si ce n'est celle de la force pure et simple, permit de recruter les malheureux esclaves du nouveau Moloch. Les colonisateurs de l'Afrique noire et de l'Océanie répétèrent à la fin du XIX^e siècle les procédés par lesquels leurs ancêtres négriers avaient rassemblé une main-d'œuvre servile. Mais cette fois-ci, il ne s'agissait plus de l'expédier au-delà des océans dans les plantations du Nouveau Monde. C'était sur

place, dans des entreprises capitalistes agricoles, minières ou industrielles, que cette main-d'œuvre était employée pour produire la plus-value indispensable à la vie du Capital (*).

L'action dissolvante de l'économie monétaire sur les communautés primitives a favorisé dans toutes les civilisations l'accumulation primitive du capital usurier et du capital marchand. Mais elle n'assure pas en elle-même le développement du mode de production capitaliste, du capital industriel.

Par contre, l'action dissolvante de l'économie monétaire sur des communautés primitives déjà confrontées avec le mode de production capitaliste, devient la principale force pour recruter un prolétariat indigène dans les colonies. L'introduction d'une capitation — impôt individuel en argent — dans des régions primitives qui vivent encore dans des conditions d'économie naturelle, a déraciné en Afrique et ailleurs des millions d'indigènes de leurs centres coutumiers et les a obligés à vendre leur force de travail — seule ressource qu'ils possèdent — pour obtenir de l'argent. Lorsque la vente de la force de travail ne s'imposait pas pour obtenir des moyens de subsistance, l'État capitaliste a eu recours à cette forme moderne de contrainte pour pourvoir en prolétaires les bourgeoisies qui se constituent dans les colonies. Car capitalisme et bourgeoisie ne se conçoivent pas sans prolétariat. Selon Alexander Hamilton, la liberté, c'est la liberté d'acquérir des richesses (127). *Mais cette liberté ne peut être affirmée pour une petite partie de la société qu'à condition d'être niée pour l'autre partie, pourtant majoritaire.*

(*) Voir chapitre IX, § : « Propriété foncière et mode de production capitaliste. »

CHAPITRE V

LES CONTRADICTIONS DU CAPITALISME

Le capital assoiffé de plus-value.

Le propriétaire d'esclaves leur distribuait de la nourriture et s'appropriait en échange tout le produit de leur travail. Le seigneur féodal s'appropriait les produits du travail gratuit que ses serfs étaient obligés de fournir sous forme de corvée. Le capitaliste achète la force de travail de l'ouvrier pour un salaire inférieur à la valeur nouvelle produite par cet ouvrier. Sous ces formes différentes, les classes possédantes s'approprient toujours le surproduit social, le produit du sur-travail des producteurs.

Le contrat passé en 1634 à Liège entre Antoine de Jelly, maître-tisserand, et Nicolas Cornélis, affirme crûment que celui-ci gagnera « le mitan (la moitié) de ce qu'il travaillera, l'autre mitan restant au profit de maître (*) ».

L'ouvrier salarié crée une valeur nouvelle au fur et à mesure qu'il emploie sa force de travail pour produire des marchandises dans l'usine de son patron. A un certain moment, il aura produit une valeur nouvelle exactement équivalente à ce qu'il touche comme salaire. S'il s'arrête de travailler à ce moment-là, il n'aura produit aucune plus-

(*) Les apologistes de l'esclavage n'ont pas manqué de souligner l'analogie entre cette aliénation quotidienne, hebdomadaire, mensuelle, de la force de travail, et l'aliénation à vie que constitue l'esclavage : « Il ne répugne pas essentiellement à la justice et à la raison qu'un homme abandonne à un autre, même pour toute son existence, le travail que tous les jours l'ouvrier engage à son patron, à son maître, pourvu que les droits inaliénables (!) de l'homme soient sauvegardés », écrit en 1742 le capitaine hollandais Élixa Joannes (1).

value. Mais le patron ne l'entend pas ainsi. Il ne veut pas faire de la bienfaisance; il veut faire des affaires. Il n'achète pas la force de travail pour lui assurer sa subsistance; il l'achète comme il achète toute autre marchandise, pour en réaliser la valeur d'usage (2). Et la valeur d'usage de la force de travail, du point de vue du capitaliste, c'est précisément sa faculté de créer de la plus-value, de fournir du surtravail, au-delà du travail nécessaire pour produire l'équivalent de son salaire. Pour être embauché par un patron, l'ouvrier devra travailler plus de temps qu'il ne lui en faut pour produire cet équivalent. Ce faisant, il créera une valeur nouvelle, en échange de laquelle il ne touche plus rien. Il crée de la plus-value, qui est la différence entre la valeur créée par la force de travail et la valeur de la force de travail elle-même.

Le but du capitaliste, c'est l'accumulation du capital, la capitalisation de la plus-value. La nature même de la circulation de l'argent implique ce but. Le capital industriel poursuit cette accumulation de façon encore beaucoup plus insatiable que le capital usurier ou marchand. Il produit pour un marché libre et anonyme, *dominé par les lois de la concurrence*. Sur ce marché, il n'est pas seul à offrir ses produits à d'éventuels clients. Sous le régime de la concurrence, chaque industriel cherche à accaparer une part aussi large que possible du marché. Mais pour réussir, il doit baisser les prix. Il n'y a qu'un moyen d'abaisser les prix de vente sans menacer le profit : réduire le prix de revient, la valeur des marchandises, abréger le temps de travail socialement nécessaire pour les produire, produire davantage de marchandises en un même laps de temps.

« Déjà l'année passée, l'agrandissement de l'entreprise qui n'a duré que quelques mois, a permis de maintenir les profits de nos affaires de ciment au niveau attendu, malgré le fait que la concurrence a considérablement déprimé le prix du ciment. Cette expérience nous renforce dans la décision de compenser la chute croissante des prix que nous prévoyons par une augmentation de la masse de nos

produits », proclame fièrement le rapport annuel d'une cimenterie allemande, au XIX^e siècle.

Pour accroître ainsi la production, il faut développer l'outillage, rationaliser le processus de production, améliorer la division du travail à l'intérieur de l'entreprise. Tout cela exige l'augmentation du capital. Mais l'augmentation du capital ne peut provenir en dernière analyse que de l'augmentation de la plus-value capitalisée. Sous le fouet de la concurrence, le mode de production capitaliste devient ainsi le premier mode de production dans l'histoire de l'humanité dont le but essentiel apparaît être *l'augmentation illimitée de la production*, l'accumulation constante du capital, par la capitalisation de la plus-value produite au cours même de la production.

La soif de plus-value du capitaliste, ce n'est pas la soif de valeurs d'usage et de luxe des anciennes classes possédantes; seule une fraction restreinte de la plus-value est improductivement consommée pour assurer l'existence du capitaliste. C'est une soif de plus-value à capitaliser, une soif d'accumuler du capital :

« Tout ce système d'appétits et de valeurs, avec sa déification d'une vie qui consiste à accaparer pour amasser, et à amasser pour pouvoir mieux accaparer (3). »

Il n'y a dans cette soif rien d'irrationnel ni de mystique. Les anciennes classes possédantes, qui s'approprièrent le surproduit social essentiellement sous forme de valeurs d'usage, étaient assurées de cette appropriation aussi longtemps que subsistait l'édifice social qui avait pour base cette forme particulière d'exploitation. Elles ne pouvaient être touchées que par des cataclysmes naturels, des guerres ou des révolutions sociales, cataclysmes contre lesquels elles essayaient de se prémunir par la constitution de grandes réserves. La forme prédominante sous laquelle le capital apparaît d'abord dans l'histoire — capital usurier et marchand — se caractérise par la même recherche de *stabilité et de sécurité*. Il est significatif que les achats de rentes effectués par les bourgeois du Moyen Age soient stipulés de façon à assurer des revenus stables, quelles que

soient les fluctuations de la monnaie ou des prix (4). Le type classique du bourgeois à l'époque historique de l'accumulation primitive du capital-argent, l'avare, est hanté par la même soif de sécurité. Ce n'est pas pour le *rendement* de son capital qu'il ressent des craintes, mais pour son *existence*.

Il en va autrement du capitaliste proprement dit, de l'entrepreneur capitaliste. Faisant des affaires pour un marché anonyme, inconnu, non délimité, le risque et l'incertitude dominant ses entreprises. Aujourd'hui, une affaire a réussi; demain une deuxième entreprise peut échouer. Ce n'est pas seulement le fait de la concurrence mais le fait même de la production *libre de tout règlement social global* (*), qui imprime à l'entreprise capitaliste ce caractère d'incertitude et qui oblige le capitaliste à rechercher le maximum de profit dans chaque affaire particulière, devant le danger permanent qui menace l'ensemble de ses entreprises.

Le propriétaire foncier, le petit producteur marchand, l'acheteur de rentes foncières, trouvent dans la certitude de leurs revenus une raison suffisante de maintenir leurs entreprises dans des *limites* données. L'incertitude du profit capitaliste implique par contre la nécessité d'une *expansion* constante des affaires, expansion qui dépend à son tour d'une accumulation maximum du capital, d'une réalisation maximum de profits. Ainsi se précise l'image du capitaliste, de l'ancêtre médiéval duquel Georges Espinas a tracé ce portrait magistral :

« Réaliser le maximum de gains en payant le minimum de salaires; faire rendre le plus possible aux fabricants (producteurs) en les payant le moins qu'il peut, ou même en les volant le plus possible encore; attirer à lui, aspirer, sucer en quelque sorte tout ce qu'il peut prendre de l'ar-

(*) Pareil règlement est pour tout l'artisanat précapitaliste, et même pour les débuts du *Verlagsystem* (travail à commande) dans plusieurs pays. En Carinthie et en Syrie, au milieu du xv^e siècle, « le duc Frédéric III règle de nouveau la voie à suivre pour le fer, il fixe les prix et les impôts, il limite le nombre de forges et la quantité de fer dont chaque marchand peut disposer, et règle les contrats (les *Verläge*) (5) »

gent qui devrait légitimement revenir aux petits patrons (producteurs) par le travail qu'il peut seul leur procurer et qu'ils exécutent pour lui seul encore, tel est évidemment le but incessant des efforts de l'entrepreneur « capitaliste » à son plus grand profit, encore comme au détriment le plus extrême des gens qu'il emploie : telle une araignée au centre de sa toile. Pour exercer ce système « suant », tous les moyens lui sont bons et toutes les circonstances lui sont favorables; il sait tirer parti de tout; il trompe sur la matière, il rompt les marchés et vole sur les salaires; les affaires, c'est l'argent des autres (6). »

La prolongation de la journée de travail.

Soit de plus-value, c'est soit de surtravail, de travail non payé, au-delà du travail qui produit la contre-valeur des moyens de subsistance. Pour obtenir davantage de surtravail, les capitalistes peuvent tout d'abord prolonger la journée de travail au maximum, sans augmenter le salaire quotidien. Si l'on présume que l'ouvrier produit en 5 heures l'équivalent de son salaire, la prolongation de la journée de travail de 10 à 12 heures sans augmentation de salaire accroîtra le surtravail de 5 à 7 heures par jour, soit de 40 %. Cette forme d'augmentation de la plus-value est appelée *augmentation de la plus-value absolue*.

Dans toute société où l'appropriation de valeurs d'usage reste le but fondamental de la production, aussi bien pour les producteurs que pour les exploités, l'extension constante de la journée de travail apparaîtrait comme une entreprise absurde. La limitation des besoins et des marchés impose une limite non moins étroite à la production. Aussi longtemps que l'esclavage antique était un esclavage patriarcal, dans des domaines qui se suffisaient à eux-mêmes, le sort des esclaves était fort supportable, et au fond peu différent de celui des parents pauvres de la famille domaniale. Ce n'est que quand l'esclavage antique devint la base d'une production pour le marché que le traitement barbare d'esclaves se généralisa (7).

Au Moyen Age, la législation communale limitait strictement le temps de travail des artisans. On y retrouve en général, outre l'interdiction du travail de nuit, l'arrêt du travail à l'occasion de nombreuses fêtes religieuses (jours des saints) et à des époques fixes de l'année. Partant de l'étude du droit urbain de la petite ville de Guines, en Artois, Georges Espinas évalue le nombre de jours ouvrables au Moyen Age à 240 par an (8). Dans les mines bava- roises il y avait au xvi^e siècle de 89 à 190 jours fériés par an (9). Hue arrive à la conclusion que, compte tenu des nombreux jours fériés, la moyenne de la semaine de tra- vail dans les mines était de 36 heures au xv^e siècle (10).

Mais dès que naît l'entreprise capitaliste, un effort inces- sant se dessine pour prolonger la journée de travail. Dès le xiv^e siècle apparaît une législation qui vise à interdire en Grande-Bretagne des journées de travail trop courtes. La littérature britannique du xvii^e au xviii^e siècle est remplie de plaintes concernant l'« oisiveté » des ouvriers qui, « s'ils gagnent en 4 jours de quoi manger pendant toute la semaine, ne vont plus au travail les 3 jours suivants ». Tous les grands esprits bourgeois participent à cette cam- pagne : le Hollandais Jean De Witt, ami de Spinoza; Wil- liam Petty, le père de l'économie politique anglaise clas- sique; Colbert qui parle du « peuple fainéant », etc. Sombart remplit sept pages de citations analogues de l'époque (11).

Quand le mode de production capitaliste traverse les océans et pénètre sur de nouveaux continents, il com- mence à se heurter à la même résistance naturelle des tra- vailleurs contre la prolongation de la journée de travail. Aux xvii^e et xviii^e siècles, la presse des vertueux colons puritains en Amérique du Nord résonne de plaintes contre « la cherté du travail... contraire à la raison et à l'équité ». « Ce sont les pauvres qui font les riches », affirme ingénu- ment le *New York Weekly Journal*. En 1769, la *Maryland Gazette* se plaint que « le salaire d'un jour permet aux ouvriers trois jours d'intempérance (12). »

« Les attaques contre le luxe, l'orgueil, la paresse des

salariés anglais au XVII^e siècle et au XVIII^e siècle, sont en fait presque exactement identiques à celles qu'on dirige aujourd'hui contre les indigènes d'Afrique (13). »

Alfred Bonné note l'étonnement des observateurs occidentaux à la vue d'Arabes misérables qui préfèrent gagner 1 £ par an comme pâtres, plutôt que de gagner 6 £ par mois comme prolétaires d'usine (14). Audrey I. Richards constate la même répulsion chez les Noirs de Rhodésie :

« On demande à des hommes, habitués à travailler de 3 à 4 heures par jour dans leurs réserves tribales, de fournir de 8 à 10 heures sous la surveillance des Blancs, sur de grandes plantations ou dans de grandes entreprises industrielles (15). »

Il suffisait cependant de profiter de l'immense masse de main-d'œuvre déracinée et sans travail, produite par les bouleversements sociaux et économiques du xv^e au XVIII^e siècle, pour exercer une pression sur les salaires qui faisait tomber ceux-ci en dessous du minimum vital. De cette façon, la bourgeoisie pouvait marcher de triomphe en triomphe dans cette « lutte contre l'oisiveté du peuple ».

Dès le XVIII^e siècle, nous trouvons en Angleterre une journée de travail normale de 13 à 14 heures (16). Dans les filatures de coton anglaises, la semaine de travail est de 75 à 80 heures en 1747; de 72 heures en 1797; de 74 heures à 80 heures en 1804 (17). Et comme les salaires sont tombés si bas que chaque jour chômé est un jour de faim, Napoléon apparaît plus généreux que son ministre Portalis lorsqu'il repoussa la proposition de celui-ci d'interdire le travail le dimanche. « Comme le peuple mange tous les jours, il doit lui être permis (!) de travailler tous les jours (18). »

L'accroissement de la productivité et de l'intensité du travail.

Mais la plus-value absolue ne peut être accrue de façon illimitée. Sa limite naturelle, c'est d'abord la capacité de résistance physique des travailleurs. Le capital a intérêt à

exploiter, mais non à détruire la force de travail qui représente sa source constante de surtravail potentiel. Au-delà d'une limite physique déterminée, le rendement de l'ouvrier tombe rapidement vers zéro.

D'autre part, l'organisation de la résistance ouvrière par les syndicats provoque dès le milieu du XIX^e siècle une première réglementation de la journée de travail dans le sens de l'établissement d'une durée maximum. La limite légale de la journée de travail est fixée d'abord à 12, ensuite à 10 et enfin à 8 heures au XX^e siècle, pour revenir dans plusieurs pays à 40 heures par semaine, non sans que la bourgeoisie crie chaque fois à la ruine (*).

Le capital se rabat alors de plus en plus sur une deuxième forme d'augmentation de la plus-value. Au lieu de prolonger la journée de travail, il cherche à réduire le temps de travail nécessaire pour produire l'équivalent du salaire ouvrier. Supposons qu'avec une journée de travail de 10 heures, 4 heures soient nécessaires pour créer la contre-valeur du salaire. Si l'on réussit à réduire ce travail nécessaire de 4 à 2 heures, le surtravail s'étend de 6 à 8 heures, et on obtient exactement le même résultat que si l'on avait étendu la journée de travail de 10 à 12 heures. C'est ce qu'on appelle *l'augmentation de la plus-value relative*.

L'augmentation de la plus-value relative résulte essentiellement de *l'accroissement de la productivité du travail* grâce à l'emploi de nouvelles machines, de méthodes de travail plus rationnelles, d'une division de travail plus poussée, d'une meilleure organisation du travail, etc. (**). Le capitalisme industriel a davantage bouleversé la vie économique que tous les modes de production du passé

(*) Il faut rapprocher ces cris de la fameuse exclamation de l'économiste Senior : « La suppression de la dernière heure du travail, c'est la suppression du profit. »

(**) La plus-value est la différence entre le produit de la force de travail et les frais d'entretien de cette même force de travail. En rassemblant les travailleurs dans des usines, en y introduisant une division et une coopération de travail de plus en plus poussée, le Capital accroît leur productivité (leur production) même sans toucher aux instruments de travail, et s'approprie le produit accru.

pris dans leur ensemble. La chute des prix de produits de consommation courante s'exprime nettement dans ces chiffres :

En 1779 une quantité déterminée de fils de coton n° 40 coûte 16 sh.

En 1784 elle ne coûte plus que 10 sh. 11 d.

En 1799 elle ne coûte plus que 7 sh. 6 d.

En 1812 elle ne coûte plus que 2 sh. 6 d.

En 1830 elle ne coûte plus que 1 sh. 2,5 d. (19).

Non moins éloquent est le tableau suivant qui se rapporte à une période légèrement ultérieure aux États-Unis, où les triomphes du machinisme se produisent avec un certain retard sur la Grande-Bretagne :

Temps de travail nécessaire pour fabriquer divers objets
(en milliers de minutes).

	<i>Travail manuel</i>		<i>Travail de machine</i>	
	—		—	
100 paires souliers masc.	1859	86.2	1895	9.2
100 paires souliers dame	1859	61.5	1895	4.8
100 douz. cols	1855	81.0	1895	11.5
12 douz. chemises	1853	86.3	1894	11.3
100 douz. boîtes maïs .	1865	6.5	1894	2.7
25 000 livres de savon.	1839	25.9	1897	1.3
12 tables	1860	33.8	1894	5.0
50 portes	1857	83.1	1895	30.6
100 000 enveloppes . . .	1855	26.1	1896	1.9
transport 100 t charbon	1859	7.2	1896	0.6 (20)

En réduisant considérablement la valeur de tous les objets de première nécessité, le capital réduit la fraction de la journée de travail de l'ouvrier pendant laquelle celui-ci produit l'équivalent de son salaire. Ajoutons-y la substitution de produits bon marché à des produits plus chers comme biens de consommation des classes travailleuses — notamment la substitution de la pomme de terre au pain — ainsi qu'une détérioration générale de la nourriture, du logement et de l'habillement ouvriers, qui facilitent cet accroissement de la plus-value relative.

L'accroissement de la plus-value absolue peut également résulter d'une *intensification du travail*, qui revient au fond à la même chose qu'une prolongation de la journée de travail. On oblige l'ouvrier à dépenser en 10 heures de travail le même effort productif qu'il effectuait antérieurement en 13 ou 14 heures. Cette intensification peut résulter de différents procédés : accélération du rythme du travail; accélération de la marche des machines; augmentation du nombre des machines à surveiller (par exemple du nombre de métiers à surveiller dans les ateliers de textile), etc.

C'est particulièrement dans la phase la plus récente du développement capitaliste, caractérisée par une « organisation scientifique du travail » (systèmes Taylor et Bedeaux; travail aux pièces et au rendement; chronométrage, etc.) que l'intensification du travail a énormément accru la plus-value absolue obtenue par le capital. Georges Friedmann dresse un tableau saisissant de deux méthodes utilisées à cette fin par deux grandes sociétés d'automobiles françaises, Berliet à Lyon et Citroën à Paris :

« Pourquoi Berliet passe-t-il, malgré la spacieuse beauté de ses halls, pour être un bagne? Parce qu'on y applique une forme sommaire de la rationalisation taylorienne, où le temps d'un démonstrateur, d'un « as », sert de critère imposé à la masse des opérateurs. C'est lui qui fixe, chronomètre en main, la production « normale » d'un opérateur. Il semble, près de chacun, compter loyalement le temps nécessaire à l'usinage d'une pièce. En fait, si les gestes de l'ouvrier lui paraissent trop peu rapides ou corrects, il fait une leçon de choses et sa performance fixera la norme exigée pour le salaire de base... Ajoutez à cette surveillance technique celle, disciplinaire, de gardiens en casquette, toujours en tournée dans l'usine et qui vont jusqu'à pousser la porte des cabinets pour s'assurer que les hommes accroupis ne sont pas en train de fumer, même dans des ateliers où le risque d'incendie est nul.

» Chez Citroën, les procédés sont plus subtils. Les équipes sont rivales, les compagnons se disputent l'aide des

ponts roulants, des machines à percer, des meules pneumatiques, du petit outillage. Mais les chefs en blouse blanche, pour maintenir la cadence, se font insistants, pressants, cordiaux. On dirait qu'en gagnant du temps, l'homme va leur rendre un service personnel. N'empêche qu'ils sont là; sans cesse sur le dos du chef d'équipe, qui est sur le vôtre; on atteint une rapidité inouïe des gestes comme dans les images emballées de certains films (21). »

Le capital à tel point assoiffé de chaque minute, de chaque geste de l'ouvrier, pendant tout le temps de travail qui « lui appartient », n'est-ce pas la meilleure illustration du fait que le profit, la plus-value capitaliste, ne sont que du surtravail non payé de l'ouvrier?

Nous trouvons d'ailleurs une confirmation frappante de cette soif de surtravail dans le fait que *General Motors* paie ses ouvriers aux États-Unis non à l'heure mais à la fraction de dix minutes (!) de travail effectivement fourni (22).

Daniel Bell résume de manière admirable la révolution radicale que le capitalisme industriel opéra dans la notion du temps :

« Deux modes de temps ont été dominants : le temps en tant que fonction de l'espace; et le temps en tant que durée. Le temps comme fonction de l'espace suit le rythme du mouvement de la terre : une année, c'est l'ellipse courbée autour du soleil; une journée, la révolution de la terre autour de son axe. L'horloge elle-même est ronde; et l'heure s'y présente comme le mouvement d'une droite sur 360° dans l'espace. Mais comme le savent les philosophes, les romanciers — et les simples gens — le temps est aussi ingénu. Voici les formes psychologiques qui résument les différentes perceptions : les moments d'ennui et les moments vivaces; les moments de mélancolie et les moments de bonheur; l'agonie du temps qui ne s'arrête pas et du temps qui s'écoule trop vite, du temps dont on se rappelle et du temps sur lequel on anticipe — en bref, le temps non pas en tant que fonction chronologique de l'espace mais le temps senti comme fonction d'une expérience.

» Le rationalisme utilitaire [euphémisme pour le capitalisme industriel] ne connaît pas grand-chose du temps en tant que durée. Pour lui et pour la vie industrielle moderne, le temps et l'effort ne sont reliés qu'au rythme régulier, « métronomique », comparable à celui de l'horloge. L'usine moderne est fondamentalement un endroit où règne l'ordre dans lequel le stimulant et la réaction, les rythmes du travail, proviennent d'un sentiment du temps et de l'espace *mécaniquement imposé*.

» Il n'est pas étrange, dès lors, qu'Aldous Huxley peut affirmer : « Aujourd'hui, chaque bureau efficient, chaque usine moderne, est une *prison modèle* au sein de laquelle l'ouvrier souffre... du fait qu'il est conscient d'être à l'intérieur d'un mécanisme (23) » (nous soulignons).

Dans *le Travail en Miettes*, Georges Friedmann donne l'exemple d'une usine britannique dans laquelle de nombreuses opérations sont réduites à la durée de moins d'une minutes (*) (25). A l'usine de *River Rouge* de Ford, la chaîne laisse moins de 2 minutes à la plupart des travailleurs pour effectuer leur opération (26). Des techniciens commencent à douter de l'efficacité de cet « emballage » (27).

L'image d'une usine moderne que G. Friedmann et D. Bell viennent d'évoquer précise d'autre part la *structure hiérarchique* de l'organisation du travail. Aussi longtemps que le producteur est lui-même propriétaire des moyens de production, la question d'une « police d'atelier » ne se pose pas. Il est de son propre intérêt d'observer une stricte économie de matières premières. Lorsque l'industrie à domicile ou le *Verlagsystem* se généralisent, se multiplient aussi des plaintes des entrepreneurs, d'après lesquels les producteurs détériorent, gaspillent ou volent les matières premières qu'on leur confie. C'est une des raisons majeures de la création des manufactures, dans lesquelles

(*) « Dans l'étude des temps, le travail est divisé en éléments de l'ordre de la seconde ou du 1/5 de seconde, tandis que dans l'étude des mouvements on va jusqu'à 1/100 ou 1/200 de seconde (24). »

ces travailleurs évoluent sous la surveillance constante de l'entrepreneur.

Celui-ci, de simple propriétaire d'argent et chef d'une entreprise qui a pour but de faire fructifier ce capital, devient à la fois l'organisateur d'un processus de production technique précis, et le *commandant d'une masse de salariés* à surveiller. Il ne commande plus seulement à des capitaux, mais encore à des machines et à des hommes.

Pour le faire efficacement, il est obligé d'affiner l'organisation du travail, d'introduire des échelons intermédiaires, de grouper des équipes sous des chefs, d'utiliser des contremaîtres et des chefs d'atelier, des techniciens et des ingénieurs. A côté de la division du travail purement technique à l'entreprise, se développe et se perfectionne une *division du travail sociale, hiérarchique, entre des commandants et des commandés* (*).

Main-d'œuvre humaine et machinisme.

C'est dans l'emploi du machinisme que le capital industriel trouva sa raison d'être et la source essentielle d'augmentation de la plus-value. Le capitalisme n'introduit pas de nouvelles machines afin d'accroître la productivité du travail humain; ce n'est là qu'un résultat accessoire des buts qu'il poursuit. Le capitaliste introduit ces machines pour réduire ses prix de revient, afin de vendre moins cher et de battre ses concurrents. Et il n'est possible de réduire les prix de revient à l'aide de machines que si les prix des machines sont eux-mêmes *inférieurs* aux salaires des ouvriers que la machine remplace. Le terme courant utilisé en anglais — « labour-saving machines » (machines à épargner du travail) — n'indique qu'imparfaitement la fonction du machinisme dans le mode de production capitaliste. Pour être achetée par une entreprise capitaliste,

(*) Lire le saisissant parallèle que le professeur P. Sargent Florence a tracé entre la hiérarchie de l'Église, la pyramide des rangs militaires et l'organisation des usines modernes (28). Vance Packard l'a plus tard repris (29).

une machine doit à la fois économiser du travail humain et rapporter du profit; elle doit être « labour-saving » et « profit increasing ». Lorsque la machine coûte exactement autant que l'économie en salaires qu'elle peut réaliser, elle ne sera sans doute pas achetée malgré le fait que, même dans ce cas, elle peut représenter une importante économie en [temps de] travail, du point de vue de la société dans son ensemble. C'est là une différence capitale entre la dynamique d'une industrie capitaliste et la dynamique d'une industrie planifiée et socialisée.

L'industrie des cigarettes est née aux États-Unis vers les années 60 du XIX^e siècle. Au début, tout le travail était du travail manuel; un ouvrier qualifié ne pouvait rouler que 3 000 cigarettes par journée de travail de 10 heures. En 1876, les frais de salaires étaient de 96,4 cents pour 1 000 cigarettes d'une marque déterminée. Une firme offrit alors une prime de 75 000 dollars pour l'invention d'une machine à fabriquer des cigarettes. Bonsack présenta en 1881 une machine rationnelle qui produisait de 200 à 220 cigarettes par minute et réduisait les frais de salaires de 96,4 à 2 cents (!) par 1 000 cigarettes. Une seule de ces machines aurait pu produire toutes les cigarettes fabriquées à la main aux États-Unis en 1875 (30).

Une machine qui économise des salaires refoule les productions hors de la production. Le machinisme provoque un chômage ouvrier et il le provoque si directement, que ses victimes ont cherché d'abord à détruire ces machines qui les condamnaient à la misère (mouvement des Lud-dites en Grande-Bretagne; mouvement analogue en France, 1816-1825) (*). Entre 1840 et 1843, par suite de la concurrence de l'industrie lainière mécanique, le nombre des fileuses flamandes à domicile tomba de 221 000 à 167 000(32). En 1824-1825, l'introduction des métiers à

(*) Durant les siècles qui précédaient la révolution industrielle, les pouvoirs publics s'approprièrent souvent des machines qui condamnaient la main-d'œuvre au chômage. Ainsi une machine pour tricoter des bas fut interdite d'abord en Grande-Bretagne, puis en France au XVII^e siècle. En 1623, on interdit une machine pour fabriquer des aiguilles, et vers 1635 un moulin à vent pour scier du bois en Angleterre (31).

tisser mécaniques provoqua un chômage considérable en Angleterre et les salaires furent réduits de 50 % (33).

Pour résister à la concurrence de la grande machine, les ouvriers manuels doivent accepter de fortes réductions de salaires. Les salaires hebdomadaires des tisserands à main de Bolton en Grande-Bretagne passent de :

25 shillings en 1800	à 9 sh. en 1820
à 19 shillings 6 d. en 1810	et à 5 sh. 6 d. en 1830 (34).

Le chômage d'une masse d'ouvriers qui ne trouvent pas d'emploi en raison de la concurrence des machines, devient une institution permanente du mode de production capitaliste (*). C'est l'*armée de réserve industrielle*, grâce à laquelle les salariés sont obligés d'accepter comme salaire les simples frais de reproduction de leur force de travail. Dans la première phase du capitalisme industriel, quel que soit le pays dans lequel s'établit le mode de production capitaliste, la destruction de l'artisanat par la grande industrie provoque un problème angoissant de chômage. Plus tard, d'autres phénomènes décrits plus loin déterminent l'ampleur et les fluctuations de ce chômage.

Le machinisme industriel ne transforme pas seulement une partie des producteurs en chômeurs misérables. Il dévalue également le travail manuel en général, transforme de nombreux ouvriers qualifiés en ouvriers non qualifiés ou semi-qualifiés. A l'époque de l'artisanat corporatif, ou de l'industrie à domicile, chaque producteur était en principe un producteur qualifié, possédant à fond son métier. Les « valets » non qualifiés constituaient une masse flottante sans grande importance numérique ou économique.

(*) Aujourd'hui encore, l'économie politique officielle défend fort candidement le même avis. L'absence de tout chômage permettrait aux ouvriers de faire hausser « excessivement » les salaires et provoquerait l'inflation. Voir *the Economist* du 20 août 1955, et *l'Écho de la Bourse* du 15 décembre 1959, qui cite les paroles que voici, attribuées à l'ancien président Truman : « C'est au contraire une bonne chose pour l'hygiène économique qu'il y ait toujours un volant de main-d'œuvre à la recherche d'un emploi. »

La qualification professionnelle des producteurs était la condition principale du succès de toute entreprise productrice.

Mais la division du travail réalisée à l'intérieur de la manufacture, puis la généralisation du machinisme et finalement les progrès de la semi-automatisation, simplifient et mécanisent à l'extrême le travail des producteurs (35). Leurs opérations qui n'exigent plus guère de qualification sont dorénavant à la portée de tous. Un stage de quelques mois permet à chacun de devenir aujourd'hui un bon travailleur à la chaîne. Aux usines Ford aux U. S. A., 75 à 80 % du personnel des ateliers de production peuvent être mis au courant en moins de deux semaines; dans une des usines du trust Western Electric, le pourcentage des ouvriers qualifiés est tombé à 10 % de la main-d'œuvre (36).

La formation soudaine de grandes masses de producteurs non qualifiés a provoqués, à l'aube du capitalisme industriel, l'apparition d'une masse de *travailleurs migrants*, tels les *navvies* en Grande-Bretagne qui creusaient les canaux et construisaient les chemins de fer (37). L'industrie capitaliste, née au milieu de vastes migrations humaines à l'intérieur des nations modernes, produit à son tour de telles migrations à l'échelle nationale et internationale : émigrations massives d'Européens vers l'Amérique du Nord et du Sud, l'Australie, l'Afrique du Sud, etc.; émigrations hindoues vers les pays riverains de l'océan Indien; de Japonais et de Chinois vers les pays riverains du Pacifique, etc.

Formes et évolution des salaires.

Dans le mode de production capitaliste, la force de travail est devenue une marchandise (*). Comme celle de

(*) Est-il nécessaire d'ajouter, à l'intention d'adversaires ignorants ou de mauvaise foi, qu'il est absurde de dire que les marxistes dégradent la force de travail au niveau d'une marchandise? Ils ne font que constater que le capitalisme a effectué cette dégradation. Le terme de « *Bourse de travail* » le démontre à suffisance...

toute autre marchandise, la valeur de cette force de travail est déterminée par la quantité de travail socialement nécessaire pour la produire. La valeur de la force de travail, ce sont donc les frais de reconstitution de cette force de travail *dans un cadre social déterminé* (alimentation, habillement, logement, etc.). Parce que l'ouvrier ne peut vendre que sa force de travail pour acheter sa subsistance et celle de sa famille, et du fait de la présence de l'armée de réserve industrielle, les salaires oscillent autour d'un *minimum vital* (notion que nous préciserons plus loin), lequel maintient l'ouvrier dans la condition de prolétaire :

« Les travailleurs ne doivent pas posséder de moyen économique d'améliorer leur situation. L'organisation industrielle est telle que pour obtenir leur indépendance, l'argent leur serait indispensable. Comment se le procureraient-ils?... Quant aux salaires que paie le drapier aux petits fabricants, ils sont évidemment fixés et distribués en vue de permettre simplement à ceux qui les reçoivent de subvenir à leur existence, afin de pouvoir continuer à travailler dans l'exploitation de celui qui les paie et les fait vivre pour son profit personnel et exclusif, mais non de s'enrichir de façon à se libérer peu à peu de leurs anciens maîtres, à les égaler et à arriver finalement à entrer en concurrence avec eux (38). »

Cette analyse du salaire que touchent les petits artisans médiévaux, travaillant à façon pour les maîtres-marchands s'applique au salaire tel qu'il est apparu dans toutes les civilisations. Celui-ci connaît une stabilité extraordinaire à travers les âges. Examinant les salaires d'ouvriers agricoles à Eschnouna, en Mésopotamie, au début du 2^e millénaire avant J.-C., Jacques Lacour-Gayet arrive à la conclusion que, « évalués en blé, [ils] supportent fort bien la comparaison avec les nôtres. C'est à peu près au même poids de blé qu'équivaut le salaire d'un moissonneur de nos jours (39) ».

Pour la Grèce antique, Fr. Heichelheim a calculé le minimum vital d'un ouvrier à Delos à l'époque d'Alexandre le Grand. Il se compose du *sitos* (nourriture de base,

pain), de l'*opsonion* (entremets), de vêtements et de quelques petits suppléments. Au cours de bonnes années, le salaire dépasse légèrement ce minimum; au cours des mauvaises années, les dépenses supplémentaires et mêmes l'*opsonion* sont pratiquement éliminés (40).

Cette situation caractéristique de la Grèce antique contient déjà en puissance les éléments de la fluctuation des salaires qu'on retrouve de pays en pays et d'époque en époque, compte tenu des différences de coutumes, de mœurs, de traditions et avant tout *des rapports de force entre vendeurs et acheteurs de la force de travail*. A certains moments, l'*opsonion* et les suppléments peuvent être assez larges et variés. A d'autres, ils peuvent presque complètement disparaître. Les deux éléments, l'élément historique et l'élément physique (« minimum absolu »), font cependant partie intégrante du salaire.

L'évolution des salaires réels dans le mode de production capitaliste répond à une série de lois précises et complexes. Contrairement à ce que supposa Malthus, dont les conceptions forment la base de la théorie des salaires de Ricardo et de Lassalle (« loi d'airain des salaires »), il n'y a pas de *loi démographique* qui gouverne les fluctuations de l'offre et de la demande de main-d'œuvre (« le marché du travail »). Ce sont au contraire *les lois de l'accumulation du capital* qui déterminent en dernière analyse ces fluctuations.

Ce phénomène est le plus facile à saisir dans les *fluctuations à court terme* pendant le cycle de production capitaliste (*), qui conduit l'industrie de la stagnation et du marasme à travers la reprise économique et la haute conjoncture vers le « boom » et la crise. Au début du cycle, la masse de chômeurs, qui est disponible sur le « marché du travail » par suite de la crise précédente, dépasse la demande de main-d'œuvre déterminée par la reprise économique. Les salaires resteront donc stables à un niveau relativement bas (c'est d'ailleurs la contradiction entre ces salaires stables et une première poussée des prix de vente qui

(*) Voir chapitre XI, consacré à ce problème.

permet d'accroître la marge bénéficiaire. Le taux de profit augmente, ce qui encourage la reprise). Par contre, au sommet du boom, si le plein emploi est effectivement réalisé — ce qui n'est nullement fatal. Nous y reviendrons —, les demandes d'emploi sont largement inférieures aux offres, les ouvriers peuvent exercer une pression sur les salaires dans le sens de la hausse, et la réduction du taux de profit qui en résulte est une des causes de l'éclatement de la crise.

Nous retrouvons ces mêmes lois dans les *fluctuations à long terme*. Lorsque l'accumulation du capital s'effectue à un rythme plus lent que l'accroissement des demandes d'emploi qu'elle a elle-même provoqué, les salaires réels resteront stables ou auront même tendance à baisser. Nous pouvons dire que dans ces conditions, l'accumulation du capital détruit davantage d'emplois (artisans, agricoles, dans l'industrie à domicile, dans les entreprises victimes de la concurrence) qu'elle n'en crée. L'armée de réserve industrielle aura dès lors tendance à croître à long terme et le plein emploi sera absent même en période de « boom », empêchant les travailleurs de réaliser à ce moment des augmentations de salaires (conditions qui ont prévalu en Europe jusque vers 1850-1870, et qui prévalent encore aujourd'hui dans la plupart des pays coloniaux et semi-coloniaux) (*). Nous pouvons dire aussi que dans ce cas, l'expansion industrielle s'effectue à un rythme inférieur à celui de l'accroissement de la productivité.

Par contre, lorsque l'accumulation du capital s'effectue à un rythme plus rapide que l'accroissement des demandes d'emploi qu'elle provoque — lorsque l'armée de réserve industrielle cesse de croître, et se résorbe même tendanciellement, par exemple par suite de l'émigration massive et des obstacles à l'immigration — les salaires réels auront tendance à une lente ascension séculaire. C'est également le cas lorsque l'expansion industrielle s'effectue à un rythme plus rapide que l'accroissement de la productivité.

(*) Voir quelques exemples précis au chapitre XIII.

En effet, ce n'est pas le *niveau absolu* du salaire qui importe au capital. Celui-ci préfère, il est vrai, des salaires aussi bas que possible dans ses propres entreprises — mais il désire en même temps des salaires aussi élevés que possible chez ses concurrents ou les employeurs de ses clients! Ce qui lui importe, c'est la possibilité d'extraire plus de surtravail, plus de travail non payé, plus de plus-value, plus de profit de ses travailleurs. L'accroissement de la productivité du travail, qui permet d'accroître la plus value relative, implique la possibilité d'une ascension lente des salaires réels, si l'armée de réserve industrielle est limitée — à condition que l'équivalent de ces salaires réels accrus soit produit dans un laps de temps de plus en plus court, c'est-à-dire que les salaires augmentent moins vite que la productivité.

En fait, historiquement, on peut constater que les salaires réels sont généralement plus élevés dans des pays qui jouissent depuis une certaine période d'un fort accroissement de la productivité du travail, par rapport à des pays où cette productivité stagne depuis longtemps ou ne s'élève que lentement.

Cependant, l'augmentation des salaires réels ne résulte pas *automatiquement* de l'augmentation de la productivité du travail. Celle-ci en crée seulement la *possibilité* dans le cadre du capitalisme (sans menacer le profit). Pour que cette augmentation potentielle devienne réelle, il faut deux conditions liées l'une à l'autre : une évolution favorable des « rapports de force sur le marché du travail » (c'est-à-dire la prédominance des tendances qui réduisent l'armée de réserve industrielle sur les tendances qui la font croître); une organisation effective — avant tout syndicale — des salariés, qui leur permet de supprimer leur concurrence mutuelle et de valoriser ces « conditions favorables du marché ».

Les statistiques et les études historiques ont démontré que toute théorie qui déduit le niveau des salaires réels directement du niveau relatif de la productivité du travail (en faisant abstraction des deux facteurs que nous venons

de mentionner) n'est pas conforme à la réalité. Voici, d'après une étude effectuée par la FIOM (41), la productivité (production annuelle d'acier par travailleur employé) et le salaire moyen (en francs suisses) d'une série d'aciéries en 1957 :

	<i>Production annuelle par ouvrier</i>	<i>Bénéfices annuels par ouvrier</i>	<i>Coût annuel de la main-d'œuvre par ouvrier</i>
	(t)	(F. S.)	(F. S.)
U. S. Steel Corp. .	110	6 800	30 000
Inland Steel Corp.	170	6 800	29 800
Youngstown Sheelt	150	6 100	27 700
<i>Moyenne 8 sociétés américaines</i>	138	6 400	29 500
United Steed Ltd .	96	3 800	10 500
Colvilles Ltd	115	3 500	8 700
<i>Moyenne 8 sociétés britanniques</i>	100	3 400	± 9 500
Yawata Iron & St.	70	2 200	6 000
Nakayama	170	7 000	7 000
Fuji Iron & St. . .	82	3 000	6 500
<i>Moyenne 6 sociétés japonaises</i>	76	3 100	6 000

Les différences sautent aux yeux. La productivité physique des aciéries britanniques est supérieure de 33 % à celle des aciéries japonaises; la productivité financière n'est que de 10 % supérieure. Par contre, la différence en salaires est de plus de 50 %. De même, les aciéries américaines jouissent d'une productivité physique supérieure de 38 % à celle des aciéries britanniques, et d'une productivité financière supérieure de 80 %. Mais les salaires américains sont plus de 3 fois supérieurs aux salaires britanniques. Entre les U. S. A. et le Japon, la différence de productivité est du simple au double, la différence de salaires est du simple au *quintuple*! Et une aciérie japonaise, la Nakayama, connaît une productivité identique à celle des U. S. A. alors qu'elle paie des salaires qui sont le *quart* des salaires américains!

M. Madinier a démontré de façon convaincante, dans un ouvrage récent que la persistance d'une différence de salaire de 20 % entre la province française et Paris s'explique essentiellement par la différence de force syndicale dans ces deux régions.

Il serait cependant erroné de considérer la puissance syndicale comme une variable *indépendante* dans la détermination des salaires. C'est que la possibilité de surmonter la concurrence entre ouvriers n'existe — en dehors de certaines corporations hautement qualifiées qui appliquent pratiquement le *numerus clausus* pour l'apprentissage ou l'accès à la profession — que si l'armée de réserve ne se gonfle plus de manière permanente. Même dans cette éventualité favorable, l'augmentation des salaires se heurte à une barrière *institutionnelle*, qui n'a rien à voir avec une barrière technique ou « économique pure ». Théoriquement, l'augmentation des salaires réels reste possible aussi longtemps que le volume global des salaires est inférieur au produit national net. Elle implique dès lors une *redistribution des revenus et une réallocation des ressources* entre le secteur des biens de consommation et celui des biens de production, deux processus qui peuvent provoquer des frictions mais qui n'en restent pas moins parfaitement possibles sans provoquer une véritable crise ou une véritable inflation. Ils exigent seulement une modification *institutionnelle*, c'est-à-dire la disparition du pouvoir du capital, et notamment de son pouvoir d'arrêter les investissements lorsque le taux de profit tombe trop bas.

Mais dans le régime capitaliste, l'augmentation des salaires se heurte à une barrière bien avant d'arriver à cette limite physique ou économique. Lorsque, à la faveur du plein emploi, les salaires augmentent plus fortement que la productivité, le taux de profit et même le taux de la plus-value baissent. Et ce risque de baisse déclenche rapidement des mécanismes de réadaptation d'une économie basée sur le profit : hausse compensatrice de prix, tendances inflatoires, chute des investissements et réduction de l'emploi d'une part; rationalisation forcenée et rem-

placement des ouvriers par les machines d'autre part. Dans les deux cas, le chômage réapparaît. Dès qu'est atteinte cette « barrière », l'augmentation des salaires réels devient impossible en régime capitaliste. C'est pourquoi les avocats les plus francs du capitalisme affirment que celui-ci ne peut exister dans des conditions de « surem-ploi », c'est-à-dire de plein emploi.

Comment expliquer dans le cadre de la théorie de la valeur-travail, l'augmentation des salaires réels qui apparaît dans les conditions décrites plus haut ?

La valeur de la force de travail ne comporte pas seulement le prix des biens de subsistance nécessaire à sa reconstitution purement physique (et à l'entretien des enfants d'ouvriers, c'est-à-dire à la reproduction de la force du travail). Elle contient également un élément moral et historique, c'est-à-dire le prix des marchandises (et plus tard : de certains services personnels) que les traditions du pays viennent inclure dans le minimum vital (*). Ces besoins dépendent du niveau relatif de la civilisation passée et présente, donc en dernière analyse du niveau moyen de la productivité du travail à moyen ou à long terme. Aussi longtemps que la pression de l'armée de réserve industrielle empêche l'inclusion de ses besoins dans le calcul du « minimum vital », *le salaire, c'est-à-dire le prix de la force du travail tombe en fait en dessous de sa valeur*. Par l'augmentation du salaire réel, le prix de la force de travail ne fait que rattraper cette valeur, qui a tendance à augmenter avec le relèvement moyen du niveau de la civilisation.

Nous constatons donc que *l'accroissement de la productivité du travail a un effet contradictoire sur les salaires*. Dans la mesure où il réduit la valeur des biens de subsistance, il tend à diminuer sinon le salaire absolu, du moins le salaire relatif (la partie de la journée du travail pendant laquelle l'ouvrier produit en valeur l'équivalent de son salaire), il tend à diminuer la valeur de la force de travail.

(*) L'influence du facteur « tradition » dans l'élaboration des salaires est fortement soulignée par Polanyi (42) et Joan Robinson (43).

Dans la mesure où il avilit valeur et prix de nombreux produits de luxe, développe la production en série (souvent aux dépens de la qualité!) et incorpore dans le minimum vital une série de marchandises nouvelles (*), il tend au contraire à augmenter la valeur de la force de travail.

L'accumulation du capital a, elle aussi, un effet contradictoire sur le volume de l'emploi et sur la tendance des salaires. Dans la mesure où la machine se substitue à l'homme, l'armée de réserve s'accroît. Mais dans la mesure où la plus-value est accumulée, que le capital élargit sa sphère d'opération, qu'on voit constamment surgir de nouvelles entreprises et s'agrandir les usines existantes, l'armée de réserve se réduit et le capital part à la recherche d'une nouvelle main-d'œuvre à exploiter (**).

Tenant compte de l'ensemble de ces facteurs, on peut expliquer les grandes tendances d'évolution des salaires depuis l'origine du capitalisme. Il faut distinguer deux grandes époques en ce qui concerne les pays d'Europe occidentale : l'époque allant du xvi^e siècle au milieu du xix^e siècle, pendant laquelle les salaires se réduisent de plus en plus au simple *sitos*; puis celle allant du milieu du xix^e siècle à nos jours, pendant laquelle les salaires se relèvent d'abord, puis se stabilisent (ou s'abaissent) pour se relever à nouveau. L'*opsinion* et les suppléments augmentent en quantité et se différencient énormément, mais se détériorent quelquefois en qualité, ce qui s'applique d'ailleurs également au *sitos*.

L'époque de l'accumulation primitive du capital indus-

(*) « Il y a deux siècles, pas une personne sur mille ne portait des bas; un siècle plus tard, pas une personne sur 500. Mais aujourd'hui, il n'y a pas une personne sur mille qui n'en porte pas », proclama triomphalement en 1831 le pamphlet « *The Results of Machinery* », publié par la *Society for the Diffusion of Useful Knowledge* (44).

(**) Dans un pays déjà hautement industrialisé, une brusque demande massive de main-d'œuvre ne peut plus être satisfaite que par l'incorporation de millions de ménagères, de jeunes et de pensionnés dans le prolétariat, lorsque le plein emploi est réalisé. C'est ce qui s'est produit au cours de la Deuxième Guerre mondiale aux États-Unis, en Allemagne, en Grande-Bretagne, etc. Cette barrière franchie, il reste à importer ou attirer la main-d'œuvre étrangère.

triel est une époque de chute des salaires réels, provoquée avant tout par la surabondance de main-d'œuvre, par la croissance continue de l'armée de réserve industrielle, et par l'absence d'organisation efficace de la classe ouvrière qui en résulte. Le capital accroît la production de plus-value absolue en réduisant les salaires au point où, pour couvrir ses besoins annuels en pain, l'ouvrier britannique devait fournir en 1495 : 10 semaines de travail; en 1533 : 14 à 15 semaines de travail; en 1564 : 20 semaines de travail; en 1593 : 40 semaines de travail; en 1653 : 43 semaines de travail; en 1684 : 48 semaines de travail, et en 1726 : 52 semaines. La révolution des prix aidant, on avait heureusement vaincu toute « oisiveté » (45). Récemment, E. H. Phelps Brown et Sheila V. Hopkins ont entièrement confirmé ces données classiques de J. E. Th. Rogers. Ils ont trouvé que des salaires réels des maçons britanniques passent de l'indice 110-115 en 1475-1480, à l'indice 56 en 1528, 45 en 1600, 38 en 1610-1620, 55 en 1700, 56-70 en 1740-1750, 53 en 1765-1770, 47 en 1772 et 38 en 1800. Ce c'est que vers 1880, que l'indice 100 est de nouveau dépassé! (46).

Il n'en va pas autrement en France. Le vicomte d'Avenel a calculé que de 1376 à 1525 un ouvrier charpentier devait travailler en moyenne 5 jours pour gagner l'équivalent d'un hectolitre de blé; son salaire quotidien valait 3 kg de viande. En 1650, il devait travailler 16 jours pour gagner le même équivalent en blé, et son salaire quotidien ne valait plus que 1,8 kg de viande (47).

A partir du milieu du XIX^e siècle, par contre, les salaires réels commencent à se relever. En Grande-Bretagne et en France, ils doublent pratiquement de 1850 à 1914 (48). Les capitalistes réussirent pendant toute une période (suppression des *corn laws* en Grande-Bretagne; exportation croissante des pays d'outre-mer) à provoquer une baisse considérable des prix agricoles. Le mode de production capitaliste connut une expansion remarquable, conquérant de vastes marchés internationaux. Il absorba ainsi dans une certaine mesure l'armée de réserve industrielle dans

les pays d'Europe occidentale, pour la reproduire, la « réexporter » sur une échelle plus large aux Indes, en Chine, en Amérique latine, en Afrique et au Proche-Orient. L'émigration en masse de l'Europe vers les pays d'outre-mer à population blanche diminuait davantage encore l'offre de main-d'œuvre sur le marché du travail européen. Tous ces facteurs, intimement liés entre eux et caractéristiques d'une structure donnée du marché mondial, créèrent les conditions favorables au renforcement de la puissance syndicale et à la hausse des salaires réels en Europe occidentale.

La concurrence de la main-d'œuvre féminine et enfantine fut longtemps un des moyens principaux pour abaisser les salaires moyens (*). Un autre moyen utilisé dans ce but depuis le moyen âge était le *truck system* : paiement des salaires en nature, c'est-à-dire en produits dont le patron déterminait arbitrairement les prix ou détériorait la qualité. L'opposition ouvrière a fait disparaître cette forme de surexploitation, malgré de formidables résistances patronales (50). Elle subsiste cependant sous une forme particulière dans l'institution des magasins propriétés de compagnies industrielles, magasins dans lesquels les ouvriers sont obligés d'acheter leurs marchandises, envers lesquels ils s'endettent et se trouvent ainsi perpétuel-

(*) Jusqu'en 1816, de nombreuses paroisses de Londres eurent l'habitude de « vendre » des centaines d'enfants pauvres à des usines de cotonnades du Lancashire et du Yorkshire, à plus de 300 ou 350 km de distance de Londres! Ces enfants y furent envoyés « par wagons chargés » et le philanthrope Sir Samuel Romilly affirme qu'ils étaient à tout jamais perdus pour leurs parents, comme s'ils avaient été envoyés en Inde occidentale. Le même auteur cite d'ailleurs ce passage particulièrement franc, cynique et odieux du discours prononcé en 1811 à la Chambre des Communes par M. Worthey :

« M. Worthey qui parla pour le même parti [litt. du même côté] insista sur le fait que, si dans les sphères supérieures de la société il était vrai que cultiver l'affection des enfants envers leurs parents était la source de toutes les vertus, il n'en était pas ainsi dans les classes inférieures, et que c'était profitable aux enfants que de les enlever à leurs parents misérables et dépravés. Il ajouta qu'il était fortement contraire aux intérêts du public (!) d'arrêter le transfert de tant et tant d'apprentis aux manufactures de coton, *puisque cela devrait nécessairement augmenter le prix du travail...* (49). »

lement rattachés au même patron (c'est une des formes encore aujourd'hui prévalentes du *péonage* dans le sud des U. S. A., par exemple dans l'industrie de la térébenthine).

Abstraction faite du salaire payé en nature, les deux formes les plus courantes du salaire sont le *salaire horaire* et le *salaire à pièces* (ou à rendement). Le salaire horaire présente le moins de désavantages du point de vue des intérêts de la classe ouvrière. Par contre, le salaire aux pièces, poussant à un accroissement continu du rendement, à l'accélération des rythmes de production, à l'intensification constante du travail, est l'instrument idéal du patronat pour accroître la production de la plus-value relative.

Une forme voilée du salaire aux pièces est le *salaire à primes* qui apparaît dans la métallurgie américaine vers 1870. Actuellement, différentes méthodes de calcul sont en vigueur : système Rowan, Halsey, Bedeaux, Emerson, Refa, etc. Toutes ces méthodes ont ceci de commun que le rendement ouvrier s'accroît plus rapidement que son salaire. De la masse de valeur créée par l'ouvrier, une fraction toujours *plus petite* lui revient, et la plus-value relative s'accroît proportionnellement. Ainsi dans le système Rowan,

si le rendement augmente de 50 %,	le salaire augmente de 33 %
si le rendement augmente de 100 %,	le salaire augmente de 50 %
si le rendement augmente de 200 %,	le salaire augmente de 66 %
etc.	

Quant au système Bedeaux, on a estimé qu'aux États-Unis, il a abouti généralement à un accroissement de la production de 50 %, contre un accroissement des salaires de 20 % (51).

Des auteurs franchement partisans du salaire à primes

comme le docteur A. Perren admettent les avantages que le patronat retire de ces différents systèmes (52). Le même résultat est atteint par les différents systèmes de *participations aux bénéfices* par lesquels les ouvriers sont amenés à accroître non seulement leur propre rendement, mais encore celui de toute l'entreprise.

Note supplémentaire sur la théorie de la paupérisation absolue.

La « théorie de la paupérisation absolue du prolétariat » ne se trouve pas dans l'œuvre de Marx. Elle lui a été attribuée par des adversaires politiques, avant tout par le courant dit « révisionniste » dans le parti social-démocrate allemand. Il est pour le moins paradoxal que toute une école, se réclamant du marxisme orthodoxe, ait cru nécessaire de reprendre à son compte cette « théorie de la paupérisation » et de la défendre avec acharnement et mauvaise foi, jetant le discrédit sur la théorie marxiste (*).

(*) Contentons-nous de deux exemples :

Dans le *Manuel d'Économie politique* publié en août 1954 en U.R.S.S., on affirme : « La paupérisation absolue se manifeste dans la chute du salaire réel... Au xx^e siècle, le salaire réel des ouvriers d'Angleterre, des U. S. A., de France, d'Italie et d'autres pays capitalistes se trouve à un niveau plus bas qu'au milieu (!) du xix^e siècle (53). » « Aux États-Unis... le salaire réel était tombé en 1938 à 74 % de son niveau de 1900. En France, en Italie et au Japon... le salaire réel est tombé pendant le xix^e et le xx^e siècle plus fortement qu'aux États-Unis (54). » « En France et en Italie, le salaire réel s'éleva en 1952 à moins de la moitié (!) du salaire d'avant-guerre. » « Aux États-Unis, 72,2 % (!) de toutes les familles américaines ne disposaient en 1949 que d'un revenu inférieur au minimum vital officiel excessivement modeste (56) », etc.

Dans le journal soviétique *Trud*, l'académicien A. Leontiev publia en juillet 1955 une série d'articles, où l'on pouvait notamment lire ceci : « La paupérisation absolue s'exprime avant tout par la chute du salaire réel de la grande masse ouvrière... Le salaire réel moyen d'un ouvrier américain... était pour la période 1947-1951 inférieur de 15 % à celui de 1938-1940; en 1951, le salaire réel de l'ouvrier américain était inférieur de 23 % à celui de 1946 et de 21 % à celui d'avant-guerre. Avec leurs salaires, les ouvriers américains ne pouvaient acheter des vivres, des vêtements et d'autres biens de consommation générale que dans une proportion réduite de 59 % (!) (57). »

Pour s'amuser, on peut relier ces déclarations l'une à l'autre. Le salaire de 1951 est inférieur de 21 % à celui de 1938 qui n'est qu'à 74 % de celui de 1900. Par conséquent, de 1900 à 1951, les salaires réels améri-

L'idée selon laquelle les salaires réels des travailleurs avaient tendance à baisser de plus en plus est totalement étrangère à l'œuvre de Marx; elle est formulée par Malthus et reprise notamment par Lassalle, qui parle d'une « loi d'airain » des salaires. Marx a mené sa vie durant une lutte acharnée contre cette « loi d'airain », lutte qui ne peut tout de même pas être expliquée par un simple « malentendu » comme l'affirme John Strachey (58). En vérité, comme nous le précisons plus haut, il a toujours insisté sur le fait que les salaires répondent à des lois complexes et que la dénonciation du régime capitaliste doit être indépendante du niveau relatif des salaires (*).

Ce que l'on trouve chez Marx, c'est une idée de paupérisation absolue non pas des travailleurs, des salariés, mais de cette partie du prolétariat que le régime capitaliste *éjecte* du processus de production : chômeurs, vieillards, mutilés, invalides, estropiés, malades, etc., *die Lazzarusschicht des Proletariats* comme il l'appelle, la couche la plus pauvre qui « porte les stigmates du travail salarié ». Cette analyse conserve toute sa valeur, même sous le règne du capitalisme « social » d'aujourd'hui.

Aux États-Unis, la pauvreté n'a guère disparu, malgré l'accroissement considérable des salaires réels (61). Il suffit d'examiner les *slums* affreux de quartiers entiers de New York, de Chicago, de Detroit, de San Francisco, de New Orleans et d'autres villes du Sud, pour se rendre compte que ces victimes d'une société inhumaine, abruties et déshumanisées par cette même société, continuent à porter une terrible accusation contre le capitalisme le

cains seraient tombés de 100 à 58,5. Or, en 1900, ils étaient déjà inférieurs au niveau du milieu du XIX^e siècle. Il faut donc supposer, d'après ces « statistiques », qu'entre 1850 et 1950, les salaires réels américains aient été réduits de plus de moitié. Trouvera-t-on un seul économiste pour croire réellement à pareilles absurdités?

(*) Roman Rosdolsky (59) a rassemblé tous les passages des œuvres économiques de Marx qui se réfèrent à la théorie des salaires et n'a trouvé qu'un seul passage qui prête à confusion quant à la possibilité d'une hausse tendancielle des salaires réels en cas de hausse prononcée de la productivité. De même Steindl, dans son important ouvrage *Maturity and Stagnation in American Capitalism* (60).

plus riche du monde (*). A cette paupérisation absolue permanente de « l'infra-prolétariat », il faut d'ailleurs ajouter la paupérisation absolue *périodique* des travailleurs frappés par le chômage conjoncturel, la baisse des salaires pendant les crises, etc.

Une variante raffinée de l'école dite « de paupérisation absolue » s'efforce de prouver que ce terme peut s'appliquer, même lorsque les salaires réels augmentent. La discussion se perd dès lors dans les méandres de la sémantique. Arzoumanian affirme que la « paupérisation absolue se manifeste par l'intensification du travail, l'accroissement des accidents du travail, l'augmentation (!) de la valeur de la force de travail, et le fait que les salaires réels (qui augmentent) sont de plus en plus inférieurs à cette valeur (63). La « paupérisation absolue » qui s'exprime par l'augmentation de la valeur de la force de travail et par l'augmentation des salaires réels fait plutôt violence à la logique, la logique formelle autant que la logique dialectique. Il nous semble évident que toutes ces formules impliquent une paupérisation *relative*, c'est-à-dire une paupérisation *non pas* en données absolues (en données absolues il y a amélioration du standing) mais *relativement* à la richesse sociale dans son ensemble, à la plus-value, à l'effort productif fourni par le prolétariat, etc.

C'est en effet le phénomène de *paupérisation relative* qui est le plus typique pour le mode de production capitaliste. L'augmentation du taux de la plus-value est à la fois l'instrument essentiel du capital pour l'accumulation du capital et son arme principale pour réagir contre la chute tendancielle du taux moyen de profit. C'est dans cette augmentation du taux de la plus-value que se mani-

(*) Allison Davis a constaté que les gens de cette classe sont tellement habitués à vivre au bord du désastre et de la faim qu'ils ne savent pas ce qu'est l'ambition ou le désir d'acquérir des connaissances supérieures. « Au fond, écrit-il, l'ambition et le désir de progrès sont un luxe qui réclame un minimum de sécurité matérielle. Ce n'est que lorsqu'on est assuré de la nourriture et du logement pour le mois suivant qu'on peut se permettre d'envisager une instruction ou une formation professionnelle à long terme (62). »

festé la nature exploiteuse de l'économie capitaliste.

Les données empiriques confirment généralement cette tendance à la réduction de la place relative des *salaires* (*) dans le produit net créé par le travail. John Strachey, pourtant une critique sévère (et injuste) du système économique de Marx, affirme :

« La part des salaires dans le revenu national... a été aux alentours de 50 % à l'époque de Marx ; elle est tombée à 40 % dans les premières années du xx^e siècle ; elle s'est maintenue à ce niveau jusqu'aux environs de 1939, pour revenir à 50 % vers la fin de la Deuxième guerre mondiale (en incluant les soldes des forces armées, comme il le faut) (64). »

En défalquant les soldes des forces armées, qui ne sont tout de même pas des producteurs, on retrouve un pourcentage de 47 % en 1949 et un déclin de plusieurs points après 1951 (65). Or, cette légère tendance au déclin (ou, si l'on veut, cette stabilité étonnante de la part du travail dans le revenu national), n'a pas résulté du fonctionnement normal du régime, mais d'une lutte farouche des salariés pour augmenter leur part. Peut-on dès lors nier que le capitalisme manifeste une tendance innée à la paupérisation relative, à la réduction de la part du travail dans le produit net de l'industrie ? « Non », répond M. Strachey (66). Ces calculs ne sont d'ailleurs pas complètement exacts, puisqu'ils font abstraction du renforcement numérique, à la fois absolu et relatif du prolétariat par rapport à l'époque de Marx, au début de ce siècle, ou même à l'époque précédant la Deuxième Guerre mondiale. Même si « la part du travail » dans le revenu national était restée la même en pourcentage, elle aurait encore diminué à partir du moment où ces 50 % du revenu national se répartissent non plus entre 60 mais entre 80 ou même 90 % de la population. Le calcul le plus précis doit comparer le revenu par

(*) Nous traiterons au chapitre suivant la question de savoir dans quelle mesure les employés peuvent être considérés comme produisant de la plus-value et s'ils sont payés avec une fraction de la plus-value produite par les ouvriers.

salarié au revenu par tête d'habitant, et étudier les fluctuations de ce rapport. Il y a peu de doute qu'il ait décliné par rapport au milieu du XIX^e siècle, au début du XX^e siècle et aux années 30 de ce siècle, dans tous les grands pays capitalistes.

Aux États-Unis, la tendance est d'ailleurs fort nette. Voici la part des salaires dans le produit net (« value added ») l'industrie manufacturière :

1880	: 48,1 %
1890	: 45,0 —
1899	: 40,7 —
1909	: 39,3 —
1919	: 40,5 —
1929	: 35,5 —
1939	: 36,7 —
1949	: 38,5 —
1952	: 35,0 — (67).

Plus précis encore : voici l'évolution du produit réel brut par heure de travail et des salaires réels bruts horaires, en moyennes décennales :

	<i>Produit réel par heure en indices</i>	<i>Salaire horaire réel en indices</i>	
	—	—	
1891-1900	100	100	
1901-1910	122,8	102	
1911-1920	146,0	109,1	
1921-1930	196,4	137,2	
1931-1940	233,5	158	
1941-1950	281,3	209	(68)

Paupérisation absolue périodique des chômeurs et autres victimes du processus de production capitaliste; paupérisation relative plus ou moins générale du prolétariat (c'est-à-dire augmentation des salaires réels, à long terme inférieure à l'accroissement de la richesse sociale et de la productivité moyenne du travail) : telles sont les lois de développement pour la classe ouvrière sous le régime capitaliste.

Double fonction de la force de travail.

A l'époque de la petite production marchande, les instruments de travail essentiels, métiers de tissage, installations de forge, etc., sont acquis une fois pour toutes et transmis de génération en génération. Comme la terre du paysan, ils ne représentent pas des « moyens de production à amortir » sur la production courante, mais simplement les conditions, les instruments, du gagne-pain. Le drapier vend des matières premières au petit fabricant et lui rachète son produit fini. La différence entre ces deux prix ne représente en fait que le salaire de l'artisan. Lorsque l'entrepreneur fait tisser à son compte, ses coûts de production se réduisent essentiellement aux coûts des matières premières et aux salaires dépensés. La fonction de la main-d'œuvre, dont il achète la force de travail, est exclusivement celle d'ajouter à la valeur des matières premières une valeur nouvellement créée, dont une partie (contre-valeur des salaires) augmente les coûts de production des entrepreneurs et dont une autre partie (en échange de laquelle les travailleurs n'ont rien reçu) représente du sur-travail, la plus-value appropriée par le capitaliste (*).

Il en va autrement dès l'éclosion du capital industriel, du mode de production capitaliste. *L'achat de machines* est maintenant la condition préalable d'une production destinée à un marché régi par la concurrence. Pour acheter ces machines, il faut avancer un capital considérable. Les machines ne seront nullement transmises de génération en génération, ni même utilisées pendant toute la vie de l'entrepreneur. Elles seront utilisées si intensivement qu'après un certain temps elles sont *physiquement usées*. Et il ne s'écoulera pas beaucoup de temps avant que des concurrents n'aient construit des machines plus modernes, pro-

(*) Dès lors, il est logique que les premiers classiques de l'économie politique, et notamment Adam Smith, réduisent la valeur des marchandises aux seuls revenus des producteurs et des possédants, et oublient la partie de cette valeur qui reproduit une parcelle de la valeur des instruments de travail.

duisant à meilleur marché, qu'il faudra acquérir pour ne pas être battu dans la concurrence. Ainsi les vieilles machines connaîtront une *usure morale* avant leur usure physique proprement dite. C'est que l'entrepreneur capitaliste, contrairement au petit producteur marchand, ne les considère nullement comme un simple instrument de gagne-pain, mais comme un *capital permettant d'accumuler de la plus-value*.

Le capital avancé pour l'achat de machines devra donc être amorti dans un laps de temps déterminé, sans quoi le capitaliste ne sera pas en état de suivre le progrès technique, d'acquérir des machines plus modernes. Aux États-Unis, on estime actuellement qu'une machine-outil est physiquement usée après 10 ans; après 7 ans cependant, elle est déjà moralement usée; elle devra être remplacée par une machine plus moderne (69). C'est donc après 7 ans que le capitaliste devra avoir amorti la valeur de ses machines, le capital avancé pour les acheter. Cet amortissement ne peut se faire que d'une seule façon : par le transfert, à chaque marchandise produite, d'une parcelle de la valeur des moyens de production avec lesquels on la produit.

Ainsi, la force de travail remplit une double fonction du point de vue du capitaliste : elle conserve la valeur des moyens de production utilisés pour la production, et elle crée une valeur nouvelle. Comme une partie de cette valeur nouvelle représente la contre-valeur du salaire, capital avancé par le capitaliste, on peut dire que la force de travail conserve *toute la valeur du capital existant et crée toute la valeur nouvelle* appropriée par les capitalistes.

Chaque industriel est parfaitement au courant de ce fait. Il tente de réduire au maximum le temps pendant lequel ses installations restent non utilisées. Chaque journée, chaque heure qu'une machine n'est pas utilisée pour produire, c'est une journée, une heure pendant laquelle elle s'use physiquement et surtout moralement, sans qu'une parcelle correspondante de sa valeur ne soit conservée par la force de travail. C'est ce qui conduit, dans

de nombreuses entreprises, au travail d'équipes ininterrompu, 24 heures par jour.

Le capitaliste qui ouvre une entreprise industrielle doit diviser son capital en deux parties différentes : une partie pour l'acquisition des machines, des bâtiments, des matières premières, des produits auxiliaires, etc. Cette partie du capital voit sa valeur *conservée* au cours du processus de production par son incorporation dans la valeur des produits finis. On l'appellera pour cette raison *capital constant*. La deuxième partie du capital doit être employée à l'achat de la force de travail. C'est ce capital qui s'accroît de la plus-value produite par les ouvriers. On l'appellera donc *capital variable*. Le rapport du capital constant et du capital variable sera appelé la *composition organique du capital*. Plus une entreprise, un secteur industriel ou un pays sont avancés, et plus la composition organique du capital est élevée, c'est-à-dire plus grande est la fraction du capital total qui est dépensée pour l'achat des machines et des matières premières.

Le produit nouvellement créé par la force de travail est partagé entre patrons et ouvriers d'après le rapport entre la plus-value et les salaires. On appellera ce rapport le *taux de la plus-value* : il révèle le degré d'exploitation de la classe ouvrière. Puis il est élevé et plus grande est la fraction de la valeur nouvelle, créée par la force de travail, que s'approprie le capitaliste. Ce taux intéresse donc au plus haut degré les ouvriers eux-mêmes.

Mais il n'intéresse nullement le patron. Celui-ci est au contraire intéressé à voiler ce rapport précis d'exploitation, qui se cache derrière l'échange de la force de travail et du salaire. Ce qui intéresse le capitaliste, c'est le rapport entre la masse de la plus-value que lui rapporte son affaire et l'ensemble de son capital avancé; n'a-t-il pas investi l'ensemble de ce capital afin d'en tirer du profit?

L'achat de machines n'est pour le capitaliste une « dépense productive » que dans la mesure où les capitaux avancés dans ce but rapportent du profit, exactement de la même façon que les capitaux avancés pour l'achat de

la force de travail. Sinon, il n'achèterait pas une seule machine. Il considère donc la masse de la plus-value produite par son entreprise comme rapportée par l'ensemble de son capital. On appellera ce rapport le *taux de profit*.

Si nous représentons le capital constant par c , le capital variable par v , et la plus-value par p' , nous obtenons donc les formules suivantes :

$$\text{composition organique du capital} = \frac{c}{v}$$

$$\text{taux de la plus-value} = \frac{p'}{v}; \text{ taux de profit } \frac{p'}{c + v}$$

La péréquation du taux de profit dans la société précapitaliste.

Dans la petite production marchande, deux sortes de marchandises sont offertes sur le marché : une masse de biens de première nécessité, appartenant à des producteurs qui travaillent avec leurs propres moyens de production (artisans et paysans) et qui se trouvent donc hors de la sphère d'action du capital ; une série de produits de luxe et de produits exotiques, apportés par le capital marchand. En temps normal, les produits de première nécessité sont vendus à leur valeur d'échange (déterminée par la quantité de travail socialement nécessaire pour les produire) ; les produits de luxe sont vendus à des prix de monopole, c'est-à-dire au-dessus de leur valeur, les marchands réalisant à leur profit un transfert de valeur aux dépens des producteurs et des clients (*).

(*) En Europe médiévale, les prix alimentaires sont généralement fixés dans les villes et ne laissent pas de larges marges bénéficiaires, sauf quand les prix d'achat sont inférieurs à la valeur, comme c'est longtemps le cas pour les achats de la Hanse. Dans l'Empire de l'Islam, où cette fixation des prix n'est pas générale et où le commerce de blé se trouve davantage capitalisé, la périodicité des récoltes bonnes et mauvaises provoque de violentes fluctuations des prix (et des profits). Voici les prix du blé à Bagdad en francs-germinal par quintal métrique et en moyennes annuelles : en 960 : 29,04 F; en 970 : 12,10 F; en 993 : 163,20 F; en 1025 : 96,81 F; en 1083 : 4,84 F (70).

Pour que ces deux circuits de marchandises puissent restés séparés l'un de l'autre, deux conditions sont nécessaires. D'une part, il faut que pour des raisons économiques (stabilité et satisfaction normale des débouchés) et sociales (législation déterminant les conditions d'entrée dans une branche artisanale), le capital n'ait pas accès à la sphère de la production. D'autre part, il faut que la rareté relative des capitaux et l'abondance relative des débouchés permettent l'établissement d'une série de *monopoles parallèles* dans la sphère du commerce des produits de luxe. La première condition s'est en fait maintenue jusqu'à la fin du Moyen Age. A partir du xvi^e siècle, la manufacture et l'industrie à domicile sont entrées en concurrence croissante avec l'artisanat, mais ce n'est qu'à partir du triomphe de la grande usine que l'entreprise industrielle capitaliste a produit la majeure partie des biens de consommation courante, et qu'elle a déterminé ainsi la valeur de ceux-ci.

Il en va autrement de la seconde de ces deux conditions. Dès le début du xiv^e siècle, le capital engagé dans le commerce international en Europe occidentale commence à dépasser les limites des débouchés donnés. Tandis que les gros profits de monopole d'antan se retrouvent encore dans les entreprises aventureuses et lointaines (commerce de terre avec l'Inde et la Chine), dans ce que Robert Lopez appelle « le cercle intérieur » du commerce international de l'époque, et qui englobe l'ensemble de l'Europe et du Proche-Orient, une concurrence féroce aboutit d'une part à l'augmentation des prix d'achat à la source, et d'autre part à la réduction considérable des prix de vente et donc des profits (71).

Alors que Byzantins d'abord et Vénitiens ensuite avaient jadis joui de véritables monopoles pour la vente de la soie et de certaines épices, les Génois, les Catalans et plus tard les Français et les Allemands participent maintenant sur un pied d'égalité à ce commerce. Alors que les maîtres-drapiers flamands avaient monopolisé le commerce du drap, à partir du xvi^e siècle les Italiens, Brabançons,

Anglais, Français, Allemands brisent ce monopole. Alors que la *Hanse* allemande avait monopolisé le commerce des harengs, du bois et du blé de la Baltique, des marchands anglais, flamands et surtout hollandais allaient bientôt battre en brèche ces monopoles (72).

Le xiv^e et le xv^e siècle sont donc caractérisés par un vaste flux et reflux de capitaux marchands, brisant les compartiments monopolisés des siècles précédents. Ces flux de capitaux dirigent ceux-ci vers les secteurs où les prix et profits sont les plus élevés. Il se produit ainsi une *péréquation du taux de profit* commercial, la formation d'un taux moyen de profit que Lopez évalue à 7 à 12 %. Si la brusque extension des profits qu'accompagna la révolution commerciale du xvi^e siècle se maintint au moins un siècle durant, la concurrence commerciale brise bientôt les monopoles espagnols et portugais, et la péréquation des prix et des profits de produits de luxe se poursuit sur une échelle beaucoup plus vaste dans les grands centres d'entrepôt et de commerce du monde moderne : Anvers, Amsterdam, Londres, Venise, Hambourg, Bordeaux, etc. (*).

La péréquation du taux de profit dans le monde de production capitaliste.

Un phénomène analogue se produit dès l'écllosion du mode de production capitaliste. Lorsqu'un secteur nouveau de production est ouvert, les capitaux s'y risquent d'abord avec circonspection. Les premiers constructeurs de métiers mécaniques devenaient des fabricants de textiles et continuaient souvent à construire leurs propres

(*) La maison Welser d'Augsbourg participa au financement de l'expédition portugaise aux Indes en 1505, finança une autre expédition, mi-commerciale, mi-militaire, au Venezuela en 1527, s'occupa de commerce d'épices entre Lisbonne, Anvers et l'Allemagne méridionale, fut partenaire dans l'exploitation des mines d'argent et de cuivre du Tyrol et de la Hongrie, et posséda des établissements de commerce dans les villes principales d'Allemagne, d'Italie et de Suisse (73). Bref, son capital pénétra dans toutes les sphères qui rapportaient un profit élevé.

machines. Les capitaux commencent à affluer dans une branche seulement à partir du moment où les profits y sont élevés. Ainsi au cours des années 1820-1830, lorsque la demande de machines textiles augmenta constamment, de grandes usines indépendantes de construction mécanique furent construites en Grande-Bretagne (74).

De même lorsqu'après les guerres napoléoniennes, les prix du café montèrent en flèche dans l'Europe libérée du blocus continental, tandis que les prix du sucre de canne fléchirent sous la concurrence du sucre de betteraves, de nombreux planteurs à Java, à Cuba, à Haïti et à San Domingo se mirent à remplacer leurs plantations de canne à sucre par des plantations de café. Dès 1823 se produisit un effondrement des prix et des profits, et les taux de profit du café et de la canne à sucre s'égalisèrent (75).

Le premier technicien du ciment Portland en Allemagne, M. Bleibtreu, fut pendant dix ans le seul à exploiter cette branche. Il fallut le boom de 1862-1864 et un profit de 25 % par tonneau pour attirer d'autres capitaux, qui firent baisser les prix (76).

La péréquation du taux de profit dans le mode de production capitaliste résulte donc du flux et reflux des capitaux, qui affluent vers les secteurs où les profits sont plus élevés qu'en moyenne et refluent des secteurs où les profits sont les plus bas. Le reflux des capitaux réduit la production, crée une pénurie de marchandises dans une branche déterminée, et y fait donc monter les prix et les profits. L'afflux des capitaux, par contre, provoque dans d'autres secteurs une concurrence exacerbée et y fait baisser les prix et les profits. Ainsi un *taux moyen de profits* est atteint dans l'ensemble des secteurs, par suite de la concurrence des capitaux et des marchandises.

Dans la petite production marchande, les producteurs vendent leur marchandise normalement à leur propre valeur (temps de travail socialement nécessaire pour les produire). Dans la production capitaliste, les marchandises possèdent de même une valeur propre. Elle se décompose en valeur *conservée* par la force de travail, la valeur du

capital constant dépensé pour la production de ces marchandises, et en valeur *nouvellement créée* par la force de travail (capital variable + plus-value). On peut représenter schématiquement la valeur de chaque marchandise capitaliste par la formule $c + v + pl$.

Supposons trois entreprises de secteurs industriels différents : A, B et C. A est par exemple une usine de pâtes alimentaires, utilisant relativement peu de machines et beaucoup de main-d'œuvre; B une entreprise textile, utilisant davantage de machines, et C une usine de construction mécanique, utilisant encore davantage de machines qu'A et B. Nous aurons alors une composition organique du capital supérieure en B qu'en A, et en C qu'en A et B.

Supposons maintenant qu'un niveau moyen de productivité et d'intensité du travail soit donné et que le taux de la plus-value soit identique dans les trois usines, à savoir 100 %. La valeur de la production de ces trois usines pourrait alors s'établir comme suit : (chaque unité représente par exemple 1 000 francs).

$$A : 3\ 000\ c + 1\ 000\ v + 1\ 000\ pl = 5\ 000$$

$$\frac{pl}{v} = 100\ \% \cdot \frac{pl}{c + v} = \frac{1\ 000}{4\ 000} = 25\ \%$$

$$B : 4\ 000\ c + 1\ 000\ v + 1\ 000\ pl = 6\ 000$$

$$\frac{pl}{v} = 100\ \% \cdot \frac{pl}{c + v} = \frac{1\ 000}{5\ 000} = 20\ \%$$

$$C : 5\ 000\ c + 1\ 000\ v + 1\ 000\ pl = 7\ 000$$

$$\frac{pl}{v} = 100\ \% \cdot \frac{pl}{c + v} = \frac{1\ 000}{6\ 000} = 16,6\ \% (*)$$

(*) Ce tableau, ainsi que celui de la page 202, est directement inspiré de ceux que Marx utilise dans *le Capital*. Techniquement, ces tableaux ne sont pas tout à fait exacts, puisqu'ils calculent le taux de profit sur la base du *flux* (en % de la production courante) alors que les capitalistes le calculent sur la base du *stock* des capitaux investis. Cette distinction entre « flux » et « stock » est devenue courante dans les techniques macro-économiques contemporaines; la négliger peut conduire à de graves erreurs. Cependant, il suffit de se représenter une entreprise qui est obligée de renouveler chaque année l'ensemble de son capital investi, pour que ces exemples redeviennent techniquement exacts.

Le taux de profit est donc le plus bas dans le secteur à composition organique du capital la plus élevée. Ceci est compréhensible, puisque seule le capital variable produit de la plus-value. Mais les capitalistes, nous l'avons vu s'intéressent seulement au taux de profit rapporté par l'ensemble de leur capital. Les capitaux afflueront donc vers les secteurs à composition organique du capital la plus basse, où le taux de profit est le plus élevé. Qui dit afflux de capitaux dit concurrence exacerbée, expansion du machinisme et rationalisation du travail. Mais ces transformations aboutissent précisément à une augmentation de la composition organique du capital. Et qui dit augmentation de la composition organique du capital dit baisse du taux de profit. Le flux et le reflux des capitaux tend donc à égaliser les taux de profit dans les différentes sphères en modifiant, par suite de concurrence, la composition organique de leur capital.

Prix de production et valeur des marchandises.

Cela signifie-t-il qu'un nivellement de la composition organique du capital dans différents secteurs industriels doit effectivement *précéder* la péréquation du taux de profit? Nullement. Regardons encore une fois les trois usines A, B et C caractéristiques de trois secteurs industriels distincts. Les différences en composition organique du capital entre les usines correspondent *grosso modo* à des différences de productivité du travail, celle-ci pouvant être considérée comme plus ou moins proportionnelle à la composition organique du capital.

Mettons que l'usine B, avec sa composition organique du capital de $\frac{4\ 000\ c}{1\ 000\ v}$ représente exactement la moyenne de productivité du travail à une époque donnée dans un pays donné. Dans ce cas, l'usine A, avec une productivité du travail en dessous de B, travaille en dessous des conditions *moyennes* de productivité. Du point de vue social,

elle gaspille du travail (exactement de la même façon qu'un tisserand trop lent gaspille du travail dans la petite production marchande). Par contre, l'usine C, avec une productivité du travail supérieure à celle de B, *économise du travail humain du point de vue social*.

Or, c'est la quantité de travail *socialement* nécessaire — c'est-à-dire nécessaire dans des conditions *moyennes* de productivité — qui détermine la valeur sociale d'une marchandise. La valeur sociale de la production de A sera donc inférieure à la quantité de travail réellement dépensée pour produire ces marchandises, à sa valeur individuelle; la valeur sociale de la production de C sera supérieure à la quantité de travail réellement dépensée pour produire ces marchandises. A travers la concurrence des capitaux et des marchandises se produit donc un transfert de valeur et de plus-value, des secteurs à productivité basse vers les secteurs à productivité élevée.

Mais ne peut être transféré que ce qui existe. La valeur totale de toutes les marchandises ne peut pas dépasser la valeur totale conservée et nouvellement créée dans leur production. C'est dans la répartition de la plus-value entre les différents secteurs que s'effectue ce transfert de valeur, par la péréquation du taux de profit. Dans l'exemple que nous avons choisi, la masse totale de la plus-value produite était de 3 000. La masse totale des capitaux avancés (4 000 + 5 000 + 6 000) était de 15 000. Le taux moyen de profit social s'établit donc à $\frac{3\,000}{11\,000}$ soit 20 %. Le prix que les marchandises A, B et C réaliseront sur le marché sera de :

$$\begin{aligned} A : 3\,000\ c + 1\,000\ v + 800\ pl \\ = 4\,800\ \frac{pl}{c + v} = \frac{800}{4\,000} = 20\ \% \end{aligned}$$

$$\begin{aligned} B : 4\,000\ c + 1\,000\ v + 1\,000\ pl \\ = 6\,000\ \frac{pl}{c + v} = \frac{1\,000}{5\,000} = 20\ \% \end{aligned}$$

$$C : 5\,000\ c + 1\,000\ v + 1\,200\ pl$$

$$= 7\,200\ \frac{pl}{c + v} = \frac{1\,200}{6\,000} = 20\ \%$$

On appellera *prix de production* ce prix qu'obtiendront les marchandises sur le marché capitaliste, et qui consiste en le capital avancé pour leur production augmenté de ce capital multiplié par le taux moyen de profit. La formation de ces prix dans des conditions normales de concurrence signifie que chaque capital s'approprie une fraction de la plus-value totale produite par la société, fraction égale à la fraction du capital social total que représente le capital en question.

Si la formation des prix de production peut amener ceux-ci à varier considérablement par rapport à la *valeur individuelle* des marchandises, elle ne signifie nullement une dérogation à la loi de la valeur. Elle n'est que l'application particulière de cette loi à une société régie par le profit, produisant dans des conditions de concurrence, avec des niveaux de productivité en constante révolution. C'est précisément à travers la concurrence qu'il est établi si la quantité de travail incorporée dans une marchandise représente une quantité *socialement nécessaire ou non*. Le fait qu'à travers le jeu de la concurrence des capitaux et de la péréquation des taux de profit, une fraction de la plus-value produite dans les secteurs industriels à faible composition organique du capital est drainée vers les secteurs industriels à composition organique élevée, correspond au gaspillage du travail social qui se pratique dans ces premiers secteurs. Une partie du travail humain qui y a été dépensée l'a été inutilement du point de vue social, et ne sera donc pas récompensée par un équivalent dans l'échange (*).

(*) D'innombrables auteurs ont affirmé que Marx, après avoir repris la théorie de la valeur-travail dans le tome I du *Capital*, a dû tacitement reviser cette théorie lorsqu'il s'efforça plus tard, dans le tome III, d'analyser le mécanisme d'ensemble de l'économie capitaliste. Il apparaît maintenant, après la publication des *Grundrisse*, que Marx avait élaboré la théorie des prix de production dès 1858, c'est-à-dire avant même de rédiger le tome I (77)!

Le jeu de la fameuse « loi de l'offre et de la demande » n'est rien d'autre qu'une illustration de la même loi de la valeur. Quand pour une marchandise donnée l'offre dépasse la demande, cela signifie qu'on a dépensé globalement pour la production de la marchandise en question plus de travail humain qu'il n'en était socialement nécessaire à cette époque. Le prix de marché total tombe alors en dessous du prix de production.

Quand l'offre est par contre inférieure à la demande, cela signifie qu'on a dépensé pour la production de la marchandise en question moins de travail humain qu'il n'en était socialement nécessaire; le prix de marché montera alors au-dessus du prix de production.

Quand les prix de marché tombent, les profits tombent; les capitalistes s'adaptent à la situation, en améliorant la productivité moyenne du travail (diminuant les prix de revient), ce qui élimine les entreprises à productivité trop basse et ramène l'offre au niveau de la demande (qui peut d'ailleurs augmenter lorsque les prix de marché tombent sérieusement). Quand les prix de marché augmentent, les capitaux sont attirés dans le secteur par les profits élevés, la production augmente jusqu'à ce que l'offre ait dépassé la demande et que les prix se mettent à baisser. Le jeu de la concurrence, les oscillations des prix de marché autour de la valeur (des prix de production) des marchandises, représentent le seul mécanisme par lequel, dans une société anarchique qui produit pour un marché aveugle, les capitalistes individuels se mettent au diapason des besoins sociaux. Mais le jeu de la « loi de l'offre et de la demande » explique seulement les *oscillations* des prix; il ne détermine point l'*axe* autour de laquelle se produisent ces oscillations, et qui reste déterminée par la dépense de travail effectuée dans la production de marchandises.

La péréquation du taux de profit et la distribution des capitaux et des ressources entre les différents secteurs de l'économie, conformément aux besoins qui se manifestent sur le marché, ne peuvent s'effectuer de façon classique que s'il y a des conditions de concurrence parfaite à tous les

échelons, parmi les acheteurs, parmi les vendeurs, et entre acheteurs et vendeurs (*). Pareille concurrence parfaite n'a jamais existé; c'est pourquoi à l'époque initiale du capitalisme, on a assisté plutôt à une *approximation* d'une telle péréquation, compte tenu des secteurs monopolistiques et semi-monopolistiques qui subsistaient comme vestiges des époques antérieures. Plus tard, lorsque le mode de production capitaliste lui-même passe au stade des monopoles, la péréquation du taux de profit prend une forme nouvelle et particulière (**).

Centralisation et concentration du capital.

La péréquation du taux de profit favorise les entreprises capitalistes qui possèdent le degré de productivité le plus élevé. Elle joue aux dépens des entreprises qui travaillent à des coûts de productivité supérieurs aux prix de production moyens. Or, réduire les coûts de production, augmenter la productivité du travail, cela signifie avant tout perfectionner et accroître les moyens de production, remplacer du travail vivant (main-d'œuvre) par du travail mort (des instruments de travail qui ne sont que cristallisation de travail non payé). Ce seront donc les entreprises les mieux outillées, à la composition organique du capital la plus élevée, qui seront victorieuses dans la concurrence capitaliste.

« L'entrepreneur industriel était poussé vers de nouvelles conquêtes par la pression de la machine elle-même. Il devait se tenir à la hauteur de ses concurrents pour la réduction des prix; et ceci était un stimulant permanent

(*) Cette dernière condition est d'ailleurs *institutionnellement* exclue par le mode de production capitaliste pour les propriétaires de la force de travail.

(**) Tout le problème de la transformation de la valeur en prix a été examiné en grand détail, à l'aide de calculs minutieux, par Nathalie Moszkowska : *Das Marxsche System : ein Beitrag zu dessen Aufbau*, un livre paru en 1929 et qui n'a presque pas reçu d'échos en dehors de l'Allemagne. Dans une nouvelle édition du *Traité*, nous reviendrons de manière à la fois appréciative et critique sur cet apport de Nathalie Moszkowska au développement de la théorie économique marxiste.

à la fois pour accroître l'ampleur de sa production et pour s'outiller en machines améliorées, qu'on était constamment en train de produire. Sans doute, il y avait une dimension *optimum* au-delà de laquelle toute entreprise ne pouvait plus s'étendre sans perdre de l'efficacité productive, même lorsque la révolution industrielle battait son plein. Mais comme cet *optimum* s'agrandissait très rapidement, la grande majorité des entrepreneurs se trouvaient probablement bien en deçà et s'efforçaient de l'atteindre (78). »

Plus le machinisme se perfectionne et plus s'accroît la composition organique du capital nécessaire pour que l'entreprise puisse rapporter le profit moyen. Le capital moyen nécessaire pour pouvoir ouvrir une nouvelle entreprise capable de rapporter ce profit moyen croît dans la même proportion. Il s'ensuit que la dimension moyenne des entreprises augmente également dans chaque branche industrielle. Seront les plus aptes à triompher dans la concurrence les entreprises qui ont une composition organique du capital au-dessus de la moyenne, qui disposent de réserves et de fonds les plus amples pour avancer le plus rapidement sur la voie du progrès technique. Exemple, entre mille, ce tableau qui indique l'importance croissante des investissements, donc du progrès technique, selon l'importance des entreprises, en Allemagne occidentale :

Investissements en % du chiffre d'affaires de 1955 (79) :

Entreprises de :	Industrie chimique	Construction mécanique	Construction électrique	Industrie textile
	—	—	—	—
	%	%	%	%
1 à 49 salariés....	3,4	1,5	—	—
50 à 199 salariés..	3,8	5,5	5,7	4,2
200 à 999 salariés..	4,7	6,0	6,1	4,3
plus de 1 000 salariés.....	13,6	8,2	7,1	4,8

L'évolution du mode de production capitaliste entraîne donc nécessairement une *centralisation* et une *concentration* du capital. La dimension moyenne des entreprises

croît sans cesse; un nombre élevé de petites entreprises est battu dans la concurrence par un nombre restreint de grandes entreprises qui contrôlent une fraction croissante du capital, du travail, des fonds et de la production dans des secteurs industriels tout entiers. Quelques grandes entreprises centralisent des moyens de production et un nombre de salariés qu'on ne trouva jadis que dans des dizaines, sinon dans des centaines, de manufactures.

Dans la concurrence, les grandes entreprises écrasent les petites. Celles-ci produisent à des prix trop élevés, ne peuvent plus écouler leurs marchandises avec profit et font banqueroute. Dans des périodes de crise et de dépression économique, cet effondrement frappe les petites entreprises par centaines et milliers. Ainsi, la concurrence capitaliste poursuit le *processus d'expropriation* qui est à l'origine du mode de production capitaliste. Mais au lieu que ce soient des producteurs indépendants qui en sont les victimes principales, ce sont maintenant les capitalistes eux-mêmes qui en deviennent l'objet. *L'histoire du capital, c'est l'histoire de la destruction de la propriété du grand nombre au profit de la propriété d'une minorité de plus en plus restreinte* (*).

Que deviennent les entrepreneurs capitalistes écrasés dans la concurrence? Ils sont dépossédés de leur capital, soit directement par la banqueroute, soit par la reprise de leur propriété, en tout ou en partie, par les grands capitalistes. Dans les meilleurs des cas, les capitalistes ainsi déposés restent des directeurs, simplement salariés, de leurs entreprises. Sinon, ils deviennent de petits gérants ou des techniciens. Si leur entreprise était trop petite et leurs liaisons avec le monde des affaires vite supprimées, ils peuvent même devenir de simples ouvriers ou employés. C'est la *prolétarianisation* (**) des classes moyennes, leur transformation, de propriétaires de capital, en simples

(*) Voir des chiffres aux chapitres VII et XII.

(**) C'est ainsi qu'il faut comprendre la signification scientifique de ce terme, qui n'implique pas nécessairement paupérisation dans le sens de baisse de niveau de vie.

propriétaires d'une force de travail. Cette évolution est attestée par le tableau suivant concernant les États-Unis et l'Allemagne occidentale :

Évolution de la structure de classe () aux États-Unis*
(en % de la population active) (80).

	1880	1890	1900	1910	1920
Salariés de tout genre	62	65	67.9	71.9	73.9
Entrepreneurs de tout genre ...	36.9	33.8	30.8	26.3	23.5
	1930	1939	1950	1960	1965
Salariés de tout genre	76.8	78.2	79.8	84.2	86.3
Entrepreneurs de tout genre ...	20.3	18.8	17.1	14.0	12.4

Évolution de la structure de classe en Allemagne
(en % de la population active) (81).

	<i>Toute l'Allemagne</i>				
	1882	1895	1907	1925	1933
Indépendants (y compris aidants appartenant à la famille)	48.2	39.1	35	31.2	29.9
Salariés et appointés	57.2	60.9	65	68.8	70.1
	<i>Territoire de l'Allemagne Fédérale</i>				
	1939	1950	1956	1967	
Indépendants (y compris aidants appartenant à la famille)	28.6	26.4	24.8	19.4	
Salariés et appointés	71.4	73.6	75.2	80.6	

De même en France, les salariés représentent par rapport à la population active 47 % en 1906, 54,3 % en 1921, 57,6 % en 1931, 65, % en 1953 et 75 % en 1967.

(*) A strictement parler, cette formule n'est pas tout à fait correcte, car la catégorie « salariés-appointés » comporte un certain nombre de directeurs, d'ingénieurs, de hauts fonctionnaires, etc. qui malgré leur *mode d'emploi* appartiennent plutôt à la bourgeoisie par leur mode de vie, leur milieu social, leur fonction sociale précise, etc.

Quand la destruction des entreprises moyennes et petites, surtout des entreprises artisanales, n'est pas accompagnée d'un essor général de l'industrie créant des besoins nouveaux de main-d'œuvre, les anciens propriétaires des moyens de production dépossédés par la concurrence ne sont pas transformés en salariés, mais sont complètement expulsés du processus de production. Ils ne sont plus prolétarisés mais complètement paupérisés. C'est ce qui s'est produit notamment à l'aube du capitalisme industriel en Europe occidentale, et plus tard dans les pays arriérés dans lesquels pénétrèrent en masse les marchandises capitalistes. Un phénomène analogue se répète constamment sur une petite échelle.

Aux États-Unis, l'industrie de la soie connut au cours et au lendemain de la Première Guerre mondiale un *boom* extraordinaire, centré autour de la petite ville de Paterson. Quand la surproduction, puis l'apparition de la rayonne (soie synthétique) portèrent un coup très dur à l'industrie de la soie, de nombreux chômeurs qui avaient pu accumuler des économies grâce aux salaires surélevés de la période précédente, achetèrent des métiers de seconde main et devinrent de petits entrepreneurs. Mais de 1927 à 1940, plus de 50 % de ces entreprises travaillèrent constamment à perte. Des revenus de 6 à 7 dollars par semaines ne furent pas des exceptions pour ces « entrepreneurs » (82). Comme dans le cas des paysans propriétaires de parcelles minuscules, il s'agit ici d'une paupérisation *voilée*, la « possession » de moyens de production voilant le fait que les revenus sont inférieurs même à ceux des chômeurs de l'industrie. La « productivité » de ce travail est si basse que nous sommes en présence d'un phénomène de *sous-emploi*, de chômage voilé.

Cependant, le processus de centralisation et de concentration du capital n'est pas accompagné d'une disparition proportionnelle des classes moyennes. De nombreux capitalistes petits et moyens se retirent volontairement d'un secteur de production, dès que la concurrence des grandes entreprises y devient trop dangereuse, et s'efforcent de

défricher de nouvelles branches d'industrie. D'autre part, la concentration industrielle elle-même suscite de nouvelles activités dites « indépendantes ». Les usines géantes s'entourent d'ateliers de réparations multiples. Elles passent de nombreuses commandes de pièces détachées ou de travaux spécialisés à de petites entreprises, plus rentables pour ce genre de production.

Finalement, l'accroissement formidable du capital constant donne naissance à une *nouvelle hiérarchie* à l'entreprise, qui s'intercale entre l'ancien contremaître et le directeur : techniciens, ingénieurs, ingénieurs en chef, directeurs de production, bureau de planning, chefs de vente et de publicité, bureaux de sondage du marché, chefs de laboratoires de recherche, etc. Ce sont les *nouvelles classes moyennes* qui apparaissent ainsi et dont le niveau de vie correspond en gros à celui des anciennes classes moyennes. Mais ces classes moyennes nouvelles se distinguent de l'ancienne bourgeoisie moyenne par le fait *qu'elles ne sont plus propriétaires des moyens de production*, mais de simples appointés que le niveau de salaire, les traditions, le train de vie et les préjugés séparent du prolétariat proprement dit.

La chute tendancielle du taux moyen de profit.

La péréquation du taux moyen modifie le partage de la plus-value entre les entreprises, en faveur des entreprises à composition organique du capital plus élevée. Mais si pour l'*ensemble* des entreprises la moyenne de la composition organique du capital augmente, le taux moyen de profit baisse, toute chose restant égale ailleurs. Si, par exemple, d'une décennie à l'autre; la valeur de la production annuelle passe de : 300 milliards $c + 100$ milliards $v + 100$ milliards $pl = 500$ milliards à 400 milliards $c + 100$ milliards $v + 100$ milliards $pl = 600$ milliards, l'augmentation de la composition organique du capital de 3 à 4 entraîne une diminution du taux de profit de $\frac{100}{400} = 25\%$ à $\frac{100}{500} = 20\%$.

« Lorsqu'un système accumule de plus en plus d'outillage et d'équipement de production, le taux de rapport du capital nouveau et ancien diminue (83). » Or, l'augmentation de la composition organique du capital, du travail mort par rapport au travail vivant, est la tendance fondamentale du mode de production capitaliste. *La baisse tendancielle du taux moyen de profit* est donc une loi de développement du mode de production capitaliste.

Voici, pour des années successives, les taux de profits de l'industrie manufacturière américaine (*) :

	<i>Capital constant</i>		<i>Salaires et traitements</i>	<i>Profits</i>	<i>Taux de profit</i>
	<i>Fixe</i>	<i>Circulant</i>			
1889	350	5 162	1 891	1 869	26,6
1899	512	6 386	2 259	1 876	20,5
1909	997	11 783	4 106	3 056	18,1
1919	2 990	36 229	12 374	8 371	16,2 (84) (**)

Steindl donne les chiffres suivants qui marquent la tendance au ralentissement du rythme de l'accumulation du capital dans le capitalisme classique (85) :

Formation de nouveaux capitaux d'affaires (*business capital*) en % du capital d'affaires moyen existant, au cours d'une décennie :

1869-1878 : 3,75 %	1909-1918 : 2,76 %
1879-1888 : 4,65 %	1919-1928 : 2,18 %
1889-1898 : 4,30 %	1929-1938 : 0,38 %
1899-1908 : 3,75 %	

Nous savons que la force de travail à la fois conserve de la valeur et crée une valeur nouvelle. Dire que le taux de

(*) Mode de calcul : Valeur du produit-valeur ajoutée = capital constant circulant. Dépréciation = capital constant fixe. Valeur ajoutée — (salaires + traitements + dépréciation) = profit.

(**) Pour l'évolution du taux de profit à l'époque des monopoles, voir chapitres xii et xiv.

profit tombe, c'est dire qu'une fraction croissante du produit annuel consiste simplement en *maintien* de la valeur du stock existant de capital, et qu'une fraction décroissante accroît la valeur de ce stock. Ce fait théoriquement établi, on le retrouve empiriquement dans la statistique suivante, donnée par Kuznets, du pourcentage annuel de la production américaine d'outillage non destiné au remplacement de l'outillage existant mais destiné à son *extension* :

1879-1888 : 57,2 %	1909-1918 : 43,1 %
1889-1898 : 57,9 %	1919-1928 : 36,6 %
1899-1908 : 54,1 %	

Kuznets donne de même les chiffres suivants des dépenses d'amortissement du capital fixe existant en pourcentage de la formation brute de capital :

1879-1888 : 39,7 %	1919-1928 : 62,4 %
1889-1898 : 43,0 %	1929-1938 : 86,7 %
1899-1908 : 46,5 %	1939-1948 : 67,8 % (86).
1909-1918 : 50,1 %	

Cependant, la tendance à la baisse du taux de profit ne joue pas de façon uniforme, d'année en année ou de décennie en décennie. Son jeu est limité par une série de facteurs agissant en sens contraire.

a) *Augmentation du taux de la plus-value* : accroissement de la composition organique du capital signifie accroissement de la productivité du travail, qui peut signifier augmentation de la plus-value relative, donc augmentation du taux de la plus-value. Si d'une décennie à une autre la valeur totale de la production passe de : 300 milliards c + 100 milliards v + 100 milliards p = 500 milliards à 400 milliards c + 100 milliards v + 125 milliards p = 625 milliards, le taux de la plus-value $\frac{p}{v}$ est passé de

100 % à 125 %, et malgré l'augmentation de la composition organique du capital de 3 à 4 le taux de profit est resté le même : $\frac{100}{400} = 25 \%$, $\frac{125}{500} = 25 \%$.

Une augmentation *équivalente* du taux de la plus-value et de la composition organique du capital est cependant à la longue impossible à atteindre, parce qu'avec l'augmentation de la productivité du travail se produit souvent une extension des besoins ouvriers et une augmentation correspondante de la valeur de la force de travail, ce qui à son tour favorise le développement du mouvement ouvrier, limitant ainsi l'accroissement du taux de plus-value. Il faut signaler en outre que l'augmentation du taux de la plus-value se heurte à des limites *absolues* (l'impossibilité de réduire le travail nécessaire à zéro), alors qu'il n'existe nulle limite à l'augmentation de la composition organique du capital.

La théorie de l'effondrement (*Zusammenbruchstheorie*) est fondée en dernière analyse sur cette impossibilité pour le capital de rattraper à la longue la chute tendancielle du taux moyen de profit au moyen de l'augmentation du taux de la plus-value. Cette impossibilité reçoit une actualité toute brûlante dans le cadre de l'automation. L'inévitabilité des crises périodiques, précisée au chapitre XI, y contribue également.

b) *Avilissement du prix du capital constant* : la composition organique du capital exprime non pas le rapport entre la *masse matérielle* des instruments de travail et le nombre des ouvriers, mais bien le rapport entre la *valeur* des moyens de production et le *prix* de la force de travail engagée. Or, si la productivité générale du travail augmente, la valeur de chaque marchandise individuelle diminue. Cette loi s'applique à toutes les marchandises, y compris les machines et les autres moyens de production. L'accroissement de la composition organique du capital joue également dans le sens d'un avilissement des prix des machines, donc de la valeur du capital constant par rapport au capi-

tal variable, et contrecarre ainsi la baisse tendancielle du taux de profit.

Cependant, si tout progrès de la productivité diminue incontestablement la valeur de chaque unité du capital constant, ce progrès implique en même temps l'accroissement considérable du nombre de ces unités. La valeur d'une machine tombe, mais le nombre des machines augmente dans une proportion plus grande, et la valeur de la masse totale des machines augmente donc plutôt que de rester stationnaire. Ainsi, aux États-Unis, la valeur des moyens de production (*producers durables*) par rapport à la fortune nationale passe de 7,4 % en 1900 à 8,3 % en 1910, 10 % en 1920, 9 % en 1930, 8,7 % en 1940, 10,9 % en 1950 et 11,9 % en 1955 (87).

c) *L'extension de la base de la production capitaliste* : par le commerce extérieur, le capital amène des matières premières et des produits de première nécessité meilleur marché, ce qui réduit à la fois la valeur du capital constant et celle de la force de travail, et accroît le taux de la plus-value et le taux de profit. Par l'introduction du mode de production capitaliste dans de nouveaux secteurs ou de nouveaux pays, où règne d'abord une composition organique du capital plus basse, la chute du taux de profit est également contrecarrée.

Cependant, l'élargissement de la base de la production capitaliste signifie inévitablement un élargissement des échanges. En échange des marchandises que les pays industriels importent des pays arriérés, ils y exportent des produits manufacturés et des capitaux qui finissent par détruire dans ces pays le mode de production autochtone et par y introduire le mode de production capitaliste. Le mode de production capitaliste, en s'élargissant et en s'universalisant, réduit les secteurs dans lesquels un taux de profit plus élevé peut être obtenu. Bien que cette expansion ait joué un rôle important pendant toute une époque pour diminuer ou arrêter la baisse tendancielle du taux de profit, elle voit son efficacité progressivement diminuer et elle peut

même produire l'effet opposé, quand les pays arriérés, industrialisés à leur tour, obligent les pays avancés à une forte augmentation de la composition organique du capital pour soutenir la concurrence.

d) *L'augmentation de la masse de la plus-value* : l'extension constante de la sphère d'opération capitaliste, l'accumulation du capital, l'accroissement du nombre des salariés impliquent une augmentation constante de la *masse* de la plus-value. Lorsque la baisse du taux moyen de profit reste relativement réduite, cette augmentation absolue est de nature à « réconcilier » le capitaliste avec le système. Ce capitaliste n'est en effet pas effrayé par la perspective de ne gagner « que » du 10 % sur 1 milliard, plutôt que 12 % sur 200 millions. L'augmentation de la masse du profit de 24 à 100 millions compense la chute légère du taux de profit. La réduction du temps de rotation du capital circulant contribue particulièrement à l'accroissement de la masse de la plus-value.

La valeur d'une marchandise dans le mode de production capitaliste se présente sous la forme $c + v + pl$. Les lois de développement du mode de production capitaliste peuvent être représentées sous forme de rapports entre les termes de cette formule :

a. L'accroissement de $\frac{c}{v}$ représente l'accroissement de la composition organique du capital;

b. L'accroissement de $\frac{pl}{v}$ représente l'accroissement du taux de la plus-value;

c. La diminution de $\frac{pl}{c + v}$ représente la baisse du taux moyen de profit.

Mais ces trois tendances de développement se présentent sous une forme différente selon qu'on les considère du

point de vue de leur signification historique générale, par rapport au développement des forces productives, ou qu'on les considère par rapport à la *forme spécifique* qu'elles prennent sous le mode de production capitaliste.

L'augmentation de la masse des instruments de travail mis en mouvement par le travail vivant dans le processus de production; la diminution de la partie de la journée de travail consacrée à la production des subsistances pures et simples (à la production du produit nécessaire); la diminution de la richesse annuellement produite par rapport à la richesse graduellement accumulée par la société, voilà des indices généraux de progrès de la civilisation, de développement élevé des forces productives, dans n'importe quelle société, y compris dans une société socialiste.

La force spécifique sous laquelle ces tendances se présentent en régime capitaliste, c'est la *forme antagoniste*. L'augmentation du surproduit social par rapport au produit nécessaire n'aboutit pas à une augmentation prodigieuse du bien-être et de confort pour l'ensemble de la société, mais à une augmentation du *surtravail approprié par des classes possédantes*, à l'accroissement du degré d'exploitation de la classe ouvrière. La diminution du rapport entre la richesse nouvelle annuellement créée et la richesse sociale accumulée, ne signifie pas que l'humanité peut vivre de plus en plus exclusivement de cette richesse accumulée, ne signifie pas un accroissement constant des loisirs, mais devient au contraire une source périodique de convulsions, de crises et de chômage. L'accroissement de la masse du travail mort par rapport au travail vivant ne signifie pas une économie croissante de travail humain mais la création d'une vaste armée de réserve industrielle, sous la pression de laquelle la consommation des producteurs reste limitée au produit nécessaire, et leur effort physique se prolonge ou s'intensifie. C'est cette forme antagoniste que prennent les tendances de développement du régime capitaliste qui détermine l'inévitabilité de sa destruction.

La contradiction suprême du régime capitaliste.

Toutes les contradictions du mode de production capitaliste peuvent être résumées dans la contradiction générale et fondamentale : la contradiction entre la *socialisation effective de la production* et la *forme privée, capitaliste, de l'appropriation*.

La socialisation de la production sous le régime capitaliste représente l'effet historique le plus important, le plus progressiste, de la généralisation du mode de production capitaliste. A la fragmentation de la société patriarcale, esclavagiste, féodale, en des milliers de petites cellules de production et de consommation indépendantes les unes des autres, entre lesquelles n'existent que des liens (notamment des liens d'échange) rudimentaires, se substitue *l'universalité des relations humaines*. La division du travail se généralise et se perfectionne, non seulement dans un pays mais à l'échelle mondiale. Personne ne produit plus en premier lieu des valeurs d'usage pour sa propre consommation. Le travail de chacun est indispensable à la survie de tous, dans la mesure [où] chacun ne peut survivre que grâce au travail de milliers et de milliers d'autres hommes. Le travail individuel ne subsiste plus qu'en tant que parcelle infime du travail social. C'est le travail objectivement coopérateur de tous les hommes qui fait fonctionner ou maintient en mouvement la production du capitalisme moderne. Cette production se trouve donc objectivement socialisée, entraînant l'ensemble de l'humanité dans son orbite.

La socialisation de la production sous le régime capitaliste permet un développement énorme des forces productives. L'accroissement du capital constant, avant tout de la masse des machines et de l'outillage de l'industrie et des transports, n'est possible que par le développement extrême de la division du travail. Cet essor prodigieux des forces productives est implicitement contenu dans l'accroissement de la composition organique du capital, dans la

concentration du capital, dans l'extension constante de la base du mode de production capitaliste qui tend à conquérir le monde entier. Il implique un développement non moins prodigieux des besoins humains, une première prise de conscience des possibilités d'un développement universel de tous les hommes.

Mais cette socialisation de la production, qui transforme le travail de toute l'humanité en travail objectivement coopérateur, n'est pas régularisée, dirigée, gérée selon un plan conscient. Elle est réglée par des forces aveugles, les « lois du marché », en fait les oscillations du taux de profit et le jeu de péréquation du taux de profit, la forme particulière que prend la loi de la valeur en régime capitaliste. C'est pourquoi l'ensemble de la production objectivement socialisée se développe indépendamment des besoins humains qu'elle a elle-même suscités, aiguillée seulement par la soif de profit des capitalistes.

La forme privée de l'appropriation fait du profit le seul but et moteur de la production. Elle donne un caractère inégal et spasmodique au développement des forces productives. La production se développe par bonds, non pas dans les secteurs où subsistent les besoins réels les plus pressants, mais bien dans les secteurs où les profits les plus élevés peuvent être réalisés. La production de boissons alcoolisées, de *comic books* et de stupéfiants passe avant la lutte contre la pollution de l'air, la conservation des ressources naturelles, voire la construction d'écoles et d'hôpitaux (88). Dans la Grande-Bretagne d'aujourd'hui, on dépense plus d'argent pour le pari mutuel que pour la lutte contre le cancer, la poliomyélite et l'artériosclérose... La forme privée de l'appropriation du surproduit social, de la plus-value, détermine le caractère *anarchique* de la production capitaliste. La sous-production dans un secteur coïncide constamment avec la surproduction dans un autre secteur, jusqu'à ce que la surproduction générale et la crise corrigent périodiquement les méfaits de cette anarchie. Le déséquilibre, la disproportion entre les différents secteurs de la production sont les éléments inévitables de

cette anarchie. La répartition du travail humain entre les différents secteurs de la production ne correspond jamais exactement à la répartition du pouvoir d'achat pour les produits de ces secteurs. Quand cette disproportion devient trop violente, elle se résout en crise, qui conduit à un nouvel équilibre passager et éphémère.

La contradiction entre la socialisation de fait de la production capitaliste et la forme privée de l'appropriation se manifeste comme contradiction entre la tendance au développement illimité des forces productives et les limites étroites dans lesquelles reste enfermée la consommation. Le mode de production capitaliste est ainsi le premier dans lequel la production semble se détacher complètement de la consommation, dans lequel la production semble devenir un but en soi. Mais les crises périodiques lui rappellent durement que la production ne peut pas, à la longue, se détacher complètement des possibilités de consommation solvable de la société.

Travail libre et travail aliéné.

Le producteur d'une société primitive ne sépare généralement pas son activité productive, « le travail », de ses autres activités humaines. Certes, ce degré élevé d'intégration de toute son existence exprime davantage la pauvreté de la société et le caractère extrêmement étroit de ses besoins, qu'un effort conscient vers le développement universel de toutes les possibilités humaines. La tyrannie qu'il subit est celle des forces de la nature. Elle implique une mauvaise conscience du milieu naturel, la soumission dégradante à la magie, un développement primitif de la pensée. Mais l'effet de cette dégradation est fortement atténué par le niveau élevé de solidarité et de coopération sociales. L'intégration de l'individu et de la société s'effectue de façon relativement harmonieuse. Lorsque le milieu naturel n'est pas trop hostile, le travail se combine avec la joie du corps et de l'esprit. Il satisfait à la fois les

besoins physiques et sociaux, esthétiques et moraux (*).

A mesure que s'accroissent les forces productives, l'humanité se libère progressivement de la tyrannie des forces de la nature. Elle prend conscience de son milieu naturel et apprend à le modifier d'après ses propres fins. Elle se soumet des forces qu'elle était jadis condamnée à subir plus ou moins passivement. Ainsi commence la marche triomphante de la science et des techniques scientifiques, qui fera de l'homme le maître de la nature et de l'univers.

Mais l'humanité paie une rançon très dure pour ce progrès émancipateur. Le passage d'une société de pauvreté absolue à une société de pénurie relative est en même temps le passage d'une société harmonieusement unie à une société divisée en classes. Avec l'apparition de loisirs individuels au profit d'une minorité de la société apparaît également le temps aliénés, le temps de travail servile, le travail gratuit fourni pour autrui par la majeure partie de la société. A mesure que l'homme se libère de la tyrannie des forces de la nature, il subit de plus en plus la tyrannie de forces sociales aveugles, la tyrannie d'autres hommes (esclavage, servage) ou la tyrannie de ses propres produits (petite production marchande et production capitaliste).

Le caractère aliéné du travail servile ne demande pas de développements. L'esclave et le serf ne sont plus maîtres de leur vie et de la majeure partie de leur temps. Ce n'est pas seulement le libre développement de leur personnalité, c'est en général tout développement qui leur est interdit par leur condition sociale. Mais le travail dans la société capitaliste est lui aussi un travail aliéné, implique lui aussi l'aliénation humaine à un degré extrême.

Cette aliénation apparaît avant tout comme une séparation radicale entre le travail et toutes les activités humaines non « économiques ». L'écrasante majorité des citoyens d'une société capitaliste ne travaillent pas parce qu'ils

(*) Voir par exemple la description du *dokpwe*, travail exécuté en commun à Dahomey (89).

aiment leur métier, parce qu'ils se réalisent grâce à leur travail, parce qu'ils le considèrent, comme une condition nécessaire et suffisante au développement de leurs capacités physiques, intellectuelles et morales. Ils travaillent au contraire *par nécessité, pour pouvoir satisfaire leurs besoins humains en dehors du travail*. Au début du régime capitaliste — et aujourd'hui encore dans une large partie du tiers-monde — ces besoins sont d'ailleurs réduits au niveau presque animal de subsistance et de reproduction physique. Au fur et à mesure qu'ils s'élargissent, que la durée du temps de travail se réduit, l'opposition entre le « temps perdu » et le « temps regagné » n'en devient que plus frappante et plus aiguë.

L'aliénation s'exprime ensuite par la perte totale de contrôle du travailleur sur ses conditions de travail, sur ses instruments de travail, sur le produit de son travail. Cette perte de contrôle s'accroît précisément au fur et à mesure que l'augmentation de la plus-value relative se substitue à l'augmentation de la plus-value absolue, que la journée de travail se raccourcit mais au prix d'une intensification et d'une mécanisation de plus en plus inhumaine de ce même travail.

Le travail continu (qui fait perdre aux travailleurs jusqu'au rythme normal de la succession des jours et des nuits), la chaîne et la semi-automatisation, l'éclatement des anciennes qualifications, la généralisation des ouvriers spécialisés sont autant d'étapes de cette aliénation. Au bout de cette évolution le travailleur n'est plus qu'un infime chaînon de deux mécaniques monstrueuses, la machine proprement dite, c'est-à-dire les instruments de travail qui l'écrasent (*), et la machine sociale qui ne l'écrase pas moins de ses ordres, de sa hiérarchie, de ses commandes, de ses amendes et de son insécurité organisée. A l'écrasement qui broie l'individu se joint l'ennui dégagé par le travail mécanisé, ennui qui finit par saper les forces

(*) Au sens littéral (l'accroissement énorme des accidents de travail) et figuré du terme.

vitales de l'ouvrier et auquel succomberont aussi de plus en plus les employés, au fur et à mesure que le travail de bureau se mécanise lui aussi (*).

L'aliénation s'exprime enfin par le trait de la commercialisation et de l'atomisation universelles de la société capitaliste. Tout se vend et tout s'achète. La lutte de tous contre tous implique la négation des mobiles d'action les plus fondamentaux et les plus caractéristiques de l'humanité : la protection des faibles, des vieillards et des enfants; la solidarité de groupe; le désir de coopération et d'entraide; l'amour du prochain. Toutes les qualités, toutes les aspirations, toutes les possibilités humaines ne peuvent plus se réaliser qu'à travers l'acquisition de choses ou de services sur le marché, acquisition que le capitalisme tend de plus en plus à commercialiser, donc à niveler et à mécaniser. Ainsi, la réduction du temps de travail est accompagnée bien moins d'un accroissement de loisirs individuels humanisés et humanisants, que de loisirs de plus en plus commercialisés et déshumanisés.

Récemment, quelques pasteurs et vicaires protestants d'Allemagne occidentale, suivant l'exemple des prêtres-ouvriers catholiques, ont travaillé pendant plusieurs mois dans de grandes usines. Ils ont à cette occasion donné un aperçu frappant du caractère aliéné du travail capitaliste :

« L'attitude (des ouvriers) envers le travail est généralement négative, à l'exception de celle de quelques artisans, pour lesquels la qualification acquise et l'expérience constamment gagnée jouent encore un certain rôle. Pour les autres, le travail à l'usine est considéré comme un *mal nécessaire*. L'emploi est « l'ennemi » du travailleur, au-

(*) « Un ouvrier semi-spécialisé découvre, après 25 ans de travail pénible, que le gamin de 17 ans installé à la machine voisine touche à quelques francs près le même salaire horaire que lui. D'ailleurs, les milliers qui l'entourent gagnent tous peu à peu la même chose. Et le geste toujours recommencé qu'il exécute pendant des heures devient insupportablement ennuyeux. Il pense à son père probablement plus pauvre que lui, mais qui au moins était fier des tonneaux qu'il fabriquait. Maintenant, toute l'intelligence est dans la machine et c'est elle qui est un objet de fierté. Peut-être le règlement lui interdit-il même de parler à son voisin ou d'aller boire une gorgée d'eau en dehors de la pause (90). »

quel il *doit se soumettre* quotidiennement pendant longtemps, — avec tout ce que cela implique : les machines qu'il doit *servir*; la hiérarchie de l'entreprise, du chef d'équipe jusqu'à la direction, à laquelle il est *livré* sans possibilité de discussion (la « co-gestion », c'est-à-dire le conseil d'entreprise, ne joue pratiquement pas de rôle dans nos entreprises); mais également les compagnons de travail, dans la mesure où ils ne sont, eux aussi, que des parties intégrantes de tout cet univers auquel on accède *récalcitrant au début* de sa pause, et qu'on quitte *comme en s'évadant* à la fin de cette pause...

« *Le temps passé à l'entreprise est considéré comme une perte de la vie.*

« ... Le mode et la forme du travail (travail physique épuisant, ou simplement surveillance de processus mécaniques) ne jouent pas un rôle aussi grand que leur valorisation sociale, qui s'exprime également dans les entreprises que nous avons appris à connaître, par *la mise sous tutelle* de l'ouvrier *en tant qu'objet de décisions qu'on prend à son sujet...*

« L'ouvrier est incontestablement — malgré le syndicat et la loi sur les conseils d'entreprises — la partie la plus faible de notre système économique : les fluctuations, les arrêts temporaires et les crises le frappent comme première victime, en remettant en question son emploi, alors qu'ils peuvent être amortis sans grands dégâts humains pour les autres facteurs du processus de production. *Le sentiment de l'insécurité d'existence* et de la *dépendance totale d'une évolution arbitraire* de notre économie d'entrepreneur n'est dans aucune autre couche sociale aussi élevé que dans celle-ci... Sans aucun doute le changement urgent et désirable de la conscience sociale des ouvriers n'est-il concevable qu'en rapport avec le changement réel de leur situation sociale (nous soulignons) (91) (*). »

(*) Voir l'analyse, en tous points semblable, de la situation ouvrière en France, dans : A. Andrieux et J. Lignon : *l'Ouvrier d'aujourd'hui*.

La lutte de classe.

Depuis que la division de la société en classes existe, les hommes ne se sont pas résignés au règne de l'injustice sociale sous le prétexte que celle-ci pouvait être considérée comme une étape inévitable du progrès social. Les producteurs n'ont guère accepté comme normal ou naturel que le surproduit de leur travail soit accaparé par des classes possédantes, qui obtiennent ainsi un monopole des loisirs et de la culture. Toujours et sans cesse, ils se sont révoltés contre cet ordre de choses. Et sans cesse, les esprits les plus généreux des classes possédantes se sont, eux aussi efforcés de condamner l'inégalité sociale et de se joindre à la lutte des exploités contre l'exploitation. L'histoire de l'humanité n'est qu'une longue suite de luttes de classes.

L'aube de la société de classe est marquée par des révoltes d'esclaves. Seule, la révolte de Spartacus et les révoltes d'esclaves en Sicile sous Verrès sont généralement connues. Mais vers la même époque, il y eut la révolte des 40 000 esclaves travaillant dans les mines en Espagne, la révolte des esclaves de Macédoine et de Délos et, un demi-siècle plus tôt, la grande révolte des mineurs de Laurium, en Grèce (92). A partir du III^e siècle de notre ère, une vaste révolte d'esclaves et de paysans appauvris s'étend sur toute la partie occidentale de l'Empire romain (mouvement des « bagaudae ») et de l'Afrique du Nord (mouvement des « donatistes »). On a généralement sous-estimé l'importance du rôle de ces révoltes dans l'écroulement de l'Empire romain (93). L'esprit dont elles étaient animées a été nettement saisi par le chroniqueur arabe Abou Zakaria, qui écrit ce qui suit au sujet des donatistes :

« Ils haïssent les maîtres et les riches, et quand ils rencontrent un maître monté sur son chariot et entouré de ses esclaves, ils le font descendre, font monter les esclaves dans le char, et forcent le maître à courir à pied. Ils se vantent d'être venus pour rétablir l'égalité sur la terre, et ils appellent les esclaves à la liberté (94), »

Les invasions des Visigoths dans l'Empire byzantin furent de même accompagnées de révoltes d'esclaves, notamment de celles des mineurs de Thrace (95). Plus tard (820-823) éclate une nouvelle et terrible révolte dans l'Empire byzantin aidée par les petites gens que l'armée de l'empereur Michel II ne peut écraser qu'après trois années de campagne militaire.

A la même époque, une armée d'esclaves noirs utilisés par les Arabes pour assécher le Shatt-el-Arab se révolte (868) et tient tête pendant 15 ans aux attaques des armées impériales. Et lorsque le capital commercial et manufacturier fit renaître dans les pays d'outre-mer l'esclavage sous ses formes les plus abjectes, il y eut de nombreuses insurrections, comme celle dirigée par Sourapati, sur l'île de Java (1690-1710), celle des Indiens de Bolivie (1686, 1695, 1704, 1742 et 1767), et celle des Jacobins Noirs de l'île de Haïti (96).

Les paysans écrasés par la corvée ou la reute agraire ont eux aussi essayé maintes fois de se libérer du joug de l'exploitation. Toute l'histoire de l'Antiquité, celle d'Égypte, de Judée, d'Athènes et de Rome, est remplie de mouvements insurrectionnels de paysans contre l'usure, l'endettement et la concentration de la propriété. Dans l'empire perse des Sassanides s'est produit aux v^e-vi^e siècles de notre ère le mouvement des *Mazdékéens* qui réclament la communauté des biens, l'abolition de tous les privilèges et l'interdiction de tuer tout être vivant. C'est sans doute pourquoi les historiens au service des classes possédantes les appellent « barbares » et « dénaturés ».

Tout au long de l'histoire chinoise, les dynasties régnantes ont été renversées par des révoltes de paysans opprimés. Les dynasties des Han et des Ming étaient elles-mêmes des dynasties de chefs paysans, qui s'efforcèrent à l'origine de combattre non seulement la propriété foncière mais même le capital usurier et marchand (97). Le xiv^e siècle, en Europe occidentale, est marqué par des « jacqueries » dans presque tous les pays : France, Grande-Bretagne, Flandre, Bohême, Espagne, etc. Le xvi^e siècle voit le

développement de la grande guerre des paysans allemands et de tendances sociales analogues dans les villes, où les idées révolutionnaires les plus hardies se manifestent chez Thomas Münzer et les anabaptistes. L'histoire du Japon du XVII^e au XVIII^e siècle est marquée par de longues séries d'insurrections paysannes contre l'exploitation accrue dont la paysannerie était victime par suite de la généralisation de l'économie monétaire. On ne compte pas moins de 1 100 insurrections entre l'année 1603 et l'année 1863 (98).

Enfin, les petits artisans, leurs compagnons et leurs valets, ancêtres du prolétariat moderne, se sont insurgés et contre l'absence de droits politiques dans les grands centres urbains, et contre l'exploitation dont ils étaient victimes de la part du capital marchand (*). Ce ne sont pas seulement les artisans des villes flamandes italiennes du Moyen Age qui ont mené de tels combats, mais aussi les artisans des villes de l'Islam dont le puissant mouvement international des Quarmites avait réuni toutes les idées progressistes de son temps au IX^e siècle de notre ère, et se prolongea dans quelques insurrections de guildes urbaines en Anatolie et à Istanbul jusqu'au XVII^e siècle (100). Ce mouvement a même réussi à établir un État communiste à Bahrein et au Yémen qui survécut pendant plus de cent ans (du XI^e au XII^e siècle). »

Pourquoi tous ces mouvements ont-ils échoué en fait dans la tentative d'abolir l'inégalité sociale, soit qu'ils aient été vaincus, soit qu'une fois victorieux, ils aient eux-mêmes reproduit des conditions sociales analogues à celles contre lesquelles ils s'étaient révoltés (**)? Parce que les conditions matérielles n'étaient guère mûres pour

(*) La première grève ouvrière que nous rapporte l'histoire est celle d'ouvriers égyptiens travaillant vers 1165 avant notre ère, sous Ramsès III, à Dér el-Medine, sur la rive ouest du Nil, près de Thèbes (99).

(**) On peut citer à ce sujet l'évolution des monastères catholiques où fut d'abord instaurée la communauté des biens, et celle de la ville de Tabor. Lors de la formation de cette ville, il fallait abandonner tous ses biens dans des « tombeaux publics », mais la petite production marchande réapparut quelques années plus tard (101).

l'abolition de l'exploitation et de l'inégalité sociales.

L'absence de classes dans la préhistoire humaine s'explique par le fait que le produit social est en gros égal au produit nécessaire. La division de la société en classes correspond à un développement des forces productives qui permet déjà la constitution d'un certain surproduit, mais pas encore d'un surproduit suffisamment grand pour assurer l'ensemble de la société les loisirs nécessaires à l'exercice des fonctions d'accumulation sociale. Sur la base d'un tel développement insuffisant des forces productives, la réapparition de l'inégalité sociale, de la division de la société en classes, même là où cette division fut momentanément supprimée, ne peut pas être évitée à la longue.

C'est le mode de production capitaliste qui, par l'essor prodigieux qu'il assure aux forces productives, crée pour la première fois dans l'histoire les conditions économiques pour la suppression de toute société de classe. Le surproduit social suffirait pour réduire à l'extrême le temps de travail de tous les hommes, ce qui assurerait un essor de culture qui permettrait l'exercice des fonctions d'accumulation (et de gestion) par l'ensemble de la société. Les classes dominantes perdent ainsi toute raison d'être historique. L'organisation consciente du travail, déjà objectivement socialisé par le capitalisme, devient une condition indispensable pour un nouveau développement global des forces productives.

Le développement du mode de production capitaliste ne crée pas seulement les conditions *économiques* pour la suppression de la société de classe. Il en crée également les conditions *sociales*. Il produit une classe qui acquiert un intérêt majeur à la suppression de toute forme de propriété privée des moyens de production parce qu'elle n'en possède plus aucune. Cette classe réunit en même temps entre ses mains toutes les fonctions productives de la société moderne. De par sa concentration dans la grande usine, elle acquiert par instinct et expérience la certitude qu'elle ne peut défendre son sort qu'en groupant ses forces,

qu'en exerçant ses grandes qualités d'*organisation*, de *coopération* et de *solidarité*. D'abord, elle utilise ces qualités pour enlever au patronat une part plus grande de la valeur nouvelle qu'elle crée. Elle lutte pour la limitation de la journée de travail et pour l'augmentation des salaires. Mais bientôt elle apprend que cette lutte ne se révèle à la longue efficace qu'à condition de faire face à l'ensemble de la domination du Capital et de son État (*). La lutte de classe du prolétariat moderne se développe alors en mouvement politique, mouvement pour la suppression de la propriété capitaliste, pour la socialisation des moyens de production et d'échange, pour l'avènement d'une société socialiste sans classes.

(*) Dans *The Town Labourer*, J. L. et B. Hammond décrivent de manière frappante comment l'État est tout entier au service du Capital au XIX^e siècle. Dans les districts de Caerphilly et de Merthyr Tydfill, les seuls magistrats furent deux maîtres de forge qui devaient constamment juger (!) leurs propres salariés. Ces mêmes magistrats étaient responsables de l'application des lois... leur interdisant (!) le *truck system*. Les mêmes auteurs décrivent les mouvements des troupes dans les régions industrielles « qui ressemblèrent à un pays sous occupation militaire... ; les soldats furent déplacés d'après les fluctuations des salaires et de l'emploi (102) ».

INTRODUCTION

- (1) E. LIPPINCOTT, introduction à : Oskar LANGE & Fred M. TAYLOR : *On the Economic Theory of Socialism*, p. 7.
- (2) J. M. KEYNES : *Essays in Persuasion*, p. 300.
- (3) A. A. BERLE jr : *The XXth Century Capitalist Revolution*, p. 13-24.
- (4) FR. PERROUX : *Le Capitalisme*, p. 109.
- (5) Raymond ARON : *L'Opium des Intellectuels*, p. 115.
- (6) R. HILFERDING : *Aus der Vorgeschichte der Marxschen Oekonomie*, in : *Die Neue Zeit*, tome 29, vol. 2, p. 574.
- (7) J. SCHUMPETER : *History of Economic Analysis*, p. 391.
- (8) Henri GUITTON : *Les Fluctuations économiques*, pp. 329-332.
- (9) CONDLIFFE : *The Commerce of Nations*, p. 241.
- (10) Alvin HANSEN : *Readings in Business Cycles and National Income Theories*, p. 129.
- (11) Paul M. SWEETZ : *The Theory of Capitalist Development*, p. 209.
- (12) MIKOYAN : au XX^e Congrès du P. C. de l'U. R. S. S. *Die Presse der Sowjet-Union* 1956, Nr 23, p. 559.
- (13) K. MARX : *Zur Kritik der politischen Oekonomie*, éd. Kautsky p. XXXVI.
- (14) K. MARX : *Das Kapital*, vol. I, p. XVII.
- (15) J. SCHUMPETER : *History of Economic Analysis*, p. 4; Joan ROBINSON : *The Accumulation of Capital*, p. 56.
- (16) K. MARX-Fr. ENGELS : *Briefwechsel*, II, p. 243.
- (17) R. HILFERDING : *Aus der Vorgeschichte der Marxschen Oekonomie*, in : *Die Neue Zeit*, tome 29, vol. 2, p. 626.
- (18) *The Manchester Guardian*, 8 septembre 1955.
- (19) *Social Research*, septembre 1947, p. 375.

(20) EDY & PEACOCK : *National Income and Social Accounting*, p. 155.

(21) K. MARX-Fr. ENGELS : *Selected Correspondance*, pp. 379, 412.

(22) Voir notamment les articles de Fan Wen-lan et de Jiang Quan dans : *Neue Chinesische Geschichtswissenschaft. — Zeitschrift für Geschichtswissenschaft, Sonderheft 7. Jahrgang, 1959.*

CHAPITRE I

- (1) J. Grahame CLARK : *From Savagery to Civilisation*, p. 26; A. GEHLEN : *Der Mensch*, p. 24.
- (2) HEARD : *Origin of Civilisation*, pp. 66-7. Voir aussi A. GEHLEN : *Der Mensch*, pp. 35, 91, etc.
- (3) Gordon CHILDE : *Man Made Himself*, p. 49. Cf. aussi Prof. OAKLEY, in : *An Appraisal of Anthropology to-day*, p. 235.
- (4) RENARD : *Le Travail dans la Préhistoire*, p. 67; FURON : *Manuel de Préhistoire générale*, p. 174.
- (5) Sir James Georges FRAZER : *Myths of the Origin of Fire*.
- (6) MALINOVSKI : *A Scientific Theory of Culture*, p. 95.
- (7) Raymond FIRTH : *Primitive Polynesian Economy*, pp. 37-8.
- (8) HOBHOUSE, WHEELER et GINSBERG : *Material Culture of the Simpler Peoples*, pp. 16-18.
- (9) SUMMER et KELLER : *Science of Society*, I, pp. 163-4.
- (10) HERSKOVITZ : *The Economic Life of Primitive People*, pp. 47-8.
- (11) KAJ BIRKET-SMITH : *Geschichte der Kultur*, pp. 143-4.
- (12) Raymond FIRTH : *Primitive Polynesian Economy*, p. 112.
- (13) Heinrich CUNOW : *Allgemeine Wirtschaftsgeschichte*, I, pp. 103-123; C. Darryl FORDE : *Habitat, Economy and Society*, p. 374.
- (14) *Ibidem*, I, p. 95.
- (15) Raymond FIRTH : *Primitive Polynesian Economy*; Cf. LEVY-STRAUSS : *Tristes Tropiques*, pp. 297-8.
- (16) Gordon CHILDE : *Man Makes Himself*, pp. 15-19.
- (17) Arnold GEHLEN : *Der Mensch*, pp. 433-4.
- (18) Fritz HEICHELHEIM : *Wirtschaftsgeschichte des Altertums*, p. 36; C. Darryl FORDE : *Habitat, Economy and Society*, p. 397. Voir dans *Historia Mundi* II, pp. 66-80, la discussion sur l'état actuel de cette question, par Karl J. Narr.
- (19) HOBHOUSE, WHEELER et GINSBERG : *Material Culture of the Simpler peoples*, p. 22.
- (20) THURWALD, article « Handwerk » in : *Realexion der Vor-*

geschichte, V, p. 98. Ces idées sont aujourd'hui généralement acceptées par les spécialistes : Voir *An Appraisal of Anthropology to day*, pp. 40-41.

(21) SUMMER & KELLER : *Science of Society*, I, p. 134.

(22) Robert GRAVES : *The Greek Myths*, p. 13, vol. I, Penguin Books, revised edition, 1960.

(23) Debiprasad CHATTOPADHYAYA : *Lokayata*, People's Publishing House, 1959, pp. 251-265 and 273-292.

(24) SUMMER & KELLER : *Science of Society*, III, pp. 1954 et fol.; Fritz HEICHELHEIM : *Antike Wirtschaftsgeschichte*, II, p. 898. Voir aussi F. KERN : *Mutterrecht einst und jetzt*, in : *Theologische Zeitschrift*, Basel, 6, 1950, et *Historia Mundi*, I, p. 389, et II, p. 91-2, 94.

(25) FURON : *Manuel de Préhistoire général*, passim.

(26) Martin C. YANG : *A. Chinese Village*, p. 27.

(27) Raymond FIRTH : *Primitive Polynesian Economy*, p. 63.

(28) M. MEAD : *Cooperation and Competition among primitive people*, p. 445.

(29) *Ibidem*, p. 29.

(30) Georges BALANDIER : *Structures sociales traditionnelles et changements économiques*, in : « Revue de l'Institut de Sociologie Solvay, U. L. B. », n° 1, 1959, pp. 38-9.

(31) *Smithsonian Contributions to Knowledge*, vol. XVI.

(32) Laura THOMSON : *A Culture in Crisis*, pp. 94-5.

(33) HERSKOVITZ : *The Economic Life of Primitive People*, pp. 72-7.

(34) Margaret MEAD : *Sex and Temperament*, pp. 26-7. Voir aussi la description par Jomo KENYATTA du travail communautaire chez les Gikuyu : *Au pied du Mont Kenya*, pp. 72, 84-5 et al.

(35) *Les Populations aborigènes*, publication du B. I. T., p. 225.

(36) Melville J. HERSKOVITZ : *Dahomey, an Ancient West African Kingdom*, I, p. 64.

(37) *Ibidem*, p. 65, I.

(38) S. F. NADEL : *A Black Byzantium, The Kingdom of Nupe in Nigeria*, p. 49; Joseph BOURRILY : *Éléments d'ethnographie marocaine*, p. 139.

(39) A. R. RADCLIFFE-BROWN : *Structures and Function in Primitive Society*, p. 33.

(40) Audrey I. RICHARDS : *Land, Labour and Diet in Northern Rhodesia*, p. 15.

(41) Henri TERRASSE : *Histoire du Maroc*, p. 28.

(42) *Lavrentian Chronicle*, p. 8.

(43) Marc BLOCH : *Les Caractères originaux de l'histoire rurale française*, p. 163.

(44) Ch.-E. PERIUN : *Recherches sur la seigneurie rurale en Lorraine*, p. 639.

(45) Darryl FORDE : *Habitat, Economy and Society*, p. 375; René GROUSSET : *Histoire de la Chine*, p. 9.

(46) Stefan BALAZS : *Beiträge zur Wirtschaftsgeschichte der T'ang-Zeit*, in : *Mitteilungen des Seminars für Orientalische Sprachen 1931-1932*.

(47) Voir notamment : CAESAR : *De Bello Gallico*, IV, 21,3; PERRIN, *op. cit.*, p. 629; *Ancien Testament* : Num XXVI, 55, 56; Joshua XVIII, 6; Mic. II, 5, etc.

(48) YOSHITOMI : *Étude sur l'histoire économique de l'Ancien Japon*, p. 67; Yosoburo TAKEKOSHI : *Economic Aspects of the History of the Civilisation of Japan*, pp. 26-7; J. H. BŒKE : *Theorie der Indische Economie*, p. 30; K. A. WITTFOGEL : *Probleme chinesischer Wirtschaftsgeschichte*, p. 304. Également une publication chinoise récente : *An Outline History of China*, p. 19.

(49) DYCKMANS : *Histoire économique et sociale de l'Ancienne Égypte*, I, pp. 128; Jacques PIRENNE : *Histoire des Institutions et du Droit privé de l'ancienne Égypte*, I, p. 29.

(50) Jacques WEULERSSE : *Le Pays des Alaouites*, p. 357.

(51) *African Survey*, p. 833-4. Seulement de la 1^{re} et seconde édition.

(52) Raymond FIRTH : *Primitive Polynesian Economy*, pp. 57-8.

(53) GLOTZ : *Le Travail dans la Grèce antique*, pp. 14-5; KULISCHER : *Wirtschaftsgeschichte des Mittelalters*, I, pp. 12-32; VAILLANT : *The Aztecs of Mexico*, p. 113; *Cambridge History of India*, I, p. 200; CUNOW : *Geschichte und Kultur des Inka-Reiches*, p. 138; LEVTCHENKO : *Byzance*, p. 48; LYASTCHENKO : *History of the National Economy of Russia*, p. 70; Sir Gerald CLAUSEN : *La Tenure communautaire, passim*, pp. 23-5.

(54) Gordon CHILDE : *What Happened in History*, p. 90.

(55) GLOTZ : *Le Travail dans la Grèce antique*, p. 48.

(56) CHEN HUANG-CHANG : *The Economic Principles of Confucius*, p. 122.

(57) Manuscrit RAMIREZ : *Histoire de l'Origine des Indiens*, p. 13.

(58) Fritz HEICHELHEIM : *Vormittelalterliche Geschichtsepochen*, pp. 163-4.

(59) *Encyclopedia of Social Sciences*, Vol. I, article « Agriculture », p. 572.

(60) HITTI : *History of the Arabs*, pp. 49-58.

(61) HEICHELHEIM : *Wirtschaftsgeschichte des Altertums*, I, p. 205.

(62) YOSHITOMI : *Étude sur l'histoire économique de l'ancien Japon*, p. 208; Sir George SANSOM : *A History of Japon to 1334*, p. 14.

(63) RATZEL : *Anthropogeography*, II, pp. 264-5, première édition allemande de 1891.

(64) KULISCHER : *Wirtschaftsgeschichte des Mittelalters*, I, p. 71.

(65) WEULERSSE : *Le Pays des Alaouites*, p. 357.

- (66) MALINOVSKI : *Freedom and Civilisation*, p. 301.
- (67) HOBHOUSE, WHEELER & GINSBERG : *The material Culture of the Simpler People*, pp. 235-6; C. Darryl FORDE : *Habitat, Economy and Society*, p. 391.
- (68) SALISBURY : *From Stone to Steel, passim*, Melbourne University Press 1962.
- (69) H. CUNOW : *Allgemeine Wirtschaftsgeschichte*, I, p. 411.
- (70) In POLANYI : *Trade and Market in the Early Empires*, pp. 30-1.
- (71) GORDON CHILDE : *Scotland before the Scotts*, p. 48.
- (72) S. F. NADEL : *A Black Byzantium, The Kingdom of Nupe in Nigeria*, p. 190.
- (73) MALINOVSKI : *Freedom and Civilisation*, p. 278; C. Darryl FORDE : *Habitat, Economy and Society*, p. 359.
- (74) Cl. LÉVY-STRAUSS : *Tristes Tropiques*, p. 343.
- (75) Fritz HEICHELHEIM : *Wirtschaftsgeschichte des Altertums*, I, p. 171.
- (76) *Arthaçastra de Kautilya*, traduction allemande de J.-J. MAYER, pp. 61-2.
- (77) MASIPERO : *Histoire ancienne des peuples de l'Orient classique*, I, p. 331.
- (78) POLANYI, c. c. : *Trade and Market in the Early Empires*, p. 324.
- (79) *Op. cit.*, p. 327.
- (80) *Op. cit.*, p. 325.
- (81) Marvin HARRIS : *The Economy has no surplus*, in : *American Anthropologist*, vol. 61, nr. 2, avril 1959, p. 194.
- (82) George DALTON : *Economic Theory and Primitive Society*, in : *American Anthropologist*, vol. 63, nr. 1, February 1961, pp. 1-25.
- (83) *Ibidem*, p. 21.

CHAPITRE II

- (1) Hingston QUIGGIN : *A Survey of Primitive Money*, p. 21-2.
- (2) Audrey I. RICHARDS : *Land, Labour and Diet in Northern Rhodesia*, p. 222.
- (3) M. MEAD : *Competition and Cooperation among Primitive People*, p. 134.
- (4) M. MEAD : *Sex and Temperament*, p. 170-171.
- (5) THURNWALD : *L'Economie primitive*, p. 201; article HANDEL in : *Reallexicon der Vorgeschichte*, V, p. 74; HERSKOVITS : *The Economic Life of Primitive People*, p. 160; Hingston QUIGGIN : *A Survey of Primitive Money*, p. 11.
- (6) M. MAUSS : « Essai sur le don », in : *Sociologie et Anthropologie*, p. 214.
- (7) POLANYI, e. c. : *Trade and Market in Early Empires*, p. 88.
- (8) Claude LÉVY-STRAUSS : *Les Structures élémentaires de la parenté*, p. 168.
- (9) *Ibidem*, p. 593.
- (10) *Ibidem*, pp. 178-180, 48-49.
- (11) FORDE and SCOTT : *The Native Economics of Nigeria*, p. 68.
- (12) M. MAUSS : « Essai sur le don », in : *Sociologie et Anthropologie*, p. 277-8.
- (13) PURCELL : *The Chinese in Southern Asia*, p. XXVII.
- (14) BÖEKE : *De Theorie der Indische Economic*, p. 39.
- (15) SCHECHTER : *The Law and Morals of Primitive Trade*, in HERSKOVITS : *Economic Life of Primitive People*.
- (16) POLANYI, e. c. : *Trade and Market in the Early Empires*, pp. 20, 269.
- (17) Claude MEILLASSOUX : *Anthropologie économique des Gouro de Côte-d'Ivoire*, pp. 267-9.
- (18) *Ibidem*, pp. 266-267.
- (19) HEICHELHEIM : *Wirtschaftsgeschichte des Altertums*, p. 21; Gordon CHILDE : *What happened in History*, p. 61, et *Cambridge Economic History of Europe*, I, p. 4; J. Graham CLARK : *L'Europe*

préhistorique, pp. 363, 371; J. C. VAN EERDE : *Inleiding tot de Volkenkunde van Ned. — Indië*, p. 57.

(20) HEICHELHEIM : *Wirtschaftsgeschichte des Altertums*, I, pp. 26-7.

(21) HERSKOVITS : *The Economic Life of Primitive People*, p. 129.

(22) FORDE and SCOTT : *The Native Economics of Nigeria*, p. 43.

(23) HERSKOVITS : *The Economic Life of Primitive People*, p. 125;

R. THURWALD : article « Lohn » in *Realexcion der Vorgeschichte*, vol. VII, pp. 308-9.

(24) SUMMER & KELLER : *Science of Society*, IV, p. 46.

(25) FORDE and SCOTT : *The Native Economics of Nigeria*, p. 79; S. F. NADEL : *A Black Byzantium*, p. 254; *Histoire du Commerce*, IV, p. 148; POLANYI, c. c. : *Trade and Market in the Early Empires*, pp. 178-183.

(26) POSTAN : *Trade of Medieval Europe*, pp. 168-9.

(27) Gordon CHILDE : *Man Made Himself*, pp. 120-122; *What happened in History*, pp. 96-7.

(28) Charles WISDOM : *Chorti Indians*, pp. 24-5, 199; S. F. NADEL : *A Black Byzantium*, p. 321.

(29) CHEN HUANG-CHANG : *The Economic Principles of Confucius*, p. 122.

(30) Gordon CHILDE : *The Bronze Age*, p. 8.

(31) DYCKMANS : *Histoire économique et sociale de l'ancienne Égypte*, II, p. 226; POLANYI, e. c. : *Trade and Market in the Early Empires*, p. 41 et al.

(32) POLANYI, *ibidem*, pp. 51-55.

(33) HEICHELHEIM : *Wirtschaftsgeschichte des Altertums*, I, p. 179; René GROUSSET : *Histoire de la Chine*, p. 9.

(34) BŒKE : *De Theorie der Indische Economie*, p. 44.

(35) GLOTZ : *Le Travail dans la Grèce antique*, p. 53.

(36) DYCKMANS : *Histoire économique et sociale de l'ancienne Égypte*, II, p. 236; K. A. WITTFOGEL : *Wirtschaft und Gesellschaft Chinas*, p. 514; YOSHITOMI : *Étude sur l'histoire économique de l'ancien Japon*, p. 203; JATHAR and BERI : *Indian Economics*, p. 104; KULISCHER : *Allgemeine Wirtschaftsgeschichte des Mittelalters*, I, p. 75.

(37) WITTFOGEL : *Wirtschaft und Gesellschaft Chinas*, p. 497; LYASHENKO : *History of the National Economy of Russia*, p. 162; TAKIZAWA : *The Penetration of Money Economy in Japan*, p. 24; JATHAR and BERI : *Indian Economics*, p. 103; HERSKOVITS : *The Economic Life of Primitive People*, p. 187; Audrey I. RICHARDS : *Land, Labor and Diet in Northern Rodesia*, p. 22; MARTIN, QUIMBY and COLLIER : *Indians before Columbus*, p. 67.

(38) Gordon CHILDE : *What happened in History*, p. 85.

(39) POLANYI, e. c. : *Trade and Market in the Early Empires*, pp. 84-5; *An Outline History of Chine*, p. 28.

- (40) SUMMER and KELLER : *The Science of Society*, IV, p. 53.
- (41) Alfred MÉTRAUX in : *Handbook of American Indians*, p. 418.
- (42) Ruth BUNZEL in BOAS : *Anthropology*, p. 346.
- (43) BŒKE : *De theorie der Indische Economie*, p. 64.
- (44) John EMBREE : *Mura, a Japanese Village*, pp. 100-1.
- (45) PIDDINGTON : *An Introduction to Social Anthropology*, p. 275.
- (46) *Arthaçastre de Kautilya*, traduction allemande de J.-J. MAYER, p. 147.
- (47) John COLLIER : *The Indians of the Americas*, pp. 61-2.
- (48) Voir d'autres exemples dans le Polyptique de Saint-Germain-des-Prés et la « descriptio villarum » de l'abbaye de Lobbes.
- (49) Joseph BOURRILLY : *Éléments d'ethnographie marocaine*, pp. 137-8; GRAND et DELATOUCHE : *L'Agriculture du moyen âge*, p. 79.
- (50) DOLLINGER : *L'Évolution des classes rurales en Bavière*, p. 270.
- (51) Marc BLOCH : *Caractères originaux de l'histoire rurale française*, p. 77.
- (52) Dr Herman BIKEL : *Die Wirtschaftsverhältnisse des Klosters St Gallen*, pp. 133-239.
- (53) H. CUNOW : *Wirtschaftsgeschichte*, I, pp. 270-71.
- (54) TAKEKOSHI : *Economic Aspects of the History of civilization of Japan*, I, p. 117.
- (55) L. GENICOT : *L'Économie rurale namuroise au bas moyen âge*, pp. 236-285; GRAND et DELATOUCHE : *L'Agriculture du moyen âge*, pp. 105-135; Jacques GERNET : *Les Aspects économiques du bouddhisme dans la société chinoise du V^e au X^e siècle*, p. 98.
- (56) ESPINAS : *Les Origines du capitalisme*, I, p. 140.
- (57) R. S. CHAMBERLAIN : *Castilian Backgrounds of the Repartimiento-Encomienda*, in : *Contributions to American Anthropology*, vol. V, pp. 25-6.
- (58) DE GRAAF : *Geschiedenis van Indonezië*, p. 406.
- (59) M. MEAD : *Social Organization of Manua*, pp. 73-5, p. 65.
- (60) David MANDELBAUM : *Notes on Fieldwork in India*, in HERSKOVITS : *Economic Life of Primitive People*, pp. 136-7.
- (61) HERSKOVITS : *Dahomey, a West African Kingdom*, I, pp. 75-6.
- (62) HUART et DELAPORTE : *L'Iran antique*, p. 83.
- (63) Gordon CHILDE : *What happened in History*, p. 156.
- (64) HERSKOVITS : *Economic Life of Primitive People*, pp. 248-51.
- (65) G. ESPINAS : *Les Origines du capitalisme*, I, p. 142.
- (66) Sol TAX : *Penny capitalism*, pp. 18, 15, 80.
- (67) G. ESPINAS : *Les Origines du capitalisme*, I, pp. 118, 140-2.
- (68) S. F. NADEL : *A Black Byzantium*, p. 318.

CHAPITRE III

- (1) Hingston QUIGGIN : *A Survey of Primitive Money*, p. 5.
- (2) Sir Samuel BAKER : *The Albert Nyanza* (1866), vol. II, p. 182.
- (3) A. de FOVILLE : *La Monnaie*, p. 9.
- (4) LACOUR-GAYET : *Le Roi Bilalama et le juste prix*, in : *Revue des Deux Mondes*, 15 novembre 1949.
- (5) Frédéric HROZNY : *Code Hittite*, p. 137.
- (6) Wang YÜ-CHÜAN : *Early Chinese Coinage*, in *The American Numismatic Society*, p. 259.
- (7) Sir George SANSON : *A History of Japan to 1334*, p. 88.
- (8) Jacques GERNET : *Les Aspects économiques du bouddhisme dans la société chinoise du V^e au X^e siècle*, pp. 88-9.
- (9) Marcel MAUSS : *Essai sur le don*, p. 221.
- (10) Hingston QUIGGIN : *A Survey of Primitive Money*, p. 25.
- (11) *Ibidem*, p. 92.
- (12) Gordon CHILDE : *What Happened in History*, p. 192-3.
- (13) Nancy LEE SWANN : *Food and Money in China*, pp. 217-222.
- (14) KEES : *Kulturgeschichte des Alten Orients*, I, *Aegypten*, pp. 103-129; RENON and FILLIOZAT, *L'Inde classique*, p. 378; *Histoire du commerce*, III, p. 142.
- (15) GLOTZ : *Le Travail dans la Grèce antique*, pp. 278-84; K. A. WITTFOGEL : *Wirtschaft und Gesellschaft Chinas*, pp. 96-104; TAKIZAWA : *The Penetration of Money Economy in Japan*, pp. 30-33.
- (16) TAKIZAWA, *ibidem*, p. 20.
- (17) POLANYI, e. c. : *Trade and Market in the Early Empires*, p. 266.
- (18) Gordon CHILDE : *What Happened in History*, p. 155.
- (19) GLOTZ : *Le Travail dans la Grèce antique*, p. 20.
- (20) BOISSONADE : *Le Travail dans l'Europe chrétienne du Moyen Age*, p. 196.
- (21) Chen HUAN-CHANG : *The Economic Principles of Confucius*, p. 457.
- (22) Ibn KHALDOUN : *Prolégomènes*, II, p. 325.
- (23) KULISCHER : *Allgemeine Wirtschaftsgeschichte*, I, p. 89.

- (24) SUMMER and KELLER : *Science of Society*, I, p. 155.
- (25) LEIGHTON : *The Navaho Door*, p. 18.
- (26) ANDRÉADÈS : *Geschichte der Griechischen Staatswirtschaft*, I, p. 27.
- (27) H. PIRENNE : *Le Mouvement économique et social au Moyen Age*, p. 24.
- (28) HEICHELHEIM : *Wirtschaftsgeschichte des Altertums*, I, p. 262.
- (29) VON HAGEN : *The Aztec and Maya Papermakers*, p. 12; PRESCOTT : *History of the Conquest of Mexico*, p. 85.
- (30) LYASHENKO : *History of the National Economy of Russia*, p. 77.
- (31) H. LABOURET, in : *Histoire du Commerce*, III, p. 76.
- (32) Ibn BATOUTA : *Voyages*, I, pp. 324-7.
- (33) RUTGERS : *Indonesië*, p. 57.
- (34) HEICHELHEIM : *Wirtschaftsgeschichte des Altertums*, I, p. 230.
- (35) J. BONMARCHAND in : *Histoire du Commerce*, III, p. 312.
- (36) GORDON CHILDE : *What Happened in History*, p. 159.
- (37) PAULY-WISSOWA : *Handwörterbuch der Altertumswissenschaften*, Supplementband VI, pp. 916, 917.
- (38) DE CASTRO : *Géopolitique de la faim*, p. 139.
- (39) R. P. RINCHON : *La Traite et l'Esclavage des Congolais par les Européens*, p. 50.
- (40) HEICHELHEIM : *Wirtschaftsgeschichte des Altertums*, I, p. 392, 381.
- (41) BARROW : *Slavery in the Roman Empire*, p. 78.
- (42) Kenneth M. Stamp : *The Peculiar Institution — Slavery in the Ante Bellum South*, pp. 406-408.
- (43) R. FIRTH : *Tikopia, a primitive Polynesian Economy*, p. 274.
- (44) Fritz HEICHELHEIM : *Wirtschaftsgeschichte des Altertums*, I, pp. 35-6.
- (45) H. SÉE : *Les Origines du capitalisme*, p. 7.
- (46) A. GEHLEN : *Der Mensch*, pp. 133-136.
- (47) *An Appraisal of Anthropology to-day*, pp. 42-143, *passim*.
- (48) Un exemple typique est cité par Cl. LÉVY-STRAUSS dans *Anthropologie structurale*, p. 126.
- (49) *An Appraisal of Anthropology to-day*, pp. 70-72; Ralph LINTON : *The Tree of Culture*, pp. 53-57.
- (50) Gordon CHILDE : *Social Evolution*, pp. 166, 167-8.

CHAPITRE IV

(1) *Mong Dsi* (Mong Ko traduit par Richard WILHELM), pp. 51-2.

(2) BOISSONADE : *Le Travail dans l'Europe chrétienne du Moyen Age*, pp. 99-100-107.

(3) Th. MORGAN : *Hawaii, a Century of Economic Change*, p. 25.

(4) B. I. T. : *Les Populations aborigènes*, p. 368.

(5) Th MORGAN : *Hawaii, a Century of Economic Change*, p. 25.

(6) JOSHITOMI : *Étude sur l'histoire économique de l'ancien Japon*, pp. 139-140.

(7) BRATIANU : *Études byzantines d'histoire économique et sociale*, p. 133; A. SEGRÉ : *Essays on Byzantine Economic History*, p. 402.

(8) Fr. HEICHELHEIM : *Vormittelalterliche Geschichtsepochen*, pp. 163-4; J. C. VAN LEUR : *Eenige beschouwingen betreffende den Ouden Aziatischen Handel, passim*.

(9) Gordon CHILDE : *What Happened in History*, p. 193.

(10) SCHREIBER : *Die Volkswirtschaftlichen Anschauungen der Scholastik seit Thomas v. Aquino*, p. 23.

(11) POSTAN : *Chronology of Labour Services*, in *Transactions of the Royal Historical Society*, 4th series, XX, 1937, pp. 192-3.

(12) KOSMINSKY : *Services and Money Rents in the 13th Century in* : « *Economic History Review* », vol. V, 1934-5, p. 43.

(13) Günther DESSMANN : *Geschichte der Schlesischen Agrarverfassung*, p. 58.

(14) SILVIO A. ZAVALA : *La Encomienda Indiana*, pp. 2, 4, 5, 8. Hernando CORTÈS : *Five Letters of Cortès to the Emperor*, p. 240.

(15) H. PIRENNE : *Le Mouvement économique et social au Moyen Age*, p. 60.

(16) Th. MORGAN : *Hawaii, a Century of Economic Change*, p. 26.

(17) GLOTZ : *Le Travail dans la Grèce antique*, p. 16. HIRTI : *History of the Arabs*, p. 626.

(18) DIEHL : *Les Figures byzantines*, I, pp. 147-8.

(19) TAKIZAWA : *The Penetration of Money Economy in Japan*,

- pp. 71-79; BARTON : *Peasant Uprisings in Japan of the Tokugawa Period*, pp. 8-26.
- (20) *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, article « Geschichte des Zinsfuß », (v. Below), vol. VIII, p. 1017.
- (21) Jacques GERNET : *Les Aspects économiques du bouddhisme dans la société chinoise du V^e au X^e siècle*, p. 171.
- (22) HAUSER : *Les débuts du capitalisme*, p. 19.
- (23) MAHABARATA, XII, 62-9.
- (24) ROSTOVITZ : *Social and Economic History of the Roman Empire*, p. 2.
- (25) LOPEZ in : *Cambridge Economic History of Europe*, vol. II, p. 266.
- (26) Kolisher : *Allgemeine Wirtschaftsgeschichte*, I, p. 41.
- (27) LOKKEGAARD : *Islamic Taxation in the Classic Period*, pp. 66-8; YOSHITOMI : *Étude sur l'histoire économique de l'ancien Japon*, pp. 74-82, 131-135.
- (28) *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, article « Geschichte des Zinsfußes », pp. 1026-7; KULISCHER : *Allgemeine Wirtschaftsgeschichte*, I, p. 336.
- (29) RADIN : *Social Anthropology*, p. 115. Jacques GERNET : *Les Aspects économiques du bouddhisme dans la société chinoise du V^e au X^e siècle*, p. 131.
- (30) W. SOMBART : *Der moderne Kapitalismus*, I, p. 116; GLOTZ : *Le Travail dans la Grèce antique*, p. 63-7; SAPORI : *Mercatores*, pp. 20-1; *Histoire du Commerce*, I, pp. 140-1 (Lacour-Gayet), etc.
- (31) N. S. B. GRAS : *Business and Capitalism*, p. 60.
- (32) SCHUMPETER : *Business Cycles*, I, p. 22.
- (33) TAKEKOSHI : *Economic aspects of the History of Civilization of Japan*, I, p. 346.
- (34) KULISCHER : *Allgemeine Wirtschaftsgeschichte*, I, p. 275.
- (35) LOPEZ in : *Cambridge Economic History of Europe*, II, p. 306.
- (36) POLANYI e. c. : *Trade and Market in the Early Empires*, pp. 258-9, 269.
- (37) VON BELOW : *Probleme der Wirtschaftsgeschichte*, pp. 307-308.
- (38) Henri PIRENNE : *Le Mouvement économique et social du Moyen Age*, p. 38.
- (39) Chan JU-KUA : *His Work on the Chinese and Arab trade in the 12th and 13th Centuries*, pp. 191-239.
- (40) *Histoire du Commerce*, III, p. 397 (Georges BONMARCHAND).
- (41) ANDRÉADÈS : *The Economic Life of the Byzantine Empire*, in « Byzantium », p. 61.
- (42) LOPEZ, in : *Cambridge Economic History of Europe*, II, p. 281.

- (43) RUTGERS : *Indonesië*, p. 46.
- (44) *Histoire du Commerce*, IV, p. 143, p. 149; POLANYI e. c. : *Trade and Market in the Early Empires*, p. 115.
- (45) *Histoire du Commerce*, III, p. 34.
- (46) LOPEZ, in : *Cambridge Economic History of Europe*, p. 46.
- (47) CICERON : *De Officiis*, I, 150-1.
- (48) Fr. HEICHELHEIM : *Wirtschaftsgeschichte des Altertums*, p. 709.
- (49) NEUMANN : *Jews in Spain*, I, p. 164.
- (50) N. S. B. GRAS : *Business and Capitalism*, p. 38-9.
- (51) Margaret H. COLE : « The investment of wealth in 13th Century Genoa » : *Economic History Review*, VIII, 2, May 1938, p. 187.
- (52) HAUSER et RENAUDOT : *Les Débuts de l'âge moderne* (vol. VII « Peuples et Civilisations », p. 52-3).
- (53) R. WEST : *The Mining Community in Northern New Spain*, pp. 26 et fol.
- (54) Karl KAUTSKY : *Die Vorläufer des neueren Sozialismus*, p. 201.
- (55) HAMILTON : *American Treasure and the Rise of Capitalism*, in : *Economica*, novembre 1929, pp. 352-355.
- (56) H. SÉE : *Les Origines du capitalisme*, pp. 36-7.
- (57) SCOTT : *The Constitution and Finance of English, Scottish and Irish Joint Stock Cies to 1720*, p. 17. tome 1.
- (58) Barthélemy de LAS CASAS : *Œuvres*, I, pp. 9-10, 34-5, 75-6, etc.
- (59) HAUSER et RENAUDOT : *Les Débuts de l'âge moderne*, vol. VIII, « Peuples et Civilisations », p. 645.
- (60) COLENBRANDER : *Koloniale Geschiedenis*, II, pp. 117-229.
- (61) KAEPPELIN : *La Compagnie des Indes Orientales*, p. 224.
- (62) Cité dans Dr W. van RAVESTEYN jr. : *Onderzoekingen over de economische and sociale ontwikkeling van Amsterdam gedurende de 16^e eeuw*, p. 218.
- (63) KULISCHER : *Allgemeine Wirtschaftsgeschichte*, II, p. 265.
- (64) G. LEFÈVRE : *La Révolution française*, vol. XIII, « Peuples et Civilisations », p. 27.
- (65) HAUSER et RENAUDOT : *Les Débuts de l'âge moderne*, vol. VIII, « Peuples et Civilisations », p. 349.
- (66) KULISCHER : *Allgemeine Wirtschaftsgeschichte*, II, p. 266.
- (67) H. SÉE : *Les Origines du capitalisme*, p. 92.
- (68) NOGARO et OUALID : *L'Évolution du commerce, du crédit et du transport depuis 150 ans*, p. 35.
- (69) Henri PIRENNE : *Histoire économique de l'Occident médiéval*, pp. 479-483.
- (70) HAUSER : *Les Débuts du capitalisme*, pp. 34-6.

- (71) KULISCHER : *Allgemeine Wirtschaftsgeschichte*, I, p. 205;
 VERCAUTEREN : *Luttes sociales à Liège*, pp. 102-3.
- (72) Henri SÉE : *Les Origines du capitalisme*, pp. 15-17.
- (73) ESPINAS : *Les Origines du capitalisme*, I, p. 157.
- (74) N. S. B. GRAS : *Business and Capitalism*, pp. 68-9.
- (75) KULISCHER : *Allgemeine Wirtschaftsgeschichte*, I, p. 218;
 DOREN : *Italienische Wirtschaftsgeschichte*, I, p. 502.
- (76) Georges ESPINAS : *Les Origines du capitalisme*, I, p. 153.
- (77) DOREN : *Italienische Wirtschaftsgeschichte*, I, p. 497.
- (78) Georges ESPINAS : *Les Origines du capitalisme*, I, pp. 175-6.
- (79) PIRENNE : *Histoire économique de l'Occident médiéval*,
 pp. 637, 646-7.
- (80) KULISCHER : *Allgemeine Wirtschaftsgeschichte*, II, p. 116.
- (81) DÉNIAN : *Histoire de Lyon et du Lyonnais*, p. 87.
- (82) KULISCHER : *Allgemeine Wirtschaftsgeschichte*, II, p. 135.
- (83) U. NEF : « Mining and Metallurgy in medieval Civilisation »,
 in : *Cambridge Economic History of Europe*, pp. 475-480.
- (84) Violet BARBOUR : *Capitalism in Amsterdam in the 17th Century*,
 pp. 35-9, 41, 109.
- (85) Bruno LASKER : *Human Bondage in Southwest Asia*, pp. 127-8.
- (86) Raymond FIRTH : *Malay Fishermen*, p. 60.
- (87) S. F. NADEL : *A Black Byzantium*, p. 283; Cl. LÉVY-STRAUSS :
Tristes Tropiques, p. 148; Fan WEN-LAN : « Einige Probleme der
 chinesischen Geschichte », in : *Neue chinesische Geschichtswissenschaft*,
 pp. 7 à 71.
- (88) POSTHUMUS : *Bronnen tot de Geschiedenis van de Leidsche
 Lakennijverheid*.
- (89) KULISCHER : *Allgemeine Wirtschaftsgeschichte*, I, p. 218.
- (90) F. MAYR : *Aufänge des Handels und der Industrie in Osterreich*,
 p. 64; WAGENAAR : *Amsterdam in zijn Opkomst*.
- (91) SOMBART : *Der Moderne Kapitalismus*, I, pp. 814-7.
- (92) H. SÉE : *Les Origines du Capitalisme*, pp. 139-140.
- (93) POSTHUMUS : *Bronnen tot de Geschiedenis van de Leidsche
 Lakennijverheid*.
- (94) Marc BLOCH : *Les Caractères originaux de l'histoire rurale
 française*, p. 37-48.
- (95) GRAS : *A History of Agriculture*, p. 161.
- (96) GRAS : *ibidem*, pp. 170, 183.
- (97) SAGNAC : *La fin de l'ancien régime et la révolution américaine*,
 vol. XII, « Peuples et Civilisations », p. 57.
- (98) H. SÉE : *Histoire économique de la France*, I, pp. 189-200.
- (99) POSTHUMUS : *Bronnen tot de Geschiedenis van de Leidsche
 Lakennijverheid*, V, pièce 201.

(100) Acte du 2 février 1247, TAILLIAR : *Recueil d'Actes*, cité in : G. ESPINAS : *Les origines du capitalisme*, I, p. 37, note 1.

(101) Raymond FIRTH : *Malay Fishermen*, p. 136.

(102) SIMIAND : *Le salaire*, I, p. 148.

(103) VITRUVÉ : *De architecture*, X, pp. 6, 7.

(104) HAUSER : *Les débuts du capitalisme*, pp. 8, 9, 11, 15 ; PIRENNE : *Histoire de Belgique*, IV, p. 421.

(105) W. SOMBART : *Der moderne Kapitalismus*, I, 2, pp. 485-7.

(106) J. H. CLAPHAM : *An Economic History of modern Britain*, I, pp. 86-99.

(107) U. NEF : « Mining and Metallurgy in medieval civilization », in : *Cambridge Economic History of Europe*, II, pp. 464-6.

(108) KULISCHER : *Allgemeine Wirtschaftsgeschichte*, II, p. 452.

(109) CLAPHAM : *An Economic History of Modern Britain*, I, pp. 249-250 ; A. P. USHER : *An Introduction to the Industrial History of England*, p. 305.

(110) Sol TAX : *Penny capitalism*, pp. 13, 14, 16.

(111) SAPORI : *Mercatores*, pp. 50 et pol.

(112) FISCHER : *Studia Arabica*, I, p. 77.

(113) HITTI : *History of the Arabs*, p. 344.

(114) Lien SHENG-YANG : *Money and Credit in China*, p. 4.

(115) MACRI : *L'Organisation de l'économie urbaine dans Byzance sous la dynastie de Macédoine*, vol. III, pp. 18-19.

(116) R. S. LOPEZ : « Silk Industries in the Byzantine Empire », in : *Speculum*, XX, n° 1, p. 18.

(117) A. METZ : *Die Renaissance des Islams*, pp. 417-42-3.

(118) Nancy LEE SWANN : *Food and Money in China*, pp. 265, 405 et fol.

(119) *An Outline History of China*, pp. 175-177 ; Helmut WILHELM : *Gesellschaft und Staat in China*, p. 73 ; DU SHEN : « Die Diskussion über das Problem der Keime des Kapitalismus in China », in : *Neue Chinesische Geschichtswissenschaft*, pp. 130-7.

(120) ROSTOVITZ : *Social and Economic History of the Roman Empire*, p. 95 ; BRATIANU : *Études byzantines d'histoire économique et sociale*, p. 139.

(121) Von KREMER : *Culturgeschichtliche Streifzüge auf dem Gebiete des Islams*, p. 77 (traduct. angl. par S. Khuda Bukhohs, dans *Contributions to the History of Islamic Civilisation*, éd. par le même auteur, University of Calcutta, 1929, 2^e édition.

(122) Chen HUANG-CHANG : *The economic principles of Confucius*, p. 656 ; Lien SHENG-YANG : *Money and Credit in China*, p. 3.

(123) SUÉTONE : *Vie des Douze Césars*, Livre 8, 18.

(124) Jacques GERNET : *Les aspects économiques du bouddhisme dans la société chinoise, du V^e au X^e siècle*, p. 141.

- (125) HEICHELHEIM : *Wirtschaftsgeschichte des Altertums*, pp. 507-8, 565.
- (126) J.-J. MAYER : Introd. à la traduction de l'*Arthaçastra* de Kautilya, pp. 77-8; ROSTOVITZEFF : *Social and Economic History of the Roman Empire*, p. 172.
- (127) MAZAHÉRY : *La vie quotidienne des Musulmans au moyen âge*, p. 117.
- (128) Helmuth WILHELM : *Gesellschaft und Staat in China*, pp. 40-41, 73.
- (129) Bernard LEWIS : « The Islamic Guilds », in : *The Economic History Review*, novembre 1937, vol. VIII, n° 1, p. 20.
- (130) FISCHER : *Jews in the Economic and Political Life of Medieval Islam*, pp. 13-14 et fol.; A. BONNÉ : *State and Economics in the Middle East*, p. 48.
- (131) E. BALAZS : « Les villes chinoises », in : *La Ville, Recueils de la Société Jean Bodin*, pp. 237-8.
- (132) Voir notamment sa lettre à Engels du 14 juin 1853 (p. 420 du tome I de la *Correspondance*, publiée par BEBEL et BERNSTEIN), le 1^{er} article sur la révolution espagnole, divers passages du *Capital*, etc.)
- (133) *Histoire du Commerce*, II, p. 486.
- (134) Basil DAVIDSON : *The African Awakening*, pp. 40-41.
- (135) Cf. Sir George SANSOM : *A History of Japan to 1334*, pp. 4, 235 et al.
- (136) BARTON : *Ifugao Economics*, résumé par Ruth Bunzel, *The Economic Organization of Primitive Peoples*, p. 336.
- (137) Pour l'opinion d'Alexander HAMILTON, voir : *Propositions for a Constitution of Government and Speeches in the Federal Convention (the Works of Alex. Hamilton, I, pp. 347-428)*.

CHAPITRE V

(1) Capitein Elisa JOANNES : *Staatkundig-godgeleerd onderzoekschrift over de slavernij, als niet strijdig tegen de christelijke vrijheid, Leyde, 1742*. Cité dans R. P. RINCHON : *La traite et l'esclavage des Congolais par les Européens*, p. 139.

(2) Jean YIERNAUX : *Contrats de travail liégeois du XVII^e siècle*, p. 42.

(3) TAWNEY : *Religion and the Rise of Capitalism*, p. 220.

(4) G. ESPINAS : *Les origines du capitalisme*, II, p. 125.

(5) Ferdinand TREMEL : *Der Frühkapitalismus in Innerösterreich*, pp. 58-9.

(6) G. ESPINAS : *Les origines du capitalisme*, I, pp. 218-9.

(7) GLOTZ : *Le travail dans la Grèce antique*, pp. 104, 223-251.

(8) G. ESPINAS : *Les origines du capitalisme*, IV, p. 263.

(9) W. SOMBART : *Der moderne Kapitalismus*, I, p. 37.

(10) O. HUE : *Der Bergarbeiter*, I, pp. 262-9.

(11) W. SOMBART : *Der moderne Kapitalismus*, I, pp. 802-8.

(12) J. DORFMAN : *The Economic Mind in American Civilization*, vol. I, pp. 45, 117.

(13) TAWNEY : *Religion and the Rise of Capitalism*, p. 209.

(14) Alfred BONNÉ : *State and Economics in the Middle East*, pp. 155-8.

(15) Audrey I. RICHARDS : *Land, Labour and Diet in Northern Rhodesia*, p. 3.

(16) KULISCHER : *Allgemeine Wirtschaftsgeschichte*, II, p. 186.

(17) *Id.*, p. 464.

(18) E. LEVASSEUR : *Histoire des classes ouvrières de l'industrie en France*, I, p. 370.

(19) A. P. USHER : *An Introduction to the Industrial history of England*, p. 310.

(20) *13th Annual Report U. S. A., Commissioner of Labor*, I, pp. 24 et fol.

(21) G. FRIEDMANN : *Où va le travail humain?* pp. 64-5.

(22) Daniel BELL : *Work and its Discontents*, p. 7.

- (23) *Ibidem*, pp. 2-3.
- (24) J. GOUIN, dans *Revue française du travail*, janvier-février 1951.
- (25) G. FRIEDMANN : *Le travail en miettes*, p. 29.
- (26) Daniel BELL : *Work and its Discontents*, p. 17.
- (27) G. FRIEDMANN : *Le travail en miettes*, p. 80.
- (28) P. SARGANT-FLORENCE : *The Logic of British and American Industry*, pp. 149-150.
- (29) Vance PACKARD : *Les Obsédés du Standing*, p. 39.
- (30) TENNANT : *The American Cigarette Industry*, pp. 15-17.
- (31) YZERMAN : *De Geboorte van het moderne kapitalisme*, pp. 85-6.
- (32) JACQUEMYNS : *Histoire de la crise économique en Flandre*, p. 48.
- (33) GAYER, ROSTOW et SCHWARTZ : *Growth and Fluctuation of the British Economy*, p. 239.
- (34) E. P. CHEYNEY : *An Introduction to the Industrial and Social History of England*, revised edition, p. 189.
- (35) J. GOUIN, dans *Revue française du travail*, janvier-février 1951.
- (36) G. FRIEDMANN : *Où va le travail humain?*, pp. 151-3.
- (37) G. M. TREVELYAN : *Kultur und Sozialgeschichte Englands*, p. 459.
- (38) G. ESPINAS : *Les origines du capitalisme*, I, p. 165.
- (39) Jacques LACOUR-GAYET : *Le roi Bilalama*, p. 4.
- (40) Fr. HEICHELHEIM : *Wirtschaftliche Schwankungen der Zeit von Alexander bis Augustus*, pp. 98-9.
- (41) Fédération Internationale des Ouvriers sur Métaux : *Les plus grandes sociétés sidérurgiques du Monde libre*, Étude préfacée pour la conférence de l'acier qui s'est tenue à Vienne du 19 au 21 mars 1959.
- (42) POLANYI : *Trade and Market in the Early Empires*, p. 269.
- (43) Joan ROBINSON : *The Accumulation of Capital*, pp. 49, 73.
- (44) HAMMOND : *The rise of modern Industry*, p. 210.
- (45) E. ROGERS : *Six Centuries of prices and wages*.
- (46) E. H. PHELPS BROWN et SHEILA V. HOPKINS : « Seven Centuries of Prices of Consumables, compared with Builders' Wage-Rates », in : *Economica*, New Series, XXIII, 92, novembre 1956, pp. 311-314.
- (47) *Palgrave's Dictionary of Political Economy*, III, p. 193.
- (48) J. KUCZYNSKI : *Die Theorie der Lage der Arbeiter*, p. 256.
- (49) HAMMOND : *The Rise of Modern Industry*, pp. 199-200.
- (50) HAMMOND : *The Town Labourer*, p. 65.
- (51) M. DOBB : *Wages*, p. 71.
- (52) Dr A. PERREN : *Les primes sur salaires dans les entreprises industrielles*, pp. 38, 43, 73.

- (53) *Manuel d'Économie politique*, traduction allemande de la 1^{re} édition, p. 167.
- (54) *Ibidem*, p. 153.
- (55) *Ibidem*, p. 330.
- (56) *Ibidem*, p. 331.
- (57) *Trud*, 8-7-1955.
- (58) John STRACHEY : *Contemporary Capitalism*, pp. 104-6 et al.
- (59) Roman ROSDOLSKY : « Der esoterische und der exoterische Marx », in : *Arbeit und Wirtschaft*, n^{os} de novembre et de décembre 1957, et de janvier 1958.
- (60) J. STEINDL : *Maturity and Stagnation in American Capitalism*, pp. 229-336.
- (61) GALBRAITH : *The Affluent Society*, p. 333.
- (62) Vance PACKARD : *Les Obsédés du Standing*, pp. 44-5.
- (63) ARZOUMANIAN : « Questions de théorie marxiste-léniniste sur la paupérisation », dans : *Économie et Politique*, octobre 1956, notamment pp. 8, 9, 11, 12-3.
- (64) John STRACHEY : *Contemporary Capitalism*, p. 133.
- (65) *Id.*, pp. 144, 146.
- (66) *Id.*, pp. 149-151.
- (67) U. S. Department of Commerce : *Historical statistics of the U. S. A. 1789-1939*; U. S. A. Statistical Abstract, 1958.
- (68) Produit réel par heure : Frederick C. MILL : *Productivity and Economic Progress, Occasional Paper 38* du National Bureau of Economic Research, p. 2. Salaire horaire : série publiée par le Bureau of Labor statistics. Coût de la vie : séries publiées par Paul Douglas : *Real Wages*, par *Historical Statistics of the U. S. A.*, et par *U. S. A. Statistical Abstract 1958*. Nous avons calculé les moyennes 1960-1965 d'après les sources officielles courantes.
- (69) CLOVER and CORNELL : *The Development of American Industries*, p. 659.
- (70) MAZAHÉRI : *La vie quotidienne des Musulmans au moyen âge*, p. 213.
- (71) R. LOPEZ : « The trade of Medieval Europe : The South », p. 334, *Cambridge Economic History of Europe*, II.
- (72) M. POSTAN : « The trade of Medieval Europe : The North », pp. 249-255, *Cambridge Economic History of Europe*, II.
- (73) TAWNEY : *Religion and the Rise of Capitalism*, p. 70.
- (74) J. H. CLAPHAM : *An Economic History of Modern Britain*, I, p. 152.
- (75) ROTH : *Die Uebererzeugung in der Welthandelsware Kaffee*, p. 23.
- (76) Dr Kurt EHRKE : *Die Uebererzeugung in der Zementindustrie*, pp. 16-40.

- (77) Karl MARX : *Grundrisse der Kritik der politischen Oekonomie*, pp. 338-9, et al.
- (78) G. D. H. COLE : *Encyclopedia of Social Sciences*, VIII, p. 20.
- (79) *Deutsche Zeitung und Wirtschaftszeitung*, 2-10-1957.
- (80) Chiffres 1880-1939 Spurgeon Bell : *Productivity, Wages and National Income*; Chiffres 1950 et 1957 : *Statistical Abstract U. S. A.*, 1958.
- (81) *Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich 1934. Statistik der Bundesrepublik Deutschland*, vol. 36, cahier 3, p. 28 et fol.
- (82) ALDERER and MITCHELL : *Economics of American Industry*, p. 431-4.
- (83) KLEIN : *The Keynesian Revolution*, p. 68.
- (84) U. S. Department of Commerce : *Historical Statistics of U. S. A.*
- (85) J. STEINDL : *Maturity and Stagnation in American Capitalism*, p. 167.
- (86) SLICHTER cite les premiers chiffres dans : *What's ahead for American Business?* p. 83. — La seconde série : S. KUZNETS : « International differences in Capital Formation », in : *Capital Formation and Economic Growth*, p. 62.
- (87) *U. S. A. Statistical Abstract 1958*.
- (88) GALBRAITH : *The Affluent Society*, pp. 257-8 et al.
- (89) Melville J. HERSKOVITS : *Dahomey*, I, p. 64. Voir la description analogue du travail communautaire à Nupe, en Nigérie, dans S. F. NADEL : *A Black Byzantium*, pp. 248-9.
- (90) Vance PACKARD : *Les obsédés du Standing*, pp. 263-4.
- (91) Horst KROCKERT : *Die Mitarbeit*, n° 7, 1958.
- (92) HEICHELHEIM : *Wirtschaftsgeschichte des Altertums*, I, pp. 630, 642.
- (93) Robert LATOUCHE : *Les grandes invasions et la crise de l'Occident au V^e siècle*, p. 48.
- (94) Cité dans E. F. GAUTIER : *Le passé de l'Afrique du Nord*, p. 259.
- (95) M. V. LEVTCHENKO : *Byzance, des origines à 1453*, pp. 28-9.
- (96) RUTGERS : *Indonesië*, p. 57; *Handbook of American Indians*, p. 512; C. R. L. JAMES : *Black Jacobins*, etc.
- (97) Voir dans *An Outline History of China*, la longue liste des révoltes paysannes : pp. 44-46, 66-7, 101-3, 122-5, 141-144, 158-160, 166-7, 182-3, etc.
- (98) BARTON : *Peasant Uprisings in Japan of the Tokugawa Period*, p. 1.
- (99) Article « Grèves » dans *Dictionnaire de la civilisation égyptienne*.

(100) MASSINON : « Islamic Guilds », in : *Encyclopedia of the Social Sciences*, VII, p. 216.

(101) Joseph MACEK : *Le mouvement hussite en Bohême*, pp. 40-41 et 55-59.

(102) J. L. et B. HAMMOND : *The Town Labourer*, pp. 65, 85.

LISTE ALPHABÉTIQUE
DES OUVRAGES CITÉS
ET CONSULTÉS

S. AARONOVICH : *Monopoly*, Lawrence and Wishart, London 1955, p. 191.

Wilhelm ABEL : *Agrarkrisen und Agrarkonjunktur in Mitteleuropa*, Verlagsbuchhandlung Paul Parey, Berlin 1935, p. 179.

Moses ABRAMOVITZ : *Inventories and Business Cycles*, National Bureau of Economic Research Washington (s. d.), p. 636.

ACHMINOV : *Die Macht im Hintergrund*. Spaten-Verlag, Ulm, 1950, p. 307.

Walter ADAMS, éd. : *The Structure of American Industry. Some Case Studies*, Mac Millan, New York 1954, p. 590.

P. AERTZ : *De Arbeidersraden*. Sans date ni lieu d'édition.

Walter ADAMS and Horace M. Gray : *Monopoly in America*, Mac Millan, New York 1955, p. 221.

An African Survey, Oxford University Press, London 1945, p. 1837.

Oscndé AFANA : *L'économie de l'Ouest-africain*, Paris, Maspéro, 1966, p. 260.

A. AFTALION : *Les crises périodiques de surproduction*, Paris, Rivière 1913, vol. I., p. 324; vol. II, p. 418.

A. N. AGARWALA and S. P. SINGH : *The Economics of Underdevelopment*, Oxford University Press-Indian Branch, Bombay 1958, p. 510.

Nicolas P. AGHNIDES : *Mohammedan Theories of Finance*, Columbia University Press, New York 1916, p. 540.

Albertus MAGNUS : *Opera*, vol. IV : *Commentarii in Decem Libros Ethicorum Aristotelis*, Lyon, 1651.

E.B. ALDERER and H.E. MITCHELL : *Economics of American Industry*, Mc Graw-Hill, New York 1950, p. 716.

Boyd ALEXANDER : *From the Niger to the Nile*, 2nd impression. Edward Arnold, London, 2 vol., p. 420.

N.G. Alexandrov ed. : *Lehrbuch des sowjetischen Arbeitsrechts*. Verlag Kultur und Fortschritt, Berlin 1952, p. 420.

A. ANDRÉADÈS : *Les finances byzantines*, in : *Revue des Sciences politiques*, mars-avril 1911, Librairie Alcan, Paris, p. 30.

Frederick Lewis ALLEN : *The great Pierpont Morgan*. Bantam Book, New York 1956, p. 244.

A. ANDRÉADÈS : *Geschichte der griechischen Staatswirtschaft*, Band I : *Von der Heroenzeit bis zur Schlacht bei Chaironea*, Drei-Masken-Verlag, München 1931, p. 460.

A. ANDRÉADÈS : *Les Finances de l'Empire japonais et leur évolution*, Librairie Félix Alcan, Paris 1932, p. 203.

A. ANDRIEUX et J. LIGNON : *L'Ouvrier d'aujourd'hui*, Paris, Rivière, 1960.

ANGLO-IRANIAN OIL CY CASE : *Pleadings, Oral Arguments, Documents submitted to the International Court of Justice*, Éditions Sijthoff, Leyde, 1952, p. 811.

Annuaire Desfossés 1958.

Annuario di Statistiche Industriali 1958.

Anthropology to-day, an Encyclopedic Inventory, prepared under the chairmanship of A.L. Kroeber, The University of Chicago Press, 1953, p. 966.

An Appraisal of Anthropology To-day, ed. by Sol Tax, Loren C. Eiseley, Irving Rouse and Carl F. Voegelin, University of Chicago Press, 1953, p. 395.

A. ARAKELIAN : *Industrial Management in the USSR*, Public Affairs Press, 1950, p. 168.

ARISTOTE : *Ethique à Nicomaque*, traduit par J. Barthélémy Saint-Hilaire, Tome II, Librairie philosophique de Ladrangé, Paris, 1856, p. 478.

ARISTOTE et SAINT-THOMAS D'AQUIN : *Journées d'étude internationales 1955*, Publications Universitaires de Louvain, 1957, Louvain, p. 258.

ARISTOTELES : *Politik, übersetzt von Dr Eug. Rolfes*, Verlag Felix Meiner, Leipzig 1922, p. 341.

Jacques ARNAULT : *Procès du Colonialisme*, Éditions Sociales, Paris 1958, p. 331.

Raymond ARON : *L'Opium des Intellectuels*, Calmann-Lévy, Paris 1955, p. 337.

A. ARZOUMANIAN : *Questions de théorie marxiste-léniniste sur la paupérisation*, in : *Économie et Politique*, octobre 1956.

Aspects du Capitalisme contemporain, Cahier n° 5 des *Recherches internationales à la lumière du marxisme*. Éditions La Nouvelle Critique, Paris, 1958, p. 220.

ASSOCIATION BELGE DES BANQUES : *L'Évolution récente du rôle des banques dans l'économie*, Bruxelles 1953, p. 318.

Hermann AUBIN : ed. : *Geschichte Schlesiens*, Verlag Priebatschs Buchhandlung, Breslau 1938, vol. I, p. 495.

Fritz BAADE : *Welternährungswirtschaft*, Rowolht Verlag, Hamburg 1956, p. 174.

Fritz BAADE : *Der Wettlauf zum Jahre 2000*, Non-Stop Bücherei, Berlin.

Jean BABY : *Principes fondamentaux d'économie politique*, Éditions Sociales, Paris, 1949, p. 344.

Elizabeth FAULKNER BAKER : *Displacement of Men by Machines*, Columbia University Press, New York 1933, p. 284.

Petrus BAKKER : *Eenige Beschouwingen over het Geldwezen in de Inheemische Samenleving van Nederlandsch-Indië*, J. B. Wolters, Groning-en-Batavia 1936, p. 138.

Georges BALANDIER : *Structures sociales traditionnelles et changements économiques*, in : *Revue de l'Institut de Sociologie Lovay*, n° 1, 1939.

Étienne BALAZC : *Les Villes chinoises. Histoire des institutions administratives et judiciaires* (Extrait des Recueils de la Société Jean Bodin, VI, *Les Villes*), Les Éditions de la Librairie encyclopédique, Bruvelles 1954, pp. 225-240.

Étienne BALAZC : *Le Traité économique du « Souei-Chou »*, in : *Tong Pao* (Archives, vol. XLVI, Leiden 1954, pp. 113-329, éd. E. J. Brill.

Étienne BALAZC : *Le traité juridique du « Souei-Chou »*, E. J. Brill, Leiden, 1954, p. 227.

T. BALOGH : *Studies in financial Organisation*, University Press, Cambridge, 1950, p. 319.

John W. BALDWIN : *The Medieval Theories of the Just Price*, in : *Transactions of the American Philosophical Society*, New Series, vol. 49, part 4, 1959, p. 92.

Bank of International Settlements, XXth — XXXth Annual Reports, Basle 1950-1960.

Paul A. BARAN : *The Political Economy of Growth*, Monthly Review Press, New York 1957, p. 308.

Violet BARBOUR : *Capitalism in Amsterdam in the 17th Century*, John Hopkins Press, Baltimore, 1949, p. 171.

Harold BARGER : *Distributions's Place in the American Economy since 1869* Princeton University Press, 1955, p. 222.

F. BARRETT : *L'Évolution du Capitalisme japonais*, Éditions Sociales, Paris 1946, I, p. 299; II, p. 268; III, p. 429.

R. H. BARROW : *Slavery in the Roman Empire*, Methuen & Co, London 1928, p. 259.

Hugh BARTON : *Peasant Uprisings in Japan of the Tokugawa Period*, imprimé au Japon sans indication d'éditeur ni de date (préface datée 23 mars 1937), p. 219.

R. F. BARTON : *Ifugao Economics* : University of California Publications in : *American Archeology*, vol. 15, 1922, p. 446.

Fernand BAUDHUIN : *Crédit et Banque*, Librairie Générale de Droit et Jurisprudence, Paris, 1945, p. 345.

Fernand BAUDHUIJN : *Économie Agraire*, Bibliothèque de l'Université de Louvain, 1942, p. 268.

Louis BAUDIN : *Der sozialistische Staat der Inka*, Rowohlt Verlag, Hamburg, 1952, p. 149.

Otto BAUER : *Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie*, Wiener Volksbuchhandlung, Wien 1907, p. 576.

Otto BAUER : *Die Akkumulation des Kapitals*, in : *Die Neue Zeit*, vol. 31 (1913), pp. 831-838, 862-874.

Otto BAUER : *Der Kampf um Wald und Wiese-Wiener Volksbuchhandlung* 1925, Wien, p. 244.

Otto BAUER : *Zwischen zwei Weltkriegen?* Eugen Prager-Verlag, Bratislava 1936, p. 355.

P. T. BAUER and B. S. YAMEY : *The Economics of Under-Developed Countries* (1957), Cambridge University Press, p. 271.

H. BAUMANN et D. WESTERMANN : *Les Peuples et les Civilisations de l'Afrique*, Payot, Paris 1948, p. 605.

A. I. BAUMGOLTZ : *On the Question of the Effectiveness of Capital Investments*, in : *Izvestia Akademia Nauk U.S.S.R. Otdel. Ek. i Prav.*, 1950/6, pp. 440-452.

Norman H. BAYNES and H. St. L. B. MOSS ed. : *Byzantium : An Introduction to East Roman Civilization*. Clarendon Press, Oxford 1948, p. 436.

Ernest BEAGLEHOLE : *Property, a study in social psychology*. Allen & Unwin, London 1931, p. 327.

Ralph L. BEALS and Harry HOJER : *An Introduction to Anthropology*, The MacMillan Cy, New York 1956, p. 657.

C.H. BECKER : *Islamstudien*, Verlag Quelle & Meyer. Band I, Leipzig 1924, p. 534. Band II, Leipzig 1932, p. 550.

Burnham P. BECKWITH : *The Economic Theory of a Socialist economy*, Standford University Press, 1952, p. 444.

Daniel BELL : *The Erosion of Work*, in : *The New Leader* 13/9/1954.

Daniel BELL : *Work and its Discontent*, Beacon Press, Boston 1956, p. 56.

Spurgeon BELL : *Productivity, Wages and National Income*, The Brookings Institute, 1952.

Lauretta BENDER : *The Genesis of Hostility in Children*, in : *American Journal of Psychiatry*, vol. 105, 1948.

Ruth BENEDICT : *Pathern of Cultures*. Routledge & Kegan Paul (paperback edition), London 1961, p. 211.

E. BENVENISTE : *Les classes sociales dans la tradition avestique*, in : *Journal asiatique*, vol. 221, 2^e semestre, n^o de juillet-septembre 1932, pp. 117-134.

Abram BERGSON : *The Economics of Soviet Planning*, Yale University Press, London, 1964, p. 394.

Abram BERGSON ed. : *Soviet Economic Growth, Conditions and*

- Perspectives*, Row, Peterson & Co. Evanston, Ill. & White Plains N. Y., 1953, p. 376.
- Wendel BERGE : *Cartels, a Challenge to a Free World*, 1944, Public Affairs Press, Washington D. C. (2nd printing).
- A. A. Berle C. jr and Gardiner Means : *The Modern Corporation and Private Property* 1932, MacMillan, New York, p. 396.
- A. A. BERLE jr : *The 20th Century Capitalist Revolution*, Harcourt, Brace & Co, New York 1954, p. 192.
- Harold J. BERMAN : *Justice in Russia*. Harvard University Press, Cambridge Mass., 1950, p. 322.
- Charles BETTELHEIM : *La planification soviétique*, Rivière, Paris, 1945, p. 351.
- Charles BETTELHEIM : *L'Économie allemande sous le nazisme*, Rivière, Paris, 1946, p. 302.
- Charles BETTELHEIM : *Bilan de l'Économie française*, Presses universitaires de France, Paris 1947, p. 291.
- Charles BETTELHEIM : *Planification et croissance accélérée*, Paris, Maspéro, 1965, p. 215.
- Charles BETTELHEIM : *Les problèmes théoriques et pratiques de la planification*. Presses Universitaires de France, Paris 1946, p. 349.
- Charles BETTELHEIM : *Problèmes du développement économique*. Centre de Documentation Universitaire, Paris 1957, p. 151.
- Charles BETTELHEIM : *La transition vers l'économie socialiste*, Paris, Maspéro, 1968, p. 270.
- Die Bibel, oder die ganze Heilige Schrift des Alten und Neuen Testaments, nach der deutschen Uebersetzung D. Martin Luthers*. Britische & ausländische Bibelgesellschaft, Berlin 1925, pp. 773 + 255.
- W. BIEDA e. c. : *Vecchia e nuovapianificazione economica in Polonia*, Feltrinelli, Milano, 1960, p. 334.
- Gregory BIENSTOCK, Solomon M. SCHWARZ and Aaron YUGOW : *Management in Russian Industry and Agriculture*. Cornell University Press, New York, 1948, p. 198.
- Robert BIGO : *La Caisse d'Escompte et les Origines de la Banque de France*, Presses Universitaires de France, Paris s. d., p. 317.
- Robert BIGO : *Les bases historiques de la finance moderne*, Armand Colin, Paris, 1933, p. 216.
- Georges BIGWOOD : *Le régime juridique et économique du commerce de l'argent dans la Belgique du moyen âge*. Lamertin-Hayez éditeurs, Bruxelles 1921, tome I, p. 683, tome II, p. 497.
- Dr Herman BIKEL : *Die Wirtschaftsverhältnisse des Klosters St. Gallen*, Freiburg im Briesgau 1914, p. 351.
- BLAND, BROWN and R. H. TAWNEY : *English Economic History* (selected documents), G. Bell & Sons, London 1921, p. 730.
- Ernst BLOCH : *Avicenna und die Aristotelische Linke*, Éditions Suhrkamp, 1963.

Marc BLOCH : *Les caractères originaux de l'histoire rurale française*, Armand Colin, Paris 1952, p. 261.

Dr Herbert BLOCK : *Die Marxsche Geldtheorie*, Verlag von Gustav Fisher, Jena, 1926, p. 145.

A. BLOCK : *Soviet Housing*, in : *Soviet Studies*, vol. III, 1051-2, pp. 1-15 et pp. 229-257.

Franz BOAS : *Invention*, in : *General Anthropology*, edited by Franz Boas, D. C. Heath & Co, New York 1938, p. 718.

Eugen von BOHM-BAWERK : *Karl Marx and the Close of his System*. Augustus M. Kelly, New York 1949, p. 224.

Eugen von BÖHM-BAWERK : *Capital und Capitalzins*. Innsbrück, Wagner, 1900-1912, 3 vol.

Dr J. H. BOEKB : *De Theorie der Indische Economie*, H. D. Tjeenk Willink & Zoon, Haarlem, 1940, Deel I, p. 200, deel II, p. 151.

BOISGUILLEBERT : *Le Détail de la France, Factum de la France*, Œuvres diverses, pp. 171-424 des *Économistes-Financiers du XVIII^e siècle*, édité par Eugène Davie, chez Guillaumin Libraire, Paris, s. d.

P. BOISSONNADE : *Le Travail dans l'Europe chrétienne au Moyen Age*, Alcan, Paris 1930, p. 431.

James B. BONBRIGHT and Gardiner C. MEANS : *Holdings*, in : *Encyclopedia of Social Sciences*, vol. VII, pp. 403-409.

Prof. Gerhard BONDI éd. : *Monopoltheorie, Monopolpraxis*. Verlag Die Wirtschaft, Berlin 1958, p. 151.

Georges BONMARCHAND : *Le Commerce de la Chine, le Commerce du Japon*, in : *Histoire du Commerce*, tome III, S. P. I. D., Paris 1953, p. 551.

A. BONNÈ : *Studies in Economic Development*, Routledge & Kogan Paul, London 1957, p. 294.

Julian Borchardt : *Deutsche Wirtschaftsgeschichte*, V. I. V. A., Berlin 1922, Band, I, p. 196; Band II, p. 336.

Mentor BOUNATIAN : *Crédit et Conjoncture*, Giard, Paris 1933, p. 143.

Joseph Bourtilly : *Éléments d'ethnographie marocaine*. Librairie coloniale orientale Larose, Paris 1932, p. 296.

BRADY : *Business as a system of power*, Columbia University Press, 1943, p. 340.

G. I. BRATIANU : *Études byzantines d'histoire économique et sociale*. Librairie orientaliste Paul Geuthner, Paris 1938, p. 294.

Alfred BRAUNTHAL : *Die Wirtschaft der Gegenwart und ihre Gesetze*, Laub'sche Buchhandlung, Berlin 1930, p. 241.

E. BREGEL : *Steuern, Anleihen und Inflation im Dienste des Imperialismus*, Verlag Die Wirtschaft, Berlin 1955, p. 372.

Louis BRÉHIER : *La civilisation byzantine*, Éditions Albin Michel, Paris 1950, p. 628.

Lujo BRENTANO : *Das Wirtschaftsleben der Antiken Welt*, Gustav Fischer Verlag, Jena 1929, p. 242.

Arthur A. Bright jr. : *The Electric-Lamp Industry*, MacMillan, New York 1949, p. 526.

Carl BRINKMANN : article *Land Tenure — Introduction*, in : *Encyclopedia of Social Sciences*, vol. IX-X, pp. 73-76.

Carl BROCKELMANN : *History of the Islamic Peoples*, Routledge & Kegan Paul, London 1949, p. 566.

Brooks ADAMS : *La loi de la civilisation et de la décadence*, Félix Alcan, Paris 1899, p. 435.

Nikolaï BUCCHARIN : *Imperialismus und Weltwirtschaft*, Verlag für Literatur und Politik, Berlin-Wien 1929, p. 193.

Nikolaï BUCCHARIN : *Die politische Oekonomie des Rentners*, Verlag für Literatur und Politik, Berlin-Wien, 1926, p. 197.

Nikolaï BUCCHARIN : *Der Imperialismus und die Akkumulation des Kapitals*, Verlag für Literatur und Politik, Berlin-Wien 1926, p. 126.

Nikolaï BUCCHARIN und Eugen PREOBRASCHENSKY : *Das ABC des Kommunismus*, Carl Hoym Nachf., Hamburg 1921, p. 376.

Nikolaï BUCCHARIN : *Oekonomie des Transformationsperiode*, Carl Hoym Nachf., Hamburg 1922, p. 199.

S. Khuda BUKHSH : *Contributions to the History of Islamic Civilisation*, University of Calcutta Press, Calcutta 1929, p. 356.

Ruth BUNZEL : *The Economic Organisation of Primitive Peoples*, in : *General Anthropology*, ed. by Franz Boas; D. C. Heath & Co, New York 1938, p. 71.

F. A. BURCHARDT ed. : *The Economics of Full Employment*, Basil Blackwell, Oxford 1946, p. 213.

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL : *Les populations aborigènes, Études et Documents*, Nouvelle Série n° 35, Genève 1953, p. 700.

James BURNHAM : *The Managerial Revolution*, Pinguin Books, 1945, p. 238.

Arthur F. BURNS : *The Frontiers of Economic Knowledge*, Princeton University Press, Princeton 1954, p. 367.

Arthur Robert BURNS : *The Decline of Competition*, Mc Graw-Hill Book Co, New York & London, 1936, p. 619.

Arthur Robert BURNS : *Comparative Economic Organization*, Prentice-Hall, New York 1955, p. 766.

CAESAR, JULIUS : *De Bello Gallico*.

A. K. CAIRNCROSS : *Home and Foreign Investment 1870-1913*, Cambridge University Press, Cambridge 1953, p. 251.

V. F. CALVERTON ed : *The Making of Man, an Outline of Anthropology*, The Modern Library, New York 1931, p. 872.

The Cambridge Economic History of Europe, Cambridge University Press, vol. I, 1942, p. 650; vol. II, 1952, p. 604.

The Cambridge History of the British Empire, Cambridge University Press, vol. I, 1929, p. 931.

The Cambridge History of India, vol. I. Cambridge University Press 1922, p. 736.

R. CANTILLON : *Essai sur la nature du commerce en général*, éd. H. Higgs, London, MacMillan, 1931, p. 394.

E. H. CARR : *A History of Soviet Russia*, MacMillan, London, vol. II, p. 400; vol. IV, p. 392.

A. M. CARR-Saunders, D. CARADOG JONES and C. A. MOSER : *A Survey of Social Conditions in England*. Clarendon Press, Oxford 1958, p. 302.

Alexis CARREL : *L'homme, cet inconnu*. Plon, Paris 1936, p. 400.

E. H. CARTER, G.W. DIGBY and R. N. MURRAY : *History of the West Indian Peoples*, Thomas Nelson and Sons, 1953, p. 198.

Josué de CASTRO : *Géographie de la Faim*. Éditions Ouvrières, Paris 1949.

Josué de CASTRO : *Géopolitique de la Faim*. Les Éditions Ouvrières, Paris 1952, p. 331.

CENTRAL STATISTICAL OFFICE (British) : *National Income Statistics, Sources and Methods*. H. M. S. O.

Michel CÉPÉDE et Maurice LENGELLÉ : *Économie alimentaire du globe*, Librairie de Médecis, Paris 1953, p. 654.

Robert S. CHAMBERLAIN : *Castilian Backgrounds of the Repartimiento-Encomienda*, in : *Contributions to American Anthropology and History*, vol. V, nr. 25, pp. 19-66, Carnegie Institution of Washington, 1939.

Robert S. CHAMBERLAIN : *The Conquest and Colonization of Honduras 1502-1550*, Carnegie Institution of Washington, Publication 598, Washington 1953, p. 264.

E. H. CHAMBERLIN : *The Theory of Monopolistic Competition*, Harvard University Press, Cambridge Mass., 1933, p. 213.

E. H. CHAMBERLIN ed. : *Monopoly and Competition, and their Regulation*, MacMillan & C^o. London 1954, p. 549.

Henri CHAMBRE : *Le Marxisme en Union soviétique*, Éditions du Seuil, Paris 1955, p. 510.

Chan JU-KUA : *His Work on the Chinese and Arab Trade in the 12th and 13th centuries, entitled Chu-fan-chi*, Printing Office of the Imperial Academy of Sciences, St.-Petersburg 1911, p. 288.

Jean CHARDONNET : *Les conséquences économiques de la guerre 1939-1946*. Librairie Hachette, Paris 1947, p. 327.

Debiprasad CHATTOPADHYA : *Lokayata*, People's Publishing House, Bombay, 1959.

Hollis B. CHENERY and Paul G. CLARK : *Interindustry Economics*, John Wiley & Sons, New York 1959, p. 345.

Chen HAN-SENG : *Industrial Capital and Chinese Peasants*, Kelly & Walsh Ltd., Shanghai 1939, p. 97.

Chen HUAN-CHANG : *The Economic Principles of Confucius and His School*, Columbia University Press, New York, 1911, vol. I, p. 362; vol. II, p. 730.

E. P. CHENEY : *An Introduction to the industrial and social History of England*, MacMillan, New York 1920, p. 386 (revised edition).

Julien CHEVERNY : *Éloge du colonialisme*. René Julliard 1961, p. 373.

V. Gordon CHILDE : *The Most ancient East*. Kegan Paul, Trench, Trubner & Co, 2nd edition, London 1929, p. 258.

V. Gordon CHILDE : *The Bronze Age*, Cambridge University Press, 1930, p. 258.

V. Gordon CHILDE : *The Dawn of European Civilization*. Routledge & Kegan Paul, 5th (revised) edition. London 1950, p. 362.

V. Gordon CHILDE : *Scotland before the Scots*. Methuen, London, 1946, p. 144.

V. Gordon CHILDE : *Man Makes Himself*. The New American Library, New York 1951, p. 192.

V. Gordon CHILDE : *What Happened in History*. Penguin Book, Hammondswoth, 1957, p. 288.

V. Gordon CHILDE : *Social Evolution*. Watts & Co, London 1951, p. 184.

E. S. CHLEPNER : *Le Marché financier belge avant 1850*. Maurice Lamertin éditeur, Bruxelles 1926, p. 429.

Arthur CHRISTENSEN : *L'Iran sous les Sassanides*, Ejnar Munksgaard, Copenhagen 1944, p. 560.

CICERO : *De Officiis*.

J. H. CLAPHAM : *An Economic History of Modern Britain*, Cambridge University Press. Volume I, 1950 (reprint), p. 623. Volume II, 1932, p. 554. Volume III, 1938, p. 577.

Sir John CLAPHAM : *The Bank of England*. Cambridge University Press. Volume I, 1944, p. 305.

Colin CLARK : *The Conditions of Economic Progress*, MacMillan, London 1951 (2nd edition), p. 584.

Colin CLARK : *The Economics of 1960*, MacMillan, London 1944, p. 118.

Grahame CLARK : *From Savagery to Civilisation*. Cobbett Press, London, 1946, p. 112.

J. G. D. CLARK : *L'Europe préhistorique, Les Fondements de son Économie*. Payot, Paris, 1955, p. 491.

J. M. CLARK : *Studies in the Economics of overhead costs*, University of Chicago Press, 1923, p. 502.

Sir Gerald CLAUSEN : *La Tenure communautaire* — Publication de la F. A. O., Rome 1954, p. 63.

Dr Gustav CLAUSING : *Die Uebererzeugung in der Ziegelei von 1867 bis 1913*. Gustav Fischer Verlag, Jena 1931, p. 191.

T. CLIFF : *Russia, a marxist analysis*, International Socialism, London, 1962, p. 384.

John George CLOVER and William Bouck CORNELL : *The Development of American Industries*, 3rd edition, Prentice Hall, New York 1951, p. 1121.

Thomas C. COCHRAN and William MILLET : *The Age of Enterprise*, MacMillan, New York, p. 394.

Jerome B. COHEN : *Japan's Economy in War and Reconstruction*, University of Minnesota Press, Minneapolis 1949, p. 545.

G. D. H. COLE : *Money, its Present and Future*. Cassel & Cy, London 1944, p. 328.

G. D. H. COLE : *World in Transition*, Oxford University Press, 1949, p. 646.

Margaret Hall COLE : *The Investment of Wealth in 13th century Genoa*, in : *Economic History Review*, vol. VIII, n° 2, May 1938.

Sonia COLE : *The Prehistory of East Africa*. Penguin Books, Hammonds-worth, 1954, p. 301.

Dr H. T. COLENBRANDER : *Koloniale Geschiedenis*. Martinus Nijhoff 1925. Deel I, p. 413; Deel II, p. 33; Deel III, p. 289.

John COLLIER : *The Indians of the Americas*, W. W. Norton & Cy, New York 1947, p. 326.

3^e Colloque des Facultés de Droit : *Le Fonctionnement des Entreprises nationalisées en France*. Librairie Dalloz, Paris 1956, p. 414.

U. S. A. Commissioner of Labor : *XIIIth Annual Report, Government Printing Office*, Washington.

Commission de la Communauté Économique Européenne : *Rapport sur la situation économique dans les pays de la Communauté*, 1958, p. 608.

Commission Économique pour l'Europe des Nations-Unies : *Étude sur la situation économique de l'Europe en 1954*; Publication des Nations-Unies, Genève 1955, p. 344.

Commission Économique pour l'Europe des Nations-Unies : *Étude sur la situation économique de l'Europe en 1955*. Publication des Nations-Unies, Genève 1956, p. 276 + 100 p. d'annexes.

Commission Économique pour l'Europe des Nations-Unies : *Étude sur la situation économique de l'Europe en 1956*. Publication des Nations-Unies, Genève 1957, pp. XII + 306 + 99 p. d'annexes.

Commission Économique pour l'Europe des Nations-Unies : *Étude sur la situation économique de l'Europe en 1957*. Publication des Nations-Unies, Genève 1958, p. 322 + 101 p. d'annexes.

Commission Économique pour l'Europe des Nations-Unies : *Étude sur la situation économique de l'Europe en 1958*. Publication des Nations-Unies, Genève 1959, p. 216 + 43 p. d'annexes.

Commission Économique pour l'Europe des Nations-Unies : *Étude sur la situation économique de l'Europe en 1959*. Publication des Nations-Unies, Genève 1960, p. 352 + 64 p. d'annexes.

Commission Économique pour l'Europe des Nations-Unies : *Étude sur la situation économique de l'Europe en 1960*. Publication des Nations-Unies, Genève 1961.

Committee of Enquiry into the cost of the National Health Service : *Report*. H. M. S. O., London, 1956, p. 309.

M. COMPTON and E. H. BOIT : *British Industry, its changing Structure in Peace and War*. Lindsay Drummond, London 1940, p. 304.

J. B. CONDLIFFE : *The Commerce of Nations*, Allan & Unwin, London 1951, p. 884.

P. LESLEY COOK and Ruth COHEN : *Effects of Mergers. Cambridge Studies in Industry*. George Allen & Unwin, London 1958, p. 458.

G. W. COOPLAND : *The Abbey of St. Bertin and its Neighbourhood 900-1300*, in : *Oxford Studies in Social and Legal History*. vol. IV, n° 8. Clarendon Press, Oxford 1914, p. 166.

E. COORNAERT : *Grand Capitalisme et économie traditionnelle à Anvers au XVI^e siècle*, in : *Annales d'histoire économique et sociale*, année 1936, pp. 127-139.

G. G. COULTON : *Scottish Abbeys and social Life*. Cambridge University Press, 1933, p. 293.

G. G. COULTON : *The Medieval Village*, Cambridge University Press, 1931, p. 603.

W. H. B. COURT : *A Concise Economic History of Britain, from 1750 to recent times*. Cambridge University Press, 1954, p. 368.

Cowles Commission for Research in Economics : *Economic Theory and Measurement. A twenty years research report*. 1952, p. 180.

Heinrich CUNOW : *Die Marx'sche Geschichts —, Gesellschafts —, und Staatstheorie, Buchhandlung Vorwärts*, Berlin. 1. Band, Berlin 1920, p. 346. Band II, Berlin 1921, p. 352.

Heinrich CUNOW : *Allgemeine Wirtschaftsgeschichte*. Dietz, Berlin. Band I, 1926, p. 547. Band II, 1927, p. 478. Band III 1929, p. 488.

Heinrich CUNOW : *Geschichte und Kultur des Inka-Reiches*. Elsevier, Amsterdam 1937, p. 208.

Édouard CUQ : *Les Nouveaux Fragments du Code de Hammourabi sur le prêt à intérêt et les Sociétés*. Imprimerie Nationale, Paris, 1918, p. 109.

David DALLIN : *Forced Labour in Soviet Russia*. Yale University Press. New Haven 1947, p. 331.

David DALLIN : *The Real Soviet Russia*. Hollis and Carter, London 1947, p. 302.

S. A. DANGE : *India from primitive communism to slavery*.

Santar KUNAS DAS : *The Economic History of Ancient India*. Mitra Press, Calcutta, 1925, p. 311.

A. DAUPHIN-MEUNIER : *Histoire de la Banque*, Presses Universitaires de France, Paris 1950, p. 126.

A. DAUPHIN-MEUNIER : *La Banque à travers les âges*. « Banque » éditeur. Paris 1937. Tome I p. 387, tome II, p. 409.

Basil DAVIDSON : *A History of West Africa*, Doubleday, Garden City, N. Y. 1966, p. 342.

Basil DAVIDSON : *The African Awakening*. Jonathan Cape, London 1955, p. 262.

Basil DAVIDSON : *The African Past*, Penguin Books, 1964, p. 381.

Basil DAVIDSON : *The African Slave Trade*, Little, Brown and C^o, Boston, 1961, p. 311.

Basil DAVIDSON : *Old Africa Rediscovered*. Victor Gollancz, London 1959, p. 287.

R. M. DAVIS : *The current state of profit theory*, in : *The American Economic Review*. June 1952, pp. 245-264.

J. N. DAWYDOW : *Freiheit und Entfremdung*, Deutscher Verlag der Wissenschaften, Berlin, 1964, p. 131.

DAYA : *Surplus-Value, Profit and Exploitation*, in : *Review of Economic Studies* 1954-1955, pp. 96-108.

Phyllis DEANE : *The Implications of Early National Income Estimates*, in : *Economic Development and Cultural Change*, November 1955.

Dr H. J. DE GRAAF : *Geschiedenis van Indonesie*. N. V. Uitgeverij W. Van Hoeve's, Grayenhagen/ Bandoeng, 1949, p. 516.

Aser DELEON : *Die Beteiligung der Arbeiter an der Betriebsverwaltung in Jugoslawien*, in : *Annalen der Gemeinwirtschaft*, 28 Jahr, Nr : 21 mai-novembre 1959.

Bernard W. DEMPSEY : *Interest and Usury*. Dennis Dobson Ltd., London 1948, p. 233.

Jean DÉNIAU : *Histoire de Lyon et du Lyonnais*. Presses Universitaires de France (Collection « Que Sais-je? »), Paris 1951, p. 126.

Henri Denis-Marie LAVIGNE : *Le problème des prix en Union soviétique*, Éditions Cujas, Paris, 1965, p. 254.

Henri DENIS : *La Valeur*. Éditions Sociales, Paris, 1950, p. 132.

Henri DENIS : *La crise de la pensée économique*. Presses Universitaires de France (Collection « Que sais-je? »), Paris 1951, p. 126.

Henri DENIS : *Valeur et Capitalisme*. Éditions sociales, Paris, 1957, p. 128.

Dr JAN DENUCÉ : *De Beurs van Antwerpen, Oorsprong en eerste Ontwikkeling*, in : *Antwepsch, Archiefblad, Tweede Reeks*, 6^e jaargang, 1931, Nr 2 (April), pp. 81-145. Boekhandel Veritas, Antwerpen.

U. S. A. Department of Commerce : *Historial Statistics*.

U. S. A. Department of Commerce : *U. S. A. Statistical Abstract* 1952-1960 (chaque année).

U. S. A. Department of Agriculture : *Changing Technology*.

Raymond DE ROOVER : *Banking and Credit in Medieval Bruges*, Raymond DE ROOVER : *Banking and Credit in Medieval Bruges*, *Medieval Academy for America*, Cambridge Mass. 1948, p. 420.

Raymond DE ROOVER : *Le contrat de change depuis la fin du XIII^e siècle jusqu'au début du XVII^e siècle*. Tiré à part de la « Revue belge de philologie et d'histoire », tome XXV, 1946-7, pp. 111-128.

Raymond DE ROOVER : *L'Évolution de la Lettre de Change : XIV^e-XVIII^e siècle*. Armand Colin, Paris, 1953, p. 240.

A. R. DESAI, éd. *Rural Society in India. Indian Society of Agricultural Economics*. Bombay 1959, p. 440.

Günther DESSMANN : *Geschichte der schlesischen Agrarverfassung*. Trübner, Strassburg, 1904, p. 261.

DEUSSEN : *Geschichte der Philosophie*. F. A. Brockhaus, Leipzig 1920. Band I, 1, p. 361; Band I, 2, p. 402; Band I, 3, p. 728.

Isaac DEUTSCHER : *Soviet Trade-Unions. Royal Institute of International Affairs*, London 1950, p. 156.

Isaac DEUTSCHER : *Stalin, a political biography*. Oxford University Press, London, 1949, p. 600.

Isaac DEUTSCHER : *The Prophet Armed*. Oxford University Press, London, 1954, p. 540.

Isaac DEUTSCHER : *The Prophet Unarmed*, Oxford University Press, London 1959, p. 490.

H. D. DICKINSON : *Economics of Socialism*. London, 1939, Oxford University Press, p. 262.

John DIEBOLD : *Automation*. D. Van Nostrand Cy, New York 1952, p. 181.

Charles DIEHL et Georges MARÇAIS : *Histoire du moyen âge*, tome III : *Le Monde Oriental*, 2^e édition. Presses Universitaires de France, Paris, 1944, p. 627.

Charles DIEHL : *Les Figures byzantines*, Armand Colin, Paris 1906, 2 vol.

G. DIJCKMANS : *Histoire économique et sociale de l'ancienne Égypte*, Auguste Picard. Tome I, Paris 1936, p. 305. Tome II, Paris 1936, p. 301. Tome III, Paris 1937, p. 281.

Milovan DJILAS : *La nouvelle classe dirigeante*. Plon., Paris 1957, p. 272.

Maurice DOBB : *Economic Growth and Underdeveloped Countries*, Lawrence and Wishart, London, 1963, p. 64.

Maurice DOBB : *Russian Economic Development since the Revolution*. Routledge et Sons, London 1927, p. 415.

Maurice DOBB : *Soviet Planning and Labour in Peace and War*. Routledge et Sons, London 1942, p. 126.

Maurice DOBB : *Studies in the Development of Capitalism*. G. Routledge and Sons, London, Reprint 1947, p. 396.

Maurice DOBB : *Studies in the Development of Capitalism*, Routledge and Kegan Paul, London, 1963 (revised edition) p. 402.

Maurice DOBB : *A note on the discussion of the problem of choice between alternative investment projects*, in : *Soviet Studies*, vol. II, pp. 289-295.

Maurice DOBB : *On Economic Theory and Socialism*. Collected Papers. Routledge et Kegan Paul, London, p. 293.

Maurice DOBB : *Wages*. Cambridge University Press, Cambridge 1947, p. 222.

Philippe DOLLINGER : *La Haise*, Paris, Aubier, 1964, p. 559.

Philippe DOLLINGER : *L'Évolution des classes rurales en Bavière*. Société d'Édition Les Belles Lettres, Paris 1949, p. 530.

Evsey D. DOMAR : *Essays in the Theory of Economic Growth*. Oxford University Press, New York 1957, p. 272.

G. William DOMHOFF : *Who rules America?* Prentice-Hall, Englewood Cliffs, N. J., 1967, p. 184.

Folke DOORING : *Les recensements agricoles français*, in : *Bulletin Mensuel de Statistique (France)*, Supplément avril-juin 1955, pp. 70-74.

Alfred DOREN : *Italienische Wirtschaftsgeschichte*, G. Fisher Verlag, Jena, 1934, p.

Joseph DORFMAN : *The Economic Mind in American Civilisation*. The Viking Press. Volume I, New York 1946, p. 499.

Garrett DROPPERS : *Economic Theorie of Old Japan*. *Transactions of the Asiatic Society of Japan*, vol XXIV, R. Meiklejohn & Cy, Yokohama 1896, pp. V-XVIII.

W. E. BURGHARDT DU BOIS : *Black Folk then and now*. Harryi Holt & Cy, New York 1944, p. 401.

J. S. DUESENBERY : *Income, Saving and the Theory of Consumer Behavior*. Harvard University Press, Cambridge Mass, 1949, p. 128.

René DUMONT : *Le problème agricole français*. Les Éditions Nouvelles, Paris, 1946, p. 376.

René DUMONT : *Économie agricole dans le monde*. Dalloz, Paris, 1954, p. 597.

René DUMONT : *Révolution dans les campagnes chinoises*. Éditions du Seuil, Paris 1956, p. 463.

René DUMONT : *Sovkhoz, Kolkhoz, ou le problème communiste*. Paris, Éditions du Seuil, 1964, p. 381.

Jean DURET : *Les Trusts en France*. Centre confédéral d'éducation ouvrière, 1939, Paris, p. 95.

Jean DURET : *Le Marxisme et les crises*. Gallimard, Paris, 1933, p. 255.

J. K. EASTHAM : *An Introduction to Economic Analysis*, English Universities Press, London 1950, pp. 392.

John EATON : *Economia politica*. Giulio Einaudi editore. Milano 1955, p. 528.

Wolfram EBERHARD : *Chinas Geschichte*. A. Francke Verlag, Bern 1948, p. 404.

Paul E. ECKEL : *The Far East Since 1500*. Harcourt, Brace & Co, New York, 1948, p. 820.

Rudolph ECKERT : *Les Théories modernes de l'Expansion économique*. Librairie du Recueil Sirey, Paris 1949, p. 115.

L'Économie belge en 1953. Publié par le ministère belge des Affaires Économiques, Bruxelles, 1954, p. 462.

Économie et Politique : *La France et les Trusts*, n° spécial, 1^{re} année, nos 5-6, 1954, p. 240.

Harold C. EDEY and Alan T. PEACOCK : *National Income and Social Accounting*, Hutchinson's University Library. London 1954, p. 222.

Dr Kurt EHRKE : *Die Uebererzeugung in der Zementindustrie*, Gustav Fischer Verlag; Jena 1933, p. 480.

Henry W. EHRMANN : *La politique du patronat français (1936-1955)*, Armand Colin, Paris 1959, p. 413.

Wilhelm EILERS : *Die Gesetzstele Chammurabis*, in : *Der Alte Orient*, Band 31, Heft 3/4, J. C. Hinrichs'sche Buchhandlung, Leipzig 1932, p. 63.

Robert EISLER : *Das Geld*. Verlag der Diatypie, München 1924, p. 383.

Richard T. ELY and Georges S. WEHRWEIN : *Land Economics*. Mac Millan, New York 1941 (end printing), p. 512.

John EMBREE : *Mura, A Japanese Village*. Kegan Paul, Trench, Trubner and Co, Ltd. London 1946, p. 268.

Paul H. EMDEN : *Money Powers of Europe*. Sampson Low, Mars-ton & Co Ltd. London s. d.; p. 420.

Encyclopedia of Social Sciences, passim.

Encyclopédie de l'Islam, passim.

Friedrich ENGELS : *Hornn Eugen Dürings Umwälzung der Wissenschaft*. Verlagsgenossenschaft ausländischer Arbeiter in der U. d. S. S. R., Moskau-Leningrad 1934, p. 327.

Friedrich ENGELS : *Der Ursprung der Familie, des Privateigentums und des Staats*. Verlagsgenossenschaft ausländischer Arbeiter in der U. d. S. S. R., Moskau-Leningrad 1934, p. 219.

Friedrich ENGELS : *Zur Wohnungsfrage*. Internationaler Arbeiter-verlag Berlin, 1932, p. 112.

Friedrich ENGELS : *Correspondance Fr. Engels-K. Marx et divers*, publiée par F. A. Sorge. Paris, Alfred Costes, éditeur, 1950. Tome I, p. 352. Tome II, p. 304.

Friedrich ENGELS : Voir aussi : Karl Marx-Friedrich Engels.

Alexander ERLICH : *Preobrazhenski and the Economics of Soviet Industrialization*, in : *Quarterly Journal of Economics*, February 1950, volume LXIV, nr. I, pp. 57-88.

Georges ESPINAS : *Les Origines du Capitalisme*. Librairie Emile Raoust. Tome I, Lille, 1933, p. 256. Tome II, Lille 1936, p. 275. Tome III, Paris-Lille, éditions Picard-Raoust, p. 319. Tome IV, Paris-Lille, éditions Picard, Librairie Raoust, 1949, p. 286.

Walter A. FAIRSERVIS jr. : *The Origins of Oriental Civilization*. The New American Library, New York 1959, p. 188.

Benjamin FARRINGTON : *Greek Science*. Penguin Books, Harmondsworth 1949. Volume I, p. 154. Volume II, p. 181.

Federal Reserve BOARD and Michigan Survey Research CENTER : *Survey of Consumer Finances*, 1950.

Federal Trade Commission : *Report on the Copper Industry*, U. S. Government Printing Office, Washington 1947, p. 420.

Federal Trade Commission : *Report on the International Petroleum Cartel*, Washington 1952, Government Printing Office, p. 378.

Federal Trade Commission : *Report on Changes in Concentration in Manufacturing*, U. S. Government Printing Office, Washington 1954, p. 153.

Fédération générale du Travail de Belgique : *Holdings et Démocratie économique*, 1956, p. 239 (Rapport préparatoire au Congrès extraordinaire d'octobre 1956).

Fédération Internationale des Ouvriers sur Métaux : *Les plus grandes sociétés sidérurgiques du monde libre*. Étude ronéotypée préparée pour la conférence sur l'acier qui s'est tenue à Vienne le 19-21 mars 1959.

Jean-Félix FAURE : *L'organisation professionnelle aux Pays-Bas*. Librairie technique et économique, Paris 1938, p. 143.

Jules FERRY : *Le Tonkin et la Mère-Patrie*. V. Havard, Paris, 1890, p. 406.

I. M. FINEGOOD : *A critical analysis of some prevailing concepts concerning Soviet agriculture*, in : *Soviet Studies*, vol. IV 1952-53, pp. 15-31.

Raymond FIRTH : *Tikopia, a Primitive Polynesian Economy*. Routledge & Sons, London 1939, p. 387.

Raymond FIRTH : *Malay Fishermen : their peasant economy*. Kegan Paul, Trench, Trubner & Co, London 1946, p. 354.

Walter J. FISCHER : *Ueber die Gruppe der Karimi-Kaufleute*, in : *Studia Arabica, Pontificium Institutum Biblicum, Roma* 1937, I, pp. 67-82.

Walter J. FISCHER : *Jews in the Economic and Political Life of Medieval Islam*. Royal Asiatic Society Monographs, vol XXII, London, 1937, p. 139.

Walter J. FISCHER : *The Origin of Banking in Medieval Islam*, in : *Journal of Royal Asiatic Society*.

F. J. FISCHER : *The Development of the London Food-Market 1540-1640*, in : *Economic History Review*, vol. V, Nr 2, pp. 46-64.

Patrick FITZGERALD : *Industrial Combination in England*. Pitman & Sons, London 1927, p. 230.

Mary L. FLEDDÉRUS and Mary Van KLEECK : *Technology and Livelyhood*. Russell Sage Foundation, New York 1944, p. 237.

FOOD AND AGRICULTURAL ORGANISATION : *Annuaire de Statistiques 1952*.

H. D. FONG : *Cotton Industry and Trade in China*. The Chihli Press, Tientsin 1932, vol. I, p. 330.

Meyer FORBES : *The Dynamics of Clanship among the Talensi*. Oxford University Press, 1945, p. 270.

C. Daryll FORDE : *Habitat, Economy and Society*. Methuen & Co, 8th edition, London, 1950, p. 500.

C. Daryll FORDE and Dr Richenda SCOTT : *The Native Economics of Nigeria*. Faber & Faber Ltd., London 1946, p. 312.

Albert Forstmann : *Geld und Kredit*. Cöttingen, 1952. Vandenhoeck & Rupprecht, 2 vol. I, p. 298; II, pp. 303-824.

W. T. FOSTER and W. CATCHINGS : *Profits*. Houghton and Mifflin. Boston-New York 1925, p. 465.

Jean FOURASTIÉ : *Le Grand Espoir du XX^e siècle*. Paris 1949, p. 223.

Andre Gunder FRANK : *Capitalism and Underdevelopment in Latin America*, Monthly Review Press, New York, 1967, p. 298.

Sir James FRAZER : *Myths of the Origin of Fire*. MacMillan & Co, London 1930, p. 238.

L. I. FREI : *Die heutigen Banksysteme Englands, der U. S. A. und Frankreichs*. Verlag Die Wirtschaft, Berlin 1955, p. 223.

Georges FRIEDMANN : *Où va le travail humain?* Gallimard, Paris 1950, p. 389.

Georges FRIEDMANN : *Le Travail en Miettes*. Gallimard, Paris 1956, p. 347.

John R. P. FRIEDMANN : *Developmental Planning in Haïti*, in : *Economic Development and Cultural Change*, November 1955.

Bruno FRITSCH : *Die Geld- und Kredittheorie von Karl Marx*, Europäische Verlagsanstalt, Frankfurt, 1968, p. 183.

Erich FROMM : *The Fear of Freedom*. Routledge & Kegan Paul, 1960, p. 257.

Erich FROMM : *The Sane Society*.

Arturo FRONDI : *Petroleo y politica, Contribucion al Estudio de la Historia economica argentina y de las relaciones entre el imperalismo y la vida politica nacional*, Editorial Raigal, Buenos Aires 1955, p. 412.

· Raymond FURON : *Manuel de Préhistoire Générale*. Payot 1951, 3^e édition, Paris, p. 535.

P. GABRIEL : *Le Progrès Technique et le Chômage*. Presses Modernes, Paris 1938, p. 236.

John Kenneth GALBRAITH : *American Capitalism, the concept of counterrailing power*, The Riverside Press, Cambridge Mass., 1952, p. 217.

John Kenneth GALBRAITH, HOLTON e. o. : *Marketing Efficiency in Puerto Rico*, Harvard University Press, 1955.

John Kenneth GALBRAITH : *The Affluent Society*. The Riverside Press, Cambridge U. S. A., p. 368.

Walter GALENSON ed. : *Labor and Economic Development*. John Wiley and Sons, New York 1959, p. 304.

F. L. GANSHOF : *Une étape de la décomposition domaniale classique à l'abbaye de Saint-Trond*. Fédération archéologique et historique de Belgique, XXIX^e Session, Congrès de Liège 1932. Liège 1934, pp. 22-40.

F. L. GANSHOF : *Manorial Organization in the Low Countries in the 7th, 8th and 9th centuries*. — *Transactions of the Royal Historical Society*, 4th series, vol. XXXI, 1949, pp. 29-59.

E. F. GAUTHIER : *Le Passé de l'Afrique du Nord*. Payot, Paris 1952, p. 457.

Dr Karl GAREIS : *Die Landgüterordnung Kaiser Karl des Grossen*. J. Guttentag Verlagsbuchhandlung, Berlin 1895, p. 68.

André GARRIGOU-LAGRANGE : *Production agricole et Economie rurale*. Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, Paris 1939, p. 211.

Arthur D. GAYER, W. W. ROSTOW and A. J. SCHWARTZ : *The Growth and Fluctuations of the British Economy 1790. 1850* Clarendon Press, Oxford 1953. Volume I, p. 528. Volume I, p. 1028.

Arnold GEHLEN : *Der Mensch*, Athenaeum-Verlag, Bonn 1950, 4^e édition, p. 444.

Hans GEISS : *Geld — und Naturalwirtschaftliche Erscheinungsformen im staatlichen Aufbau Italiens während der Gotenzeit*. Beiheft 27 zur « Vierteljahrschrift für Sozial — und Wirtschaftsgeschichte ». Kohlhammer-Verlag, Stuttgart, 9931, p. 66.

R. GÉNÉSTAL : *Le Rôle des Monastères comme établissements de crédit étudié en Normandie du XI^e à la fin du XIII^e siècle*. Rousseau, éditeur, Paris 1901, p. 250.

L. GÉNICOT : *L'Économie rurale namuroise au bas Moyen Age*. Bibliothèque de l'Université de Louvain, 1943, p. 406.

Jacques GERNET : *Les aspects économiques du Bouddhisme dans la société chinoise du V^e au X^e siècle*. École Française d'Extrême-Orient, Saïgon 1956, p. 331.

Charles GIDE : *Principles of Political Economy*. Heath & Cy, London 1907, p. 705.

Joseph M. GILLMANN : *The Falling Rate of Profit*, Dennis Dobson, London 1957, p. 172.

Émile GIRARDEAU : *Le progrès technique et la personnalité humaine*. Paris, Plon 1955, p. 336.

Gustave GLOTZ : *Le Travail dans la Grèce antique*. Alcan, Paris 1920, p. 460.

Dr Alfons GOLDSCHMIDT : *Die Wirtschaftsorganisation Sowjet Russlands*, Ernst Rowohlt-Verlag, Berlin 1920, p. 307.

Pierre GOUROU : *Les pays tropicaux*, Presses Universitaires de France, Paris 1948, p. 196.

S. GOUSCHEV and M. VASSILIEV ed. : *Life in the Twenty-first Century*, Penguin Books, Harmondsworth, 1961, p. 222.

Martin GRABMAN : *Der lateinische Averroismus des 13. Jahrhunderts und seine Stellung zur christlichen Weltanschauung*. Verlag der Bayerischen Akademie der Wissenschaften, München 1931, p. 85.

Roger GRAND et Raymond DELATOUCHE : *L'Agriculture au Moyen Age*. E. de Boccard, éditeur, Paris 1950, p. 740.

Marcel GRANET : *La Pensée chinoise*. La Renaissance du Livre, Paris 1934, p. 614.

N. S. B. GRAS : *The Evolution of the English Corn Market from the 12th to the 18th century*. Harvard University Press, Cambridge Mass. 1926, p. 498.

N. S. B. GRAS : *Bill of Exchange*, in : *Encyclopedia of Social Sciences* vol. II, pp. 539-540.

N. S. B. GRAS : *Business and Capitalism*. F. S. Crofts & Cy, New York 1948, p. 408.

N. S. B. GRAS : *A History of Agriculture*. F. S. Crofts & Cy, New York 1946 (2nd edition), p. 496.

Robert GRAVES : *The Greek Myths*, Penguin Books, 1960.

W. GREILING : *Marxismus und Sozialisierungstheorie*. VIVA 1923, Berlin, p. 150.

Sir Percival GRIFFITHS : *The British Impact on India*. Macdonald, London 1952, p. 520.

Gregory GROSSMAN : *Scarce Capital and Soviet Doctrine*, in : *Quarterly Journal of Economics*, vol LXVII, August 1953, Nr 3, pp. 311-343.

Henryk GROSSMANN : *Das Akkumulations — und Zusammenbruchsgesetz des Kapitalistischen Systems*. C. L. Hirschfeld, Verlagsbuchhandlung, Leipzig 1928, p. 625.

René GROUSSET : *Histoire de la Chine*, Fayard, Paris 1947, p. 428.

Gustave E. von GRUNEBAUM : *Medieval Islam*. University of Chicago Press, Chicago 1946, p. 365.

Daniel GUÉRIN : *Fascisme et Grand Capital*, Gallimard, 10^e édition entièrement refondue, Paris 1945, p. 328.

Daniel GUÉRIN : *Où va le peuple américain?* Paris, Julliard, Tome I, 1950, p. 363. Tome II, 1951, p. 351.

Henri GUITTON : *Les Fluctuations économiques*. Recueil Sirey 1951, p. 648.

Franz GUTMANN : *Die soziale Gliederung der Bayern zur Zeit des Volksrechtes*. Trübner, Strassburg 1906, p. 330.

Gottfried von HABERLER : *Prospérité et Dépression*. Société des Nations. 3^e édition augmentée d'une 3^e partie. Genève 1943, p. 584.

Brian HACKETT : *Man, Society and Environment*. Percival Marshall, London, p. 136.

Victor WOLFGANG von HAGEN : *The Aztec and Maya Papermakers*. J. J. Augustin publishers, New York 1944, p. 120.

Selma HAGENAUER : *Das « iustum pretium » bei Thomas von Aquino*. W. Kohlhammer, Stuttgart 1931. *Beiheft 24 zur Vierteljahrschrift für Sozial — und Wirtschaftsgeschichte*, p. 115.

F. W. HALLGARTEN : *Hitler, Reichswehr und Industrie*. Europäische Verlagsanstalt Frankfurt a/M, 1955, p. 139.

Gustav HALOUN : *Contributions to the history of clan settlement in Ancient China*, in « *Asia Major* », vol. I, fasc. 1 & 3, pp. 76-111, 587-623, Leipzig 1924.

D. HAMBERG : *Economic Growth and Instability*. W. W. Norton & Cy, New York 1956, p. 340.

Earl J. HAMILTON : *American Treasure and the Rise of Capitalism*, in : *Economica*, Nr 27, November 1929, pp. 338-357.

Earl J. HAMILTON : *American Treasure and the Price Revolution in Spain 1501-1650*. Harvard University Press, Cambridge Mass. 1934, p. 428.

J. L. and Barbara HAMMOND : *The Rise of Modern Industry*. Methuen & Co, London 1925, p. 262.

J. L. and Barbara HAMMOND : *The Town Labourer*. Longmans, Green & Co, London 1917, p. 346.

Augustin HAMON : *Les Maîtres de la France*. Éditions sociales internationales, Paris 1936, p. 319.

Milton HANDLER : *A study of the Construction and Enforcement of the Federal Antitrust Laws*. Washington 1941, p. 106. T. N. E. C. Monograph n^o 38.

Conrad's Handwörterbuch der Staatswissenschaften, passim.

Alvin H. HANSEN : *Business Cycles and National Income*. W. W. Norton & Cy, New York 1951, p. 639.

Alvin H. HANSEN and Richard V. CLEMENCE : *Readings in Business Cycles and National Income*. W. W. Norton & Cy, New York 1953, p. 488.

R. F. HARROD : *Economic Essays*, MacMillan, London 1953, p.300 p. 300.

Henri HAUSER : *Les Débuts du Capitalisme*. Alcan, Paris 1927, p. 326.

Henri HAUSER et Augustin RENAUDET : *Les débuts de l'âge moderne* vol. VIII de *Peuples et Civilisations*, 3^e édition 1946, Presses Universitaires de France, p. 654.

Henri HAUSER : *La Prépondérance espagnole*, vol. IX de *Peuples et Civilisations*, 3^e édition, Presses Universitaires de France, Paris 1948, p. 592.

Henri HAUSER : *La pensée et l'action économiques du Cardinal de Richelieu*. Presses Universitaires de France, Paris 1944, p. 194.

R. G. HAWTREY : *Credit*, in : *Encyclopedia of Social Sciences*, vol. IV, pp. 545-550.

R. G. HAWTREY : *Currency and Credit*. Longmans, Green & Co, London 1930, p. 477.

Simon HAXEY : *Tory M. P. Victor Gollancz*, London 1939, p. 263.

F. A. von HAYEK : *La route de la servitude*. Librairie de Médecis, Paris 1945, p. 179.

F. A. von Hayek : *Kapitalaufzehrung*, in : *Weltwirtschaftliches Archiv*, Verlag von Gustav Fischer, Jena, 36. Band, Juli 1932, Heft 1, pp. 86-108.

Earl O. HEADY : *Economics of Agricultural Production and Resource Use*. Prentice-Hall, New York 1952, p. 850.

Gerald HEARD : *The Source of Civilization*. Jonathan Cape, London 1935, p. 401.

Fritz HEICHELHEIM : *Wirtschaftliche Schwankungen der Zeit von Alexander bis augustus*. Gustav Fischer Verlag, Jena, 1930, p. 142.

Fritz HEICHELHEIM : *Welthistorische Gesichtspunkte zu den vormittelalterlichen Wirtschaftsepochen*, in : *Schmollers Jahrbuch 1932*, Band 56, Nr 6, pp. 154-195.

Fritz HEICHELHEIM : *Wirtschaftsgeschichte des Altertums*. A. W. Sijthof's Uitgeverij N. V. 2 Bände, Leiden 1938. Band I, p. 839. Band II, pp. 863-1239.

Dr Holger HEIDE : *Die langfristige Wirtschaftsplanung in Schweden*, J. C. B. Mohr, Tübingen, 1965, p. 147.

Otto HEIN : *Altpreuussische Wirtschaftsgeschichte bis zur Ordenszeit*, in : *Zeitschrift für Ethnologie*, 22. Band, Berlin, 1890, pp. 146-167, 173-216.

R. HENNIG : *Die Einführung der Seidenraupenzucht ins Byzantinienreich*, in : *Byzantinische Zeitschrift*, Teubner, Leipzig. 1933, Band 33, 2. Halbjahrheft, pp. 295-312.

Jeanne HERSCH : *Idéologie et réalité*. Plon, Paris 1956, p. 276.

Melville J. HERSKOVITS : *Economic Life of Primitive Peoples*. A. A. Knopf, London & New York 1940, p. 492.

Melville J. HERSKOVITS : *Dahomey, an ancient West African Kingdom*. J. J. Augustin publisher. New York 1939. Vol. I, p. 402. Vol. II, p. 407.

Edgar L. HEWETT and Bertha P. DUTTON : *The Pueblo Indian World*. The University of New Mexico Press, Albuquerque 1945, p. 182.

Ervin HEXNER : *International Cartels*. I. Pitman and Sons, 1946, p. 555, London.

J. R. HICKS : *The Social Framework of the American-Economy*. New York, Oxford University Press, 1955 (2nd edition), p. 309.

J. R. HICKS : *Value and Capital*. The Clarendon Press, Oxford 1939, p. 331.

J. R. Hicks : *A Contribution to the Theory of the Trade Cycle*. Clarendon Press, Oxford 1951, p. 201.

Benjamin HIGGINS : *The « dualistic theory » of underdeveloped areas*, in : *Economic Development and Cultural Change*, January, 1956.

Rudolf HILFERDING : *Böhm-Bawerks Marx-Kritik*. Marx-Studien I, Wien 1904, p. 61, Wiener Volksbuchhandlung.

Rudolf HILFERDING : *Das Finanzkapital*. Wiener Volksbuchhandlung, Wien 1910, p. 477.

Rudolf HILFERDING : *Aus der Vorgeschichte der Marxschen Oekonomie*, in : *Die Neue Zeit*, tome 29, vol. 2, pp. 343-354; tome 30, vol. I, pp. 572-581, 620-628, 885-894.

Rudolf HILFERDING : *State capitalism or totalitarian state economy*, in : *Modern Review*, volume I, Nr 4, pp. 266-271, June 1947.

A. Hingston QUIGGIN : *A Survey of Primitive Money*. Methuen & Co, London 1949, p. 344.

H. M. HIRSCHFELD : *Het Ontstaan van het moderne bankwezen in Nederland*. Nijgh & Van Ditmar's Rotterdam 1922, p. 166.

Philip K. HITTI : *History of the Arabs*. MacMillan & Co, 3rd edition, London 1946, p. 767.

Prof. HITTMAIR : *Wissenschaft vom Urlaub*, in : *Münchener Medizinische Wochenschrift*, 101, Jahrgang, Heft 31, du 31 juillet 1959.

L. T. HOBHOUSE, G. C. WHEELER and M. GINSBERG : *The Material Culture and Social Institutions of the Simpler Peoples*. Chapman & Hall's 1930, London, Nr 3 of the Monographs on Sociology Published by the London School of Economics, p. 299.

A. C. HOFFMANN : *Large-Scale Organization in the Food Industry*. TNEC Monograph Nr 35. Government Printing Office, Washington, 1940, p.

Dr D. HOFFMANN : *Die sechs Ordnungen der Mischna, Theil IV* : Seder Nisikin. Belin 1898, H. Itzkowski, p. 384.

Paul G. HOFFMAN : *One hundred contries and 11¼ billion people*. Eijiro HONJO : *The Social and Economic History of Japan*. Insti-

tute for Research in Economic History of Japan, Kyoto 1935, p. 410.

Calvin B. HOOVER : *La vie économique de la Russie soviétique*. Gallimard, Paris, 1932, p. 348.

Calvin B. HOOVER : *The Economy, Liberty and the State*. The XXth Century Fund, New York 1959, p. 445.

Branko HORVAT : *Towards a theory of planned economy*, Yugoslav Institute of Economic Research, Beograd, 1964, p. 244.

Jacques HOUSSIAUX : *Le pouvoir de monopole*. Recueil Sirey. Paris 1958, p. 416.

Elizabeth Ellis HOYT : *Primitive Trade, its psychology and economics*. Kegan, Trench, Trubner & Co. London 1926, p. 191.

Frédéric HROZNY : *Code Hittite*. Librairie Orientale, Paris 1922, p. 159.

Clément HUART et Louis DELAPORTE : *L'Iran antique*. Albin Michel, Paris 1952, p. 528 (2^e édition réimprimée).

Leonard E. HUBBARD : *The Economics of Soviet Agriculture*. Mac-Millan, London 1939, p. 316.

Leonard E. HUBBARD : *Commerce et Répartition en U. R. S. S.* Payot, Paris 1938, p. 355.

Otto HUE : *Die Bergarbeiter*, Dietz Stuttgart 1910. 1. Band, p. 455. Band II, p. 760.

J. HUIZINGA : *Homo ludens*. Haarlem, Tjeenk Willink 1938, p. 303. *Human Origins : an introductory general course in anthropology of the university of Chicago*. Mimeographed 1946, p. 157.

Ibn BATOUTA : *Voyages*. Paris, Imprimerie impériale, 1853-6.

Ibn KHALDOUN : *Les Prolégomènes*. Paris, Imprimerie Impériale, 1863-5. Tome I, p. 477. Tome II, p. 493.

INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT MISSION : *The Economic Development of Iraq*. John Hopkins Press, Baltimore 1952, p. 463.

INTERNATIONAL LABOUR OFFICE : *Report of the ad hoc committee on Forced Labour*. Imprimeries Réunies SA, Lausanne 1953, p. 621. (Nr 36 in the *Studies and Reports — New Series* — of the ILO).

Susan ISAACS : *Social Development in young children*, London, Routledge 1949, p. 242.

Charles ISSAWI : *Egypt at Mid-Century*. Oxford University Press, London 1954, p. 289.

Walter IZARD : *A neglected cycle : the transport building cycle*, in : *Review of Economic Statistics*, 1942, pp. 149-158.

G. JACQUEMYS : *Histoire de la crise économique des Flandres*. Bruxelles, Maurice Lamertin éditeur, 1929, p. 472.

G. JACQUEMYS : *La société belge sous l'occupation allemande 1940-1944*. Nicholson & Watson, Bruxelles 1950. Vol. I, p. 538. Vol. II, p. 503. Vol. III, p. 143.

C. R. L. JAMES : *The Black Jacobins*, The Dial Press, New York 1938, p. 328.

Marquis and Bessie ROWLAND JAMES : *Biography of a Bank : The Bank of America*. Harpers & Bro., New York 1954, p. 566.

Japan Yearbook 1946-8, passim.

JAPANESE GOVERNMENT ECONOMIC STABILIZATION BOARD : *Economic Survey of Japan 1951 1952*. Tokyo, July 1952, p. 318.

Naum JASNY : *The Socialised Agriculture of the U. S. S. R.* Stanford University Press, 1949, p. 837.

G. B. JATHAR and S. G. BERI : *Indian Economics*. Oxford University Press, 9th edition, Madras 1949, vol. I, p. 442; vol. II, p. 488.

M. JEANTON : *Les Chroniques de l'Ardenne*. L. Maison, librairie, Paris 1852, tome II, p. 623.

Gabriel JEANTON : *Le Servage en Bourgogne*. Rousseau, Paris 1906, p. 259.

J. B. JEFFERYS : *Retail Trading in Britain 1850 1950*. Cambridge University Press, 1954, p. 497.

Otto JEIDELS : *Das Verhältnis der deutschen Grossbanken zur Industrie*. Demcker & Humblot, Leipzig 1905, p. 271.

Joseph JOHNSON : *Irish Agriculture in Transition*. Hodges, Figgis & Co, Dublin 1951, p. 182.

D. M. JOSLIN : *London Private Bankers 1720 1785* in : *The Economic History Review*, vol. VII. Nr. 2, December 1954, pp. 167-186.

Henri JOUIS : *Richesses Insoupçonnées*, réponse à *La Faim du Monde*, par William VOGT. Éditions Sedis, Paris 1951, p. 111.

Paul KAEPPELIN : *La Compagnie des Indes orientales et François Martin*. A. Challamel, Paris 1908, p. 643.

N. KALDOR : *Stability and Full Employment*, in : *Economic Journal* December 1938, pp. 642-657.

The Kandian Peasantry Report.

Michal KALECKI : *A theory of the Business Cycle*, in : *Review of Economic Studies*, 1936-7.

Max KAPLAN : *Leisure in America, a social inquiry*. John Wiley & Sons, Inc. New York 1960, p. 350.

K. William KAPP : *The Social Costs of private Enterprise*, Cambridge, Harvard University Press, 1950, p. 287.

Edvard KARDELJ : *Les problèmes de la politique socialiste dans les campagnes*. Éditions La Nef de Paris, 1960, p. 299.

KAUTILYA : *Arthaśāstra, das Altindische Buch vom Welt — und Staatsleben, aus dem Sanskrit übersetzt von Johann Jakob Mayer*. Otto Harassowitz, Verlagsbuchhandlung, Leipzig 1926, p. 983.

Karl KAUTSKY : *Die Vorläufer des Neueren Sozialismus*, I. Band, I. Teil, Stuttgart Dietz, 1895, p. 436.

Karl KAUTSKY : *Thomas Morus und seine Utopie*. Dietz, Stuttgart 1920, 4^e Auflage, p. 322.

- Karl KAUTSKY : *Die Agrarfrage*. Dietz, 1899, Stuttgart p. 451.
- Karl KAUTSKY : *Karl Marx ökonomische Lehren*. Dietz, Stuttgart, 1893, p. 248, 4^e Auflage.
- Karl KAUTSKY : *Das Erfurter Programm*. Dietz, Stuttgart, 9^e Auflage, 1908, p. 462.
- Karl KAUTSKY : *La révolution sociale*. Paris, Marcel Rivière, 2^e édition, 1921, p. 224.
- Karl KAUTSKY : *Der Ursprung des Christentums*. Dietz, Berlin und Stuttgart, 13^e Auflage, 1923, p. 508.
- Karl KAUTSKY : *Aus der Frühzeit des Marxismus. Engel's Briefwechsel mit Kautsky*. Orbis-Verlag A. G.-Prag, 1935, p. 416.
- Herman KEES : *Kulturgeschichte des Alten Orients : Erster Abschnitt Aegypten*. C. H. Beck'sche Verlagsbuchhandlung, München, 1933, p. 372.
- Ohara KEISHI : *Japanese Trade and Industry in the Meiji-Taisho Era*. Obunsha, Tokyo, 1957, p. 566.
- R. H. KENNETH : *Ancient Hebrew Social Life and Custom as indicated in law, narrative and metaphor*. Oxford University Press, London, 1933, p. 114.
- R. P. KENT : *Money and Banking*. Rinehart & Cy, New York sixth printing, 1947, p. 702.
- Jomo KENYATTA : *Au pied du mont Kenya*, François Maspéro, éditeur, Paris, 1960, p. 251.
- John Maynard KEYNES : *A Treatise on Money*. Harcourt Brace, 1930, London, 2 vol., I, p. 363; II, p. 424.
- John Maynard KEYNES : *Essays in Persuasion*, 1932, p. 376.
- John Maynard KEYNES : *The General Theory of Employment, Interest and Money*, MacMillan, London, 10th reprint, p. 403.
- John Maynard KEYNES : *Theorie Générale de l'Emploi, de l'Intérêt et de la Monnaie*. Payot, Paris, 1942, p. 407.
- Ki FEIN-SHEN : *Essai sur l'Origine et l'évolution des banques en Chine*. Éditions Domat-Montchrestien, Paris, 1936, p. 261.
- Hugh B. and Lucy W. KILLOUGH : *Economics of International Trade*. Mac Graw-Hill, New York, 1948, p. 463.
- W. T. C. KING : *History of the London Discount Market*. Routledge & Sons, London, 1936, p. 355.
- W. Vernon KINIETZ : *Chippewa Village, the story of Katikitegon*. Cranbook Institute of Science, Bulletin Nr 25, Cranbook Press, Bloomfield Hills, Michigan, 1947, p. 259.
- Kin WEI-SHAN : *Democracy and Finance in China*. Columbia University Press, New York, 1926, p. 209.
- Lawrence R. KLEIN : *The Keynesian Revolution*. MacMillan, New York, 1948, p. 218.
- Otto KLINEBERG : *Psychologie sociale*. Tome I : *Motivation et*

psychologie différentielle. Presses Universitaires de France, Paris, 1957, p. 371.

Frank H. KNIGHT : *Value*, in : *Encyclopedia of Social Sciences* XVth volume, pp. 218-224.

Leo KOFLER : *Geschichte und Dialektik*. Kogge-Verlag, Hamburg, 1955, p. 231.

Leo KOFLER : *Staat, Gesellschaft und Elite zwischen Humanismus und Nihilismus*. Schotola-Verlag, Ulm, 1960, p. 392.

Janos Kornai : *Overcentralisation in Economic Administration*, Oxford University Press, 1958.

Paul KOSCHAKER : *Fratriarchat, Hausgemeinschaft und Mutterrecht in Keilschriftrechten*, in : *Zeitschrift für Assyriologie*, XLI, Band, Februar, 1933, 1/4. Heft, Walter de Gruyter, Berlin, p. 89.

E. A. KOSMINSKY : *Services and money rents in the XIIIth Century*, in : *Economic History Review*, vol. V, 1934-5, Nr 2, pp. 24-45.

Rudolf KÖTZSCHKE : *Studien zur Verwaltungsgeschichte der Grossgrundherrschaft Werden an der Ruhr*. Teubner, Leipzig, 1901, p. 160.

Helmut KOZIOLEK : *Grundfragen der marxistisch-leninistischen Theorie des Nationaleinkommens, Sozialismus*. Verlag Die Wirtschaft, Berlin, 1957, p. 234.

J. A. KRONROD : *Die sozialistische Reproduktion*. Verlag Die Wirtschaft, Berlin, 1957, p. 308.

Jürgen KUCZYNSKI : *Die Geschichte der Lage der Arbeiter in Deutschland*, I : von 1 800 bis, 1932. 5^e Auflage, Die Freie Gewerkschaft, Berlin, 1949, p. 368 II : Vor 1 933 bis, 1946. Berlin, 1947, p. 292

Jürgen KUCZYNSKI : *Die Geschichte der Lage der Arbeiter in den Vereinigten Staaten*. 2^e Verbesserte Auflage. Die Freie Gewerkschaft, Berlin, 1949, p. 407.

Jürgen KUCZYNSKI : *Die Geschichte der Lage der Arbeiter in Frankreich*. Die Freie Gewerkschaft, Berlin, 1949, p. 313.

Jürgen KUCZYNSKI : *Die Theorie der Lage der Arbeiter*. Die Freie Gewerkschaft, Berlin, 1948, p. 308.

Jürgen KUCZYNSKI : *Die Geschichte der Lage der Arbeiter in England*. Die Freie Gewerkschaft, Berlin, 1949, p. 341.

Jürgen KUCZYNSKI : *Studien zur Geschichte des deutschen Imperialismus*. Dietz, Berlin, 1948, I. Band, p. 403.

Jürgen KUCZYNSKI : *Studien zur Geschichte der Weltwirtschaft*. Dietz-Verlag, Berlin, 1952, p. 199.

Jürgen KUCZYNSKI : *Allgemeine Wirtschaftsgeschichte*. Dietz-Verlag, Berlin, 1951, p. 256.

Jürgen KUCZYNSKI : *Ueber einige Probleme des historischen Materialismus*. Aufbau-Verlag, Berlin, 1956, p. 173.

Josef KULISCHER : *Allgemeine Wirtschaftsgeschichte des Mittelalters und der Neuzeit*. R. Oldenbourg Verlag, München & Berlin, 1928. Band I, p. 351. Band II, 1929, p. 553.

Zing Y. KUO : *Genesis of cat's responses to the rat*, in : *Journal of Comparative Psychology*, vol. 11, 1931, pp. 1-35.

A. KURSKI : *Die Planung der Volkswirtschaft in der Ud.S.S.R.* Verlag für fremdsprachige Literatur, Moskau, 1949, p. 166.

Simon KUZNETS : *Shares of Upper Income Groups in Income and Savings*. National Bureau of Economics Research. New York, 1953, p. 726.

Simon KUZNETS : *Economic Change, Selected Essays in Business Cycles, National Income and Economic Growth*. Norton & Co, New York, 1953, p. 333.

Simon KUZNETS, Wilbert E. MOORE and Joseph J. SPENGLER : *Economic Growth : Brazil, India, Japan*. Duke University Press, Durham N. C., 1955, p. 613.

Dr Weston LA BARRE : *L'Animal Humain*. Payot, Paris, 1956, p. 367.

Henri LABOURET : *Paysans d'Afrique occidentale*. Gallimard, Paris, 1941, p. 307.

Henri LABOURET : *L'Échange et le commerce dans les archipels du Pacifique et en Afrique tropicale*, in : *Histoire du Commerce*, tome III, S. P. I. D., Paris, 1953, pp. 1-127.

Antonio LABRIOLA : *Essais sur la conception matérialiste de l'histoire*. Marcel Giard, éditeur, Paris; 2^e édition, 2^e tirage, 1928, p. 375.

Antonio LABRIOLA : *Lettere a Engels*. Edizioni Rinascita, Roma, 1949, p. 237.

Jacques LACOUR-GAYET éditeur : *Histoire du Commerce*. Éditions S. P. I. D. Paris. Tome I, 1950, p. 328; tome II, 1950; tome III, 1953, p. 551; tome IV, 1951, p. 394.

Jacques LACOUR-GAYET : *Le roi Bilalama et le juste prix*. Tirage à part de la « Revue des Deux Mondes » du 15 novembre 1949.

Paul LAFARGUE : *Le Déterminisme économique de Karl Marx*. Marcel Giard, éditeur, Paris, 1928, 2^e tirage, p. 384.

Paul LAFARGUE, *Théoricien du Marxisme*. Textes choisis par J. Varlet. Éditions Sociales Internationales, Paris, 1933, p. 190.

Georges LAFOND : *L'Argentine au Travail*. Éditions Pierre Roger, Paris, 1929, p. 322.

Karl LAMPRECHT : *Deutsches Wirtschaftsleben im Mittelalter*. Verlag von Alfons Dürer, Leipzig, 1886, Band I, p. 633.

David S. LANDES : *Bankers and Pashas* (International Finance and Economic Imperialism in Egypt), Heinemann, London, 1958, p. 354.

Ruth LANDES : *Ojibwa Sociology*. Columbia University Press, New York, 1937, p. 144.

Oskar LANGE and Fred M. TAYLOR : *On The Economic Theory of Socialism*. The University of Minnesota Press, Minneapolis, 1948 (2nd printing), p. 143.

Oskar LANGE : *The Working Principles of the Soviet Economy*. The Russian Economic Institute, New York, 1943, p. 30.

Oscar LANGE et autres : *Problemas de la Economia politica del Socialismo*, Publicaciones Economica, La Habana, 1966, p. 311.

Norman LANSDELL : *The Atom and the Energy Revolution*, Penguin Books, Harmondsworth, 1958, p. 200.

I. LAPIDUS et K. OSTROVITIANOV : *Précis d'économie politique*. Éditions Sociales Internationales, Paris, 1929, p. 966.

Don Barthélémi de Las CASAS, évêque de Chiapa : *Œuvres*, publiées par J.-A. Slorente, A. Eymery, Librairie-Éditeur, Paris, 1822. Tome I, p. 409; tome II, p. 503.

Bruno LASKER : *Human Bondage in Southeast Asia*. University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1950, p. 406.

Harold LASKI : *Réflexions sur la Révolution de notre Temps*. Éditions du Seuil, Paris, 1947, p. 551.

Ferdinand LASSALLE : *Zur Arbeiterfrage. Arbeiterlesebuch*, in : *Gesammelte Reden und Schriften, herausgegeben von Eduard Bernstein*, Band III. Paul Cassirer, Berlin, 1919, p. 444.

Ferdinand LASSALLE : *Herr Bastiat-Schulze von Delitzsch*, in : *Gesammelte Reden und Schriften, herausgegeben von Eduard Bernstein*, Band V. Paul Cassirer, Berlin, 1919, p. 401.

Robert LATOUCHE : *Les grandes invasions et la crise de l'Occident au V^e siècle*. Aubier, Paris, 1946, p. 324.

Lucien LAURAT : *L'Économiste soviétique*. Librairie Valois, Paris, 1931, p. 252.

Lucien LAURAT : *L'Accumulation du Capital d'après Rosa Luxembourg*. Marcel Rivière, Paris, 1930, p. 197.

Albert LAUTERBACH : *Mensch, Motive, Geld*. Ring-Verlag, Stuttgart, 1957, p. 298.

H. J. Lawrence LAUGHLIN : *A new Exposition of Money, Credit and Prices*. The University of Chicago Press, 1931. Vol. I, p. 521. Vol. II, p. 766.

H. LEAK and A. MAIZELS : *The Structure of British Industries*, pp. 142-199; in : *Journal of the Royal Statistical Society*, 1945, part I-II.

Jean-Paul LEBEUF et A. Masson DETOURBET : *La Civilisation du Tchad*. Payot, Paris, 1950, p. 199.

Godfrey M. LEBHAR : *Chain Stores in America 1859-1950*. Chain Store Publishing Corp., New York, 1952, p. 362.

L. J. LEBRET et G. CÉLESTIN : *Jalons pour une économie des besoins*, in : *Économie et Humanisme*, 13^e année, n^o 84, mars-avril 1954.

H. K. LEE : *Land Utilization and Rural Economy in Korea*, The University of Chicago Press, Chicago, 1936, p. 302.

G. LEFEBVRE, Raymond GUYOT et Philippe SAGNAC : *La Révolu-*

tion française, tome XII de : *Peuples et Civilisations*. Paris, 1930, p. 583. Presses Universitaires de France.

G. LEFEBVRE : *Le Directoire*. Armand Colin, Paris, p. 199.

Henri LEFÈVRE : *Critique de la vie quotidienne*. Grasset, Paris, 1947, p. 249.

Alexander H. and Dorothea C. LEIGHTON : *The Navaho Door. An Introduction to Navaho Life*. Harvard University Press, Cambridge Mass., 1945, p. 149.

Dorothea LEIGHTON and Claude KLUCKHOLM : *Children of the People*. Harvard University Press, 1946.

Robert LEKACHMAN, éd. : *National Policy for Economic Welfare at Home and Abroad*. Doubleday & Co, Garden City N. Y., 1955, p. 366.

Alfred LEMNITZ : *Das Geld und die Funktion des Geldes im Sozialismus und in der Uebergangsperiode vom Kapitalismus zum Sozialismus*. Akademie-Verlag, Berlin, 1955, p. 120.

W. I. LÉNINE : *Nouvelles Transformations économiques dans la vie paysanne — A propos de la question dite des marchés — Le contenu économique du populisme*, in : *Œuvres*, tome I, Éditions Sociales, Paris, 1958, p. 578.

W. I. LÉNINE : *Pour caractériser le romantisme économique*, in : *Œuvres*, tome II, Éditions Sociales, Paris, 1958, p. 587.

V. I. LÉNINE : *Le développement du capitalisme en Russie*. Éditions en Langues étrangères, Moscou, s. d., p. 758.

W. I. LENIN : *Neue Daten über die Gesetze der Entwicklung des Kapitalismus in der Landwirtschaft*, in : *Sämtliche Werke*, Band XVII, Ring-Verlag, Zurich, 1935, pp. 737-837.

V. I. LÉNINE : *Œuvres Choieses en deux volumes*. Éditions en langues étrangères, Moscou, 1946. Tome I, p. 925; tome II, p. 1 063.

W. I. LENIN : *Der Imperialismus als höchstes Stadium des Kapitalismus*. Verlagsgenossenschaft ausländischer Arbeiter in der UdSSR, Moskau-Leningrad, 1934, p. 148.

W. I. LENIN : *Sämtliche Werke*, Band XXV, *Verlag für Literatur und Politik*, Wien, 1930, p. 829.

W. I. LENIN : *Hefte zum Imperialismus*. Dietz-Verlag, Berlin, 1957, p. 815.

A. LEONTIEV : *Beginselen der economie*. Amsterdam, Pegasus, 1948, p. 264.

L. LEONTIEV : *L'aggravation de la crise générale du capitalisme*. Éditions Sociales, Paris, 1950, p. 44.

Wassily LEONTIEF : *The Structure of American Economy 1919-1939*. New York, Oxford University Press, 1951, p. 264.

Wassily LEONTIEF : *The Significance of Marxian economics for presentday economic theory*, in : *American Economic Review*, vol. 28, Nr. 1, Supplement March 1938, pp. 1-22.

Abba P. LERNER : *The Economics of Control. Principles of Welfare Economics*. The MacMillan Cy, New York, 1947, p. 428 (2nd reprint).

Alfred I.E ROY BURT : *The Evolution of the British Empire and Commonwealth*. D. C. Heath & Cy, Boston, 1956, p. 950.

René de LESPINASSE : *Les Métiers et Corporations de la Ville de Paris*. Imprimerie Nationale, 1897, Paris, tome III, p. 736.

E. LEVASSEUR : *Histoire des Classes Ouvrières et de l'Industrie en France de 1870 à 1789* ; 2^e Édition, Paris, 1903 ; Arthur Rousseau, éditeur. Tome I, p. 749. Tome II, p. 912.

LEVIN : *Problems in Determining the Economic Suitability of Project Decision*, in : *Voprossi Ekonomiki*, n^o 4, 1950.

Claude LÉVY-STRAUSS : *Les structures élémentaires de la parenté*. Presses Universitaires de France, Paris, 1949, p. 639.

Claude LÉVI-STRAUSS : *Tristes Tropiques*, Plon. Paris, 1955, p. 462.

Claude LÉVI-STRAUSS : *Anthropologie structurale*, Plon, 1958, p. 454.

M. V. LEVTCHENKO : *Byzance, des Origines à 1453*. Payot, Paris, 1949, p. 300.

Hermann LEVY : *Large and Small Holdings*. Cambridge University Press, 1911, p. 249.

Moshe LEWIN : *La paysannerie et le régime soviétique*, Mouton, Paris, 1966.

Richard LEWINSOHN : *Histoire de l'Inflation*, Payot, Paris, 1926, p. 416.

Richard LEWINSOHN : *Les profits de guerre à travers les siècles*. Payot, Paris, 1935, p. 292.

Richard LEWINSOHN : *Trusts et Cartels dans l'Économie mondiale*. Éditions Th. Génin, Paris, 1950, p. 386.

Bernard LEWIS : *The Islamic Guilds*, in : *The Economic History Review*, vol. VIII, Nr. 1, November 1937, pp. 20-37.

W. Arthur LEWIS : *The Principles of Economic Planning*. Allen & Unwin, London, 1959, p. 128.

Lien-shen YANG : *Money and Credit in China*. Harvard University Press, 1952, Cambridge Mass, p. 143.

Lien-sheng YANG : *Buddhist monasteries and four money-raising institutions in Chinese history*, in : *Harvard Journal of Asiatic Studies*, vol. 13, June 1950, Nrs 1 et 2, pp. 174-191. Harvard-Yenching Institute, Cambridge Mass, 1950.

Lien-shen Yang : *Notes on Dr Swann's Food and Money in Ancient China*, in : *Harvard Journal of Asiatic Studies*, vol. 13, Nrs 3 et 4, pp. 524-557.

S. LILLEY : *Men, Machines and History*. Cobbett Press, 1948, London, p. 240.

Frede LOKKEGAARD : *Islamic Taxation in the classic period*. Bannier et Korch, Copenhague, 1950, p. 286.

R. S. LOPEZ : *Byzants, the Dollar of the Middle Ages*, in : *Journal of Economic History*, vol. XI, 1951, Nr. 3, pp. 209-234.

R. S. LOPEZ : *Silk Industries in the Byzantine Empire*, in : *Speculum*, vol. XX, Nr. 1, January 1945, pp. 1-42.

R. S. LOPEZ : *The Trade of Medieval Europe : The South*, in : *The Cambridge Economic History of Europe*, vol. II, Cambridge University Press, 1952, pp. 257-354.

Auguste LUGNON : *Polyptique de l'Abbaye de Saint-Germain-des-Prés*. Champion, Paris, 1895. Vol. I, p. 408.

Robert H. LOWIE : *The Crow Indians*. Ferrar et Rinehart Inc. New York, 1935, p. 350.

Henry S. LUCAS : *John Crabbe, Flemish Pirate, Merchant and Adventurer*, in : *Speculum*, 1945, Nr. 3, July 1945, pp. 334-350.

Ferdinand LUNDBERG : *America's 60 Families*. The Vanguard Press, New York, 1938, p. 570.

Ferdinand LUNDBERG : *The Rich and the Super-Rich*, Lyle Stuart, New York, 1968, p. 812.

Samuel LURIE : *Private Investment in a controlled Economy*. Columbia University Press, New York, 1947, p. 243.

Rosa LUXEMBOURG : *Die Akkumulation des Kapitals + Anhang : Eine Antikritik*. VIVA Berlin, 1923, p. 493.

Rosa LUXEMBOURG : *Einführung in die Nationalökonomie*. E. Laub'sche Verlagsbuchhandlung, Berlin, 1925, p. 293.

Rosa LUXEMBOURG : *Ausgewählte Reden und Schriften*, Band II, Dietz-Verlag, Berlin, 1955, p. 742.

Rosa LUXEMBOURG : *Reform or Revolution. Modern India Publications*. Bombay, 1951, p. 74.

Gino LUZZATO : *Storia Economica d'Italia*. Vol. I : *L'Antichità e il Medioevo*. Edizioni Leonardo, Roma, 1949, p. 395.

P. I. LYASHENKO : *History of the National Economy of the Soviet Union*. MacMillan Co, New York, 1949, p. 880.

Ly SIOU Y. : *Les Grands Courants de la Pensée économique chinoise dans l'antiquité*. Jouve et Cie, Éditeurs. Paris s. d., p. 107.

Josef MACEK : *Le mouvement hussite en Bohême*. Orbis, Prague, 1958, p. 152.

David McCord WRIGHT : *Capitalism. Economics Handbook Series*, McGraw-Hill, New York, 1951, p. 246.

Fritz MACHLUP : *The Political Economy of Monopoly*. John Hopkins Press, Baltimore, 1952, p. 544.

Norman Mac KENZIE e. c. : *Conviction*. MacGibbon & Kee, London, 1959, p. 237.

Rupert Mac LAURIN : *Invention and Innovation in the Radio Industry*. MacMillan, New York, 1949, p. 304.

Harley Farnsworth Mac NAIR ed. : *China*, in « *The United Nations Series* ». University of California Press, Berkeley, 1946, p. 574.

Norman MACRÆ : *The London Capital Market*. Staples Press Ltd., London 1955, p. 285.

Christo M. MACRI : *L'organisation de l'économie urbaine dans Byzance, sous la dynastie de Macédoine (867-1057)*. Librairie R. Guillon, Paris s. d., p. 160.

MADINIER : *Les disparités géographiques de salaires en France*. Librairie Armand Colin, Paris 1959, p. 199.

Norman R. F. MAIER : *Principes des relations humaines*. Les Éditions d'Organisation, Paris, 1957, p. 549.

R.C. MAJUMDAR ed. : *History and Culture of the Indian People : The Vedic Age*. Allen & Unwin, London 1951, p. 565.

J. de MALAFOSSE : *Les lois agraires à l'époque byzantine*, in : *Recueil de l'Académie de Législation*, Tome 19 (1949), Toulouse, pp. 1-75.

Ernest MANDEL : *La formation de la pensée économique de Karl Marx*, Paris, Maspéro, 1967, p. 215.

Wilfred MAZLENBAUM : *The Cost of Distribution*, in : *The Quarterly Journal of Economics*, February 1941, pp. 255-270.

Bronislaw MALINOVSKI : *Argonauts of the Western Pacific*. Routledge & Sons, London 1922, p. 518.

Bronislaw MALINOVSKI : *Freedom and Civilisation*. Roy Publishers New York 1944, p.

Bronislaw MALINOVSKI : *A scientific theory of culture and other essays*. Chapel Hill 1944, University of North Carolina Press, p. 228.

Marcel MALISSEN : *L'Autofinancement des Sociétés en France et aux États-Unis*. Librairie Dalloz, Paris 1953, p. 246.

Manuscrit RAMIREZ : *Histoire de l'Origine des Indiens qui habitent la Nouvelle Espagne*. Ernest Leroux, Paris, 1903, p. 246.

Jean MARCHAL et J. LECAILLON : *La répartition du revenu national*, vol. III. Éditions M.-Th. Génin. Paris 1958, p. 393.

F. J. MARKOVITCH : *Le problème des services et le revenu national*. Bulletin SEDEIS, n° 699, 1^{er} juin 1958.

Alfred MARSHALL : *Principles of Economics*, 8th edition, 8th reprint. MacMillan, London 1947, p. 871.

Alfred MARSHALL : *Elements of Economics of Industry*, 3rd edition, 10th reprint, MacMillan & Co, London 1916, p. 440.

Paul S. MARTIN, George L. QUIMBY, Donald COLLIER : *Indians before Columbus*. The University of Chicago Press, 1948 2nd edition, p. 582.

Karl MARX : *Werke und Schrifte bis Anfang 1844*, MEGA I, 1. Marx-Engels-Archiv. Verlagsgesellschaft, Frankfurt, 127, p. 628.

Karl MARX : *Das Elend der Philosophie*. Dietz, Stuttgart 1920 (8 unveränderte Auflage), p. 188.

Karl MARX : *Zur Kritik der politischen Oekonomie*. Dietz, Stuttgart 1920 (7. Auflage), p. 203.

Karl MARX : *Grundrisse der Kritik der politischen Oekonomie*, Dietz Verlag, Berlin 1953 (reproduction photomécanique de la 1^{re} édition), p. 1 102.

Karl MARX : *Das Kapital, Herausgegeben von Friedrich Engels*. Neunte Auflage 1921 Hamburg Otto Meissners Verlag. Band I, p. 739. Band II, p. 500. Band III, 1, Auflage, p. 448. Band III. 2, 5^e Auflage, p. 422.

Karl MARX : *Theorien über den Mehrwert. Herausgegeben von Karl Kautsky*, 3^e unveränderte Auflage, Dietz, Stuttgart 1919. Band I, p. 430. Band II.1, p. 344. Band II. 2, p. 384. Band III, p. 602.

Karl MARX : *Briefe an Kugelmann*. Dietz, Berlin, 1949, p. 140.

Karl MARX : *Die spanische Revolution*, in : *Gesammelte Schriften von Karl Marx und Friedrich Engels, herausgegeben von N. Rjasanoff*, 2er Band, 2e Auflage, Dietz, Stuttgart 1920, pp. 404-464.

Karl MARX, Friedrich ENGELS : *Die Deutsche Ideologie*. Dietz-Verlag, Berlin 1953, p. 664.

Karl MARX, Friedrich ENGELS : *Kleine ökonomische Schriften*. Dietz-Verlag 1955, p. 618.

Karl MARX, Friedrich ENGELS : *Das Kommunistische Manifest. Buchhandlung Vorwärts Paul Singer*. Berlin 1918, p. 56.

Karl MARX, Friedrich ENGELS : *Ausgewählte Schriften*, Band II. Verlag für fremdsprachige Literatur, Moskau 1950, p. 504.

Karl MARX, Friedrich ENGELS^a : *Selected Correspondance*. Foreign Languages Publishing House, Moscow 1953, p. 623.

Karl MARX, Friedrich ENGELS : *Briefwechsel 1844-1883. Herausgegeben von A. Bebel und E. Bernstein*. Dietz Stuttgart 1921. Band I, p. 448. Band II, p. 429. Band III, p. 442. Band IV, p. 536.

Edward S. MASON : *Economic Concentration and the Monopoly Problem*. Harvard University Press, Cambridge Mass. 1957, p. 411.

G. MASPÉRO : *Histoire ancienne des peuples de l'Orient classique*. Hachette, Paris, 1875, p. 608.

Louis MASSIGNON : *L'influence de l'Islam au moyen âge sur la fondation et l'essor des banques juives*, in : *Bulletin d'Études orientales de l'Institut français de Damas*. Librairie Ernest Leroux, Paris 1931. Année I, tome I, pp. 3-12.

Louis MASSIGNON : *Islamic Guilds*, in : *Encyclopedia of Social Sciences*, vol. VII, pp. 214-216.

Marcel MAUSS : *Sociologie et Anthropologie*. Presses Universitaires de France, Paris 1950, p. 389.

Stacy MAY and Galo PLAZA : *The United Fruit Cy in Latin America*. National Planning Association, 1958, p. 263.

Franz MAYER : *Anfänge des Handels und der Industrie in Oesterreich*. Wagner, Innsbrück, 1882, p. 134.

Aly MAZAHÉRI : *La vie quotidienne des Musulmans au Moyen Age*. Hachette, Paris, 1951, p. 319.

Margaret MEAD : *Sex and Temperament in three primitive societies*. The New American Library, New York 1950, p. 224.

Margaret MEAD : *Cooperation and Competition among primitive peoples*. Mc Graw-Hill, New York 1937, p. 531.

Margaret MEAD : *Social Organisation of Manua*. Published by the Bernice P. Bishop Museum (Bulletin 76), Honolulu 1930, p. 218.

Gardiner C. MEANS : *The Structure of American Economy*. National Resources Committee 1939, p. 396.

Ronald L. MEEK : *Remarks on Strumilin's article on the Problem of Choice between alternative investment projects*. *Soviet Studies*, vol. II, Nr 1, July 1950, pp. 22-26.

Ronald L. MEEK : *Studies in the Labour Theory of Value*. Lawrence & Wishart, London 1956, p. 310.

Asoka MEHTA : *Democratic Socialism*. Chetana Prakashan, Hyderabad. 2nd Edition, 1954, p. 208.

Claude MEILLASSOUX : *Anthropologie économique des Gouro de Côte-d'Ivoire*, Mouton, Paris, 1964, p. 382.

MELLEROWICZ : *Markenartikel; die ökonomischen Gesetze ihrer Preisbildung und Preisbindung*. C.H. Beck'sche Verlagsbuchhandlung, München-Berlin 1955.

Seymour MELMAN : *Decision-Making and Productivity*, Basil Blackwell, Oxford, 1958, p. 260.

Hubert A. MEREDITH : *Stock Exchange*. Payot, Paris 1932, p. 304.

L. A. METZLER : *Business Cycles and the modern theory of Employment*, in : *American Economic Review*, June 1946.

A. MEZ : *Die Renaissance des Islams*. Carl Winters Universitätsbuchhandlung Heidelberg 1922, p. 494.

C. WRIGHT MILLS : *White Collar*. Oxford University Press, New York 1955, p. 378.

C. WRIGHT MILLS *The Power Elite*, New York, Oxford University Press, 1957, p. 423.

MINISTERO DELLA COSTITUENTE : *Rapporto della Commissione Economica, vol. II : Industria*, Roma 1946.

L. von MISES, N. G. PIERSON, Georg HALM, Enrico BARONE et F. A. von HAYEK : *L'Économie dirigée en régime collectiviste*. Librairie de Médicis, Paris 1939, p. 303.

L. von MISES : *Le Socialisme*. Librairie de Médicis, Paris 1938, p. 626.

MISSION BELGE AUX ÉTATS-UNIS : *Technique de vente*. Office Belge pour l'Accroissement de la Productivité, 1955, Bruxelles, p. 89.

Wesley C. MITCHELL : *Business Cycles and their Causes*. University of California Press, Berkeley 1941, p. 226.

Wesley C. MITCHELL : *What happens during business cycles?* National Bureau of Economic Research, New York 1951.

R.P.L. MOLINA : *De Iustitia e Iure*. H. Mylius, Colonia Agrippinae, 1614, 6 vol.

« MONG DSI » (MONG KO), *aus dem chinesischen verdeutscht und erläutert von Richard Wilhelm*, E. Diederichs, Jena 1916, p. 207.

La Monnaie : Analyse des théories d'Asialion, Angell, Hawtrey, Keynes, Marget, Mises, Nogaro, Rist, Robertson, Schumpeter, l'École de Stockholm et l'U. R. S. S. Éditions Domat Montchrestien, 1952, Paris, p. 498.

THE MONOPOLIES AND RESTRICTIVE PRACTICES COMMISSION : *Collective Discrimination, A Report on Exclusive Dealings, Collective Boycotts, Aggregated Rebates and other discriminatory trade practices*. HMSO, London 1955, Cmd. 9504, p. 111.

M. F. Ashley MONTAGU : *The Direction of Human Development*. Harper & Bro., New York Publishers 1955, p. 404.

M. F. Ashley MONTAGU : *Man : his first million years*. The New American Library, New York 1958, p. 192.

A. ARELLANO ed. : *Fuentes para la Historia economica de Venezuela (Siglo XVI)*. Tip El Compas, Caracas 1950, p. 224.

A. MORET et G. DAVY : *Des Clans aux Empires*. La Renaissance du Livre, Paris 1922, p. 430.

Otto MORF : *Das Verhältnis von Wirtschaftstheorie und Wirtschaftsgeschichte bei Karl Marx*. A. Francke A. G. Verlag Bern 1951, p. 133.

Lewis MORGAN : *Die Urgesellschaft*. Dietz, Stuttgart 1921, p. 480.

Theodore MORGAN : *Hawai, a century of Economic Change*. Harvard University Press, Cambridge Mass. 1948, p. 260.

R. MOROZZO DELLA ROCCA, ed. : *Documenti del Commercio Veneziano nei secoli XI-XIII*. Istituto Storico Italiano per il medio evo. Roma, 1940, vol. I, p. 457; vol. II, p. 465.

J. BAYARD MORRIS : *Five Letters of Cortès to the Emperor*, Norton Library, New York, 1962, p. 388.

Hans MOTTER : *Wirtschaftsgeschichte Deutschlands*. Deutscher Verlag der Wissenschaften, Berlin 1959, p. 376.

Kewal MOTWANI : *The impact of modern technology on the social structure of South Asia*, in : *International Social Science Bulletin*, vol. III, n° 4.

Natalie MOSZKOWKA : *Zur Kritik moderner Krisentheorien*. Prag, Michæl Kacha Verlag, 1935, p. 109.

Natalie MOSZKOWSKA : *Zur Dynamik des Spätkapitalismus*, Verlag « Der Aufbruch », Zürich 1943, p. 183.

Natalie MOSZKOWSKA : *Die kriegskapitalistische Aera*, in : *Arbeit und Wirtschaft*, 5. Jahrgang, Nr 11, 1. Juni 1952, pp. 6-9.

Harold G. MOULTON : *Controlling Factors in Economic Development*. Brookings Institute, Washington DC, 1949, p. 397.

Ramkrishna MUKHERJEE : *The Rise and Fall of the East India Company*. Deutscher Verlag der Wissenschaften, Berlin 1955, p. 269.

Dr Karl MÜLLER : *Die Arbeit nach den moral-philosophischen Grundsätzen des hl. Thomas von Aquino*. Hans von Matt & C^o Verlag-sbuchhandlung, Stans 1913, p. 205.

Lewis MUMFORD : *Technique et Civilisation*. Éditions du Seuil, Paris 1950, p. 415.

Lewis MUMFORD : *The Culture of Cities*. Harcourt, Brace & Cy, New York 1938, p. 586.

Thomas MUN : *England's treasure by Forraign Trade*. MacMillan & C^o, 1895, London, p. 119.

P. MURET : *La prépondérance anglaise*, tome XI de *Peuples et Civilisations*, Paris 1949, p. 690.

H. MYINT : *The Gains from International Trade and Backward Countries*, in : *Review of Economic Studies* 1954-5, pp. 129-142.

Gunnar MYRDAL : *An International Economy*. Routledge & Kegan Paul, 1956, p. 381.

S. F. NADEL : *Nupe State and Community*, in : *Africa*, vol. VIII, Nr 3, July 935, pp. 257-303.

S.F. NADEL : *A Black Byzantium : The Kingdom of Nupe in Nigeria*. International Institute of African Languages and Cultures, Oxford University Press, London 1942, p. 420.

S. F. NADEL : *The Theory of Social Structure*. The Free Press, Glencoe, III, 1957, p. 159.

Dr.H. NAGLER : *Die Finanzen und die Währung der Sowjetunion*. Rowohlt-Verlag, Berlin 1943, p. 154.

Karl J. NARR : *Hirten, Pflanze, Bauern : Produktionsstufen*, pp. 66-100 in : *Historia Mundi*, vol. II, Francke Verlag, Bern, 1953, p. 655.

NATIONAL BUREAU COMMITTEE FOR ECONOMIC RESEARCH : *Capital Formation and Economic Growth, a Conference of the Universities*. Princeton University Press, Princeton, 1955, p. 678.

NATIONAL CONFERENCE ON AUTOMATION : *The Challenge of Automation*. Public Affairs Press, Washington 1955, p. 77.

Pierre NAVILLE : *Théorie de l'Orientation professionnelle*. Gallimard, Paris 1954, p. 290.

Pierre NAVILLE : *De l'aliénation à la jouissance*. Rivière, Paris 1958.

John M. NEF : *Mining and Metallurgy in Medieval Civilisation*, pp. 429-492 in : *The Cambridge Economic History of Europe*, vol. II.

Pierre NÈGRE : *Essais sur les conceptions économiques de saint-Thomas d'Aquin*. Imprimerie Universitaire de Provence, Aix-en-Provence 1927, p. 139.

Nellie NEILSON : *Economic conditions on the Manors of Ramsey Abbey*. Shermann & C^o, Philadelphia 1899, p. 85 + p. 124 d'appendice.

Neue chinesische Geschichtswissenschaft, Zeitschrift für Geschichtswissenschaft, VII. Jahrgang 1959, Sonderheft, p. 448. Rütten & Lønning, Berlin 1959.

Abram A. NEUMANN : *Jews in Spain*.

Franz NEUMANN : *Behemoth*. Victor Gollancz, London 1942, p. 429.

Jules NICOLE : *Le Livre du Préfet, ou l'Édit de l'Empereur Léon Le Sage sur les Corporations de Constantinople*. Georg & C^o Éditeurs, 1894, Genève-Bâle, p. 83.

Bertrand NOGARO : *Le Rôle de la monnaie dans le Commerce international*. V. Giard & Brière, éditeurs. Paris 1940, p. 205.

Bertrand NOGARO : *Cours d'Économie politique*, Éditions Domat-Montschrestien, Paris 1949-50 (2^e édition). Tome I, p. 517; tome II, p. 457.

Bertrand NOGARO : *La Monnaie et les systèmes monétaires*. Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence. Paris 1948, p. 294.

B. NOGARO et W. OUALID : *L'Évolution du Commerce du Crédit et des Transports depuis 150 ans*. Alcan, Paris, 1914, p. 444.

A. NOVE : *The Kolkhoz*, in : *Soviet Studies*, vol. III 1951-52, Basil Blackwell, Oxford, pp. 163-172.

Alec NOVE : *The Soviet Economy*, George Allen and Umvin, London, 1961, p. 328.

THE NÜREMBERG TRIALS. *Trials of War Criminals before the Nuremberg Military Tribunals*. Volume VI. US. vs Flick.

Ragnar NURKSE : *Problems of Capital Formation in underdeveloped countries*. Basil Blackwell, 1953, Oxford, p. 163.

Kenneth P. OAKLEY : *Man the Tool-Maker*, University of Chicago Press, Chicago, 1964, p. 159.

Fred OELSSNER : *Die Wirtschaftskrisen*, I. Dietz-Verlag, Berlin, 1949, p. 308.

O. N. U. : *Étude économique sur l'Asie et l'Extrême-Orient, 1949*. New York 1950.

O. N. U. : *Statistical Yearbook of the United Nations 1949*, New York, 1950 et années suivantes.

O. N. U. : *National Income and its distribution in underdeveloped countries. Statistical Papers*, Séries E, nr. 3, p. 35. New York 1951.

O. N. U. : Département des questions économiques : *La réforme agraire*. New York, 1951, p. 109.

O. N. U. : Département des questions économiques : *Progrès de la Réforme agraire*. New York 1954, p. 374.

O. N. U. : Département des affaires économiques et sociales : *Progrès de la réforme agraire*, 2^e rapport. New York 1957, p. 209.

O. N. U. : Department of Economic Affairs : *Relative Prices of Exports and Imports of under-developed countries*. New-York, 1949, p. 156.

O. N. U. : Department of Economic and Social Affairs : *Processes*

and *Problems of industrialization in under-developed countries*. New York s. d., p. 152.

O. E. C. E. : *Rapport sur les investissements internationaux*. Paris 1950, p. 138.

O. E. C. E. : *L'Industrie textile en Europe*. Paris 1956, p. 151.

O. E. C. E. : *Le pétrole, perspectives européennes*. Paris 1956, p. 131.

O. E. C. E. : *Possibilités d'action dans le domaine de l'énergie nucléaire*. Paris 1956, p. 74.

O. E. C. E. : 7^e Rapport, *L'expansion économique et ses problèmes*. Paris 1956, p. 320.

O. E. C. E. : *L'Europe et l'économie mondiale*. Paris 1960, p. 146.

Oscar ORNATI : *Wages in India*, in : *Economic Development and Cultural Change*, The University of Chicago Research Center, n° d'avril 1955.

Fairfield OSBORN : *Our plundered Planet*. Little, Brown & Co, Boston 1948, p. 217.

Georg OSTROGORSKY : *Geschichte des byzantinischen Staates, Byzantinisches Handbuch, 1. Teil, 2. Band, im Rahmen des Handbuchs der Altertumswissenschaft*. Beck, München 1940, p. 448.

Georg OSTROGORSKY : *Agrarian conditions in the byzantine Empire in the Middle Ages*, in : *Cambridge Economic History of Europe*, I, pp. 194-223.

George OSTROGORSKY : *Geschichte des byzantinischen Staates Byzangrundlagen des byzantinischen Reiches*, in : *Vierteljahrschrift für Sozial und Wirtschaftsgeschichte*, 1929, Heft 2, pp. 129-143.

Georg OSTROGORSKY : *Löhne und Preise in Byzanz*, in : *Byzantinische Zeitschrift*, 32. Band, année 1932, Teubner, Leipzig, pp. 293-333.

K. OSTROVITIANOV : *Die sozialistische Planung und das Wertgesetz*, in : *Voprossi Ekonomiki 1948*, n° 1, reproduit in : *Sowjetwissenschaft 1948*, II, pp. 17-38.

Eduard OTTO : *Das deutsche Handwerk in seiner Kulturgeschichtlichen Entwicklung*. Teubner, Leipzig, 1908, 3. Auflage, p. 147.

QUALID : *Répétitions écrites de législation industrielle. Cours de doctorat 1934-5*. Paris 1935, « Les Cours de Droit », p. 364.

Alfred R. OXFELD and Ernest Van der HAAG : *Unemployment in planned and capitalist economies. The Quarterly Journal of Economics*, vol. 68, February 1954, n° 1, pp. 43-60.

Vance PACKARD : *The hidden persuaders*. Pocket Books, 1958, New York, p. 242.

Vance PACKARD : *Les Obsédés du Standing (The Status Seekers)*. Calmann-Lévy, Paris 1960, p. 312.

George PADMORE : *Africa, Britain's Third Empire*. Dennis Dobson Ltd., London 1948, p. 266.

J.W. PAGE : *Les derniers peuples primitifs*. Payot, Paris 1941, p. 341.

Palgrave's Dictionary of Political Economy, Reprint 1926 of the new 1923 edition. MacMillan & Co, London.

R. PALME DUTT : *India To-day*. Victor Gollancz, London 1940, p. 544.

R. PALME DUTT : *Indien Heute*, Dietz-Verlag, Berlin 1951, p. 666.

Prof. Ugo PAPI : *Théorie de l'Intervention de l'État* (ronéotypée).

G. D. PATEL : *The Indian Land Problem and legislation*. N. M. Tripathi Editor, Bombay 1954, p. 534.

Pauly Wissowa's Realencyclopädie der classischen Altertumswissenschaft, Supplementband VI, VII, Stuttgart 1935.

Alan T. PEACOCK ed. : *Income Redistribution and social Policy*, Jonathan Cape, London 1954, p. 296.

D.-P. de PEDRALS : *Manuel scientifique de l'Afrique Noire*. Payot, Paris 1949, p. 202.

Zur Periodisierung des Feudalismus und Kapitalismus. Verlag Kultur und Fortschritt, Berlin 1952, p. 476.

Victor PERLO : *The Income Revolution*. International Publishers, New York, 1954, p. 64.

Dr A. PERREN : *Les primes sur salaires dans les entreprises industrielles*. Delachaux & Niestlé. Paris 1933, p. 144.

Ch.-Edmond PERRIN : *Recherches sur la seigneurie rurale en Lorraine*. Commission des Publications de la Faculté des Lettres de Strasbourg, 1935, p. 812.

François PERROUX : *La coexistence pacifique*. Presses Universitaires de France, 3 volumes, Paris, 1958, p. 666.

François PERROUX : *Le Capitalisme*. Presses Universitaires de France (Collection « Que Sais-je? »), 1958, p. 136.

L. PETIT et R. de VEYRAC : *Le Crédit et l'organisation bancaire*. Recueil Sirey, Paris, 1938, p. 744.

William PETTY : *Economic Writings*, éd. C. H. Hull, 1899, Cambridge University Press, 2 vol. Vol. I, p. 313; vol. II, pp. 315-700.

James PETRAS and Maurice ZEITLIN ed. : *Latin America, Reform or Revolution?* Fawcett Publications, Greenwich Coun., 1968, p. 511.

E. H. Phelps BROWN and Sheila V. HOPKINS : *Seven Centuries of Buildings Wages*, in : *Economica*, New Series XXII, Nr 87, August 1955.

E. H. Phelps BROWN and Sheila V. HOPKINS : *Seven Centuries of Prices of Consumables, compared « with builders » wages-rates*, in : *Economica*, New Series, XXIII, Nr. 92, November 1956.

E. H. Phelps BROWN with Margaret H. BROWNE : *A Century of Pay*, MacMillan, London, 1968, p. 476.

Jean PIAOÛT : *Le jugement moral chez l'enfant*. Alcan, Paris, p. 478, 1932.

Ralph PIDDINGTON : *An Introduction to Social Anthropology*. Oliver & Boyd, London 1950, p. 442.

André PIETTRE : *L'Évolution des ententes industrielles en France, depuis la crise*. Recueil Sirey, 1936, p. 243.

A. C. PIGOU : *Unemployment*, London, William & Norgate, s. d., p. 256.

A. C. PIGOU : *The Economics of Welfare*, 3rd edition. MacMillan, 1929, p. 835.

Henri PIRENNE : *Les périodes de l'histoire sociale de Capitalisme*, Librairie du « Peuple », Bruxelles, 1922, p. 24.

Henri PIRENNE : *Le mouvement économique et social du Moyen Age*, in : *Histoire du Moyen Age*, tome VIII. Presses Universitaires de France, Paris 1941, pp. 3-189.

Henri PIRENNE : *Histoire économique de l'Occident médiéval*. Desclée de Brouwer, 1951, Bruxelles, p. 668.

Gaëtan PIROU : *Traité d'Économie Politique*. Recueil Sirey, Paris, Tome I, Titre 2 : *l'Agriculture et le Commerce*, 1941, p. 330. Tome I, Titre 6 : *Le Crédit*, 1944, p. 448. Tome II, vol. 1 : *La Monnaie*, 1945, p. 518.

Plateforme politique de l'Opposition russe. Gaston Faussecave éditeur, Paris, 1927, p. 48.

PLATON : *La République*. Paris, Société d'Éditions « Les Belles Lettres », 1948. Vol. I, p. 280; vol. II, p. 349.

George PLECHANOV : *Introduction à l'histoire sociale de la Russie*. Éditions Bossard, Paris, 1926, p. 160.

Karl POLANYI, Conrad M. ARENSBERG and Harry W. PEARSON : *Trade and Market in the Early Empires*. Free Press, Glencoe Ill., 1957, p. 382.

Politische Oekonomie, Lehrbuch. Dietz-Verlag, Berlin 1955, p. 720.

Friedrich POLLOCK : *Automation in der U. S. A. — Sonderdruck aus : Frankfurter Beiträge zur Soziologie*, Band 1, 1955, pp. 77-156. Europäische Verlagsanstalt, Frankfurt.

B. N. PONOMARIOV e. c. : *Histoire du Parti Communiste de l'Union soviétique*, Éditions en langues étrangères, Moscou, 1961, p. 875.

M. POPOVIC : *Des rapports économiques entre pays socialistes*. Le Livre Yougoslave. Paris 1949, p. 181.

Adolf PORTMANN : *Zoologie und das neue Bild des Menschen*. Rowohlt, Hamburg 1959 (3. Druck), p. 145.

M. POSTAN : *Chronology of Labour Services*, in : *Transactions of the Royal Historical Society*, 4th series, XX, 1937, pp. 169-193.

M. POSTAN : *The Trade of Medieval Europe : the North*, in : *The Cambridge Economic History of Europe*, II, pp. 119-256.

N. W. POSTHUMUS ed. : *Bronnen tot de Geschiedenis van de Leidse Textielnijverheid*. Rijksgeschiedkundige Publikatie, Nr. 39, Deel V (1651-1702), Den Haag, 1918.

- William H. PRESCOTT : *History of the Conquest of Mexico*. New York, Junior Literany Guid, New York 1934, p. 594.
- Kurt PRITZKOLEIT : *Bosse, Banken, Borsen*. Kurt Desch-Verlag, München 1954, p. 440.
- Kurt PRITZKOLEIT : *Männer, Mächte, Monopole*. Rauch-Verlag, Düsseldorf 1953, p. 431.
- Problèmes de l'Automation. Recherches Internationales à la lumière du marxisme*, n° 3, 1957, p. 185.
- Giulano M. PROBST : *Confrontation de s théories de la sous-consommation et de la surcapitalisation au cours du cycle économique*. Imprimerie Bellecour (S. N. E. P.), Lyon 1949, p. 162.
- Programme du Parti Communiste de l'Union soviétique. Projet*. Éditions en langues étrangères, Moscou 1961, p. 150.
- Serge N. PROKOPOVICZ : *Histoire économique de l'U. R. S. S.* Au Portulan, chez Flammarion, 1952, p. 627.
- René PUPIN : *Essai d'évaluation de la fortune privée française en 1950*, in : *Le Capital*, n° du 5 janvier 1958.
- Victor PURCELL : *The Chinese in Southeast Asia*. Oxford University Press, 1951, p. 801.
- G. QUADRI : *La philosophie arabe dans l'Europe médiévale*. Payot, Paris 1947, p. 343.
- A. R. RADCLIFFE-BROWN : *Structure and Function in Primitive Society*. Cohen & West Ltd., London 1952, p. 219.
- Paul RADIN : *Social Anthropology*, McGraw-Hill Book Cy, New York 1932, p. 432.
- Paul RADIN : *La Religion primitive, sa nature et son origine*. Gallimard, Paris 1941, p. 243.
- D. K. RANGNEKAR : *Poverty and Capital Development in India*. Oxford University Press, 1958, p. 316.
- Paul RATCHNEVSKY : *Ueber die Sträflingsarbeit zur Ts'in-Zeit*, in : *Ostasiatische Studien, herausgegeben v.*. I. Kluge*. Akademie-Verlag, Berlin 1959, p. 248.
- RATZEL : *Antropogeographie. II. Die geographische Verbreitung des Menschen*. Engelhorn, Stuttgart, 1891, p. 781.
- Recueil statistique : L'Économie nationale de l'U. R. S. S.* Éditions en langues étrangères, Moscou 1957, p. 230.
- Giuseppe REGIS e Eugenio FALCO : *Capitale finanziario a monopoli sotto il fascismo*, in : *Società*, a. III, n° 3, pp. 353-405. Leonardo, Firenze, 1947.
- K. REGLING, article *Geld*, in : *Reallixion der Vorgeschichte*, IV, pp. 204-238.
- R. REGUL, BAUER, BÉRARD e. c. : *Méthodes de précision du développement économique à long terme*. Office Statistique des Communautés européennes. Informations statistiques 1960, n° 6, pp. 525-698.

Robert-Karl REISCHAUER : *Early Japanese History*. Princeton University Press 1937, vol. I, p. 405; vol. II, p. 249.

Georges RENARD : *Le Travail dans la Préhistoire*. Alcan, Paris, 1927, p. 278.

Roland R. RENNE : *Land Economics*. Harper & Bro., New York, 1947, p. 736.

Dr Karl RENNER : *Die Wirtschaft als Gesamtprozess und die Sozialisierung*. Berlin, Dietz, 1924, p. 391.

Louis RENON et Jean FILLIOZAT : *L'Inde classique*. Payot, Paris, 1949, p. 669.

Lloyd G. REYNOLDS : *The control of Competition in Canada*. Harvard University Press, Cambridge Mass., 1940, p. 324.

David RICARDO : *The Principles of Political Economy and Taxation*. Everyman's Library, London. J. M. Dent & Sons, 1933, p. 300.

David RICARDO : *The Collected Works and Correspondence*, ed. P. Sraffa. Cambridge University Press.

Audrey I. RICHARDS : *Land, Labour and Diet in Northern Rhodesia*. International Institute of African Languages and Cultures. Oxford University Press, London 1939, p. 423.

Henri RIEBEN : *Des ententes de maîtres de forges au plan Schumann*. Presses de Savoie, 1954, p. 556.

Prof. RIESSER : *Von 1848 bis heute : Bank- und finanzwissenschaftliche Studien*. G. Fischer Verlag, Jena 1912, p. 141.

David RIESMAN : *The Lonely Crowd*. Yale University Press, New Haven 1950, p. 386.

R.P. RINCHON : *La traite et l'esclavage des Congolais par les Européens*. J. de Meester & Fils, Wetteren, p. 307, 1929.

R. P. RINCHON : *Le Trafic Négrier*, Les Éditions Atlas, Bruxelles, 1938, p. 349.

Kurt RITTER : *Agrarwirtschaft und Agrarpolitik im Kapitalismus*. Deutscher Bauernverlag. 3 Bände, p. 2 365.

E. A. G. ROBINSON : *Monopoly*. Cambridge University Press; Cambridge 1952, p. 298.

Joan ROBINSON : *The Economics of Imperfect Competition*. MacMillan, London 1933, p. 352.

Joan ROBINSON : *The Accumulation of Capital*, MacMillan & Co, London, 1956, p. 440.

Joan ROBINSON : *An Essay on Marxian Economics*. MacMillan, 1949, London, p. 104.

Robert G. RODKEY : *Bank Deposits*, in : *Encyclopedia of Social Sciences*, II, pp. 416-445.

J. E. Th. ROGERS : *Six Centuries of Work and Wages*. Allen & Unwin, new (1949) edition, London, p. 591.

Eric ROLL : *A History of Economic Thought*. Faber, London, 1961, p. 540.

Jean ROMEUF : *Le niveau de vie en URSS*. Presses Universitaires de France, Paris 1954, p. 139.

Paul ROMUS : *Expansion économique régionale et communauté européenne*. Sythoff, Leiden, p. 363.

Roman ROSDOLSKI : *Distribution of the Agrarian Product in Feudalism*, in : *Journal of Economic History* 1951, vol. XI, n° 4, pp. 247-265.

Roman ROSDOLSKI : *Joan Robinson's Marx-Kritik*, in : *Arbeit und Wirtschaft*, mai 1958, juin 1958.

Roman ROSDOLSKI : *Der esoterische und der exoterische Marx*, in : *Arbeit und Wirtschaft*, November 1957, Dezember 1957, Januar 1958.

M. ROSTOVITZ : *Social and Economic History of the Roman Empire*. Clarendon Press, Oxford 1926, p. 695.

M. ROSTOVITZ : *Social and Economic History of the Hellenistic World*. Clarendon Press, Oxford 1941, 3 vol., p. 1 779.

ROSCH : *L'Argent et l'Or*, tome 1 : *Production des Métaux précieux*. Dunod éditeur, Paris 1889, p. 472.

Dr Hans ROTH : *Die Ueberzeugung in der Welthandelsware Kaffee im Zeitraum 1920-1790*. Gustav Fischer Verlag, Jena 1929, p. 146.

Andrew ROTHSTEIN : *Man and Plan in Soviet Economy*. Frederick Muller, London 1948, p. 300.

RUGGLES : *An Introduction to National Income and Income Analysis*. McGraw-Hill, New York, 1949, p. 349.

Steven RUNCIMAN : *La Civilisation byzantine (330-1453)*. Payot, Paris 1952, p. 341.

Oland D. RUSSEL : *Das Haus Mitsui*. Scientia A. G. Zurich 1940, p. 361.

S. I. RUTGERS : *Indonesië. Uitgeverij Pegasus*. Amsterdam 1937, p. 166.

Philippe SAGNAC : *La Fin de l'Ancien Régime et la révolution américaine*. Tome XII de *Peuples et Civilisations*.

J. SAINT-GERMÈS : *Les Ententes et la concentration de la production industrielle et agricole*. Recueil Sircy, Paris, 1941, p. 225.

SALISBURY : *From Stone to Steel*, Melbourne University Press, Melbourne 1962.

Beate R. SALZ : *The Human Element in Industrialisation*. N° spécial de *Economic Development and Cultural Change*, octobre 1955, p. 268.

Paul A. SAMUELSON : *Economics* (2nd edition). McGraw-Hill, New York 1952, p. 762.

Sir George SANSON : *A History of Japan to 1334*. The Cresset Press, London 1955, p. 500.

Armando SAVORI : *Mercatores*. Garzanti, Milano, 1942, p. 201.

- ARMANDO SAPORI : *La Crisi della compagnia mercantili dei Bardi e dei Peruzzi*. Firenze 1926, L. S. Olschki, p. 308.
- BRUNO SAREL : *La classe ouvrière d'Allemagne orientale*. Les Éditions Ouvrières, 1958, p. 268.
- P. SARGANT FLORENCE : *The Logic of British and American Industry*. Routledge & Kegan Paul, London 1953, p. 368.
- MAURICE SATINEAU : *Histoire de la Guadeloupe sous l'Ancien Régime*. Payot, Paris 1928, p. 400.
- ALFRED SAUVY : *La prévision économique*. Presses Universitaires de France, Paris 1954, p. 128.
- J.-B. SAY : *Œuvres diverses*, Guillaumin 1848, Paris, p. 748.
- R. S. SAYERS : *Modern Banking*, Clarendon Press, Oxford, 3rd edition, 1951, p. 337.
- ANDRÉ-E. SAYOUS : *Les Banques de dépôt, les banques de crédit et les sociétés financières*. Librairie de la Société du Recueil Général des Lois et des Arrêts, Paris, 1901, p. 344.
- ANDRÉ-E. SAYOUS : *L'histoire universelle du Droit commercial de Levin Goldschmidt et les méthodes commerciales des pays chrétiens de la Méditerranée aux XII^e et XIII^e siècles*. Paris, Librairie A. Rousseau, 1931, p. 34.
- L. SCHERMAN : *Brahmanische Siedlungen im buddhistischen Birma*, in : *Asia Major* I, 1924, pp. 428-452.
- RUDOLF SCHLESINGER : *Some Problems of present kolkhoz organization*, in : *Soviet Studies*, II, pp. 325-355; III, pp. 288-315.
- DR EDMUND SCHREIBER : *Die volkswirtschaftlichen Anschauungen der Scholastik seit Thomas von Aquino*. G. Fischer Verlag, 1913, Jena, p. 246.
- JOSEF SCHUMPETER : *Business Cycles*, McGraw-Hill, New York, 1939. Vol. I, p. 448; vol. II, p. 1 095.
- JOSEF SCHUMPETER : *History of Economic Analysis*. Oxford University Press, New York 1954, p. 1 260.
- JOSEF SCHUMPETER : *Imperialism and Social Classes*. Basil Blackwell, Oxford 1951, p. 221.
- JOSEF SCHUMPETER : *The Theory of Economic Development*. Oxford University Press, New York 1961, p. 255.
- JOSEF SCHUMPETER : *Capitalism, Socialism and Democracy*. London, Allen & Unwin, p. 382, 1943.
- SAM H. SCHURR and JAKOB MARSCHAK : *Economic Aspects of Atomic Power, 1951*. Princeton University Press, p. 289.
- BENJAMIN SCHWADRON : *The Middle East, Oil and the great powers*. Atlantic Press, London 1955, p. 500.
- HARRY SCHWARTZ : *Russia's Soviet Economy*. Prentice Hall, New York 1950, p. 592.
- SOLOMON SCHWARTZ : *Les ouvriers en Union soviétique*. Rivière, Paris 1956, p. 535.

William Robert SCOTT : *The Constitution and Finance of English, Scottish and Irish Joint-Stock Companies to 1720*. Cambridge University Press, 1912, vol. I, p. 488.

Seth SEACOCK and David MANDELBAUM : *A 19 century development project in India : The cotton improvement program*, in : *Economic Development and Cultural Change*, July 1955.

Henri SÉE : *Histoire économique de la France*. Armand Collin, 1939, Paris. Tome I, p. 453.

Henri SÉE : *Origines du capitalisme moderne*. Armand Collin (6^e édition), Paris 1951, p. 210.

L. SEGAL : *Principes d'économie politique*. Éditions Sociales internationales, Paris 1936, p. 372.

Angelo SEGRÈ : *Essays on Byzantine Economic History*, in : *Byzantion 1942*,-3 vol. XVI, fasc. 2, pp. 393-444. Byzantine Institute, Boston Mass.

SELIGMAN : *The economics of instalment selling*. New York, Harper's & C^o, 2 vol.

XXIV^e Semaine sociale Universitaire : *L'Alimentation*. Éditions de l'Institut de Sociologie Solvay, Bruxelles 1955, p. 337.

XLVII^e Semaine sociale de France : *Socialisation et personne humaine*, Chronique sociale de France, Lyon 1961, p. 434.

Emilio SERENI : *La questione agraria nella Rinascità nazionale italiana*. Einaudi, Roma 1946, p. 461.

F. SETON : *Pre-war Soviet Prices in the light of the 1941 Plan*, in : *Soviet Studies III* (1951-52), pp. 351-364.

Fred A. SHANNON : *The Farmer's Last Frontier* (Agriculture 1860-1897). Farrar & Rinehart, New York 1945, p. 434.

Share Ownership in the United States. A study prepared at the request of the New York Stock Exchange, Brookings Institution, 1952.

Samuel L. SHARP : *Nationalization of key industries in Eastern Europe*. Foundation for foreign affairs, Washington DC 1946, p. 81.

Carl S. SHOUP : *Principles of National Income Analysis*. Houghton Mifflin Company, Boston Riverside Press, 1947, p. 405.

Ota SIK : *Oekonomie, Interessen, Politik*, Dietz-Verlag, Berlin, 1966, p. 507.

Narendra Krishna SINHA and Anil Chandra BANERJEE : *History of India*. Muckerjee & C^o, Calcutta, 2nd edition, 1947, p. 655.

Pieter H. W. SITZEN : *The Industrial Development of the Netherlands Indies*.

Sumner H. SLICHTER : *What's ahead for American Business*. Atlantic Monthly Press Book, Little, Brown & Cy. Boston 1951, p. 216.

Adam SMITH : *Wesen und Ursachen der Volkswohlstandes*. Verlag von R. L. Prager, Berlin, 1905. Band I : p. 354; Band II : p. 298; Band III : p. 247; Band IV : p. 363.

Thomas C. SMITH : *The Japanese Village in the XVIIth century*, in : *Journal of Economic History*, vol. XII, Nr 1, Winter 1952.

Kaj Birket SMITH : *Geschichte der Kultur*. Orell Füssli Verlag, Zürich, 1946, 2^e Auflage, p. 598.

Smithsonian Contributions to Knowledge, vol. XVI. Smithsonian Institute.

Société d'Éditions économiques et sociales : *Les assemblées générales des grandes banques allemandes en 1943* Paris 1943, p. 12.

Robert SOLO : *Research and Development in the synthetic rubber industry*, in : *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 68, Nr. 1 February 1954, pp. 61-82.

Werner SOMBART : *Die Juden und das Wirtschaftsleben*. Duncker & Humblot, München et Leipzig, 12. Tausend, p. 476, 1922.

Werner SOMBART : *Der Moderne Kapitalismus*, 2^e Auflage. München, Duncker & Humblot 1922. Band I, 1. Halbband, p. 462. 2. Halbband, p. 919. Band II, 1. Halbband, p. 585. 2. Halbband, p. 1 229.

Pitirim A. SOROKIN : *Society, Culture and Personality*. Their Structure and Dynamics. Harper & Bro., New York, 1947.

Max SORRE : *Les migrations des peuples*. Flammarion, Paris, 1955, p. 265.

George SOULE : *The Shape of To-Morrow*. The New American Library, New York 1958, p. 144.

Frank C. SPOONER : *L'Économie mondiale et les frappes monétaires en France 1680-1493*. Armand Colin, Paris 1956, p. 543.

Staatslexicon von Julius BACHEM : *Herdersche Buchhandlung*, Freiburg i Breisgau, 1908, 3^e Auflage.

J. V. STALINE : *Problèmes économiques du socialisme en U. R. S. S.*

J. V. STALINE : *Problèmes du Léninisme*.

J. V. STALINE : *Œuvres complètes*, vol. XI.

W. STARK : *The History of Economics in its relation to social development*. Kegan, Trench et C^o, 1944, p. 80.

Kenneth M. STAMP : *The peculiar Institution, Slavery in the Ante-Bellum South*, Random House, New York, 1956, p. 436.

Statistical Abstract of the U. S. A., 1950 et fol.

Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich 1938. *Statistisches Jahrbuch für die Bundesrepublik Deutschland 1953* et fol.

Statistik der Bundesrepublik.

Walter STEFFEN : *Die Geldumlaufgeschwindigkeit in der Unternehmung*. Armand Druck, Bern 1948, p. 97.

J. STEINDL : *Maturity and Stagnation in American Capitalism*, Basil Blackwell, Oxford 1952, p. 246.

Fritz STERNBERG : *Der Imperialismus*. Soziologische Verlagsanstalt, Berlin 1926, p. 614.

Fritz STERNBERG : *Der Imperialismus und seine Kritiker*. Soziologische Verlagsanstalt, Berlin 1929, p. 232.

Fritz STERNBERG : *Capitalism and Socialism on Trial*. Victor Gollancz, London, 1951, p. 603.

Julian H. STEWARD : *Handbook of American Indians*, vol. III : *The Tropical Forest Tribes*. Washington, Government Printing Office 948, p. 986.

George J. STIGLER Intr. : *Business Concentration and Price Policy*. National Bureau Committee for Economic Research. Princeton University Press, 1955, p. 514.

Oskar STILLICK : *Geld und Bankwesen*, Berlin 1907.

George W. Stocking and Myron W. WATKINS : *Cartels in Action*. Twentieth Century Fund, New York 1946, p. 533.

George W. Stocking and Myron W. WATKINS : *Cartels or Competition?* Twentieth Century Fund, New York, 1948, p. 516.

George W. Stocking and Myron W. WATKINS : *Monopoly and free enterprise*. Twentieth Century Fund, New York 1950, p. 596.

John STRACHEY : *The Nature of Capitalist Crisis*. Victor Gollancz, London, 1936, p. 384.

John STRACHEY : *A Programme for Progress*. Victor Gollancz, London, 1940, p. 352.

John STRACHEY : *Contemporary Capitalism*. Victor Gollancz, London, 1956, p. 302.

John STRACHEY : *The end of Empire*. Victor Gollancz, London, 1959, p. 351.

Jakob STRIEDER : *Zur Genesis der modernen Kapitalismus (Entstehung der grossen bürgerlichen Kapitalvermögen in Augsburg)*. 2^e vermehrte Auflage. Duncker & Humblot, München 1935, p. 232.

Subcommittee on Study of Monopoly Power of the Committee on the Judiciary House of Representatives, 81st Congress, 2nd session, Serial Nr 14, Part 4A : « Steel », U. S. A. Government Printing Office, Washington 1950, p. 1011.

SUETONE : *La Vie des Douze Césars*.

SUMER : *a Journal of Archeology in Iraq*. Published by the Directorat-General of Antiquities Baghdad, vol. IV, Nr 2, September 1948.

William Graham SUMNER and Albert Galloway KELLER : *The Science of Society*. Yale University Press, 6th printing 1946, New Haven. Vol. I, p. 734. Vol. IV, p. 1331.

SVENNILSON : *Growth and Stagnation in the European Economy*. UN Publication Geneva 1954, p. 342.

Nancy Lee SWANN : *Food and Money in China*. Princeton University Press 1950, Princeton, p. 482.

Paul M. SWEZY : *Monopoly and Competition in the English Coal Trade*. Harvard University Press, Cambridge, 1938, p. 186.

Paul M. SWEETZ : *The Theory of Capitalist Development*. Oxford University Press, New York 1942, p. 398.

Yosaburo TAKEKOSHI : *The Economic Aspects of the History of the Civilisation of Japan*. Allen & Unwin, London 1930. Vol. I, p. 555. Vol. II, p. 566. Vol. III, p.

Matsuyo TAKIZAWA : *The Penetration of Money Economy in Japan*. Columbia University Press, New York 1927, p. 161.

Ida M. TARBELL : *The History of the Standard Oil Company*. Reprinted in 1956 (New York, Peter Smith) from 1904 Mac Millan edition. Two volumes in one : vol. I, p. 406; vol. II, p. 409.

R. H. TAWNEY : *Religion and the Rise of Capitalism*. Pinguin Books, 1942, p. 256.

R. H. TAWNEY : *The Acquisitive Society*. The Fontana Library; London 1961, p. 191.

Sol TAX : *Penny Capitalism, a Guatemalan Indian Economy*. Smithsonian Institution, Institute of Social Anthropology, publication Nr 16, U. S. government printing Office 1953, p. 230.

P. TEILHARD DE CHARDIN : *Le groupe zoologique humain*. Albin Michel, Paris 1957, p. 172.

R. P. Placide TEMPELS : *La philosophie bantoue*. Collection Présence Africaine, Paris, 1949, p. 128.

Temporary National Economic Committee : Hearings.

Richard B. TENNANT : *The American Cigarette Industry*. Yale University Press, New Haven 1950, p. 411.

Henri TERRASSE : *Histoire du Maroc*. Éditions Atlandites, Casablanca 1949, vol. I, p. 401.

Thomas d'AQUIN : *Commentarii in Decem Libros Ethicorum Aristotelis*. Antverpiae apud Ioannom Keerbergium, 1612, pp. 143-148 (tole V des Œuvre Complètes).

E. P. THOMPSON : *The Making of the English Working Class*, Penguin Books, 1968, p. 958.

Laura THOMPSON and Alice JOSEPH : *The Hopi Way*. Chicago University Press, 1945.

Laura THOMPSON : *Culture in Crisis. A Study of the Hopi Indians*. Harper & Bro., New York 1950, p. 221..

Willard L. THORP, F. CROWDER e. c. : *The Structure of Industry*, T. N. E. C. Monograph 27, p. 759, Washington 1941.

Richard M. TITMUS : *Income Distribution and Social Change*, Allen and Umvin, London, 1962, p. 240.

Jan TINBERGEN : *Les cycles économiques aux États-Unis d'Amérique de 1919 1932*. Société des Nations, Genève 1939, p. 267.

Jan TINBERGEN : *Business Cycles in the United Kingdom 1870 1914*. N. V. Noord Hollandsch Uitgevers Mij, Amsterdam 1951, p. 140.

Arnold J. TOYNBEE : *A Study of History. Abridgement of Volumes I-VI by D. C. Somervell*. Oxford University Press, London 1947, p. 617.

Ferdinand TREMEL : *Der Frühkapitalismus in Innerösterreich*, Leykam-Verlag, Graz, 1954, p. 175.

G. M. TREVELYAN : *Kultur und Sozialgeschichte Englands*. Claassen & Goverts, Hamburg, 1948, p. 611.

Léon TROTSKY : *La Révolution trahie*. Éditions Bernard Grasset, Paris 1937, p. 347.

Léon TROTSKY : *Écrits 1928 1940*. I. Librairie Marcel Rivière, Paris, 1955, p. 372.

Léon TROTSKY : *Dégénérescence de la théorie de la dégénérescence* La Voie Communiste, 21 mai 1933.

S. TSURU : *Economic fluctuations in Japan* * Review 1868-1893 of *Economic Statistics*, 1941, p. 179.

S. TSURU : *Twentieth Century Fund, America's Needs and Resources*, 1955, New York, p. 1148.

Abbott Payson USHER : *An Introduction to the Industrial History of England*. George G. Harrap & Co, 1921. London, p. 529.

Abbott Payson USHER : *The History of the Grain Trade un France 1400-1710* Harvard University Press, Cambridge 1913, p. 405.

Abbott Payson USHER : *The Early History of Deposit Banking in Mediterranean Europe*. Harvard University Press, Cambridge Mass. 1943, p. 649.

Urbain J. VAES : *La Technique du Financement des Entreprises*. Gembloux 195, Éd. J. Duculot, p. 550.

George C. VAILLANT : *Aztecs of Mexico*. Doubleday, Doran & Co, New York 1941, p. 340.

Guy de VALONS : *Le Domaine de l'Abbaye de Cluny aux X^e et XI^e siècles*. Librairie Ancienne Champion, Paris, 1923, p. 190.

Justus van der Kroef : *Entrepreneur and Middle class in Indonesia*, in : *Economic Development and Cultural Change*, January 1954.

Émile VANDERVELDE : *Le collectivisme et l'évolution industrielle. Nouvelle édition*. Rieder, Paris, 1921, p. 285.

Émile VANDERVELDE : *La grève générale*. Gand, Volksdrukkerij, 1908, p. 27.

Émile VANDERVELDE : *Le socialisme contre l'État*. Édition de l'Institut Émile Vandervelde, Bruxelles, 1949, p. 174.

Émile VANDERVELDE : *Souvenirs d'un militant socialiste*. Les Éditions Denoël, Paris, 1939, p. 293.

J. G. Van DILLEN ed. : *History of the Principal Public Banks*. M. Nijhoff, The Hague 1934, p. 480.

J. G. Van DILLEN : *Het economisch karakter der middeleeuwsche stad*. A. H. Kruy uitgever. Amsterdam 1914, p. 224.

J. C. Van ERDE : *Inleiding tot de Volkenkunde van Ned. Indië*. F. Bohn, Haarlem, 1920, p. 232.

J. C. Van LEUR : *Eenige Beschouwingen betreffende den Ouden Aziatischen Handel*. G. W. den Boer, Middelburg, 1934, p. 211.

Dr W. Van Ravesteyn : *Onderzoekingen over de economische en sociale ontwikkeling van Amsterdam gedurende de 16^e en het eerste kwart der 17^e eeuw*. S. L. Van Looy, Amsterdam, 1906, p. 371.

Eugen VARGA : *Die wirtschaftspolitischen Probleme der proletarischen Diktatur*. Carl Hoym, Hambourg, 1921, p. 158.

Eugen VARGA : *Grundfragen der Oekonomie und Politik des Imperialismus*. Dietz Verlag, Berlin 1955, p. 740.

Eugen VARGA : *Die Krise der kapitalistischen Weltwirtschaft*. 2^e vermehrte Auflage. Carl Hoym, Hamburg 1922, p. 147.

Eugen VARGA and L. MENDELSON : *New Data for Lenin's « Imperialism »*. International Publishers, New York 1940, p. 322.

Fernand VERCAUTEREN : *Luttés sociales à Liège (XIII^e et XIV^e siècles)*. *La Renaissance du Livre*, Bruxelles 1943, p. 120.

VERENIGING VOOR ECONOMIE : *De Belgische Economie in 1970. Studie en Onderzoekcentrum voor sociale wetenschappen. Rijksuniversiteit Gent, 1961*. 2 Delen. Deel I, p. 424; deel II, p. 793.

Leo VERRIEST : *Institutions médiévales. Tome I. Union des Impimeries, Mons et Frameries*, 1946, p. 278.

Frank VERULAM : *Production for the People*. Victor Gollancz, London, 1940, p. 288.

Sir Paul VINOGRADOFF : *English Society in the 9th century*. Clarendon Press, Oxford 1908, p. 599.

VITRUVIUS : *De architectura libri decem*. Teubner, Leipzig, 1899.

Lazar VOLIN : *A Survey of Soviet Russian Agriculture*. U. S. Dept. of Agriculture, Agriculture Monograph 5, p. 194. U. S. Government printing office, 1951.

Lazar VOLIN : *Agricultural Organization*, pp. 275-293, in : *Soviet Economic Growth*, Abram Bergson ed., Row, Peterson & Cy, Everston 1953.

George von BELOW : *Probleme der Wirtschaftsgeschichte*. Verlag von J. C. B. Mohr 1926, Tübingen, 1926, p. 711.

L. von BORTKIEWICZ : *Zur Berechtigung der Grundlagen der theoretischen Konstruktion von Marx im 3. Band des Kapitals*, in : *Jahrbücher für National-Oekonomie und Statistik*, Nr von Juli 1907.

L. von BORTKIEWICZ : *Die Rodbertus'sche Grundrententheorie und die Marx'sche Lehre von der absoluten Grundrente*, in : *Archiv für die Geschichte des Sozialismus und der Arbeiterbewegung*, von Carl Grünberg, vol. 1, 1911, pp. 426-429.

A. von KREMER : *Ueber das Einnahmehudget des Abbasiden-Reiches vom Jahre 306 H. (918-919)*, in : *Denkschriften der kaiserlichen Akademie der Wissenschaften, philosophisch historische Classe*, 36. Band. Wien 1888, in Commission bei F. Tempsky.

A. Sartorius von WALTERSHAUSEN : *Die Entstehung der Weltwirtschaft*. G. Fischer-Verlag, Jena 1931, p. 676.

N. VOZNESSENSKI : *L'économie de guerre de l'U. R. S. S.* Librairie de Médecis, Paris 1948, p. 141.

N. VOZNESSENSKI : *Le plan quinquennal de l'U. R. S. S.* Éditions sociales, Paris 1946, p. 71.

Prof. Dr Ernst WAGEMANN : *Wo kommt das viele Gels her? Völkischer Verlag, Düsseldorf 1940, p. 164.*

WAGENAAR : *Amsterdam in zijn opkomst.* Amsterdam I. Tirion, 3 vol. 1760-67.

F. W. WALBANK : *Trade and Industry under the later Roman Empire*, pp. 33-85, in : *The Cambridge Economic History of Europe*, vol. II.

LÉON WALRAS : *Abrégé des Éléments d'Économie politique.* Librairie Générale du Droit, Paris et Lausanne, 1938, p. 399.

Wang Yü-CHUAN : *Early chinese coinage.* The American Numismatic Society, New York 1951, p. 254.

Joseph WARICHEZ : *Une description villarum de l'abbaye de Lobbes à l'époque carolingienne*, in : *Bulletin de la Commission Royale d'Histoire*, tome 78, 1909, pp. 245-267.

W. Loyd WARNER and J. O. LOW : *The social system of the modern factory.* Yale University Press, 3rd printing, 1949, p. 245.

Arthur WAUTERS : *Les sources doctrinales du marxisme*, in : *Revue des Sciences économiques de l'A. L. D. Lg.*, 33^e année, n^o 116, décembre 1958.

Adolf WEBER : *Dogma und Wirklichkeit in der Sowjetwirtschaft.* Verlag der bayerischen Akademie der Wissenschaften, München 1950, p. 52.

Adolf WEBER : *Allgemeine Volkswirtschaftslehre.* 7^e Auflage, Berlin, Duncker u. Humblot 1958, p. 738.

Max Weber : *Religionssoziologie.* J. C.B. Mohr Verlag, Tübingen 1921. Band I, p. 573; Band II, p. 378; Vand III, p. 442.

Max WEBER : *Wirtschaftsgeschichte.* Duncker & Humblot, München et Leipzig, 1923, p. 348.

Simone WEIL : *Oppression et liberté.* Gallimard, Paris 1955, p. 277.

Ernst WERNER : *Die Geburt einer Grossmacht-Die Osmanen,* Akademie-Verlag, Berlin 1966, p. 358.

Dr W. F. WERTHEIM : *Herlevend Azië.* Van Loghum Staderus N.V. Arnhem, 1950, p. 187.

Robert C. WEST : *The Mining Community in Northern New Spain.*

Prof. Dietrich WESTERMANN : *Die heutigen Naturvölker im Ausgleich mit der neuen Zeit.* Ferdinand Enke-Verlag, Stuttgart 1940, p. 397.

Jacques WEULERSSE : *Le pays des Alaouites.* Arnault & C^o, Tours 1940, p. 418.

Charles WHITTLESEY : *National Interest and International Cartels.* Mac Millan, New York 1946, p. 172.

William H. WHYTE jr : *The Organization Man*. Simon & Schuster, New York 1956, p. 429.

Norbert WIENER : *Cybernetics*. John Wiley & Sons, New York 1949, 6th printing, p. 194.

Norbert WIENER : *The Human Use of Human Beings*. Houghron Mifflin Cy, Boston 1950, p. 241.

Clair WILCOX : *Competition and Monopoly in American Industry*. T. N. E. C. Monograph, n° 21, p. 44.

Hellmut WILHELM : *Gesellschaft und Staat in China*. Rowohlt, Hamburg 1960, p. 149.

Charles WILSON : *The History of Unilever*. Cassell & C°, London, vol. I, p. 335.

Monica Hunter WILSON : *Witch belief and social structure*, in : *The American Journal of Sociology*, vol. LVI, Nr 4, January 1951, pp. 307-313.

« *Wirtschaftsdienst* » Nr 2, 1942.

Wicksell : *Lectures*.

Clark WISSLER : *Indians of the United States*. Doubleday & C°, 1946, New York, p. 319.

Karl August WITTFOGEL : *Die ökonomische Bedeutung der agrarischen und industriellen Produktivkräfte Chinas*. W. Kohlhammer, Stuttgart, 1930, p. 188.

Karl August WITTFOGEL : *Probleme der chinesischen Wirtschaftsgeschichte*, in : *Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*, 57. Band, 2. Heft, 1927, J. C. B. Mohr-Verlag, Tübingen, 1927, pp. 289-335.

Karl August WITTFOGEL : *Wirtschaft und Gesellschaft Chinas*. C. L. Hirschfeld, Leipzig 1931, p. 768.

Wladimir WOYTINSKY : *Les conséquences sociales de la crise*. Bureau International du Travail, Genève 1936, p. 376.

XENOPHON : *Oeconomicus*, transl. de J. Laistner, in : *Greek Economics*, J. M. Dent & Sons, London 1923, p. 204.

Jean YERNAUX : *Contrats de Travail liégeois du XVII^e siècle*. Palais des Académies, Bruvelles, 1941, p. 385.

M. YOSHITOMI : *Étude sur l'histoire économique de l'Ancien Japon, des origines à la fin du XII^e siècle*. A. Pedone, Éditeur, Paris 1927, p. 263.

A. YUGOW : *Russia's Economic Front for War and Peace*. Watts & C°, Mondon, 9942, p. 279.

W. IJZERMAN : *De Geboorte van het moderne Kapitalisme*. N. V. Ontwikkeling, Uitmij, Amsterdam 1927, p. 127.

Prof. Dr Louis ZIMMERMAN and F GRUMBACH : *Saving, Investment and Imperialism*, in : *Weltwirtschaftliches Archiv* 1953, Band 71, Heft I, pp. 1-21.

LISTE DES JOURNAUX ET HEBDOMADAIRES
COURAMMENT CONSULTÉS

The Economist.

Frankfurter Zeitung 1940-1943.

The (Manchester) Guardian.

Le Monde.

The New York Times.

Neue Zürcher Zeitung.

Die Neue Zeit.

Pravda.

Izvestia.

Business Week.

Problèmes économiques.

U. S. News & World Report.

Deutsche Zeitung und Wirtschaftszeitung.

Basler Nationalzeitung.

LISTE DES REVUES COURAMMENT CITÉES

- American Economic Review.*
Arbeit und Wirtschaft.
Annales.
Cartel.
Documents de l'Association française pour l'Accroissement de la Productivité.
Economica.
Economic History Review.
Economic Journal.
Econometrica.
Économie et Politique.
Esprit.
Études statistiques (supplément trimestriel au Bulletin Mensuel de Statistiques).
Fortune.
Facts on File.
France-Observateur.
Grünberg'sche Archiv für die Geschichte des Sozialismus und der Arbeiterbewegung.
Journal of Political Economy.
Journal of the Royal Statistical Society.
P. E. P. Reports.
Revue économique.
Revue française du Travail.
Revue Internationale du Travail.
Recherches Internationales à la Lumière du Marxisme.
Quarterly Journal of Economics.
Review of Economic Studies.
Schmollers Jahrbuch.
Social Research.
Soviet Studies.
Survey of Current Business.
Weltwirtschaftliches Archiv.
Wirtschaftswissenschaftliches Institut : Mitteilungen, etc.